QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13886 - 4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 19 SEPTEMBRE 1989

La faucille. le croissant et le goupillon

On s'on était bien vivente, en Union soviéti-que. Les religions, devrait-on plutôt dire, car cet empire ébrané, cette mossique de peu-ples non consentants, est aussi

470

12:34

on the

Will Date

arith thank

25 · 公司·红星

1

· 使 使 * 15

- 4 12 T 12 35

The same of the same of the

1 TON 1 18 5

2.5 1.888

-75.7

11.11.19

Dimenche 17 septembre, ce sont plus de cent mille catholi-ques d'Ulcraine occidentale (Galide Moscou et du Vetican et récismer le légalisation de leur persondé être venu à bout pour in plus grande joie de l'Eglise nationale russe orthodoxe. De vaulent pas rompre avec Rome, mais ne vaulent pas pour autant adopter le rite latin, qui est celui des catholiques des pays bultes, cendent dans la rue pour deman-der à la fois le droit à la religion de leur choix et une plus grande autonomie de l'Ukraine.

Leur première nde n'est pas près d'être satisfaite tant il est vrai que les pent sorvent les revendications nationales et risquent d'ajouter encore à l'atomisation de l'empire M. Corbetchen, jupini à se nationate, ne pout file Voiunietes ultrainiens, prinqu'elle réveille le querelle d'influence qui oppose depuis des alècles dans cette région les catholiques à l'Eglise nationale russe.

Or, à quelque exceptions près, vite réprimées, l'Eglise orthodoxe russe n'a jameis beau-coup marchandé son soutien eu coup marchandé son soutien est régime en place su som de la défence du panelevisme. Ses patriarches ne sont jemeis en rezard d'un raliement et, alors qu'on assiste à une forte résur-gence de l'asprit grand-russe, M. Gorbatchev n'a pes intérêt à infliger une humiliation supplés mentaire aux princes d'une Eglise aussi soumise.

dégei n'affecte pas que les chrétiens (sans oublier les protestants d'Estonie, les baptistes réfractaires au service militaire, l'Eglise orthodoxe autocáphale de Géorgie et celle, apostolique, d'Arménie). Plus difficile à observer, il agite aussi de plus en plus les Républiques musulmanes d'Asia centrale et leurs demines déjà, les autorités civiles ont dû s'incliner devant des manifes tants et accepter, comme à l'achkent, le remplécement de tel ou tel hiérarque religioux connu pour se corruption et son esservissement au pouvoir politi-

30 % des enfants russes sont baptisés, on estime que 90 % des enfants musulmans soviétiques sont circoncis, le totalité des enterrements de musulmens. sont religieux. A terme, cas don-nées sont explosives. L'Union soviétique n'est-elle per finalement le seul pays au mondé où consistent une mejorité de chrétiens et une très forte communauxé islamique ? Si M. Gorbatchev pense partois au Liben, il doit avoir des sueurs froides ou bien être renforcé dans sa conviction qu'il faut à tout prix désamorcer le bombe laissée an héritage par les tears, mais dont nce z été multipliée per na promonium a eus minupaet dix per Staline et sa décectr politique des nationalités.

(Lire nos informations page 3.)



Cinq morts, plus de dix mille sans-abri

par le cyclone Hugo

Le cyclone Hugo a quitté dimanche soir 17 septembre la Guadeloupe, laissant derrière lui au moins cinq morts, plus de quatre-vingts blessés, plus de dix mille sans-abri et de très importants dégâts matériels, selon le dernier bilan provisoire établi lundi matin à Paris par la Sécurité civile

Le cyclone poursuivait, handi matin 18 septembre, sa route dans les Caraibes et se dirigeait vers Porto-Rico, après avoir touché les lles Vierges et fait quatre autres

Un premier avion militaire Transall est arrivé dimanche en fin d'après-midi en Guadeloupe avec, à son bord, une cinquantaine de militaires, de personnels médicanx et du matériel de première prgence. Trois autres avions étaient attendus dans la journée, avec notamment le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, et le directeur de la sécurité civile, M. Hubert Fournier.

« Les sinistrés recevront dans les prochains jours une indemnisation nettement plus importante que les habituels secours d'urgence », avait précisé M. Le Pensec avant son départ.

D'autres avions militaires devaient faire londi la navette entre la Martinique, relativement épargnée par le cyclone, et la Guadeloupe.

Selon les météorologues, Hugo est aussi violent que le cyclone David, qui avait frappé en 1979 la Dominique, la République dominicaine et la Floride, faisant plus de mille morts sur son passage.

(Lire page 12 les articles ANDRÉ LÉGER et de YVONNE REBEYROL.

Une enquête auprès des jeunes Français

La Guadeloupe dévastée | La consommation de drogue a cessé d'augmenter

Selon une étude de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), la consommation de drogues illicites chez les adolescents en France s'est stabilisée; 2,7 % des élèves de sixième et 19 % des élèves de terminale ont au moins une fois dans leur vie « touché » à la drogue, en général de la marijuana ou du haschisch.



M. Vernes à la rescousse de M. Hersant

Le président de la Cinq tente de conserver le contrôle de la chaîne PAGE 16

L'armée et la nation

De la célébration de Valmy à l'amélioration de la condition militaire PAGE 10

Agression contre Robert Faurisson

L'obstiné négateur du génocide PAGE 14

Démographie Trancaise

Le taux de fécondité s'est stabilisé en 1988 **PAGE 23**

Le sommaire complet se trouve page 28

Un entretien avec M. Willy Brandt

« Il faut parvenir au maximum d'unité entre Allemands de l'Ouest et de l'Est »

. Willy Brandt, soixante-quinze ans, chancelier fédéral de 1969 à 1974, a été à l'origine du rapprochement de son pays avec les pays de l'Est et la RDA Aujourd'hui, président d'honneur du SPD et président de l'Inter-nationale socialiste, il observe non sans inquiétude l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est. Il plaide ici pour « le plus d'unité possi-ble » des Allemands, un objectif qui, selon lui, ne peut se réaliser qu'avec l'assentiment des voisins de l'Allemagne et des vainqueurs de la seconde guerre mondiale.

BONN

de notre correspondent

directer on RDA et un Hongrie, la fuite mandre vers l'Onest de planteurs milliers de remortiments est-allements out suscité function et hierrogations, en Allemagne et l'Allemanne de l'Allemanne et l'Al

- Ce mouvement de fuite est certes un événement qui nous touche, sur le plan hamain, mais qui ne change tien an coeur du problème. Le vrai problème, c'est la RDA, qui, il faut le reconnaître, à obtenu sur le pien économique de meilleurs résul-tats que ses voisins orientaux. Mais l'expérience chinoise nous a montré que des

réfounes économiques ne parviennent pas à apporter une réponse à l'autre exigence des hommes : être traités comme des citoyens majeurs sur le plan politique. Si le processus de démocratisation et de restructuration se poorsuit dans cette partie du monde jusque-là dominée par le com-munisme, la RDA ne pourra pas s'ea tenir à l'écart. Ce n'est pus pensable.

» Ce que l'on peut aujourd'hui affirmer avac certitude, c'est que les perspectives allemandes, l'avenir des Allemands vivant dans les deux Etats ne peuvent pas être séparés de l'évolution de l'Europe dans son ensemble. Certains de mes compatriotes, et quelquefois nos voisins, oublient que les affaires allemandes sont de plus en plus dépendantes des affaires européennes. Des progrès de l'intégration au sein de la Communauté à l'Ouest, et de l'avancée du mouvement de réforme à

- En ce qui concerne l'avezir det rap-peris entre la RFA et la RDA, vom avez-diciaré récessment que l'ère du rapproche-ment par « petits pas » touchuit à sa fin. Par quoi peut elle être resuplacée ?

- Je crois que ce que l'on a appelé la « politique des petits pas » a été un succès. Elle a facilité la vie de beaucoup

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG (Lire la suite page 4.)

Des fonctionnaires aux salariés de Peugeot

Les conflits de l'après-crise

Le conflit se durcit chez Peugeot. Lundi 18 septembre, des salariés du groupe devaient manifester à Paris. Le président, M. Jacques Calvet, se trouve confronté - comme le premier ministre avec les fonctionnaires – à un même problème : comment faire comprendre aux salariés la nécessité de maintenir une certaine rigueur de gestion, alors que tous savent que la crise est finie. Encore en « convalescence ». l'économie française comme la firme automobile ont retrouvé la santé. L'après-crise appelle des relations sociales d'un type nouveau,

par Erik Izraelewicz

La crise est finie. Les économies industrialisées - dont la France - ont retrouvé, d'une manière durable, les chemins d'une croissance soutenne. Les mins d'une croissance soutenue. Les experts sont de plus en plus nombreux à partager ce jugement. « Nous sommes repartis pour dix nouvelles glorieuses », nous confiait, il y a peu, l'un des principaux dirigeants du patronat français, faisant ainsi référence à la formule de Jean Fourastié sur les trente années «glo-rieuses» de l'après-guerre (1945-1975), période à forte croissance. Certains économistes du ministère des finances français, comme ceux du FMI (Fonds monétaire international) et du GATT (Accord général sur les échanges et les tarifs douaniers) pensent comme lui. Tous jugent qu'il n'est pas utile de divulguer la bonne nouvelle. Elle pourrait, selon eux, faire renaître des revendications corporatistes et, de ce fait, casser la dynamique retrouvée.

Contrairement aux sombres prévisions des experts, les pays industriels conti-nuent, en 1989, à enregistrer des rythmes de croissance très élevés. L'euphorie est générale : l'effondrement boursier d'octo-bre 1987 est complètement oublié. Annulé même : sur toutes les grandes places financières, les indices ont retrouvé des niveaux records, reflétant la bonne santé des entreprises. Dégageant de substantiels bénéfices - les résultats semestriels publiés actuellement confirment la tendance, - les entreprises investissent massivement, créant désormais de nouvelles capacités de production... et des emplois. Les profits d'hier font les investissements d'aujourd'hui et les emplois de demain : le cercle vertueux du capitalisme semble réenclenché.

Partout, dans les pays industriels capitalistes, la crossance est forte. En Alle-magne fédérale et en France elle pourrait approcher cette année les 4 %! Globale-ment, après avoir crû de 5 % en 1988, la production mondiale devrait progresser. en 1989, de 3 % à 3,5 %, selon le GATT. Le volume du commerce mondial est, lui aussi, en plein boom, retrouvant ses rythmes des années 60 : 8,5 % en 1988, entre 6 % et 7,5 % en 1989. Contre toute attente et contrairement à ce qui avait tonjours été observé dans le passé outre-Atlantique, la croissance américaine. retrouvée en 1982, se poursuit dans la durée (pour la septième année consécu-

(Lire la suite page 43.)

LA TENTATION NIHILISTE Roland Jaccard, On se lasse de tout, sauf du nihilisme... LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

ÉCONOMIE

Réinventer une politique de développement régional. Mutations dans le tiers-monde socialiste. Vingt ans de réforme agraire au Pérou. La chronique de Paul Fabra: « Contrainte extérieure » et partage. Pages 18 à 21

SPORTS

Automobilisme : la percée nippone an rallye d'Australie. Volley-ball : l'équipe de France avant les championnais d'Europe. Page 22

A L'ÉTRANGER: Algirin, 450 DA; Mirron, 5 dk.; Tirrinis, 900 m.; Advangos, 2 DM; Anthon, 20 ach.; Origins, 30 ft.; Canada, 1,36 S; Antibo, 7,20 F; CSto-d'Archin. 425 F CFA; Danctort. 11 kr.; Espagna, 160 per.; G-B., 60 p.; Sping, 100 dk.; Henda, 30 p.; Antibo, 1800 L.; Line, 1,400 DL; Lenemberg, 30 ft.; Morrige, 12 kr.; Pepe-Sen, 2,25 ft.; Peregut, 140 esc.; Sánápal, 325 F CFA; Salda, 12,50 cs.; Soires, 1,50 ft.; USA (Art), 1,50 S; USA (Art), 1,50

Débats

CHINE

En attendant la fin d'une dynastie

E « printemps de Pékin » s'est terminé par une répression sanglante à l'initiative du gouvernement communiste. Depuis lors, la Chine ne fait plus la « une » de l'actualité. Les condamnations des puissants pays occidentaux risquent de ne pas excéder la sanction verbale tant il est vrai que les intérêts économiques en jeu concernent aussi bien les entreprises privées que le peuple chinois; et les hommes d'affaires, rapatriés au moment du massacre, retournent donc à Pékin où l'ordre règne à nouveau. Bref, les bouchers de la place Céleste (Tiananmen) passent pour les vainqueurs de l'histoire.

On peut se demander comment un massacre si cruel a pu se pro-duire à la fin de notre siècle marquée par l'emprise de tendances mondialistes et démocratiques. A fortiori, il paraît à première vue impensable que cet épisode survienne dans une Chine quadrimiliénaire, réputée pour la continuité de son histoire et le pacifisme de son peuple. Le e pays du Milieu », étymologiquement, désigne l'emplacement géographique, mais il indique aussi l'impact de la modération, le goût du juste milieu.

En pleine révolution culturelle, à l'apogée de sa grandeur et de sa gloire, Mao Zedong, dans un poème, indiquait que la politique des premiers empereurs (deuxième siècle av. J.-C.) avait été pratiquée sous toutes les dynasties. Clairvoyance historique du Grand Timonier? Certes. Mais, surtout, mise en évidence d'une réalité politique. Les Qin s'appuyaient sur une doctrine, le légisme, qui fournira, à partir du premier empereur, l'essence de la politique de l'Etat chinois. Issu de la période chaotique des Royaumes combattants (476-221 av. J.-C.), le légisme s'était donné pour objectif de fonder un Etat tout-puissant capable de mettre fin à une situation déplorable. Pour faire régner l'ordre, tous les moyens étaient bons. Dans ce sens, le légisme est parent du d'abord une théorie qui légitime l'autocratie avant de devenir l'ossature théorique du régime impérial. Le secret de l'ordre, pour les légistes, c'est le pouvoir politique absolu de l'empereur. Aucun rapport d'égalité n'est concevable entre sujets et suzerain. Pour les légistes, la puissance d'un Etat se fonde sur la faiblesse du peuple. Dans cette logique, le but ultime de l'Etat est d'affaiblir celui-ci. Cela se traduit par la mainmise sur les ressources agricoles et commerciales. La

par CHEN YAN (*)

terre, considérée à l'époque comme la seule source de la richesse, était propriété de l'Etat, ou du moins placée sous son contrôle, tandis que le commerce des céréales, du sel et du fer était monopolisé par le pouvoir politique. Ces pratiques révèlent une sorte de subordination de la rationalité économique aux exigences de la domination politique.

Do légisme au confucianisme

Pour achever de verrouiller son emprise sur le peuple, le légisme avait installé une dictature idéologique. Après la fondation de l'Empire, consolider le trône devenait la tâche essentielle de la cour impériale. Priger l'autorité absolue de l'idéologie officielle, interdire la diffusion de toute autre pensée que la doctrine autorisée, telles étaient les missions idéologiques des légistes. Qin Shihuang, le premier empereur, n'avait-il pas enterré vivants quelque cinq cents lettrés et brûlé la quasitotalité des œuvres confu-

Paradoxalement, le régime impérial, qui devait son apparition à la doctrine légiste, ne l'a reconnue comme idéologie officielle que pendant une dizaine d'années. Le légisme a ensuite cédé la place au confucianisme, pendant deux mille ans, la seule idéologie officielle de la

Phénomène curieux, le communisme venu de l'Occident n'échappe guère à la tradition cyclique de la culture politique chinoise. Surgi dans une Chine divisée, déchirée par les seigneurs de la guerre et les puissances occidentales, le Parti communiste a sorti le pays de la guerre civile à l'aide d'une armée de paysans et a réussi à fonder une république unifiée au nom du peuple. Mao et le Parti ont bénéficié de la perte Tchiang Kar-chek. Si la jeune République populaire a su réaliser des performances remarquables, c'est parce que le peuple chinois a participé avec enthousiasme à la fondation du nouvel ordre. Autrement dit, Mao et son parti ont été les héritiers du mythe du mandat

Cependant, Mao ne pouvait pas recourir aux valeurs tradition-nelles confucéennes à l'instar des fondateurs des dynasties impé-

riales. Par chance, le commu

nisme coîncide parfaitement avec les enseignements légistes : pouvoir politique absolu, posses étatique des moyens de production et dictature idéologique; à cela près que le marxismeléninisme s'est substitué au confucianisme comme idéologie d'Etat. Pour conserver le mandat céleste, Mao a largement exploité

vicille utopie paysanne, qui se résume en une sorte de communisme primitif. L'instauration des communes populaires, le Grand Bond en avant, n'étaient-ils pas proposés officiellement comme l'anticipation de l'avenement du communisme? Pour la majorité des Chinois, cet avènement correspond à la Grande Concorde du Livre des rites, l'un des cinq grands classiques du confucianisme. Dans ce sens, la révolution culturelle, lancée par Mao avec la participation d'une masse fanatisée, tend à illustrer ce rêve eschatologique de concordance ou d'harmonie universelle.

Contestation BUSEIÉE

En même temps, le pouvoir niste n'a jamais cessé de jouer la carte légiste, surtout dès qu'il s'est agi de liberté de pensée et d'expression. On se souvient d'avoir ressenti une impression d'ambiance printanière lorsque Mao en 1956 déclara solennellement la politique des Cents Fleurs. Pourtant, ce songe éphé-mère a été rapidement balayé par la campagne antidroitiste de 1957. Et puis, l'Histoire se répétant, en 1959, en 1960, en 1962, les campagnes prenaient diffé-rents noms : « Lutte contre les tendances droitistes », « Lutte contre le révisionnisme », etc. Ces tentatives successives de museler toute forme de contestation ont culminé avec la révolution cultu-

Le massacre de la place Tiananmen, après la campagne contre la « pollution spirituelle » de 1983 bourgeois » de 1987, s'inscrit dans cette logique. Au début des années 40, Mao n'avait pas hésité à user de la répression envers les intellectuels qui ossient le contes-ter; en 1987, Deng Xiaoping n'a pas eu non plus le moindre scru-pule à se déclarer prêt à faire couler le sang si c'était nécessaire.

Mais le monde a changé, la Chine aussi. Durant deux mille ans, le confucianisme et le légisme ont pu cohabiter dans une Chine isolée du reste du monde. De même, légisme et communisme ont fait bon ménage en profitant de la fermeture du pays longtemps favorisée par le contexte international. Anjourd'hui, il n'est plus ques-

tion d'invoquer les obstacles naturels ou la politique des nations. La réforme économique lancée par Deng Xisoping il y a dix ans a signé l'arrêt de mort du communisme utopique. Le mouvement démocratique du « printemps de Pékin », et, surtout, le massacre qui a suivi révèlent la perte du mandat céleste du régime. N'oublions pas que la tyrannique dynastie des Qin n'a pu régner plus de quinze ans! Quel sera le bail céleste du gouvernement

USQU'AU massacre de Pékin, l'opinion française sur la Chine a été massivement gouvernée par la mode, une mode qui applaudissait les avatars successifs du communisme chinois: son avatar totalitaire inspiré par Mao Zedong, et son avatar modernisateur inventé par Deng Xiaoping. La surprise épou-vantée de l'opinion contribue largement à expliquer son retournement contre les dinosaures qui dirigent aujourd'hui la Chine. Le danger, pourtant, serait qu'elle se retourne sans se modifier en profondeur, et que la nécessaire protestation ne se double pas d'une véritable réflexion sur les enjeux de la décomposition politique qui frappe le communisme chinois.

L'ouvrage de Patrice de Beer arrive donc à temps. Car ce n'est pas d'abord un livre sur la crise d'avril-juin mais la première véritable fresque des « années Deng Xiaoping ». Inspiré et nourri par un séjour de correspondant du Monde en Chine qui s'est achevé en 1987, c'est un vrai livre de journaliste, qui combine dans un style alerte le reportage et l'histoire immédiate.

Patrice de Beer ne se contente pas de faire l'historique des événements - encore que l'un de ses meilleurs chapitres décrive la « guerre de succession » qui s'est ouverte après l'échec des manifestations étudiantes de l'hiver 1986. Il ne se contente pas, non plus, de multiplier les anecdotes et les petits faits vrais - bien que ceuxci soient souvent originaux et significatifs : il n'est pas indifférent, par exemple, que 20 % des cinq cents employés du ministère de la justice aient entre eux des liens de parenté ; et l'on trouve dans ce livre des portraits intéressants de plusieurs dirigeants politiques ou d'intellectuels comme l'astrophysicien Fang Lizhi et le journaliste Liu Binyan.

Non, le cœur de l'ouvrage est l'analyse des contradictions de toute nature que la politique de modernisation déclenchée en 1978 a engendrées. Patrice de Beer en donne une esquisse saisissante lorsqu'il définit le processus réformiste des années 1986-1988 comme une « démocratisation de fait devenue en quelque sorte une dictature tempérée par l'anarchie ». Le communisme? A aucun moment il n'a disparu, et Patrice de Beer rappelle son scepticisme ancien sur les intentions ultimes de Deng Xiaoping : la réforme, c'était un détour, voire une manœuvre, à aucun moment les objectifs politiques n'avaient

Et pourtant, le journaliste reconnaît que la modernisation a eu d'immenses effets économiques et sociaux, qui ont largement modifié la problématique politique : la crise du printemps est sortie du progrès, non de la stagnation. La décollectivisation agricole et l'ouverture du pays sur l'étranger, notamment, apparaissent comme des acquis fondamentaux, très difficiles à remettre en

DOMENACH (*)

Bibliographie : « Le Réveil du dragon », de Patrice de Beer

cause. En même temps, la moder-nisation est très inégale et, par bien des côtés, pathogène, dans la mesure où elle est mise en œuvre par un appareil corrompu et inefficace. Patrice de Beer multiplie les exemples de réformes freinées. détournées ou accaparées.

Les dérapages de la réforme

Ainsi, cet ouvrage est en fait une analyse des difficultés et des dérapages de la réforme chinoise. En cela, il se démarque fondamentalement de la littérature hagiographique on abstraitement dénonciatrice qui avait accompa-gné les premières années de la modernisation denguiste. Une tentation bien française efit été de l'habiller de considérations idéologiques. Par prudence, l'auteur s'en garde bien - jusqu'à éviter, ce qui est parfois dommage, un parallèle trop appuyé avec l'expérience Gorbatchey.

Voici un ouvrage sur les pays communistes qui ne se contente pas de déguiser ou de contester la progagande officielle, mais donne toute leur importance aux évolutions sociales qui modifient et nuancent la texture du pouvoir le cas n'est plus unique, mais il n'est pas si fréquent. A aucun moment non plus l'auteur n'oublie que la Chine est un immense pays, dont près de 80% de la population vivent dans des zones rurales où les différences de conditions sont incroyables. La facilité serait alors d'écarter d'un revers de main les revendications démocratiques (ou plutôt républicaines) du printemps dernier, en montrant à quel point elles étaient socialement minoritaires. Patrice de Beer n'y succombe pas. Il montre comment la même crise de transition a trouvé des expressions différentes dans l'économie, la société et la culture. Il repère également les influences étrangères qui ont favorisé l'émancipation de la conscience sociale - tout en remarquant justement que, placés devant un choix politique qu'ils percevaient comme radical, les dinosaures de Pékin ont frappé sans tenir compte du monde exté-

La crise chinoise est à la fois hâtée et relativisée par le fait qu'elle se développe dans un vieil empire humilié mais qui en a subi bien d'autres, dont les traditions intellectuelles et morales ont été érodées, non détruites. Le confucianisme revient à la surface : il ronge le système, et en même temps lui offre un surcroft de légi-

Le résultat est un livre très ordonné mais abondant, à la fois reportage et guide politiques, qui éclaire le lecteur, mais en abolissant les tentations simplifica-

Les enjeux d'une décomposition trices : « Des millions de jeunes et par JEAN-CLAUDE de moins jeunes déferlant sur la

olace Tianarmen, le fils de Dens Xiaoping convoquant les journalistes pour affirmer qu'il n'est pas un escroc, des gens ordinaires pillant des wagons de chemin de fer, des gangsters attaquant des trains en rase campagne, des femmes vendues à l'encan, un couple d'homosexuels essavam de se marier, des dizaines de millions de paysans affluant vers les villes à la recherche de travail : voilà l'image que donne la Chine après quarante ans de commu-

Cette description est mille fois préférable aux louanges comme aux dénonciations toutes saites. Elle rappelle que la situation chinoise ne se résume ni aux éditoriaux du Quotidien du peuple ni aux exubérances citadines. Elle fait comprendre que, derrière les apparences et les conjonctures, le facteur décisif est le travail de la société chinoise sur elle-même. Mais elle comporte aussi de réels inconvénients. Tout d'abord, celui de placer sur le même plan des phénomènes d'importance inégale : nous aurious pour notre part accordé beaucoup plus d'importance à la masse paysanne (sur laquelle le livre revient certes dans physiems chapitres), et pas seulement pour des raisons économiques et sociales: parce que l'absence d'écho du mouvement démocratique dans les campagnes chinoises scelle son infirmité poli-

One repture énigmatique

L'auteur, certes, fait vertu de son métier de journaliste; mais l'on aimerait parfois qu'il aille au A plusieurs reprises affleure, par exemple, une méfiance à l'égard du réformisme de Zhao Ziyang. On aurait aimé qu'il pose plus nettement la question de savoir si la politique chinoise ouvre un véritable espace à une tendance oui ne serait pas seulement technomodérantiste, mais effectivement réformiste. Et l'on aurait plus encore aimé connaître son pronostic d'avenir. Car la rupture politique engendrée par le massacre du début juin est à la fois spectaculaire et énigmatique. Jusqu'où peut aller la « déclivité répressive » qui caractérise actuellement la politique chinoise? Quelles sont ses limites objectives? Il y a là un vrai problème que la colère de l'opinion néglige

Patrice de Beer accorde toute leur place aux innovations sociales et intellectuelles apparues depuis quelques années. Mais il montre bien, également, que les « vieux démons » sont toujours en embuscade : la division, le népotisme et la corruption. l'envie (la fameuse « maladie des yeux rouges ») et ce despotisme qui n'a pas craint de faire couler le sang. A le lire, on imagine possible un retour politique des partisans de Zhao Ziyang, après la mort de Deng Xiaoping, mais beaucoup plus difficilement la victoire sociale et politique d'un véritable réformisme démocratisant : il faudra de très longues années pour que la société chinoise bascule dans la moder-

Or - c'est la deuxième leçon du livre - la Chine n'est pas senlement un Etat communiste, mais un immense pays panvre empêtré dans ses traditions, qui se trouve dans une transition extrêmement douloureuse entre le passé et le présent. Pendant que le pouvoir réprime ses élites et menace de retourner en arrière, les problèmes s'accumulent et leur solution se fait de plus en plus difficile. La crise ouverte du communisme offre la véritable. occasion d'un « réveil du dragon » chinois: mais les plus graves difficultés sont sans donte encore à

★ La Chine, le réveil du dragon, de Patrice de Beer. Editions du Centerion. 380 p., 125 F.

Au courrier du Monde **PRÉCISIONS**

Le Luxembourg et l'argent de la drogue Sur le dessin humoristique

ayant figuré à la page une de l'édition du 7 septembre de votre journal, il est indirectement affirmé que les banques luxembourgeoises se prêtent au blanchiment de l'argent de la drogue. Je tiens à vous affirmer que,

jusqu'à cette date, le gouverne-ment luxembourgeois n'a jamais été approché par un gouvernement étranger à propos d'une affaire de blanchiment d'argent par les banques luxembourgeoises. Si le Luxembourg était saisi par une commission rogatoire, les autorités judiciaires n'hésiteraient pas un instant à prêter toute l'assistance sollicitée. Le Luxembourg dispose des textes législatifs nécessaires à ces fins. En effet, l'article 8 de la loi du 7 juillet 1989 (renforçant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamentenses et la lutte contre la toxicomanie) stipule :

« Art. 8-1. – Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 5 000 francs à 50 000 000 francs ou l'une de ces peines seulement, ceux qui auront sciemment facilité ou tenté de faciliter la justification mensongère de l'origine des ressources ou des biens de l'auteur de l'une des infractions mentionnées à l'article 8 sous a) et b) ou ceux

qui auront sciemment ou par méconnaissance de leurs obligations professionnelles apporté leur concours à toute opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit d'une telle infraction.

» Art. 8-2. - Dans les cas prévus à l'article 8 sous a) et b). le tribunal, sans préjudice de l'article 42 du code pénal, ordonne en outre la confiscation des biens meubles ou immeubles, divis ou indivis, du condamné qui auront été acquis au moyen du produit de l'infraction. -

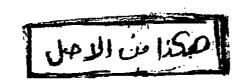
Ces dispositions pénales sont à l'heure actuelle les plus sévères parmi les législations européennes en matière de répression contre le trafic de la drogue et le blanchiment du produit de ce trafic.

Au cas où vous disposeriez de détails précis sur une affaire de blanchiment mettant en cause une banque luxembourgeoise, je vous saurais gré de bien vouloir me les communiquer, afin que les autorités puissent en être saisies.

Au cas contraire, je vous prie de rectifier de façon adéquate l'affirmation ne correspondant pas à la réalité, diffusée dans votre édition citée ci-dessus.

PIERRE WURTH. Sadeur du grand-duché de l'exembourn





W. Warbatcher 6

2

in the late of

75 " 4 PF

A Topical Contraction

'अक्षा : ...

Otto-

A TRUE CONTRACTOR OF THE

and the second s

The second section is and the same the same than the same the

re meuring abbestelligen bie \$ The second second

The second secon THE MARKET PROPERTY in the last transfer and

The same same same said Later wife to applicate the

M. Gorbatchev condamné à l'emporter

de notre correspondant

The second

THE BY

.

Wind the posts

A STATE OF THE STA

3.4

Contraction of the Contraction

人名英格兰

error i marca

· * : -= :

A TI

e alaa e se

■ National Series Control of Land Artist 類

The second secon

👺 🍇 sampton on 🔻 year of best SE

Logiquement l'agence TASS devrait annoncer, mardi 19 septem-bre en fin de soirée, qu'à l'issue de sa première réunion plénière de Pasnée politique le comité central du Parti communiste de l'URSS a remercié M. Gorbatchev et désigné un nouveau secrétaire général.

Ce serait logique puisque le système soviétique craque aujourd'hni sur tous les fronts que, jamais depuis les débuts de la perestroika, le chaos n'a semblé si absolu et que cette situation révulse une forte majorité de l'appareil et notamment de ce comité central dont M. Gorbatchev tient, statutairement, son pouvoir. Logique ou pas pourtant, non seulen'est tesse pour crédible par à peu près personne à Moscou mais piu-sieurs hauts responsables laissaient au contraire entendre, à la veille du week-end, qu'une nouvelle purge se préparait contre les conservateurs.

Certains parlaient de quatre départs au bureau politique. D'autres indiquaient qu'on s'orien-tait, en une ou plusieurs étapes, vers la constitution d'une direction restreinte car « le réservoir [d'hommes neufs] de l'actuel comité central ne déborde pas d'eau fraiche ». D'autres encore ne se refusaient aux confidences que pour ajouter qu'ils étaient trop superstitieux — sous-entenda pour vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Non sculement donc, les proches de M. Gorbatchev ne semblaient en rien soucieux, mais ils affichaient une séréuité en complet contraste tant avec le total pessimisme des milieux intellectuels libéraux qu'avec la multiplication, à l'Ouest, des pronostics sur le prochain échec et mat du secrétaire général. Cela ne signifie pas que le plénum de mardi sera pour lui une partie de plaisir. Une centaine d'organisations indépendantes ont tenu, samedi 16 septembre, une réunion à Leningrad au cours de laquelle M. Iouri Afanassies, coprésident du groupe des députés progressistes du Congrès de l'URSS, a accusé M. Gorbatcher et le bureau politique d'être « incapables d'écouter les voix nutionalistes et de les considérer autrement que comme des phénomènes hostiles et négatifs ». De son côté, le Parlement arménica a accusé samedi l'Azerbaidjan d'imposer un véritable blocus économique à l'Arménie au moyen d'une grève des cheminots qui empêche l'approvisionnement en vivres et en essence. La situation du ravitaillement devient particulièrement préoccupante dans le Haut-Karabakh.

retraite,mais le fait est que pour au moins trois raisons le glas de la perestrolles n'a pas encore sonné.

Fondamentale, la première en est que dans ce chaos croissant M. Gorbatchev a toujours l'initiative face à une monvance conservatrice qui n'a encore trouvé ni sa ligne de défense ni ses chefs de file indiscutés. Car lorsqu'on se dit, logique sidant, que M. Gorbatchev est virtuellement fini, on oublie que même le plus furieux des conservateurs obtus ne peut ignorer qu'une entreprise de restauration pure et simple ne serait

Si l'URSS arrogante et gâtensement agressive de Leonid Brejnev n'a jamais esé intervenir en Pologne alors que Solidarité ne révait que d'un dialogue avec un sytème communiste toujours puissant, on voit en effet mal ce que Moscou pourrait aujourd'hni faire pour ramener à l'orthodoxie les marchés de l'Empire. Non sculement le Parti polonais ne dispose plus d'une majorité parlementaire, mais le gouvernement formé par Solidarité bénéficie à l'évidence d'appuis plus que circonstanciels dans l'armée, la police et les services secrets. La Hongrie bascule parallèlement, dirigeants communistes en tête, dans la démocratie parlementaire.

On ne peut même en rien enclure Bref, la normalisation de ces pays qu'il sit — ce ne serait pas la première fois — à battre en demandersit un tel effort que l'hypothétique successeur conservateur de M. Gorbatchev n'aurait le choix qu'entre y renoncer ou déstabiliser un peu plus, en s'y lançant, PURSS elle-même. Or la renonciation scrait un aveu de faiblesse qui ne contribuerait pas, aux quatre coins de l'URSS, à la crédibilité d'une entreprise de restauration

intérieure, et l'aventure d'une tenta-

tive de reconquête de l'empire

serait, elle, si alcatoire qu'on peut,

sans risque d'erreur, la dire perdue

Sa réussite supposerait en effet la résignation de l'Europe centrale à sa défaite. l'acquiescement tacite du monde occidental, la cohésion interne de l'URSS et sa capacité surtout à faire face à sa crise socioéconomique sans réelles réformes, sans appuis étrangers et avec l'obligation, en revanche, de réaugmenter brutalement ses dépenses militaires.

Si même, et contre toute probabilité, les trois premières conditions s'avéraient réunies, la quatrième ne pourrait l'être en aucun cas car l'URSS est anjourd'hui un pays ruiné dont la population non sculement n'est plus prête à se satisfaire de sa situation présente mais exige un relèvement de son niveau de vic.

De tous points de vue, l'alternative conservatrice est ainsi si peu évidente que la masse de l'appareil en est encore à juger moins dange-reux de laisser en place un Gurbatchev sur lequei elle a prise que de se lancer dans une épreuve de force dont les incertitudes lui sont évi-

Tactiquement - et c'est là la denzième raison de ne pas le déclarer politiquement mort – le secré-taire général et ses amis paraissent en outre décidés à passer à l'offen-sive. Dans le domaine économique d'abord, un cosp d'accélérateur, annoncé il y a dix jours par M. Gorbatchev, est maintenant en prépara-tion (le Monde du 12 septembre). Sous convert d'un objectif aussi difficilement discutable que la réduc-tion des 120 milliards de roubles de

déficit budgétaire, plusieurs La soudaine et profonde accéléramesures radicales vont être prochainement proposées au Parlement. - Bataille pour le congrés De la diversification des formes

de propriété (étatiques, répulitives) à l'arrêt des subventions aux entreprises chroniquement déficitaires en passant par un coup de frein sur les investissement lourds, la création d'un marché d'actions, le lancement d'emprunts rémunérés destinés à éponger la masse moné-taire et un comp d'accélérateur sur la production des biens de consommation, le chamboulement devrait être assez profond pour acquerir une dynamique propre. Et dans le domaine politique, M. Gorbatchev a déjà obtenu du bureau politique que le comité central soit appelé à avancer de quelque six mois la date du

l'automne de l'année prochaine. Cela signifie que, des avant Noël, va s'engager la bataille pour l'élection des délégués et la redéfinition de la ligne du parti et ces quelques mois de différences devraient permettre, espère-t-on dans l'équipe au pouvoir, de court-circuiter à la fois les réformateurs les plus radicaux et les conservateurs.

Face à l'enjeu clair de la réforme contre la contre-réforme, les pre-M. Elisine en passant par les Arméniens et l'intelligentia libérale - ne pourront en effet, rien faire d'autre que se ralier à M. Gorbatchev.

Quant sux seconds, qui tentent en ce moment de mettre les bouchées don-

vophiles anti-occidentalistes et bureaucrates staliniens, ils auront du mal à ne pas être pris de court dans la recherche de leur prograntine commun.

Stratégiquement, enfin, troisième sison de la relative sérénité de l'équipe gorbatchévienne l'ampleur des changements dont le secrétaire général est prêt à prendre son parti dans l'ensemble de l'empire est encore largement sousestimée, tant à l'Ouest que dans les salons politiques moscovites.

Homme d'Etat et homme d'Etat russe. M. Gorbatchev sait. comme ses collaborateurs, que le seul moyen de préserver aujourd'hui les chances de la Russie en Europe et dans le monde est de négocier la transition de l'asservissement à l'indépendance dans l'interdépendance économique. Il a pour cela un atout de taille : la possibilité d'offrir l'espoir que cette transition se fasse pacifiquement. Naturellement capital pour les élites de l'empire comme pour le monde, cet atout offre d'autant plus de chances de réussite qu'économiquement parlant, une brutale rupture des liens du défunt bloc ne serait une bonne chose pour personne.

En Europe centrale comme dans les pays baltes et l'ensemble de l'Union soviétique, M. Gorbatchev est en conséquence décidé - ou résigné - l'évolution démocratique à la senle condition qu'elle n'aille pas si vite si loin qu'il se retrouve mis en minorité dans le parti, et donc para-

Car s'il s'est mis à l'abri d'une sondaine destitution par le comité central en se faisant élire chef de l'Etat per le nouveau Parlement, il ne pourrait, en effet, se permettre d'engager, dès cette année, une épreuve de force frontale avec un appareil qui reste la seule colonne vertébrale de l'URSS. Comme les conservateurs et comme les réformateurs les plus radicaux, il est en fait condamné à temporiser et dans l'incertaine partie qui va se jouer jesqu'au congrès, an milieu des cent cents que promet l'année politique, se laissent déjà voir un avantage précaire et un lourd handi-

Le premier est que l'un dans l'autre, aisément en Estonie et difficilement en Lituanie, les pays baltes comprennent qu'ils n'ont nullement intérêt à ne laisser à M. Gorbatchev le choix qu'entre défaite et reniement. L'ébanche de compromis conclu la semaine dernière (le Monde daté 17-18 septembre) en est le signe et elle devrait aider le secrétaire général à bien se sortir de ce niémm consacré à la question des nationalistes - c'est-à-dire de la décentralisation du pouvoir en

tion de la crise allemande constitue a contrario un problème majeun pour le Kremlin. Hypothèse tenue pour parfaitement plausible à Moscon L'éventuel écroulement du régime est-allemand pour cause de sciérose rigide conduirait, en effet, à une telle remise en cause de l'équilibre européen que les intérêts géostratégiques et non plus idéologiques de la Russie s'en trouversient assez menacés pour induire une crispation

BERNARD GHETTA.

POLOGNE

Plusieurs manifestations ont marqué le cinquantième anniversaire de l'invasion par l'armée rouge

Plusieurs manifestations, avez prété de l'argent au pouvoir dont certaines out revêtu un caractère ouvertement antisoviétique, out marqué dimanche 17 septembre le cinquantième amiversaire de l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge. Ces rassemblements autorisés, notamment à Varsovie, Szczecin. Gdansk et Cracovie, n'out domé lieu à aucun incident.

L'organe du Parti communiste polonais (POUP), Trybuna Ludu, a pour la première fois évoqué cette date de manière critique. « Le 17 septembre, écrivait samedi le quotidien, a profondément marqué la conscience des Polonais, en particulier parce que l'entrée de l'armée soviétique a été suivie d'une répression de plus en plus dure et de crimes de masse, dont ont été victimes des millions de Polonais. Il faut dire la vérité sur ces événements, par devoir à l'égard des vic-times de cette répression et envers la nation toute entière, mais aussi parce qu'il est important de libérer les relations soviéto-polonaises du fardeau de la période stalinienne. Trybuna Ludu précise que les frontières tracées après la guerre ne sont pas remises en cause. C'est également ce qu'avaient précisé le bureau politique du POUP puis le Parlement polonais en adoptant, le mois dernier, des résolutions qui condamnaient comme « nul et non avenu » le pacte Molotov-Ribbentrop.

Par ailleurs, le comité central du POUP devait tenir, hundi 18 septembre, son quinzième plénum et débat-tre de l'éventualité d'un congrès extraordinaire, one nombre de militants réclament comme « la soule chance de survie » du Parti communiste. Le plénum devait décider si les préparatifs du congrès se feraient dans l'optique d'une transformation du POUP en un nouveau parti.

L'aide occidentale et le carmel

De son côté, le chef du groupe entaire de Solidarité, M. Bronislaw Geremek, a lancé un appel aux gouvernements occidentaux pour qu'ils réduisent le service de la dette polonaise. « C'est vous qui communiste, et c'est nous maintenant qui portons ce fardeau de 40 milliards de dettex, contractées dans les années 70, à l'époque de l'argent facile », a dit M. Geremek, interrogé sur Europe 1 dans le cadre de l'émission « Le club de la presse ». Le dirigeant de Solidarité a estimé qu'« en huit à dix mois » Pagriculture polonaise pourrait de nouveau assurer l'approvisionnement du pays en produits alimenque la Pologne avait besoin d'une aide alimentaire de départ. Il s'est également déclaré favorable au plan Giscard d'Estaing proposant un fonds d'aide à la modernisation de l'industrie polonaise – le même M. Giscard d'Estaing qui, dans les années 70, accordait d'importants crédits à Edward Gierek, alors numéro un de la Pologne, dont le remboursement étrangle aujourd'hui l'économie polonaise.

Au cours de cette émission, M. Geremek a, pour la première fois, publiquement pris position sur l'affaire du carmel d'Auschwitz Jugeant « malheureux » les propos du cardinal Giemp, il s'est cependant refusé à les qualifier d'antisémites. « Il n'y a pas plus d'antisémitisme en Pologne qu'ailleurs », a-t-il affirmé, et le recours « aux stéréotypes de l'antisémitisme constitue des accusations injustifiées à l'égard de la société polonaise et à l'égard du cardinal Glemp». La croix érigée à Auschwitz, a-t-il dit, « restera en place, car elle est liée à l'histoire de la Pologne, elle est le symbole de la répression de l'Eglise par le régime communiste». Cela dit. « les carmélites doivent partir ».

M. Adam Michnik, autre dirigeant juif de Solidarité, avait pris vendredi une position similaire dans un éditorial publié par le journal qu'il dirige, Gazeta Wyborcza. M. Michnik s'élevait en particulier contre les déclarations du premier ministre israélien, M. Shamir, selon mitisme avec le laît de leur mère ». Ce type de généralisation, estimait M. Adam Michnik, est une «offense» pour les Polonais et ne peut que servir la cause de l'antisé-mitisme.

Crise entre Rome et Vienne

Vingt mille poids lourds italiens bloquent la frontière autrichienne

de notre correspondant

Il y a maintenant une semaine que les routiers italiens, avec vingt mille camions, ont établi un blocus entre la péninsule italienne et le Tyrol autrichien. Une semaine de colère, de menaces et de diplomatie pour rien, puisque Vienne refuse toujours de laisser poliuer ses magnifiques vallées par les envahiss du Sud.

Deux cent trente mille par an, c'est-à-dire plus d'un millier par jour ouvrable : c'est le nombre de poids lourds italiens - sans compter les grecs, les tures, les yougoslaves, les

autorisés à transiter en Autriche par l'autoroute du Brenner. Destinations finales, pour la plupart d'entre eux : l'Allemagne fédérale et la Belgique. Pour les Italiens, ce n'est plus assez. Pour Vienne, soumise à la pression des clus « verts », qui ont obtenu l'interdiction — à partir du la décembre et pour tous les gros camions - de circuler la nuit, c'est

déjà trop. . L'Italie. disent-ils. promet. depuis vingt ans, de réduire son tra-fic marchandises sur route et d'accroître le ferroviaire. Or celui-ci n'a augmenté que de 60 %, tandis que le tonnage sur pneumatiques a été multiplié, dans le même temps, par au moins dix! » Et les écologistes tyroliens, soutenns par leur ministre des transports, de dénoncer, au surplus, l'état parfois hallucinant des monstres d'acier fumant et cra-chant la pollution à qui mieux mieux dans leurs pâturages. Les Autri-chiens, qui entendent désormais contraindre les poids lourds italiens à s'équiper de pots catalyseurs et de silencieux, sont d'accord pour augmenter le nombre de permis de transit, mais sur rail.

Or pour transporter les transpor eurs, il faudrait que les chemins de fer italiens prélèvent au moins quinze locomotives sur leur stock. Sanf à désorganiser un peu plus leur transport voyageurs, ils ne le peu-

An Brenner, les routiers en furie, qui ont obtenu trente mille autorisa-tions immédiates de transit à valoir sur le contingent de l'année pro-chaine, réclament maintenant la dénonciation par l'Italie de l'accord bilatéral de circulation des biens, signé il y a trente ans entre les deux pays. La plupart des chauffeurs ont regagné leur foyer pour le week-end. abandonnant un véritable cimetière de 30 kilomètres de long de camions sur l'antoroute.

PATRICE CLAUDE.

A Lyov: cent mille personnes réclament la légalisation de l'Eglise catholique Le casse-tête de l'uniatisme ukrainien

out participé dimanche 17 septembre à deux messes en ple air à Lvov pour réclamer la légalisation de l'Eglise catholique d'Ukraine, dite « uniate ». Dans la soirée, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont encore rassemblées à Lvov pour margner le cinquantième annimarquer le cinquantième au versaire de l'invasion de l'Ukraine occidentale par l'armée rouge, le 17 septembre 1939, tandis que les habitants allumaient des cierges devant ieurs fenêtres.

La manifestation de Lyoy, est la plus importante démonstration jameis organisée par les catholiques ukramiens dits «uniates», parce qu'ils veulent rester unis à Rome tout en gardant leur rite byzantin séculaire. Ils n'ont aucune existence légale à l'intérieur des frontières soviétiques. C'est en 1946, dans cette même ville de Lvov, au cours d'un synode truqué par les amis de Staline, que leur Eglise avait été liquidée, leurs évêques, conduits par le métropolite Slipyi, arrêtés, leurs paroisses rayées de la carte ou rattachées de force à l'Eglise nationale orthodoxe entre les mains du pou-

Malgré l'émigration et la répression, on estime encore à quatre mil-lions au moins le nombre des catholiques de rite oriental, implantés notamment dans les trois diocèses orthodoxes d'Ukraine occidentale (Lvov, Ivano-Frankosk et Terno-poi). Ils pratiquent leur culte clan-destinament, ordoment de même leurs prêtres (sans doute physicurs centaines) et leurs évêques.

Un passé de haines

A la faveur de la perestrolka, les appels à la recommissance légale de cette Eglise ont monté en intensité. Ils sont répercutés bruyamment à l'étranger (Etats-Unis, Canada, Anstralie) par la nombreuse dias-pora catholique ukraimenne, plus discrètement au Vatican, où réside, en ezil. l'archevêque de Lvov, le car-dinal Lubachivski, mais où l'on en Lettonie, de celui de Minsk noucraint de compromettre le processus de rapprochement avec le patriarcat orthodoxe de Moscou et avec de l'Ukraine située de l'autre côté M. Gorbatchev, qui devrait culmi-ner lors de la première rencontre

prévue, à la fin du mois de novembre, entre le pape et le numéro un soviétique en visite à Rome.

Historiquement, la question uniate plonge ses racines dans un terreau de rancours et de haine profondes, marqué par des épisodes dramatiques. Avec l'incorperation forcée de l'Eglise ukraimenne catho-lique à l'orthodoxie, le synode de Lvov de 1946 est, toutes proportions gardées, la réplique exacte de celui de Brest-Litovak à la fin du seizième siècle quand, au moyen d'« unions » locales, le Vaticas cherchait à récupérer tout ou partie des territoires gagnés par l'orthodoxie depuis le schisme entre Rome et Constantinopie de 1054.

Cette union de Brest rencontra de violentes oppositions, en Ukraine notamment, où une hiérarchie orthodone a été vite reconstituée et où les catholiques de rite byzantin ont subi à leur tour des pressions pour revenir à l'orthodoxie. En revanche, en Galicie (Ukraine occidentale), les antorités se sont montrées relativement libérales et l'Eglise catholique a joué un rôle déterminant dans le développement culturel, politique et social de l'Ukraine

La situation paraît aujourd'insi sans issue. L'Eglise orthodoxe de Russie n'est pas prête à cêder un pouce de terrain à une hiérarchie catholique restaurée, conservant la liturgie, le rite et les traditions nationales, c'est-à-dire byzantines et non latines. L'Eglise russe tire sa cohé-sion de son caractère national. Dans une interview récente à un hebdoune intervew récente à un hebdo-madaire catholique américain, le métropolite Philarète, chargé des relations extérieures au patriareat de Moscou, répète que « l'uniatisme est un acte de prosélytisme visant l'Eglise russe ». Ajoutant à l'adresse des extholiques uniates : « Si vous aculation busten est de l'adresse souhattez garder la tradition byzan tine, alors your devez accepter l'Eglise orthodoxe. Si vous ne souhaitez pas rester sous la direction spirituelle du patriarcat de Mos-cou, alors rejoignez l'Eglise

Après le succès de la manifesta tion de Lvov, il semble peu probable que les catholiques ukrainiens acceptent de passer an rite latin et de se soumettre à l'autorité de des Carpates, du primat de Hongrie. HENRI TINCO.



L'exode des Aliemands de l'Est via la Hongrie

L'ouverture de la frontière avec l'Autriche est définitive

déclare le premier ministre hongrois

Plus de mille Aliemands de l'Est sont encore arrivés en République fédérale, pendant le week-end, via la Hongrie et l'Autriche. Le nombre des arrivées, depuis que la Hongrie a ouvert sa frontière, le 10 septembre, a dépassé, samedi 16 septembre, la barre des quinze mille. Six mille personnes étalent déjà passées en Autriche

D'autres Allemands de l'Est, craignant de ne pas obtenir l'autorisation de se rendre en Hongrie, tentent des fuites clandes-tines. Deux d'entre eux ont ainsi réussi à franchir la frontière interallemande en Basse-Saxe, dimanche, tandis qu'un autre était intercepté par les gardes est-allemands. Des tentatives de fuite, pas toutes réussies apparemment, ont eu lieu aussi à la frontière entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie. L'accès à la Tchécoslovaquie est libre pour les Allemands de l'Est, mais les gardes tchécoslovaques font la police pour le compte de la RDA et réclament les autorisations nécessaires au passage en Hongrie.

Par ailleurs, dans un entretien avec une radio berlinoise, le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, a estimé, dimanche, que les pays occidentaux devaient proposer un plan d'aide aux Etats socialistes engagés dans des réformes, inclusat notamment un allégement de la dette-

de notre correspondant

La Hongrie ne reviendra pas sur sa décision d'ouvrir sa frontière avec l'Autriche, a déclaré le premier ministre hongrois, M. Mikios Nemeth, dans un entretien au quotidien ouest-allemand Bild am Sonntag. M. Nemeth a fait référence, pour justifier cette décision, à la fois aux engagements pris dans le cacre du processus d'Helsinki et à M. Gorbatchev: • Si nous voulons construire la maison commune européenne dont parle Mikhall Gorbatchev, nous ne pouvons en isoler les pièces au moyen de barbeles ., a-t-il notamment

Dans une note officielle remise à l'ambassadeur est-allemand à Budapest, les autorités hongroises ont egalement rappelé à la RDA qu'elle avait accepté, au début de cette année, le document final de la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui est très clair sur le droit à la libre circulation.

Enfin, le gouvernement hongrois inveque l'article 62 de la convention de Vienne sur les traités internationaux qui stipule qu'un accord peut être dénoncé quand les conditions dans lesquelles il a été signé ont fondamentalement changé. L'attribution aux citoyens hongrois de passeports valables pour tous les pays du monde est, selon les autorités de Budapest, un des éléments de ce - changement fondamental - en vertu duquel elles demandent aux dirigeants estallemands de renégocier l'accord de 1969 qui réglementait la circulation entre les deux pays et aux frontières extérieures de la Hon-

Le gouvernement hongrois a cependant tenu à souligner que cette politique d'ouverture des frontières n'est valable que pour des citoyens qui peuvent être accueillis dans un pays tiers, en l'occurrence la RFA. La convention de Genève sur les réfugiés servira de référence pour d'éven-tuels autres réfugiés. La Hongrie a été, cet été, le premier pays de l'Est à adhérer à cette convention. dont l'entrée en vigueur est prévue à partir du 1e octobre. En outre, le gouvernement envisagerait un traitement spécial pour les réfugiés de souche hongroise dont plusieurs milliers, en provenance de Roumanie, se trouvent en Hongrie - visant à leur reconnaître immédiatement la nationalité hongroise. Aucune décision n'a cependant été prise; les juristes hongrois y réfléchissent

WALTRAUD BARYLI.

HONGRIE

L'opposition remporte une nouvelle élection partielle

Budapest. - Le Forum démo-cratique hongrois (FDH), principale force d'opposition du pays, a remporté samedi 16 septembre sa quatrième victoire électorale contre le Parti socialiste ouvrier (PSOH) au pouvoir. Cette victoire s'ajoute à celles déjà enregistrées par l'opposition dans trois scrutins partiels en juillet et en août derniers, les premiers vraiment libres depuis 1947. Ces élections laissent prévoir des résultats douloureux pour le PSOH dans la perspective des élections législatives libres prévues en juin pro-

Par ailleurs, un Mouvement pour une Hongrie démocratique a vu le jour ce week-end. C'est M. Imre Pozsgay, l'un des quatre dirigeants du PSOH et chef de file des réformateurs, qui en assure la présidence. Ce mouvement doit offrir à ceux qui ne veulent pas adhérer à un parti politique « un cadre d'action pour encourager le processus de réforme et de transition engagé en Hongrie sans avancer un pro-

Un entretien avec l'ancien chancelier Willy Brandt

« Il faut parvenir au maximum d'unité » entre Allemands de l'Ouest et de l'Est

(Suite de la première page.)

» D'un point de vue national, elle maintenu vivants les liens familiaux, et, comme je le disais déjà au temps où j'étais bourgmestre de Berlin, « que peut être la nation si ses familles sont séparées? ». Mais, audelà des problèmes humanitaires, cette politique feisait partie de nos cette politique faisait partie de nos efforts pour promouvoir un nouvel ordre européen : par le processus d'Helsinki, les accords de Berlin, etc. Les propos que vous évoquez ne doivent pas être compris comme une prise de distance par rapport à cette politique, mais comme l'indication qu'aujourd'hui l'enjeu est autre. Il s'agit de l'avenir de la RDA, de l'avenir des deux Etats allemands dans un contexte européen modifié.

An sein de votre parti, le SPD, le débat est ouvert sur l'attitude qu'il convient d'adopter vis-à-vis du SED, le parti communiste est-silemand. Certain disent que la politique du « changement par le rap-prochement » doit être poursuivie, d'autres estiment au contraire qu'il faut prendre plus de distance. Certains pensent également que la signature, en 1987, d'un document commun avec le SED a été une erreur. Qu'en pensez vous ?

- Je dirais tout d'abord que les deux attitudes - changement par le rapprochement et changement par la prise de distance - peuvent se compléter dialectiquement. Il y a des circonstances où i'on doit mettre l'accent sur ce qui sépare, et il y a des domaines pratiques où il faut se rapprocher le plus possible.

» En ce qui concerne le document SPD-SED, son message essentiel est que la confrontation des principes, ou d'idéologies fondamentalement opposées, ne peut se dérouler que par des moyens pacifiques.Il essaye de décrire comment on peut se dis-puter de manière civilisée. Il y a des gens qui voient plus dans ce texte que ce que je vous en dis là. Mais si l'on considère l'état actuel du SED, aujourd'hui je ne signerais pas

- Je suis contre l'affaiblissement des relations économiques. Cela serait déraisonnable pour les deux côtés. Je suis contre le fait d'arrêter les négociations sur des problèmes pratiques : l'environnement, les transports et autres. Mais je suis également contre l'attitude consistant à mettre entre parenthèses les sujets délicats qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour. Mon parti et moi-même avons toujours estimé que le principe d'autodétermination devait rester une boussole. L'application des droits de l'homme les plus éle-mentaires doit être étendue aux droits démocratiques. Cela, de plus en plus de gens le demandent en RDA. Jusque-là, la sécurité d'Etat de la RDA envoyait vers l'ouest les gens qui lui déplaisaient. Elle a fait passer plus de gens de l'autre côté du mur qu'elle n'en a mis en prison. On doit également observer avec attention la manière dont les évolutions en cours dans le bloc oriental exercent leur influence en RDA. Nous constatons par exemple que, dans le processus en cours à l'Est, les idées et les groupements d'inspira-tion social-démocrate commencent à jouer un rôle. Il serait complètement

Tél.: (1) 42-47-97-27

pourra jamais être le cas en RDA.

Pas de retour an Reich bismarckien

ment qu'un jour les Allemands dans une seule entité étati-

- Vous avez remarqué que l'ambassadeur des Etats-Unis en RFA vient de déclarer que la question de la réunification était importante et actuelle. Il a repris aujourd'hui des termes qui dans les années antérieures, étaient contenus dans chaque communiqué de l'OTAN. J'estime, en accord avec ce que le chancelier Kohl a dit au congrès de la CDU à Brême, que l'autodétermination et l'unité demeurent des objectifs importants. Je signale en passant que, dans le préambule à la loi fondamentale de la République fédérale, on ne trouve pas le mot « réunification », mais celui d'« unité ».

- Je vois les choses ainsi : il faut parvenir, dans les circonstances qui nous sont données aujourd'hui, au maximum d'unité, ce qui ne signifie pas obligatoirement l'existence d'un seul Etat, hypothèse qui ne peut pourtant être exclue. La réunification est un concept qui me déplaît de plus en plus parce qu'il implique qu'il pourrait s'agir d'un retour au Reich bismarkien, qui ne se fera jamais. Si, comme on peut l'entrevoir pour les décennies à venir, la division de l'Europe s'efface peu à pen, se pose alors la question de savoir comment les Allemands pourront resserrer leursliens dans les domaines où ils ont plus d'affinités entre eux qu'avec les autres nations : la langue, la culture, l'héritage histo-

- Cela ne doit pas obligatoirement se traduire par l'existence d'un seul Etat. Je pense que, dans ce domaine, on doit laisser à l'Histoire le soin d'avoir de l'imagination. Mais l'expérience de plusieurs siè-- Quelle attitude vis-à-vis du cles nous a appris que la forme étati-SED s'impose pour vous que ou quasiétatique dans laquelle anjourd'hui : prise de distance ou ont vécu les Allemands n'a jamais

absurde de penser que cela ne été déeterminée par eux seuls, mais par les eux et leurs voisins. Pour être exact, il faut ajouter qu'aujourd'hui l'avenir de l'Allemagne ne peut se décider qu'avec l'accord des vainqueurs de la seconde guerre mon-

> . Il y a pourtant une question à laquelle je n'ai pas de réponse : que passera-t-il si rien ne bouge en RDA, si les dirigeants de ce pays persistent dans leur immobilisme? Imaginez qu'un jour, dans les rues de Leipzig, de Dresde ou de Berlin-Est, il n'y ait pas comme aujourd'hui



quelques centaines, mais quelque centaines de milliers de manifestants demandant d'être réunis à l'autre Aliemagne? Comme Helmut Schmidt, je pense que nous ne devons pas fonder notre politique sur l'éventualité d'un mouvement éruptif en RDA, mais je ne peux donner aucune garantie qu'un tel mouvement ne se produira pas.

Les frontières à l'Est

- Une autre question qui inquiète les voisins de l'Allemagne : celle des frontières à l'Est, de la ligne Oder-Neisse que, régulièrement, des hommes politiques ouest-allemands remettent en **€**>

On dit beaucoup de sottises à ce propos. J'ai dit dans mon discours au Bundestag le 1er septembre que nous aurions perdu tout bon sens si nous faisions en sorte que l'on puisse dire que la présence des troupes soviétiques en Pologne est nécessaire pour défendre la frontière occidentale de ce pays. Je repense à mes entretiens avec Charles de Gaulle au temps où j'étais bourgmestre de Berlin. A cette époque il disait avec une absolue clarté : nous, Français, sommes prêts à vous aider dans beaucoup de domaines, sauf à mettre en question les frontières établies avec la Pologne et l'Autri-

– Que pense l'homme qui a impressionné le monde entier en s'agenouillant devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie de la controverse en cours à propos du Carmel d'Auschwitz ?

- Je vois avec une grande tristesse réapparaître en Pologne certaines formes d'antisémitisme que l'on pouvait croire passées aux poubelles de l'Histoire. Ceia n'est pas seulement à porter au débit des Polonais d'aujourd'hui, mais c'est la conséquence du fait que le régime en place jusque-là n'avait pas fait son travail d'analyse de l'histoire. Il n'a pas su ou pas voulu reconnaître la spécificité du martyre juif, et n'a voulu voir que des victimes indifférenciées du fascisme et de l'occupation. Mais on n'est pas seulement triste, on est aussi révolté lorsque l'on entend le primat de l'Eglise catholique de Pologne s'exprimer comme il l'a fait récemment. Mais un Allemand, même avec un passé comme le mien, est mal placé pour porter des jugements sur de telles déclarations... -

> Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG.

ESPAGNE

Offensive policière contre l'ETA: deux morts, plusieurs dizaines d'arrestations

de notre correspondant

Quatre jours après l'assassinat du procureur Mac Carmen Tagle (que ETA vient de revendiquer officiellement dans un communiqué), le gouvernement reprend l'initiative dans sa lutte contre les séparatistes basques. Le spectaculaire coup de filet de la Garde civile, samedi 16 et dimanche 17 septembre, a permis de démanteler l'un des principaux commandos de l'ETA et de mettre la main sur une partie de l'infrastruc-ture de l'organisation.

L'opération policière a commencé samedi, vers 22 heures, sur l'auto-route reliant Bilbao à Hendaye, lorsqu'un fort contingent de gardes civils a arrêté, au poste de péage d'Irun, un camion circulant en direc-

BULLETIN

tion de la frontière française toute proche. Quatre membres de l'ETA, couchés à l'intérieur du véhicule, ont alors tenté de s'échapper. Selon la version de la police, l'un d'entre eux est mort, à la suite de l'explosion d'une grenade qu'il s'apprêtait à lan-cer, taudis qu'un autre était tué, alors qu'il tirait à la mitraillette sur les policiers. Parmi ces derniers, trois ont été blessés, tandis que les deux autres passagers du camion étaient finalement capturés, ainsi que le chauffeur.

Les deux membres de l'ETA tnés sont Juan Oyarbide, alias «Txiri-bitas», et Manuel Urrionabarrenet-xea, dit «Manu». L'un de leurs compagnons arrêtés est Juan Arruti, connu comme « Paterra ». Tous trois formaient le « commando Araba » de l'ETA, l'un des plus recherchés, et accusé, au total, selon directeur de la Garde civile, M. Luis Roldan, de trente-neuf assassinats. Tout porte à croire que les membres du commando cherse réfugier provisoisement ire français, en raison de la croissante des forces de Urrionabarrenetxea avait être arrêté, le 21 août, entre de Vitoria, et s'était de justesse, tirant sur les

Demandes d'extradition?

ation s'est ensuite poursuia nuit de samedi et la jourlimanche. Vingt-six peroupconnées de collabores ommando, ont été arrêtées trois provinces basques, et zaine d'appartements habi-it utilisés par l'ETA ont été rts. Plus de 200 kilos i, des armes et des faux s ont été saisis.

e de coutume, l'opération a provoqué la mobilisation sations proches de l'ETA. manifestations de proteseu lieu dimanche aprèsplusieurs véhicules, dont ous, out été brûlés, notamenteria et à Hernani, près Sebastien, bastions tradies indépendantistes.

lement à la pression poli-221 MONOS | cière, le gouvernement tente de res-

l'organisation séparatiste. Confirmant les rumeurs dont avait fait état la presse de Madrid, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a laissé entendre qu'il songean à demander l'extradition des membres de l'ETA déportés en Amérique latine, et notamment ceux qu'a expulsés l'Algérie vers la République dominicaine, après l'échec, en avril dernier, des « conversations d'Alger ».

A Saint-Domingue se trouvent actuellement plusieurs « gros_bonnets » de l'organisation, dont Eugenio Etyvestea, dit Antxon, et les membres «historiques» du commando Madrid, Ignacio Aracama Mendia et Anna Belem Gonzalez.

Les autorités dominicaines viennent toutefois de provoquer la surprise en affirmant qu'il était superflu de mettre en œuvre la procédure d'extradition et ou'elles étaient disposées à livrer immédiatement, sans autre forme de procès, les activistes de l'ETA au gouvernement espa-gaol. Une déclaration qui a, para-doxalement, mis ce dernier dans une position incommode : on ignore, en effet, si l'Espagne s'était initialement engagée auprès de la France et de l'Algérie à ne pas demander le rapatriement des membres de l'ETA envoyés outre-Atlantique par ces deux pays.

THERRY MALINIAK.

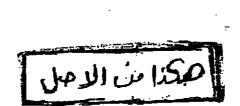
80 à 90 % de reçus dans les classes prépa

MEDECINE

PHARMACIE

47 45 09 19 - 47 22 94 9

Le Monde	7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09	Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 D'ABONNEMENT	les memi chaient à
Edité par la SARL <i>le Monde Gérant :</i> A ndré Fentaine,	Imprimerie da - Monde - 7, r. des Italieus PARIS-IX 1368	ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09	pression l'ordre. déjà faill dans le co
directeur de la publication Anciens directeurs: Hubert Beure-Méry (1944-1969)	Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration	Tél: (1) 42-47-98-72 3 mois	échappé policiers.
Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)	Commission paritaire des journaux	TREE FEANCE REPRESE SUISSE PATS not 6 mois.	
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.	et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms	3 nots 365 F 399 F 504 F 700 F 9 mois	L'opéra
Capital social : 620 000 F	et index du Monde au (1) 42-47-98-61.	6 728 F 762 F 972 F 1409 F 1 an	née de d
Principaux associés de la société : Société civile • Les Rédacteurs du <i>Monde</i> » .	Le Monde	1min 1390 F 1380 F 1380 F 2450 F Nom:	dans les t
Société anonyme des locteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.	TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM	ETRANGER: par voie Adresse:	découve d'explosif document
Administrateur général ; Bornard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.	Le Monde PUBLICITE	RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus PORTAGE: pour tous renseignements tél: 05-04-03-21 (numéro vert) Code postal: Localité:	Comme policière : des organ Quelques tation ont midi et trois auto
ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 — Tapez LEMONDE code d'accès ABO	5, rue de Monitessuy, 75007 PARIS Till : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F	Changements d'adreuse définitifs on provincire : 2005 abonate sont invités à lormuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre le dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP of d'imprimerie.	ment à R de Saint- tionnels d Parallè



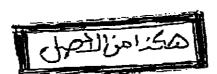


Imaginez Disneyland... Imaginez un royaume bâti sur l'imagination. Un royaume de joie, de rires, de découvertes, d'aventures. Un royaume d'émerveillement. Un royaume qui chaque année, en Californie, en Floride, au Japon, reçoit près de 50 millions de visites.

Et maintenant, fermez les yeux et imaginez ce royaume près de Paris, en 1992, en plein cœur de l'Europe, au milieu de plus de 330 millions d'habitants. Imaginez Euro Disneyland. Imaginez que vous puissiez bientôt en être actionnaire.

MINITEL: 3614 CODE EURODISNEY, Note d'information visée par la COB disponible auprès de © 1989 Disney.

Euro Disneyland s.c.A.



ALGÉRIE

Le nouveau gouvernement compte plus de technocrates que de barons du FLN

ALGER

de notre correspondant

Une semaine jour pour jour après sa nomination, c'est un cabinet resserré que le nouveau chef du gouver-nement, M. Mouloud Hamrouche, a présente samedi 16 septembre au président Chadli. Il ne compte plus que quinze ministres, cinq ministres délégués, un secrétaire d'Etat et le secrétaire général du gouvernement. Deux ministères disparaissent purement et simplement : celui des moudjahidins, les anciens combattants de la guerre d'indépendance, et celui de l'information et de la culture. Le tourisme et l'artisanat, deux secrétariats d'Etat, font égale-ment les frais de cette réorganisa-

Le jour de sa nomination, M. Hamrouche avait annoncé qu'il s'attaquerait à la structure même du gouvernement, pour gagner en effi-cacité. En condensant à l'extrême son cabinet, le nouveau chef du gouvernement veut arriver à développer une pratique de gestion gouverne-mentale collective indispensable à la cohérence et à la cohésion de l'action . En affirmant que la préoccupation majeure » de son cabinet est de « mener à terme, dans les meilleures conditions et de façon résolue les réformes politiques, économiques et sociales, conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution - adoptée par référendum le 23 février dernier, M. Hamrouche s'est expliqué sur la suppression des deux ministères.

Nous considérons, a-t-il dit, que la protection des moudjahidins et des ayants droit de la guerre de libération nationale gagne à être confiée à leur organisation, plus indiquée que l'administration pour gérer leurs intérêts dans un cadre démocratique. Le premier ministre a également indiqué que « la gestion du secteur de l'information, dans l'esprit de la Constitution, n'est plus compatible désormais avec une prise en charge ministérielle, tout en précisant que « les dispositifs et les mécanismes d'administration indépendante de ce

d'administration indépendante de ce

secteur seront très prochainement déterminés par la loi. Les ministères de l'industrie lourde et des industries légères fusionment en une seule structure qui gérera également les activités pétrochimiques auparavant dépen-dantes du ministère de l'énergie. Les attributions du ministère du commerce sont transférées au ministère de l'economie.

Sculement huit des vingt-trois membres du gouvernement sié-geaient déjà dans le cabinet de M. Kasdi Merbah. Trois d'entre eux changent de portefeuille. M. Sid'Ahmed Ghozali, ancien ministre des finances, devient minis-tre des affaires étrangères, en remplacement de M. Boualem Bessaieh.

M. Cherif Rahmani quitte la jeu-nesse et les sports. Il prend le ministère de l'équipement, qui, selon toute vraisemblance, absorbe les travaux publics, l'hydraulique, la construction et l'urbanisme. A

quarante-cinq ans, M. Rahmani s'impose comme une valeur sûre au sein de la nouvelle génération.

Cinq ministres conservent les mêmes charges que dans le gouver-nement précédent. M. Ali Benflis, reste ministre de la justice. M. Abdenour Keramane, secrétaire d'Etat à la formation profession-nelle, garde le même secteur, mais devient ministre délégué auprès du ministre de la jeunesse. M. Saddek Boussena, ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques, demeure dans son domaine, mais perd toutes les activités industrielles et devient ministre des mines. M. El Hadi Khediri conserve le ministère des transports et M. Abdellaziz Khellef, le secrétariat d'Etat aux affaires maghrébines.

Les quinze autres membres du cabinet, sont des nouveaux. Inconnus du grand public, ils sont reconnus pour leurs compétences. Le premier d'entre eux, M. Mouloud Hamrouche, apparemment seul membre de ce gouvernement à avoir porté l'uniforme d'officier supérieur de l'armée algérienne, a choisi de confier le ministère de l'économie à un autre « homme de l'ombre»,
M. Ghazi Hidouci, conseiller du
président Chadli pour les affaires
économiques. Agé de cinquante ans.
M. Hidouci est un farouche défenseur de l'ouverture économique. Il est à l'origine des réformes engagées dans ce secteur et notamment celle concernant - l'autonomie des entreprises publiques ».

Les affaires religieuses sont confiées à un professeur d'ophtalmo-

logie, le docteur Saïd Chibane. A soixante-cinq ans, il est le doven du gouvernement, et frère de l'ancien ministre des affaires religieuses. M. Abderrahmane Chibane. Le doc-teur Saïd Chibane, d'une famille de notre correspondant

d'oulémas, s'était prononcé ouverte-ment en faveur de l'arabisation des M. Mohamed-Salah Mohammedi, jusqu'alors secrétaire général du gouvernement, est nommé minis-

tre de l'intérieur. Le gouvernement sortant de M. Kasdi Merbah avait déjà sonné le glas de la seule légitimité histo-rique. M. Mouloud Hamrouche a lui aussi préféré les technocrates aux barons du FLN et les civils aux militaires. Il a puisé dans plusieurs viviers. Sept ministres ont exercé les plus hautes responsabilités au sein des grandes sociétés nationales (1), quatre sont professeurs de médecine, trois sont magistrats de formation, quatre sont des spécialistes de la planification et ont exercé au Plan et à l'Aménagement du territoire, trois sont issus des structures du ministère de l'intérieur. Le ministre de l'agriculture, M. Abdelkader Bendzoud, benjamin de l'équipe, a trente-quatre ans. Il est agronome. C'est un homme du secteur. Il a, en outre, été secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Le ministre de l'industrie, M. Hassan Kahlouche, est ingénieur des pétroles, formé aux Etats-Unis. Député il dirigeait la commission économique de l'Assemblée popu-laire nationale depuis 1984.

Enfin, chargé d'un domaine particulièrement sensible, l'éducation, M. Mohamed El-Mili Brahimi, frère de l'ancien premier ministre Abdelhamid Brahimi, sacrifié en victime expiatoire au lendemain des san-glants événements d'octobre 1988, avait été président de la commission éducation, formation et culture au sein du FLN, il y a une dizaine d'années, avant d'être nommé ambassadeur.

Des problèmes immédiats

M. Monloud Hamrouche a composé un cabinet de choc qui devra affronter d'emblée plusieurs pro-blèmes épineux. Les pénuries — jusqu'à présent gérées avec soin — se sont étendues ces derniers mois à produits aussi sensibles que le tabac, engendrant un mécontentement grandissant. La rentrée scolaire approche, avec son cortège habituel de difficultés. Cette année encore, l'Algérie scolarisera en première année d'école fondamentale quelque sept cent cinquante mille nouveaux élèves, ce qui n'est pas si simple, et la rentrée universitaire suivra d'ici à un mois. Voilà pour les premiers obstacles qui s'inscrivent sur un fond de souvenirs douloureux. Le 5 octobre n'est pas loin. Et les promesses faites il y a un an n'ont pas toutes été tenues, loin s'en faut. La rumeur bruisse dans les quartiers populaires laissant entendre, ici et là, que le tragique anniversaire sera célébré.

Les Algériens, sceptiques, attendent du concret et jugeront l'action gouvernementale sur pièces. Ils en sont à leur troisième gouvernement en un an et manifestent à chaque fois qu'ils en ont l'occasion leur manque de confiance dans les insti-

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) Sonatrach, Sonelgaz et Sonélec

AFRIQUE DU SUD : une nouvelle équipe autour de M. De Klerk

Un modéré est chargé d'engager le dialogue avec la communauté noire

JOHANNESBURG

Le nouveau président sudafricain, M. Frederik De Klerk, n'a pas fait preuve de beaucoup de har-diesse pour constituer son équipe gouvernementale, dont la tâche principale sera d'entreprendre les réformes promises. Certes, il y a six pouveaux ministres dans le cabinet de dix-sept membres annoncé samedi 16 septembre, mais ceux-ci ont été nommés pour remplacer les démissionnaires du gouvernement de M. Pieter Botha. Aucun posteclef ne change de titulaire. Ainsi, on retrouve MM. « Pik » Botha (affaires étrangères), Barend Du Piessis (finances), Adriaan Vlok (loi et ordre), Magnus Malan (défense) et Kobie Coetsee (justice).

Comme attendu, M. Gerrit Viljoen, qui prend la succession de M. Chris Heunis, démissionnaire, sera la figure de proue du gouverne-ment. Il hérite à la fois du portefeuille du développement constitu-tionnel et de celui de l'éducation nationale, détenu précédemment par M. De Klerk. Modéré, proche du président, M. Viljoen aura pour tâche principale d'entamer le dialogue avec les chess de la communauté noire.

Agé de soixante-trois ans, cet intellectuel brillant, ancien prési-dent du Broederbond (société secrète afrikaner très influente dans les sphères du pouvoir), est connu pour sa souplesse mais ne paraît pas disposer du punch nécessaire pour faire face à sa redoutable mission. Ancien administrateur général en Namibie de 1978 à 1980, il est à l'origine du découpage administratif du territoire suivant des principes

Pour ce qui concerne l'autre prio-rité du régime, l'économie, M. De Klerk a fait appel à un baron

de l'industrie minière, M. Wim De Villiers, ancien président de teur. Il aura en charge l'administration et la privatisation, et devra à la fois tenter de réduire les dépenses publiques beaucoup trop élevées et s'occuper du lourd dossier de la privatisation actuellement dans sa phase préparatoire.

La première femme

Autre fait notable dans cette nonvelle équipe, la nomination d'une femme, M= Rina Venter, au poste de la santé et de la population, la première d'un gouvernement nationaliste depuis quarante et un ans. Deux angiophones, MM. George Bartlett (transports), travaux publics et répartition des terres) et Kent Durr (commerce, industrie et tourisme), font leur entrée dans l'équipe ministérielle. Une façon de remercier la communauté anglophone dont les suffrages ont dépassé ceux des Afrikaners lors des élections du 6 septembre.

D'autre part, le ministère de l'information a été supprimé et son titulaire, M. Stoffel Van Der Merwe, est promu à l'aide au développement et à l'éducation.

Rien donc de véritablement révolutionnaire, alors que l'on s'attendait à l'entrée en scène de personnalités connues pour leur ouverture. Les poids lourds - demeurent en place. Les Indiens et les métis res-tent sur la touche. Il faudra encore attendre pour voir l'arrivée d'un ou deux ministres noirs, dont le président Botha avait souvent parlé, dans le gouvernement. Des changements prudents, un cabinet équilibré et centriste pour faire plaisir à tout le monde, et qui témoigne de l'appro-che en douceur du nouveau chef de

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les militants anti-apartheid entendent poursuivre leurs actions

Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, a annoncé, samedi 16 septembre, que les actions de protestation de masse continuersient afin de tester la sincérité du gouvernement dans sa tolérance à l'égard de l'opposition. Il célébrait, dans une banlieue métisse du Cap, l'office religieux des obsèques d'un garçon de treize ans, tué par la police selon l'opposition, dans la nuit du 6 au 7 septembre, lors des émeutes qui ont embrasé plusieurs townships noires et métisses des environs du Cap. « Si le gouvernement n'ouvre pas maintenant les portes de la démocratie, un fleuve de sang va couler », a prévenu M. Boesak.

Le pasteur Boesak a annoncé que des « actions non violentes » organisées par le Mouvement démocratique de masse (MDM) et dirigées contre les lieux réservés aux Blancs reprendraient d'ici à la fin du mois. Les premières cibles, a t-il précisé, seront Strand Beach et Blouberg Beach, doux plages réservées aux Blancs dans les environs du Cap.

« Voyons ce qu'ils ferons cette fois. C'est le test de sincérité du gouvernement », a déclaré le pasteur Boesak, faisant allusion aux deux grandes marches de protestation autorisées, mercredi au Cap et ven-dredi à Johannesburg, par le gouver-

Le Cap (AFP). - Le pasteur nement sud-africain. Plusieurs membres de l'oppositio salué cette attitude du gouverne-

> De son côté, un porte-parole du Mouvement pour la liberté afrikaner (BVB) a indiqué qu'il appelait tous les « mouvements frères » à se joixdre à une marche, au terme de laquelle une lettre de protestation contre les excès des militants antiapartheid serait remise au ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok. Le BVB a accusé le gouvernement de « prendre parti pour les forces qui ridiculisent et provoquent la police, et de préparer la voie à la prise du pouvoir par le Congrès national africain (ANC) ».

TAREK AZIZ: « NOTRE **CONTENTIEUX AVEC LA** FRANCE... » Le chef de la diplomatie irakienne révèle aussi, dans une longue inter-view, les dessous des différends de Bag-

dad avec Moscou, Washington et Dans le numéro de septembre d Arabies d'Araores en klosques et en librairies 78, rue Jouffroy 75017 Paris

Le Monde

MARDI 19 SEPTEMBRE 1989 (DATÉ MERCREDI 20)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

« SECTEURS DE POINTE »

32 pages d'offres d'empioi pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...



Diffusé avec le quotidien sans supplément de prix.

M. Ghozali, un économiste aux affaires étrangères

C'est en grande partie sur son nom et le crédit personnel dont il jouit dans les sphères internationales que M. Sid'Ahmed Ghozali a réussi le tour de force d'éviter à l'Algérie un rééchelonnement de sa dette au cours de l'année écoulée. Il est parti plaider la cause algérienne à Washington devant le FMI et la Banque mondiale, et a été entendu. FMI et Banque mondiale ont globalement apporté 1 milliard de dollars aux finances algériennes. Payant de sa personne, il s'est également rendu à Paris pour développer son argumentaire aux quatorze premières banques françaises. Grâce à lui, une bouffée d'oxygène a été insuffiée à l'économie algérienne.

Au moment où l'Algérie doit s'ouvrir économiquement sur l'Occident et sur l'Europe en particulier, qui donc mieux que lui, qui fut ambassadeur à Bruxelles et accrédité auprès de la Communauté économique européenne. pourrait présider aux destinées de la diplomatie algérienne ?

M. Ghozali, âgé de cinquantedeux ans, est ingénieur, diplômé de l'Ecole des ponts et chaussées de Paris. C'est M. Belaïd Abdessalam, l'ancien patron de l'économie et de l'industrie algérienne à l'époque de Bournediène, qui lui a mis sérieusement le pied à l'étrier. Il était sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics forsque M. Belaid salam l'appela à la direction d'années. Considéré, à juste titre, comme le « père » de cette société d'Etat chargée des hydro-

1966, à la présidence de la Sons-

trach, qu'il a dirigée une dizaine



carbures, celle qui fait rentrer les devises en Algérie, la nouveau ministre des affaires étrangères a été l'artisan de la nationalisation des pétroles algériens.

En 1977, il est nommé ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques. Mais il est écarté de ca secteur en mars 1979 per M. Chadli, fraîchement élu.

M. Ghozali, ne conservera pas longtemps le portefeuille de l'hydraulique. Le président de la République l'exclut brutalement du gouvernement, le 14 octobre suivant, pour avoir failli à la solidarité gouvernementale. M. Ghozali qui réclamalt au bureau politique du FLN et au gouvernament un débat sur la politique énergétique du pays, s'en était violemment pris à son successeur, d'envoyer aux quelque deux cents membres du comité central du FLN une lettre expliquant sa posi-

A cette époque, la pouvoir, tout occupé à « débournédiéniser > l'Etat, était ravi de saisir l'occasion d'exclure M. Ghozali de la gestion des affaires, comme il l'avait fait avec MM. Belaïd Abdessalam et Abdelaziz Bouteflika dès mars 1979.

Après une traversée du désert relativement brève, M. Ghozali était piacé « en réserve de la République », au sein du corps diplomatique, de 1984 à 1988. C'est M. Kasdi Merbeh qui le sortit de son « axii bruxellois » pour le nommer ministre des finances dens son gouvernement. Il est aujourd'hui, protocolairement, immédiatement placé après le chaf du gouvernement. Les péripéties de 1979 sont oubliées.

La composition du cabinet

Chef du gouvernement : M. Mouloud Hamrouche (*). Affaires étrangères : M. Sid'Ahmed Ghozali (***). Justice : M. Ali Benflis (**).

Affaires religieuses; professeur Sald Chibane (*). Intérieur: M. Mohamed Salah Collectivites locales : M. Benali

Henni (*). tion: M. Mohamed El-Mili Universités : professeur Abdessalam Ali-Rachedi (*). Jeunesse: professeur Abdelkader Boudjemaa (*).

(Publicité) Le nº 155 - septembre - du mentuel

FRANCE PAYS ARABES

rient de paraître « LIBAN : L'ESPOIR... »

Reportage as Libas de Lucien Bitterlin. Bettreiten à Brâlbeek avec le président Hussein Hussein et à Paris avec l'ambassadeur de Libas, M. Fonad Turk. Texte intégral du comité tripertite du 31 millet et réponse du ministre syries

Egalement as sommaire: Las Français suvent-in exporter?; La Salina et POLP; Los pages consumigues; La circonologie des mois princi-lents; Los pages caliurelles, etc... dente ; Les pages catherelles, etc...
Diffusion : NMPP. — En vente 15 F dans les
grandes fibrairies à Paris et en Province.

**TRA — 14, sur Augenes, ● Spicious sur desuzado : FPÁ → 14, suo August 15007 Paris, Tél. : 45-45-21-52

Formation professionnelle : 1. Abdennour Keramane (**). Economie : M. Ghazi Hidouci (*)

Organisation du commerce : M. Smail Goumeziane (*). Affaires sociales : M. Mohamed Ghrib (***). Emploi : M. Mohamed Kara-Amar (*). Agriculture : M. Abdelkader Ben-

Industrie : M. Hacene Kahlon-Equipement: M. Chérif Rah-

Mines: M. Saddek Boussens (**).

Transports: M. El-Hadi Khédiri (**).

Postes et télécommunications:

M. Hamid Sidi Saki (*).

Akli

Santé : professeur Akli Secrétaire d'Etat aux Affaires maghrébines: M. Abdelaziz Khellef (**).

Secrétaire général du gouvernemet: M. Ahmed Medjhonda (*).

Depuis le coup d'Etat du 19 juin 1965 qui a porté an pouvoir le colonel Houari Boumediène, le portefeuille de la défense est détenu par le chef de l'État. Le secrétaire général du ministère de la défense, le général Mustapha Chellouil, figurait sur la liste protocolaire, du dernier gouvernement tocolaire du dernier gouvernes

(*) Fait son entrée au gouvernement. (**) Maintenu à son poste. (***) Rente au gouvernement, mi



ES BANQUES EN MOUVEMENT

Le système bancaire change face au défi européen et à un environnement plus concurrentiel.

L'évolution des métiers et des techniques.

 Le nouveau rôle des banquiers. Les nouvelles stratégies bancaires.

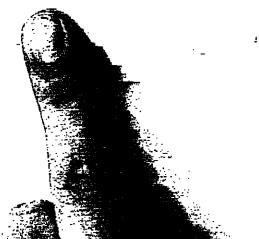
L'INDE

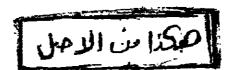
Un dossier complet sur l'Inde aujourd'hui.

Le règne mouvementé de Raiiv Gandhi.

 Une société à deux vitesses. Une puissance en développement.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





si vous avez du mal à imaginer, découpez ce bon.

Avez-vous déjà visité Disneyland? Avez-vous souvent entendu parler de Walt Disney World? Voici maintenant Euro Disneyland,

l'aboutissement de 35 ans de travail... et d'imagination.

Peut-être avez-vous un peu de mal à imaginer ce que va être ce domaine qui va s'établir sur près de 2000 hectares avec des golfs, des lacs, des hôtels, et tout un monde de loisirs.

Peut-être avez-vous envie d'en savoir plus sur Euro Disneyland? Alors découpez ce coupon et vous recevrez une brochure détaillée.

Adresse	Prénom	All and the second second	
	Adresse		
Remoyez ce bon à EURO DISNEYLAND-S.C.A., C/O Ressources MMC, 92521 Neuilly-sur-Seme Co.		Code p	

Euro Disneyland s.c.a.

M. Rabin discute avec M. Moubarak des propositions de paix égytiennes

M. Itzhak Rabin, était attendu lundi 18 septembre au Caire, où il se rendait à l'invitation du président Hosni Monbarak. Il devait y discuter, à la suite des propositions de paix égyptiennes, de la façon dont pourraient se tenir des pourpariers palestino-israéliens, préliminaires à la tenne d'élections dans les territoires occupés. On indique de source informée au Caire, rapporte notre correspondant

JÉRUSALEM

de notre correspondant Comme c'est ce même Itzhak Rabin qui, l'hiver dernier, fut l'avocat puis l'artisan de la participation Itzhak Rabin, superstar de la polides travaillistes au gouvernement d'union nationale, il est aussi « le tique israélienne? La question fait en tout cas les titres d'une bonne seul, écrit le quotidien Haaretz, à partie de la presse qui estime que le pouvoir brandir de manière crédible ministre de la défense, qui devait être l'hôte du président Hosni Moula menace d'un départ des travaillistes du gouvernement », au cas où barak lundi 18 septembre au Caire, il jugerait que ses partenaires du n'a jamais paru aussi puissant. Et Likoud s'opposent aux tentatives en ce, aussi bien dans sa propre formacours pour relancer des négocia-tions. Cela donne du poids, et les Egyptiens paraissent l'avoir parfaition, le Parti travailliste, dirigé par M. Shimon Pérès, vice-premier ministre, qu'au sein d'un gouverne-ment d'union nationale présidé par le chef du Likoud, M. Itzhak Sha-Il y a plus. Ministre de la défense mir, et dont le ministre des affaires à l'heure du soulèvement palestinien étrangères est M. Moshe Arens. dans les territoires occupés.

C'est dire que le rendez-vous du M. Rabin est le maître-d'oeuvre de Caire, organisé à l'invitation des Egyptiens, a dû faire pas mal de la politique de « la main de fer » - ce qui arrange bien M. Shamir et jaloux à Jérusalem. le Likoud. Visage buriné, voix Il illustre, très clairement, la posi-tion centrale occupée par M. Rabin rocailleuse, éternelle cigarette aux lèvres, M. Rabin a rarement fait part d'états d'âme dans l'exercice de sur la scène politique israélienne. C'est sans doute parce qu'ils consises fonctions. Mais l'homme n'est dèrent qu'il est aujourd'hui un des pas si simple. hommes-clés de la situation politico-Ancien premier ministre (1974-1977), chef d'état-major lors de la diplomatique que les Egyptiens ont convié le ministre de la défense à venir dans la capitale égyptienne. L'entretien, prévu pour quelques

guerre de six jours (en juin 1967), ancien responsable du Palmach (les unités d'élite de la Hagannan, avant heures seulement, devait porter sur la création de l'Etat), Itzhak Rabin les récentes propositions égyptiennes (le Monde daté 17-18 septembre) est aussi le dirigeant politique israédestinées à relancer un processus de lien qui a le plus crûment décrit à ses compatriotes la vraie nature du négociations à partir du projet israésoulèvement palestinien : expression med Bassiouni. Celui-ci venait de d'une revendication nationale, parta-Gaza – un projet qui fut précisé-

Alexandre Buccianti, qu'une liste de persounalités palestiniennes « de l'intérieur » et de la diaspora est en préparation en vue de composer la délégation susceptible d'entamer des négociations avec les Israéliens. Parmi les noms cités figurent ceux de MM. Fayçal el Husseini, Mohamed Meihem et Akram Hannieh. Ces deux derniers ont été expulsés des territoires occupés. On note, en outre, la présence en

ment l'œuvre du ministre de la gée par l'ensemble de la population défense. gée par l'ensemble de la population de Cisjordanie et de Gaza et qui ne saurait trouver de règlement que politique. Depuis bientôt deux ans, le ministre de la défense l'a dit et répété à longueur d'entretiens.

Le plus populaire

Ce mélange de comportement rugueux, de parler franc et de gros bon sens lui vaut la sympathie de l'opinion. A soixante-sept ans, le numéro deux du parti travailliste est aujourd'hui, à en croire tous les sondages, l'homme politique le plus populaire du pays - et de très loin. Au début du mois, l'historienne et influente journaliste Idith Zertal écrivait dans l'hebdomadaire Hair : «Sa force politique actuelle, la confiance illimitée dont il jouit auprès de l'opinion publique, dans son parti, et, d'une manière générale, sur la scène politique rappellent la position qui fut celle de Ben Gourion et Golda Meir au sommet de leur carrière ; cela lui permet aujourd'hui de faire adopter n'importe quel plan. » Avec un brin de scepticisme ironique, mais aussi d'espoir, la journaliste interrogeait : « Saura-t-il rallier les rendez-vous de l'Histoire ? ».

L'invitation à se rendre au Caire a été transmise à M. Rabin dans la soirée de vendredi par l'ambassadeur d'Egypte en Israël, M. Moha-

Egypte de personnalités palestiniennes « de l'intérieur », parmi lesquelles MM. Gamil el Tariki, président du Syndicat de la presse palestinienne dans les territoires, Ghassan El Chakaa, syndicaliste, et Bassam El Sayeh, fils du président du Conseil national palestinien (qui joue le rôle de Parlement en exil). D'autre part, M. Yasser Arafat s'est rendu dimanche au Caire, où il avait déjà fait un

principaux responsables du gouvernement les propositions égyptiennes ; elles doivent permettre - espère Le Caire - de convoquer une conférence réunissant les Israéliens et une délégation palestinienne pour débattre de l'organisation d'élections dans les territoires

Le . forum des quatre », déjà réuni vendredi, a été de nouveau convoqué samedi soir, mais sans réussir à se mettre d'accord sur la réponse à apporter à l'initiative du président Monbarak. MM. Shamir et Arens (Likoud) ne veulent pas donner suite à des propositions égyptiennes qu'ils ont qualifiées de « champ de mines » et qui, estimentils, s'éloignent beaucoup trop du projet israélien. Les travaillistes Pérès et Rabin sont d'un avis contraire : ils évoquent une « occasion historique - à saisir et qui devrait permettre de redonner vie an projet du gouvernement d'élections dans les territoires.

La décision finale sera prise en cabinet restreint - qui regroupe cinq ministres du Likoud et cinq du parti travailliste - d'ici deux à trois semaines. Entretemps, M. Shamir peut toujours espérer que l'OLP rejettera l'initiative du président Moubarak - ce qui permettrait au premier ministre de faire l'économie d'une crise au sein du gouvernement d'union nationale.

ALAIN FRACHON.

Asie

CHINE: selon le porte-parole du gouvernement

M. Zhao Ziyang est «libre» de ses mouvements

PEKIN de notre correspondant

Les autorités chinoises se sont efforcées, au cours du week-end, de donner l'image d'un pouvoir raison-nable quoique décidé à rester ferme. C'est en particulier le sens d'une « révélation » faite par le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, concernant l'ancien secrétaire général du parti communiste M. Zhao Ziyang, limogé durant la crise du printemps : à l'en croire, M. Zhao « est libre », il vit à Pékin, perçoit toujours les mêmes émoluments et jouit des mêmes avantages matériels que lorsqu'il dirigeair le

Quelle que soit la valeur qu'on y attache, cette précision sur la nature de la disgrâce de M. Zhao témoigne d'un certain adoucissement de ton à son égard : « jusqu'à présent », on ne lui reproche que des agissements tombant dans la catégorie des affaires - internes au parti -, qui ne sont, en principe, pas passibles de poursuites en justice.

Les déclarations du porte-parole ont été faites à une délégation d'un journal économique japonais, le Sangyo Keizai Shimbun, et on été publiées par la presse de Pékin lundi, ce qui leur confère un poids

Pas de levée de la loi martiale

Cette intervention modérée de la part d'un homme proche de M. Li Peng coıncide avec le retour de M. Deng Xiaoping devant les caméras de télévision et cadre avec le ton rassurant que le vieux dirigeant a voulu donner à ses propos. M. Deng a assuré, samedi, à un visiteur (le Monde daté 17-18 septembre) que, « malgré les troubles, la nouvelle direction adhérera aux politiques de réforme et d'ouverture suivies depuis dix ans. maintiendra la stabilité et l'unité, se conformera au principe consistant à concentrer son attention sur la tâche centrale qu'est la construction économique tout en respectant les quatre principes fondamentaux [du socia-

Le vieux dirigeant, qui passe pour avoir pesé de tout son poids afin que le pouvoir modère ses critiques à l'encontre de M. Zhao, a expliqué la crise du printemps par le fait que « certains camarades s'étaient entièrement plongés dans leur tache spécifique sans porter suffisamment attention aux développements idéo-logiques et politiques, et ont manqué de vigilance devant la gravité de la corruption, adoptant pour com-battre cette dernière des mesures inefficaces ». Le propos est visible-ment destiné à M. Zhao, mais n'est pas chargé d'une excessive sévérité. M. Deng s'est dit confiant dans la capacité de la direction à « tenir compte des lecons de ces troubles et lutter contre la corruption de manière à édifier une administration propre », grâce à quoi « la Chine avancera de façon plus stoble, plus équilibrée et à enjambées plus grandes » dans la voie du déve-

Plus encore que ces déclarations sans surprise, ce sont les rumeurs ayant couru depuis trois mois sur son état physique qui rendaient ce retour de M. Deng important. Tout le monde, son visiteur en particulier, le juge « en excellente santé ». Bronzé, M. Deng a assuré avoir nagé dans la mer au cours de l'été, « car je n'aime pas les piscines couverte-sil n'avait pas l'air d'hésiter trop dans son élocution, à en juger par les extraits de la rencontre diffusés à la télévision. Sa main ne tremblait pas

On se demande toujours, dans ces conditions, quelle est l'étendue exacte de son influence dans la gestion quotidienne, compte tenu des volontés exprimées par le premier ministre dimanche. M. Li, selon des sources japonaises, a exclu toute levée prochaine de la loi martiale à Pékin, concession que lui demandait son interlocuteur, arguant au contraire de ce qu'elle était indispensable en raison de la présence en ville de « centaines » d'armes volées par les émeutiers à l'armée durant la épression militaire de juin.

FRANCIS DERON.

LIBAN: nouvelle volte-face diplomatique

Le Comité arabe s'aligne sur les thèses syriennes

BEYROUTH

de notre correspondant

Le Comité tripartite arabe (Algésenté, samedi, un plan en sept points qui constitue son verdict entre les belligérants au Liban. La Syrie et ses alliés libanais l'ont accueilli surle-champ avec enthousiasme, le camp chrétien avec consternation. Le premier point du plan de règle-

ment arabe est un ordre de cessez-lefeu immédiat. Le second prévoit la constitution d'une commission interlibanaise, présidé par M. Lakhdar Ibrahimi, délégué du Comité arabe au Liban, pour superviser le cessez-le-feu et contrôler les navires soupconnés de transporter armes ou unitions pour l'une quelconque des parties belligérantes.

Le troisième point enjoint la levée du blocus (du réduit chrétien) et la réconverture de l'aéroport de Bey-routh dès que la commission préci-

Le quatrième point est une répéti-tion de l'ordre de cessez-le-feu, levée du blocus marissortie, cette fois, d'un appel à l'arrêt des campagnes médiatiques. Le cinquième est une invite à tous les pays concernés, notamment à ceux qui ont apporté leur soutien au Comité arabe, pour qu'ils cessent les fournitures d'armes à toutes les parties au Liban, le triumvirat soulignant qu'il a trouvé une pleine coopération de la part de tous les pays qu'il a sollicités à ce sujet, ce qui, implicitement, désigne l'Irak qui

Déception dans le camp chrétien

Le sixième point comporte une convocation de l'Assemblée nationale libanaise pour le 30 septembre, en vue de préparer et de discuter le document de l'entente nationale, en un lieu qui fera l'objet de concertations de M. Ibrahimi avec les députés, à Beyrouth, étant précisé que cette réunion parlementaire se

fournit des armes au camp chrétien.

IRAN

M. Rafsandjani menace de recourir à la force contre l'Irak

Téhéran (AFP). - Le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandiani a déclaré, dimanche 17 septembre, que les troupes irakiennes seraient repoussées - par la force -sur la frontière internationale - s'il s'avérait que l'ennemi ne voulait pas rendre les territoires iraniens qu'il occupe ». Dans un discours prononcé à Téhéran devant les commandants des corps de gardiens de la révolution et des volontaires, M. Rafsandjani a dénoncé le refus de Bagdad d'évacuer quelque 2000 kilomètres carrés de territoire iranien qu'il occupe encore. « L'Iran ne nourrit aucune ambition territoriale mais ne cédera pas un pouce de sa terre islamique », a-t-il dit.

« Nous ne cherchons à arracher à l'Irak aucune concession illogique, mais nous ne lui serons de notre côté aucune concession, même si la situation actuelle doit durer dix ans », a ajouté le chef de l'Etat iranien. « Le régime irakien persiste à vouloir obtenir de nous des concessions sur le fleuve Arvand (le Chatt

Al-Arab pour les Irakiens), mais nous opposerons dans les négociations autant de résistance que nous en avons montré pendant la

De son côté, le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a fait parvenir aux commandants des gardiens de la révolution un message dans lequel il leur demande de rester prêts à désendre le pays, de ne laisser apparaître aucune faiblesse et de coopérer fraternellement avec l'armée ».

 Arrivée de M. François Schoor à Téhéran. - Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, est arrivé, dimanche 17 sep-tembre, à Téhéran, pour s'entratenir avec les dirigeants iraniens du contentieux financier bitatéral. Il a été accueilli à son arrivée par le viceministre des affaires étrangères iranien, M. Mahmoud Vaezi, M. Scheer devait effectuer, lundi, une visite au siège de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne. - (AFP, Reuter.)

time et réouverture de l'aéroport. Le septième point annonce l'arrivée de M. Ibrahimi à Beyrouth, le 17 septembre, pour mettre ces résolutions

Les déclarations du général Michel Aoun, premier ministre en exercice dans le réduit chrétien, en attendant le complément d'informa-tion et les explications de M. Ibrahimi, traduisent la déception et l'embarras du camp chrétien face à ce qu'il considère – jusqu'à plus ample informé - comme une volteface du triumvirat arabe.

Après avoir mis en accusation la Syrie pour obstructionnisme il y a un mois et demi, à la colère de ce pays - ce qui avait remis le feu aux poudres - le triumvirat lui donne soudain satisfaction sur toute la ligne. Non seulement, en effet, il n'est plus question du retrait des troupes syriennes du Liban, ni même de la Syrie sur aucun plan - ce qui, à vrai dire, était prévisible si l'on voulait obtenir la coopération de Damas pour sortir de l'impasse, -mais il n'est plus question, non plus, d'observateurs arabes ou onusiens pour superviser la trêve, ou, au moins, l'embargo sur les armes. Sans compter que cette surveillance s'applique expressément au littoral et donc à l'armée libanaise, mais guère aux frontières terrestres avec la Syrie, qui reste maîtresse des mouvements de sou armée au Liban, avec la signification politique que cela implique.

Dans ces conditions, on comprend que Damas ait aussitôt donné son plein accord, relayé par ses alliés libanais, notamment par le premier ministre en secteur musulman, M. Selim Hoss.

Pour se réconforter quelque peu, on se persuade dans le camp chré-tien qu'un retrait des troupes syriennes de Beyrouth-Ouest est convenu entre le triumvirat et Damas, quitte à laisser aux Syriens l'apparence d'en prendre l'initiative de lour plein gré et de le baptiser « regroupement ». Une allusion – très sibylline – à ce sujet est relevée dans la conférence de presse de l'émir Saoud El Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, qui a accompagné la proclamation du plan en sept points, où il parlait de « l'extension de la souveraineté libanaise à l'ensemble du territoire », après réalisation de l'entente nationale. On souligne dans le sec-

Beyrouth, s'est aussitôt après la prociamation de Djeddah rendu à Damas, où il a rencontré le vice président Khaddam et le ministre Chareh – ce qui n'était pas prévu, – mais que l'émir Saoud El Fayçal lui-même y a porté un message du roi Fahd au président Assad. Etaitce pour rappeler à ce dernier quel-que engagement ? Y aurait-il des clauses secrètes complétant cette proclamation et la rééquilibrant? Les spéculations vont bon train à

Le dilemme du général Aoun

Quoi qu'il en soit, pour le général Aoun, il va être aussi difficile d'accepter, dans son ensemble, le plan de Djeddah que de le rejeter en oloc. Dans une interview télévisée diffusée dimanche soir, mais enre-gistrée samedi à midi avant la proclamation de ce plan, il a rappelé les lignes de force constantes de sa politique, dont certaines répondent, a priori, à ses dispositions. Ainsi, il s'en tient au principe que la réforme ne peut intervenir « à l'ombre de l'occupation », émettant des réserves sur la représentativité du Parlement et de ce qui en reste au bout de dix-sept ans d'autoproroga-tion de son mandat, sans cependant rejeter expressément le projet de convocation des députés à un débat

Le général Aoun a réitéré, avec force, ses attaques contre la Syrie, Israël et surtout les Etats-Unis. Il s'est finalement montré ferme, tout en donnant des indications de ce qu'il pourrait faire pour ne pas paraître s'opposer au programme du comité arabe et ne pas se retrouver (à la place de la Syrie) dans le rôle de l'accusé. Après tout, souligne-t-on dans son entourage, si le rapport du comité arabe mettant Damas en accusation est passé sous silence dans la proclamation de Djeddah, il n'est pas renié pour autant et il demeure une pièce capitale du dos-

Arrivé dimanche soir à Beyrouth - soumise, une fois de plus, à des bombardements durant la muit, -M. Ibrahimi a rencontré, en secteur musulman, MM. Berri (chef de la milice chiite Amal) et Hoss. Lundi, il devait s'entretenir avec le général

LUCIEN GEORGE.

«J'essaierai de trouver une mission plus calme»

AFGHANISTAN: le retour en France de Xavier Lemire

NEW-DELHI de notre correspondant

Arrêté le 14 août, le kinésithérapeute français Xavier Lemire, de l'organisation Handicap International a été libéré le 14 septembre. Entre-temps, il a subi - trois à cinq heures d'interrogatoires par jour - tonions au subi - trois a cinq heures d'interrogatoires par jour - tonions au la septembre. toujours par la même personne, une sorte de « magistrat » (en réalité, probablement un responsable du Khad, les services secrets afghans). Il lui posa des questions sans fin pour tenter de débusquer l'espion derrière cet individu, à l'évidence louches, aux yeux du pouvoir, qui a choisi d'entrer en Afghanistan pour aller relever d'autres camarades dans la province de Hérat, où fonc-tionne un atelier d'orthopédie.

Pendant trente jours, il expliqua sa « vocation humanitaire » et le rôle de Handicap International et. pendant trente nuits, revêcut ces moments tragiques : « Après une heure de route, au détour d'une dune, nous avons brusquement aperçu une colonne importante d'une douzaine de véhicules. J'ai dit à Vincent (Vincent Gernigon) : « M..., planque-toi». Je me suis recroquevillé dans le camion, et la fusillade a aussitôt commence. Cela a duré quinze à vingt minutes. Malheureusement, Vincent a été touché, tué sur le coup ».

Xavier Lemire, qui a effectué une halte samedi 16 septembre au soir à New-Delhi, avant de rentrer diman-che matin à Paris, est libre, et ses

blessures se cicatrisent. Pour la énième fois, il raconte son histoire, ses vingt-cinq jours à l'hôpital de Kaboul, ses trois jours de prison, et le reste : cet incroyable voyage de plus de deux semaines à travers l'Afghanistan avec un groupe de moudjahidins apparemment mal organisés; cette attente dans le village de Marja; la location d'un camion qui finira par s'enliser; les liasses d'afghanis qu'il faudra verser à plusieurs reprises ; l'algarade entre le chauffeur et le chef du groupe et les huit hommes en armes qui montent dans le camion sans y être invités; le matériel abandonné au milieu du désert, et « plus rien à manger, plus d'eau potable » ; la décision, enfin, de repartir vers la frontière devant la tournure des événements, la recherche d'un guide...

Xavier Lemire, pourtant, n'incrimine personne : « Nous avions choisi le Jamiat (Jamiat-i-Islami, formation fondamentaliste modérée) parce qu'ils nous donnaient le plus de garanties d'indépendance. Ce n'est pas de leur faute. C'est un grain de sable » qui a créé une catastrophe, un problème techni-

Xavier Lemire, trente-six ans, a accompli de nombreuses missions humanitaires -Thailande, Calcutta, Mozambique, Angola et enfin Afghanistam. Il ne remet rien en cause. Il va se reposer. Après? « J'essaierai de trouver une mission

LAURENT ZECCHINI.

CAMBODGE

M. Hun Sen affirme que « le prince Sihanouk ne reviendra pas à Phnom-Penh »

dra pas à Phnom-Penh car il n'y a pas de solution politique au pro-bième cambodgien », a déclaré, samedi 16 septembre, le premier ministre du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen. « Dans le passé je me suis montré flexible à l'égard du prince, désormais je serai inflexible. Il ne reviendra pas au Cambodge, a-t-il ajouté. Il était temps pour moi de dire à mon peuple qu'il n'y aura pas de solution politique. » La veille, il avait violemment dénoncé l'alliance entre le prince et les

« Le prince Sihanouk ne revien- Khmers rouges, affirmant qu'« on peut très bien se passer de Sihanouk, qui veut revenir avec les Khmers rouges »,

> Ces déclarations fermes du chef du régime de Phnom-Penh - qui est attendu cette semaine en visite à Bangkok - interviennent alors que se poursuit la phase finale du retrait des troupes vietnamiennes en présence de 350 journalistes étrangers et que les activités de la résistance s'intensifient - (AFP, Reuter.)

الإنهاجا 200 The state of the s

The state of the state of The same of the sa

The state of the state of A COMPANY OF THE PARTY OF A September 18 . Companie Course of the state of The second second second

- The land of the A PARK TO THE PROPERTY.

deurs · Comme rapprocher to ?

-------- bred total me

建设 李 斯 秋 华 is secretarine order to separate the second ---144 保護機 養養 熟 a der alle alle alle

a consequence of the second Party at Ser Se. THE RESERVE マンス 小水田学 巻 美 THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAM

14:34 :54

Politique

Devant ses amis réunis à Gouvieux

M. Michel Delebarre a tenté de retrouver une marge de manœuvre par rapport à M. Jospin

de notre envoyé spécial

M. Michel Delebarre mène une entreprise qui emprunte à l'esprit des «transcourants» : sortir du cadre intellectuel imposé par le jeu cadre intellectuel imposé par le jeu des courants au sein du PS, afin de parler des problèmes politiques dans des termes qui ne soient pas codés par les impératifs tactiques. Cette démarche suscite manifestement de l'intérêt parmi nombre de socialistes, mais il se trouve que M. Delebarre est engagé an côté de M. Lionel Jospin dans la préparation du congrès de Rennes et qu'il est donc tenu par une logique de courant ou plutôt, dans l'état actuel des choses. plutôt, dans l'état actuel des choses,

C'est ce qui explique que la réu-nion organisée par le ministre de l'équipement et des transports à Gouvieux dans l'Oise, samedi 16 et dimanche 17 septembre, ait été sui-vie par quelque deux cents per-sonnes, mais qui étalent, dans leur sonnes, mais qui etaient, dans leur grande majorité, très « marquées ». Les invitations avaient été lancées par M. Delebarre et par M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, partisan de M. Jospin. M. Jacques Mellick, voisin régional de M. Dele-barre (l'un est du Pas-de-Calais. Parte du Nord) et ministre délégné. l'autre du Nord) et ministre délégué

1.12

Ami de M. Delebarre, mais partisan de M. Fabins (qui a reçu le 15 septembre l'appui unanime des responsables de la fédération du Pas-de-Calais appartenant au con-rant majoritaire), M. Mellick n'a pas souhaité participer à une initia-tive qui lui paraissant trop nettement orientée en faveur de M. Jospin.

Conscient de ce handicap, M. Delebarre a précisé, dans une interview au Journal du dimanche du 17 septembre, les limites de son engagement auprès du ministre de l'éducation nationale. « Je ne veux pas faire de la peine à Lianel Jospin, mais je ne suls pas jospiniste », déclare-t-il dans cet entretien. Sinon, explique-t-il, cela voudrait dire que sa stratégie est une straténie que ce soit le cas. «L'heure venue, ajoute M. Delebarre, il y aura débat sur le meilleur candidat, et je me détermineral. Pour le ministre de l'équipement et des transports, l'essentiel est d'éviter. que les courants ne se tranforment en «écuries» et le PS en « un gigantesque haras ».

A l'appui de ce souci de ne pas paraître trop lié par son engagement au côté de M. Jospia, M. Delebarre, a fait, samedi, une visite au Creusot, en compagnie de M. André Billar-don, député de la Sadne et-Loire, proche de M. Fabins. Il n'en reste pas moins que les fabiusiens se signalaient par leur absence à Gou-vieux, où l'on remarquait en revanvient, on 10n femandant en fevalrche une brochette de jospinistes distingués – MM. Dominique
Strauss-Kahn, Jean-Marie Le Guen,
Jean-Christophe Cambadélis, Francois Hollande, Gérard Le Gall – ainsi qu'un rocardien (M. Bernard Poignant, député du Finistère, maire de Quimper), M= Catherine Tasca, ministre délégué à la communica-

semaine précédente chez les fabiu-siens, à Evry — du nihil obstat prési-dentiel.

Chevenent raillent en parlant du courant «B-A» («béat»), — M. Mauroy se se considère plus comme le chef de file d'une tendance, mais comme le dépositaire et le continuateur de la synthèse mit-

Libre à M. Delebarre, si cela lui thante, de réunir les anciens e B », tels MM. Georges Frêche, maire de Montpellier, Edmond Hervé, maire de Rennes, Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, Jean-Yves Le Drian, maire de Lotient! Ceuxlà ne sauraient suffire à assurer une base à un prétendant au poste de

des éléphants »

Une telle réunion a, du moins, pour M. Delebarre, l'avantage de rappeler qu'il existe et que son action ne se borne pas à faire figurer sa signature au bas d'un texte à côté de celle de M. Jospin. Le maire de Dunkerque a tenté de se situer, dans lo débat de congrès, en retrait par rapport à MM. Palvius et Jospin.

Je ne crois pas, a-t-il dit, que le rôle du parti en période prépara-toire au congrès soit la critique systématique du gouvernement. Cela était dit pour les jospinistes. Je ne crois pas, a-t-il ajouté, que la phase préparatoire soit la critique systé-matique de la direction du parti. Cela visait les fabiuaiens.

Pour tenter de se redonner de la marge et pour entretenir son image anticonformiste, M. Delebarre a s'efforcerait de répondre aux nou-veaux défis posés par les pouvoirs scientifique, administratif et média-tique. Dimanche, les politologues Alain Duhamel et Jérôme Jaffré ont sympathique mais objectif, devant lequel les politiques étaient invités à faire leur examen de conscience.

tion, M. Yves Durand, poperéniste, député du Nord, et le porte parole de l'Elysée, M. Hinbert Védrine, venu témoigner là – comme la

Pour la plupart, néanmoins, les socialistes réunis par MM. Delebarre et Nallet appartenaient à l'ancien conrant « B », celui de M. Pierre Mauroy, qui est lui-même venu déjeuner en compagnie de son ancien directeur de cabinet et officiel « dauphin ». Depuis la fusion de ce conrant avec le « A », c'est-à-dire les mitterrandistes, il y a deux ans — ce que les amis de M. Jean-Pierre Chevènement raillent en parlant du

« Une casis sur la piste

vontu que la réunion de Gouvieux soit l'occasion d'une confrontation entre des politiques et des observa-teurs, ou des intellectuels. Le diner de samedi a permis aux participants d'entendre le philosophe Michel Serres, venu leur expliquer sa conception d'une politique qui tendu à leur auditoire un miroir

« Une oasis sur la piste des élé-phants », simi M. Delebarre a-t-il défini la réunion de Gouvieux. Les militants présents out pu se désaltérer, mais le barrissement des élé-phants (surnon des dirigeants socia-listes) se faisait entendre dans le

Les « rénovateurs » communistes veulent se rapprocher du PS

- Comme mouvement politique vront pas M. Llabres et ses amis dans la voie du rapprochement avec est communistes (MRC) est le Parti socialiste, dont la première politiquement hors jeu, et donc inutile. Pour qu'il joue un rôle, il faut qu'il renoue des alliances avec les forces qui comptent. Ce constat figure dans le rapport présenté, samedi 16 septembre à Paris, par M. Claude Llabres devant l'exécutif (quatorze membres) de son mouve-cent antre les droitiers en montre les droities en montre les (quatorze membres) de son monve-ment.

péen (0,4% des voix), le coordons-teur national du MRC estime que - la voie de la réforme de la société - u vose ae la rejorme de la société capitaliste apparaît en définitive comme la seule praticable dans la mesure où, seule, elle garantit à chaque étape de sa réalization l'adhésion explicite de la majorité du neumle.

Même si l'expression « indépen-dance-association » avec le PS a été retirée du texte, il n'en demeure pas moins que M. Llabrès et certains de ses amis restent favorables à un recentrage réformiste qui prendrait le relais du « réalisme révolution-

Si tous les membres de l'exécutif semblent s'accorder sur la vanité de leur tentative hors du PCF ainsi que sur la réaliné de l'écroulement de ce parti en France, ils se séparent, en revenche, sur l'utilisation de leur héritage culturel - être ou ne pas être communiste - et sur leur posi-

Une prochaine scission paraît Une prochaine scission paralli secrétaire général avait été invité à secrétaire général avait été invité à se rendre en URSS par M. Gorbatprévu en octobre et un congrès en décembre, - mais il est sûr que certains responsables du MRC ne sui-soviétique à Paris, le 5 juillet.

modo, partagés en trois groupes non homogènes. Les «indécis» balan-cent entre les «droitiers» pro-socialistes et les «archéo» fidèles an concept communiste. Parmi ces derniers, certains envisagent de ces-ser le militantisme politique tradi-tionnel pour se consatrer à la «réflexion».

O Visito de M. Marcheis en URSS du 21 au 27 septembre. — La secrétaire général du PCF, M. Georges Marchaix, esjournera en Union soviétique du 21 au 27 septembre et s'entretiendra avec M. Michail Gorbstchev, secrétaire général du PCUS, vendredi 22 sep-tembre. L'Homerité du 18 septembre précise que M. Marchais seta accompagné par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, chargé de la politique motérieure, par M. Alain Bocquet, membre du comité central et premier secrétaire de la fédération du PCF du membre du comité central et secrétaire politique de M. Marchais. Le

Dans la lettre d'accompagne- rai du Plan, qui serait actionné ment de son rapport, M. Patrick

Viveret souigne que « passer d'une culture auclusivement centrée sur le contrôle à une culturedévaluation, ne plus considérer les citoyens comme des « assu-jettis » mais comme des actaurs des services publics et jouer la carte d'une mobilisation de l'intelligence des agents publics plutôt que celle de l'obdissance des fonctionnaires est une entreprise de longue helene ».

Pour ce faire, il propose que l'évaluation des actions publiques respecte les estigences d'indépendance, de rigueur, de pluralisma et de transparance», avec des modes de fonc-tionnement qui seraient distincts chargés du contrôle, c'est-à-dire les grands corps de l'Etat ou la Cour des comptes. Afin de contrer le « monopole de l'soper-tise légitime », il conviendrait de fevoriser le pluralisme en multi-pliant les « pôles » de demande d'évaluation, y compris par la possibilité de saisine par les citoyens eux-mêmes, et les ¿pôles» de l'offre, tout en faisent appel à des cabinets d'audit

Deux niveaux de déclenche ment de la demande pourraient coexister. Un « conseil intermi-nistérial de l'évaluation » (CIME), rattaché su Commissariat génépar le gouvernament. Un « con-seil national de l'évaluation » (CNE), autorité administrative indécendante qui serait un organisme public capable d'intervenir de son propre chef, ou à l'appel de tel ou tel groupe constitué. Dans ce schéma, la Parlement et seraient appelés à jouer un grand rôle, tant pour la demande que

M. Viveret préconise la constitution d'un « conseil scientifique de l'évaluation » (CSE), pour s'assurer de la qualité des études et veiller à la déontologie, ainsi national de l'évaluation », (FNE) chargé de donner les moyens nécessaires à la demande publi-que d'évaluation, tous deux communs à ces organismes.

L'ensemble du dispositif dant toute la durée du Xº Plan et serzit alors soumis tui-même à une évaluation, sous forme de bilan. D'ores et déjà, la commission d'évaluation du RMI, à l'œuvre depuis le 14 septembre, et qui doit rendre son rapport en 1992, préfigure es que pourrait âtre ce nouvel outil, utilisé pour accompagner une mesure, l'aménager en cours de route, le ces échéant, et pour en apprécier

Afin de vérifier l'efficacité ou l'opportunité des mesures entreprises

Un rapport au premier ministre définit les modes d'évaluation des décisions publiques

M. Pairick viveret vient de l'emetire au premier ministre le rapport que celui-ci lui avait demandé sur la mise en place de procédures et de dispositifs d'évaluation des politiques publiques. Parallèlement, la commission d'évaluation et de suivi du revenn minimum d'insertion (RMI), pre-mière application des idées de M. Viveret, été officiellement installée le

Au-delà du contrôle des actions de l'État, tel qu'il est notamment pratiqué par

- Il faut d'abord partir de l'ana-

lyse que fait le premier ministre. Il

s'interroge sur la façon de gouver-

ner des sociétés complexes alors

que, dans ces sociétés, le ponvoir de

l'expertise ou du savoir devient déterminant. Vient ensuite la toute

première circulaire de Michel

Rocard à ses ministres, destinée à

latter contre une certaine dégrada-

tion de la vie politique, y compris gouvernementale, et la pratique des

» Cela s'intègre en outre dans un

ensemble plus général de comparai-son avec l'étranger. De plus en plus,

la concurrence économique se

jouera autant sur la qualité des sys-tèmes publics que sur les critères de

compétition économique classique. La réforme de l'administration, le

renouveau des services publics, la

modernisation de l'Etat, etc.,

» Nous ne sommes pas dans une

troisième révolution industrielle,

dans une société prioritairement

structurée par de l'industrie, mais dans une société progressivement dominée par de l'information.

L'intelligence est la matière pre-

mière centrale de la production de

richesse. La différence se fait là,

anjourd'hui. Dès lors, la démocratie

devient non soulement une exigence politique et éthique, mais également un gisement de productivité de

- Vous voniez donc offrir les moyens d'une amélioration du début public ?

et redonne une grande importance

au rôle du Parlement. Cela lui per-met d'intervenir avec autorité et lui fournit l'occasion d'accéder à toutes

Offrir les moyens

du pluralisme

- L'évaluation élargit un débat

effets d'annonce.

la Cour des comptes, Pobjectif de Pévalua-tion serait de vérifier Pefficacité ou Popportunité des mesures entreprises. Mais son jeu est également plus large, ainsi que Pexplique l'auteur du rapport dans l'entre-tion mill nous a accordé

tien qu'il nous a accordé. En tolle de fond, il s'agit de « moderniser les outils de l'intelligence politique », selon l'expression de M. Michel Rocard, pour entreprendre la rénovation de l'État et de la fonction publique, rendue encore plus nécessaire par les nouvelles exigences de la

brillant, est proche de M. Rocard depuis les années 1970, époque à laquelle II était membre du bureau national da P.S.U. Il a, pendant plusieurs années, animé la revue du coureur rocardien au sein du P.S. « Faire », aujourd'hai disparae. Il avait créé un « observatoire de la décision publique » avant d'être nommé, par le gouvernement constitué au printemps 1988, dans l'équipe du Commissariat au plan.

« La compétition économique suppose une amélioration du fonctionnement démocratique»

nous déclare M. Patrick Viveret

« Votre rapport conclut à la nécessité d'organiser les méthodes d'évaluation des politiques et des actions publiques pour juger si elles sont ou non bien fondées. Quelles expertise, qui sont souvent monopo-lisées par les décideurs. Pour cette raison, le pluralisme de l'évaluation est lui-même lié au pluralisme de Pexpertise. sont les raisons qui rendent cet exames afcessaire?

- Serait-ce un moyen pour mieux exercer un contre-ponvoir ?

D'une certaine façon. Il s'agit de faire aboutir pleinement l'Etat de droit en France. Non seulement sous sa forme traditionnelle, parce que la pleine indépendance et la pleine séparation des pouvoirs ne sont pas complètement respectées. mais aussi parce que la nouvelle source des pouvoirs, dans les sociétés développées, réside juste-ment dans l'expertise, le savoir et l'information. Il n'y a pas de véritable équilibre des pouvoirs, et l'évaluation offre l'occasion d'y par-

— Il y a donc un lien entre la capacité d'évaluer et l'amélioration de la vie démocratique?

tion du conflit politique étaient construits sur de grandes passions vent inadaptés à la délibération et vent madapus a ma choix dui, paci-au choix dans des sociétés qui, pacifiées sur les grands choix de soc auraient par contre besoin de débattre sur des politiques publiques précises, y compris avec des conséquences lourdes. Ce sont les applications on les actions concrètes du quotidien qui doivent être

» Quand, par exemple, le rapport Andrieu sur les dysfoactionnements du système scolaire en chiffre le coût à près de 100 milliards de francs annuels, voilà un type d'information qui permet à des groupes de citoyens d'intervenir parce qu'ils disposent d'informa-tions. Quand l'ancien directeur des hôpitanx souligne un des problèmes majeurs de la politique hospitalière en expliquant qu'il y a près des deux tiers de la population de l'hôpital qui ne sont pas là pour se faire soiles ressources en information on en. gner, on y voit plus clair. La vieille

fonction de relégation qu'évoquait Michel Foucault existe toujours et entraîne une insdaptation totale de notre système de santé.

» Sur la politique de l'éducation.

sur la politique de la santé - et on

pourrait dire la même chose sur l'urbanisme, – cela prouve qu'il y a des choix importants qui sont faits, qui engagent des sommes considéra-bles, la vie de millions de personnes, alors que les outils démocratiques pour débattre de ces choix, pour former un jugement des citoyens, sont aujourd'hui très insuffisants. Trois types d'intervention

- L'équipement nucléaire d'EDF ou le dossier de Concorde auraient pu faire l'objet d'une telle procédure Commant cele ce consiste

– En amont, il y aurait en un pluralisme. Les forces sociales ou - Tous les systèmes d'organisaéconomiques qui émettaient un dia-gnostic différent sur les besoins en énergie et les propositions - je les années 75 - auraient été consultées et auraient en droit à la parole au même titre que le CEA, EDF, et les grands corps techniques des mines ou des ponts et chaussées. » Ce qui conduit à une première

conclusion. Comme il se trouve que ces diagnostics ont été au total davantage confirmés par la réalité que les autres, on aurait pu - à par-tir d'un véritable débat public facilité par une contre-expertise qui per-metiait également au Parlement de se faire une opinion plus formée, avoir d'autres choix et peut-être éviter le surdimensionnement actuel. On alors, on aurait pu avoir le même choix, mais qui aurait été pris en pleine conscience, pour des raisons d'indépendance stratégique ou de puissance. On n'aurait pas fait semblant de croire qu'en plus cela correspondait à une réalité économi-

Quels sout les sujets actuels qui se prêteraient à l'évaluation ?

- l'ai proposé trois types d'intervention. D'une part, les évaluations qui portent sur des mesures nou-velles. On introduirait un mécanisme comparable à celui qui a été adopté pour l'évaluation du revenu minimum d'insertion. Au momen où la décision est prise et la loi votée, on met en œuvre de façon concomitante un mécanisme pour

avoir un élément de référence sur la situation avant et après qui permet d'apprécier les effets de la politique. Dans cette catégorie, on a l'embarras du choix, entre toutes les nouvelles mesures prises en matière de lutte pour l'environnement, pour la prévention du sida et pour le crédit-formation.

» Ensuite, un deuxième groupe serait constitué des grands programmes techniques puisque, en général, énormément

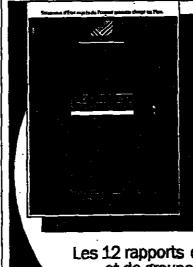
d'argent public leur est consacré. Comme ils sont très souvent conduits en France sous un monopole de l'expertise des grands corps techniques, il est difficile de juger de leur efficacité réelle. Citons les exemples récents du plan câble ou du plan informatique pour tous. A chaque fois, des sommes énormes ont été engagées, il y a eu de grandes proclamations, et il scrait très important d'y regarder de plus près, ensuite, y compris pour réajus-ter des stratégies.

» Le troisième grand créncau visc de très grandes politiques publiques qui sont conduites depuis une quinzame ou une v L'exemple des politiques d'emploi vient tout de suite à l'esprit. En raison de l'accumulation des politiques successives des différents gouvernements, voire internes à un même gouvernement, il est tout à fait essentiel de savoir ce que, au fond, cela a donné. En plus, cela dépas-sionne le débat puisqu'il ne s'agit pas de juger tel ou tel mais de regarder dans la durée si, dans ce qui a été fait pour l'emploi des jeunes, pour les chômeurs de longue durée, il n'y a pas en effets pervers, dysfonctionnement on contradic-

 Mieste informés, les citoyens ne s'opposeront plus, ou pourraient être moins emportés dans leurs

Propos recueillis par ALAIN LERAUDE.

 Décès du sénateur centriste Pierre Brantus. – M. Pierre Brantus, sénateur UDF-CDS et président du conseil général du Jura, est décédé, dimenche 17 septembre à Dijon (Côte-d'Or), des suites d'un cancer du pancrées. Il sera remplacé au Palais du Luxembourg par son suppléant, M. André Jourdain (RPR), premier vice-président du conseil général du Jura, où il représente le



LE PLAN POUR L'AVENIR

Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Plan

Les 12 rapports de commissions et de groupes du Xe Plan sont également publiés par la Documentation Française. 102 pages, 75 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire Paris 7" Tel. 1: 40.15.70.00.

M. Bonnin a été étu, des le premier tour de cette élection partielle organi-sée à la suite du décès, en noût, de Pierre Mondine (RPR), conseiller général depuis 1982. Avec 54,47 % des

... et deux municipales

INDRE-ET-LOIRE :

Inser., 3 246; vot., 2 465; abst., 24,06 %; suffr. expr., 2 383. Liste PS conduite par M. Serge Petit, c.g., 1 259 voix (52,83 %), 21 élus; liste divers droite conduite par M. Gaston Hervier, 907 (38,06 %), 5 élus; liste PC conduite par M. Alban Chertier, 217 (9,10 %),

Le tribunal administratif de Tours avait annulé, le 1" juin, les élections de mars dernier, en raison de l'existence mars dermer, en raison de l'enstence de procurations litigieuses de nature à abèrer les résultats. Seize voix sépa-raiest, en effet, la liste socialiste, arri-vée en tête, de la liste de droite. M. Petit, qui a préféré s'en remettre aux électeurs plutôt que de faire appel de cette aumulation, a réalisé une bonne constraint paisons en liste l'emporte opération puisque sa liste l'emporte, cette fois-ci, dès le premier tour en CaSucrit on sição ambérç entaire.

Le remplacement de l'ancienne tête de liste de droite par M. Hervier, de seusibilité centre gauche, n'a, en revanche, pas empêché cette liste d'ab ner plus de 5 points d'un scrutin à l'autre. De même, la liste communiste perd près de 8 points, obtenant 9,10 % des voix contre 16,71 % en mars.

Au premier tour des élections de mars dernier, les résultats avalent été les suivants : inscr., 3 268; vot., 2 540; abst., 22,27 %; suffr. expr., 2 441. Liste PS conduite par M. Petit, 970 voix (39,73 %); liste divers droite conduite par M. Barbot, 1 063 (43,54 %); liste PC conduite par M. Chartier, 408 (16,71 %). An second tour le liste par M. Este parillétte expr. le été déche. tour, la liste socialiste avait été décla-rée élue avec 1 182 voix (44,89 %) et 20

suffrages, le candidat du RPR, qui béaficiait du soutien de M. Kiéber Malécot (UDF), président de l'Assem-blée départementale, ne retrouve toutefois pas le score enregistré par Pierre Mondine en 1988 (56,36 %). Stable en voix, le représentant du PC a progre de pius d'un point en pource

Au premier tour de l'élection de 1988, Pierre Mondine avait été rééin avec 1 998 voix (56,36 %), courre 1 165 (32,86 %) à M. Crossonean, div. d., et 382 (10,77 %) à Mme Pelletier, PC. II y avait en 3 015 suffrages exprimés, 3 681 votants (34,82 %) et 5 648 élec-

élus, coutre 1 166 voix (44,26 %) et 6 éins à la liste de droite, et 285 voix (10,82 %) et un éin à la liste communiste. Il y avalt eu 2 633 suffrages exprimés, 2 684 votants (abst., 17,87 %) et 3 268 électeurs inscrits. LA RÉUNION : Saint-Pierre

(1" tour). Inscr., 31 984; vot., 26 329; abst., 17.68 %; suffr. expr., 25 965. Liste PCR conduite par M. Elie Hoarau, d., 13 082 voix (50,38 %) 34 élus; liste RPR conduite par M. André-Maurice Pihouée, 12 063 voix (46,45%) 11 élus : liste PS conduite par M. Ismael Daoudjee, 820 (3,15%).

[Sept mois après s'être autopro-claizé élu, au soir du premier tour des élections municipales, M. Hoaran a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle. Le Conseil d'Etat avait confirmé l'annulation par le tribu-nai administratif de Saint-Denis de cette élection avoir que M. Hoaran ent nai augmistratii de Saini-Deils de cette élection après que M. Hoaras ent uniletéralement décidé de considérer comme sulles les mille cipq cents voix recueillies par deux listes mineures, cels lui permettant ainsi de se procla-

En dépit du soutien apporté par MM. Jean-Paul Virapoullé et Audré Thien Ah Koon, députés centristes, la liste Pihouée n'a pas réussi à ramener Saint-Pierre dans le camp de la droite. Au premier tour de l'élection de mars, les résultats étaient les mivants : inscr., 24 4621, aux 134 170 et 21 10 5. les résultats étaient les nuivants : inscr., 26 453; vot., 25 179; abst., 21,10 %; suffr. expr., 24 537. Liste PCR conduite par M. Hoaran, 11 578 voix (47,18 %); liste RPR conduite par M. Pilcuée, 11 545 (47,05 %); liste div. conduite par M. Passinsy, 733 (2,98 %); liste div. g. conduite par M. Desmzière, 681 (2,77 %).]

Les Verts préparent leur congrès de Marseille

Au cours de leur conseil national Holtz-Bonneau, universitaire de interrégional (CNIR) qui s'est réuni à Paris, samedi 16 et dimanche 17 septembre, les Verts ont désigné deux nouveaux porte-parole pour remplacer les trois précédents titulaires, dont M. Antoine Waechter, qui sont devenus députés europeens, et M. François Berthout, qui a donné sa démission. Il s'agit de M. Christian Brodhag, ingénieur de Saint-Etienne, et de Mª Françoise

EN BREF

• M. Giscard d'Estaing fait l'union en Auvergne. — Au lende-main de la réponse positive apportée, vendredi 15 septembre, par M. Giscard d'Estaing à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui souhaitait la création d'un conseil supérieur de l'opposition, la région Auverone s'est donné une structure allant dans ce sens. C'est la première

région à prendre une telle initiative. Le Comité de l'union pour l'Auvergne a mis en place un bureau exécutif dont le président d'honneur est M. Valéry Giscard d'Estaing.

e M. Méhaignerie : expérimentation. - Invité, dimanche 17 septembre, du « Grand oral Libération-Pacific FM », M. Pierre Méhaignerie a déclaré qu'il contine à s'interroger sur la constitution d'un grand parti unique de l'opposition. € Pour le moment, a-t-il dit, je ne dis pas non. Je veux expérimenter. Et si l'expérimentation des prochains mois me montre que cette voie est meilleure pour le pays, alors nous l'exa-minerons. Mais je ne veux pas y aller sens perdre les convictions de ceux qui nous font confiance. « Le prési-dent du CDS a admis par ailleurs « partager globalement ce que dit Michel Rocard », mais que le « tort » de celui-ci « est d'être soutenu par un parti qui dans sa globalité ne par-tage pas sa vision de l'avenir. »

 ● PRÉCISION. - M. Egiffredo Franchi, dont le nom était cité dans un article sur l'organisation autonome, par rapport au PCF, des communistes italiens résidant en France (le Monde daté 17-18 septembre) nous prie de préciser qu'il n'a jamais été « permanent » du parti français.

• RECTIFICATIF. - M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et victimes de guerre, s'est exprimé, jeudi 14 seple trente-huitième congrès de la Fédération des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Maroc, Tunisie (FNCPG-CATM), dont le président est M. Georges Lepeltier, et non devant le congrès de la FNACA, comme indi-

Les Verts, qui tiendront une assemblée générale en novembe à Marseille, doivent adapter leurs structures et leur mode de fonction-nement à l'éclosion de leur mouvement, qui a provoqué une vague d'adhésions. Des propositions ont été avancées lors de la réunion du CNIR afin de trouver un moyen terme entre l'assemblée générale annuelle à forte connotation basiste et l'éventuel congrès considéré, par le fait de la délégation de pouvoir, moins démocratique mais peut-être plus facile à gérer. Le mouvement écologiste s'est aussi penché sur le rôle dévolu à ses élus européens (huit députés et autant de suppléants). Certains redoutent qu'ils ne deviennent des « professionnels de la politique », mais nombreux sont ceux qui les considèrent comme

Dans le Figaro du 18 septembre, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, déclare que le parti vert est » pour l'instant un vrai bouillon de culture. Il y a de tout Une droite nouvelle, une gauche nouvelle, un nouveau centre. Beaucoup de gauchistes archalques, pas d'écologistes réalistes, pas mal d'ayatollahs délirants ». M. Lalonde estime que « l'écologie ne s'inscrit pas dans le clivage droite-gauche. L'écologie est une nouvelle époque de la politique ».

L'avenir du

audiovisuel public

secteur

UN

Service Juridique et Technique de l'Information

Rapport du Gouvernement au parlement

Rapport des Commissions de concertation

250 pages, 115 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

DÉBAT

D'ACTUALITÉ

Une quatrième leçon de l'Histoire bicentenaire de la Révolution française auront voulu que le chef des armées commémore la bataille de Valmy à un moment où, dans l'institution militaire, on entend, ici ou là, quelques grincements de dents M. Mitterrand a eu l'habileté de rappeler à ses ministres, réunis autour de lui à Valmy, qu'il avait été en qualque sorte le premier à encourager, dès le 26 juillet, le gouverne-ment pour qu'il accompagne la modernisation des armées, avec l'adoption du plan « Armées 2000 », par une réflexion nouvelle sur la condition militaire. Or, à la même la - vitrine - des Verts. époque, la ministre de la défense, en visite dans une unité de haute mon-

Défense

La commémoration de la bataille de Valmy

«Les armes ne valent que par ceux qui les servent»

déclare M. Mitterrand

blique a cru pouvoir tirer trois VALMY (Mame) de notre envoyé spécial

Ce jour-là, le 20 septembre 1792, il pleuvait sur la butte de Valmy lorsque le maréchal Kellermann crie · Vive la nation! » pour entraîner les Français à bouter hors de la Marne les troupes prussiennes du duc de Brunswick. Pour célébrer, avec trois ans d'avance, le bicente-naire de la bataille de Valmy, M. François Mitterrand n'eut pas tionnaires. > droit à la pluie, mais au ciel lourd de mages de la Champagne. Le chef de l'Etat, • chef des armées » a-t-il tenu à rappeler, est venu, samedi 16 septembre en fin d'après-midi, - tirer les leçons de l'Histoire - au pied du moulin où le général

poste d'observation. En compagnie de deux mille invités et escorté de nombreux membres du gouvernement derrière le premier ministre, M. Mitterrand a assisté au spectacle Naissance d'une nation monté par Patrick Bouchain, avec l'aide des armées et un budget avoné officiellement de 15 millions

Dumouriez avait, dit-on, installé son

< Le service national doit être amélioré »

Un parcours-spectacle, doit-on dire (le Monde daté 17-18 septembre). Un chemin ponctué de douze stations pour commémorer des batailles ou des combats populaires, plus ou moins appréciés, comme la station Potemkine des marins présents à Valmy, pour lesquels c'est, d'abord, un hommage rendu à l'indiscipline d'un équipage. Puis, la « relecture active du paysage », là même où eut lieu l'affrontement avec les Prussiens, c'est-à-dire un spectacle stylisé, intellectualisé et, sans doute, un peu froid à force de dépouillement, avec quelques petards et fumerolles pour marquer la canonnade et avec l'envolée maigrelette de vingt antiques hélicoptères Alouette pour symboliser

Dans son allocution sur le front des troupes, le président de la Répu-

tagne dans les Alpes, niait l'exis-

tence d'une quelconque crise dans la

gendarmerie, où commençaient de

Devant le moulin de Valmy, le pré-

sident de la République a délivré trois

leçons de l'histoire, selon sa propre expression. En réalité, n'y aurait-il

pas eu une quatrième leçon de l'his-toire immédiate, qui est restée dans

le domaine du non-dit ? A savoir

circuler des lettres anonymes.

Première leçon. « La France qui l'a emporté à Valmy, a dit M. Mitterrand, est une nation capable à l'heure des dangers de rassembler les siens (...). Ce sont « les soldats libres », dira d'eux Servan, le ministre de la guerre, qui les félicitera après la victoire. Et Jaurès, plus tard, vantera L' « énergie radicuse » que produit l'alliance des forces traditionnelles et des forces révolu-

Deuxième leçon. « L'expérience des troupes de métier et l'ardeur des levées citoyennes, sur fond de mobilisation patriotique, ont fait la qualité de l'armée de Valmy. L'armée républicaine est l'héritière de cette complémentarité. Après avoir rappelé la loi Jourdan de 1798. qui crée la conscription universelle, M. Mitterrand a ajouté : « Telles sont toujours la signification et la justification de notre service national. Celui-ci peut et doit être amé-lioré, diversifié, modifié afin que soit mieux garanti son caractère universel et égalitaire, mieux démontrée son utilité (...). Demain, je crois que ni la nature solitaire de la décision nucléaire, ni la technologie complexe des armements, ni l'indispensable spécialisation des hommes, ne sauraient remplacer l'effort collectif hors duquel la défense nationale perdrait son véri-table sens.»

Troisième leçon. - Pour rester souveraine, la nation doit être forte, a expliqué le chef de l'Etat. Le vide des armes appelle l'ingérence extérieure, et les droits auxquels nous sommes accoutumés, les libertés qui nous paraissent aller de soi, sont d'autant mieux assurés qu'on nous sait détenir les moyens suffisants pour les protéger. Telle est bien la règle qui nous inspire alors que la France, l'un des cinq pays du monde à posséder l'arme nucléaire, dispose à la fois d'une stratégie autonome et d'une alliance défensive non point pour faire la guerre, mais pour l'empêcher tout en développant une diplomatie qui, par le dialogue,

qu'il est temps que le gouvernement

et la hiérarchie des armées se met-

tent à l'ouvrage pour rénover l'insti-

tution militaire. Dans l'entourage de

M. Jean-Pierre Chevènement, on

semblait l'avoir perçu ainsi, en

admettant qu'on ait désormais

devant soi, avec ce discours, une

« bible » de référence pour le travail à

tion > - et le chef de l'Etat a forcé sa

voix sur ce seul mot - a été fixée : il

devra agir en conséquence pour

assurer aux cadres « des conditions

matérielles et morales » qui compen-

seront leurs contraintee profession-

nelles. En direction de la hiérarchie,

l'avertissement s'est voulu encore plus solennel : le chef des armées

« entend veiller » lui-même au fait

que règnent sans retard, dans l'insti-

tution de défense, « une bonne com-

PETIT ROLE DANS 4 PRATAILLE DE VERDUN'

JEIPERE DECROCHER

cherche à réduire les tensions et à privilégier le désarmement lorsque celui-ci réduit les arsenoux surabondants et préserve les équilibres (...). Détermination morale et puissance de combat ne cessent d'être le gage de la paix, qui demeure l'objectif suprême et constant de notre peuple.

« L'exceptionnelle qualité de notre armée »

M. Mitterrand a ensuite, sans faire la moindre référence à la fronde épistolaire dont des cadres d'active ont été les acteurs durant l'été, évoqué longuement les problèmes actuels de la condition des

« La République sait ce qu'elle doit à son armée. J'en connais l'exceptionnelle qualité. Elle l'a moniré récemment encore au Tchad, au Liban, dans toutes les missions que je lui ai confiées, a déclaré le chef de l'Etat. La République sait aussi que les armes ne valent que par ceux qui les servent à quelque poste qu'ils occupent. Le

cadre militaire est *∢ un citoyen parmi*

devait, comme le lui demande le

RPR, qui le rend responsable en par-

tie de la crise actuelle, d'intervenir dans le débat. Il l'a fait, en prenant le

parti de son ministre de la défense.

M. Chevènement se bat sur deux fronts. D'abord contre les ministres

en charge des finances de l'Etat, qui

tentent d'endiguer un amélioration de la condition militaire dont s'inspi-

reraient les autres corporations de la fonction publique. Ensuite contre la

hiérarchie et l'encadrement militaire,

qui voient d'un mauvais ceil tout pro-

grès dans la concertation au sein des

armées. Avec le soutien présidentiel.

le ministre de la défense devrait se

sentir ragaillardi. En étalant publique-ment leurs états d'âme, les cadres militaires ont fait avancer leurs

des citavens ».

métier de soldat commande à ceux qui le choisissent des devoirs éle-és. En regard, les responsables de l'Etat et le pays, dont ils tiennent leurs missions, ont pour obligation d'assurer les conditions matérielies et morales nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. C'est ce que j'ai rappelé le 20 juillet der-nier (1). Il appartient au gouverne-ment d'agir en conséquence.

» Citoyens parmi les citoyens, les soldats de l'armée active, loin du conjort et de la routine, consacrent leur vie au service de l'intérêt genéral. Disponibles parce qu'il le faut. conduits à se former sans cesse pour rester aptes à leurs fonctions, les soldats modernes d'un pays démo-cratique ont la responsabilité paradoxale de se préparer à la guerre afin, le plus souvent, d'éviter au pays d'en connaître le poids et les souffrances. Et, cependant, l'obliga-tion d'excellence persiste. Toujours l'abnégation et la discipline s'imposent. Mais elles ne seront acceptées que si une bonne communication, un dialogue au sein de l'institution militaire et l'adaptation de la condition militaire à son temps entrent davantage et sans délais dans les préoccupations de chacun, et, par là, dans les mæurs. - - Je ie demande à tous, a ajonté M. Mitterrand, et j'entends y veiller. >

- L'armée a autant ou hier besoin de sentir qu'elle fait corps avec la nation. Elle a droit de compter sur notre attachement aux valeurs qu'elle incarne : ce sont celles de la République. Et la nation doit savoir que son armée est digne d'elle. Chef de l'Etat, chef des armées, ici à Valmy, je dis à nos soldats l'estime et la confiance du peuple français.

M. Mitterrand a annoncé, en conclusion, qu'il avait accordé à soixante et un régiments d'active ou dérivés, qui ont participé à la bataille de Valmy et qui n'ont pas été dissous depuis, le droit d'inscrire le nom de « Valmy » sur leurs drapeaux ou étendards. Déjà, sept régiments d'artillerie en portent la trace depuis le 3 février 1879, lorsque le Journal officiel a entériné des déci-sions antérieures de Bonaparte, du Second Empire et de la III Répu-

(1) C'est au conseil des ministres du 26 juillet (et non du 20 juillet, comme l'a dit M. Mitterrand à Valmy), que le président de la République, intervenant Comptable depuis huit ans de l'état des armées, M. Mitterrand se après la présentation du plan «Armées 2000» par M. Chevènement, a déclaré : «Ce projet va entraîner un a déclaré : « Ce projet va entraîner un accroissement sérieux de l'effort demandé aux cadres de nos armées auxquels on a déjà beaucoup demandé » Il a ensuite exprimé » sa confiance pour que les armées mènent à bien cette réforme exigeante » et il a sonhaité que l'on porte » une attention particulière à la condition militaire ». Ces propos ont été rapportés par le porte-parole du gouvernement.

La concertation dans les armées

M. Chevènement réunit les chefs militaires

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, devait réunir, lundi 18 septembre, les chefs d'état-major « pour parler de concertation, dialogue au sein de l'institution et revalorisation de la condition militaire ».

«Il faut responsabiliser l'institu-tion, a expliqué M. Chevènement à l'émission télévisée « 7 sur 7 », dimanche 17 septembre à TF1, car il y a des problèmes qui doivent être traités au niveau du gouvernement » et d'autres, tels que les trop grandes astreintes professionnelles, qui doivent se résoudre au niveau inférieur à celui du ministre ».

Le ministre de la défense s'est prononcé contre la création de syndiprononcé contre la création de syndi-cats, qui « casserait la force et l'unité de l'outil militaire » et que, du reste, a-t-il ajouté, personne dans les armées ne lui demande. En revanche, M. Chevènement a rap-pelé qu'il souhaitait rénover le mode de fonctionnement du Conseil supé-rieur de la fonction militaire (Le Monde du 31 août) et des organes de représentativité dans les unites fles présidences de sous-officers ou (les présidences de sous-officers ou d'officiers subalternes). Il s'agit, en particulier, de prévoir un système de désignation qui permettrait de tirer au sort parmi des volontaires les membres du Conseil supérieur et les représentants dans les unités.

Dans quelques semaines, M. Chevènement présentera en conseil des ministres deux communications sur la condition militaire et la rénovation du service national.

munication > et < un dialogue > enfin adaptés à l'air du temps, puisque le JACQUES ISNARD.

AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professionnal experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration with an emphasis in international management A.C.B.S.P.

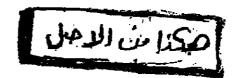
FILIÈRES D'ADMISSION

3º CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglale, conduisant au M.B.A.

2º CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années

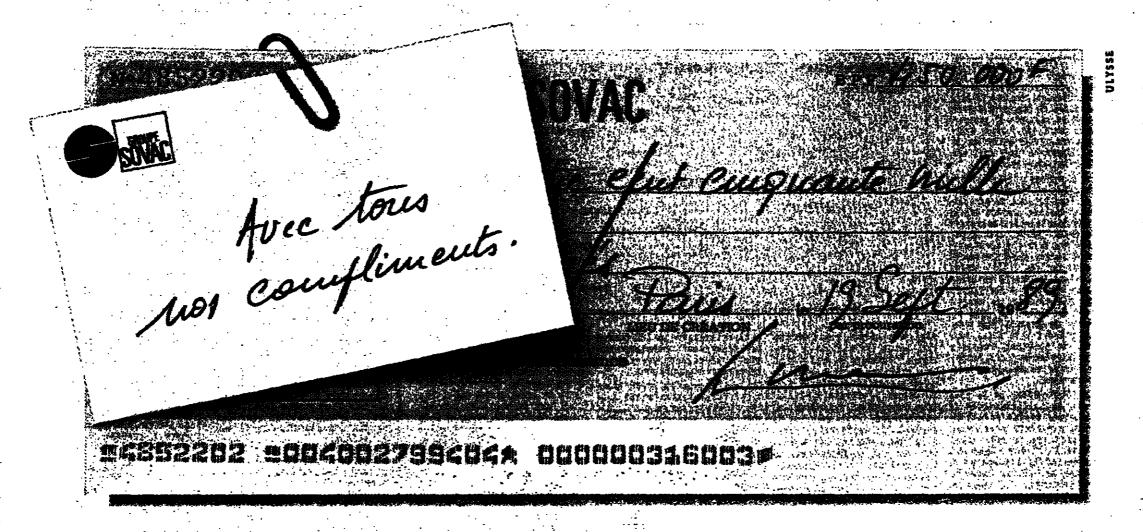
Informations et sélections: European University of America 17/25 rue de Chaillot (métro léna), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71 Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PhD.

os investis



eee Le Monde & Mardi 19 septembre 1989 11

Sovac. Si le financement de vos investissements est une nécessité, pour nous c'est une spécialité.



Au moment où la competition internationale se durcit, où les techniques évoluent de plus en plus vite et où les hommes requièrent une formation de plus en plus pointue, les entreprises doivent pouvoir investir et compter sur un système de financement souple, fiable, moderne.

 $\mathbf{k}^{\top}\mathbf{y}_{i^{\perp}}^{\mathrm{mat}}$.

qui les servents

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés. Elle intervient dans des domaines aussi diversifiés que le financement de l'immobilier, de l'automobile, des entreprises et des particuliers. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquents: 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions

de dients, 2700 collaborateurs. Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité.

Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de la manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement. Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.

SOVAC. NOTRE METIER: VOUS FINANCER.

Société

La Guadeloupe dévastée par le cyclone « Hugo »

ST BARTHÉLÉMY

GUADELOUPE LA DÉSIRADE

MARIE-GALANTE

Né, comme la plupart des harricanes, su large des îles du Cap-Vert, et ayant augmenté de violence pendant sa traversée de l'Atlantique tro-pical, le cyclone Hugo a balayé la Guadeloupe et ses dépendances au cours de la mit du 16 au 17 septembre (voir l'article que notre correspondant André Léger, dont la maison a été détruite, a pu nous faire parvenir). Lundi, un premier bilan faisait état de cinq morts et de quatre-vingt-cinq

blessés. « Hugo » a aussi provoqué d'importants dégâts dans les îles de la Dominique, d'Antigua, de Moutserrat, de Saint-Martin et de Saint-Kitts. Poursuivant sa course, il devait arriver, dans les premières heures de la matinée du lundi 18 septembre, à Porto-Rico. Dans la soirée du 17 septembre, cinq mille habitants des côtes portoricaines avaient fui ces zones particulièrement

menacées. Le gouverneur a mobilisé deux mille cinq cents gardes nationaux et fermé l'aéroport international de San-Juan. L'alerte au cyclone a aussi été lancée aux îles Vierges. La France, comme l'a annoucé dans l'après-midi de dimanche M. Louis le Pensec, ministre des DOM-TOM, a envoyé deux avions avec des sanveteurs et du matériel de secours. Les appareils ont atterri à La Martinique, d'où leur cargaison est

acheminée par Transall de l'armée de l'air vers la Guadeloupe, où la piste, encombrée de débris variés, devait être dégagée très tôt dans la matinée de lundi. La Dominique, ancienne colonie britannique située entre la Martinique et la Guadeloupe, a demandé le secours de la France, comme elle l'avait fait en 1979 après le passage du cyclone « David ».

«C'est pire qu'en 1956»

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Un paysage de désolation, des sinistrés fatalistes, tous les moyens de communication coupés : tel était le trista aspect de l'applomération de Pointe à Pitre, dimanche 17 septembre, peu avant que l'armée commence à circuler dans les artères les moins encombrées pour faire une première évaluation des dégâts.

L'oil du cyclone venait de traverser de part en part l'archipel guadeicupéen. Dans les rues, les cens miaffolés, mi-rassurés vensient voir le spectacle dont ils avaient entendu le son quelques heures auparavant. Pointe-à Pitre, dimanche, après avoir enregistré pendant la nuit précédente des vents de 220 à 230 km/h. offrait le triste spectacle d'une souspréfecture sans toits devant laquelle gisaient des carçasses de bateaux victimes de vagues de près de 4 mètres de hauteur. Plus loin, encore arrimées à la darse, des vedettes de passagers, servant à relier plusieurs fois par jour la Guadeloupe à ses dépendances, commencaient à sombrer...

Entre Pointe-à-Pitre et la zone industrielle Jarry, qui semble avoir été particulièrement touchée, un petit trimaran de huit mètres brave encore les éléments, seul au milieu d'une mer déchaînéa. D'autres bateaux plus importants ont été propulsés sur la terre ferme, ainsi que des tonnes de matériel d'amarrage. Les cases du bord de mer ne sont œu'amas de tôle. près desquels gisent des troncs ou des pairnes de cocotiers.

Dans des centres de secours, des fernanes se sont réunies avec leurs eu leur toit de tôle arraché par le enfants en bas âge. Certaines d'entre

elles, même, prient... mais il est trop tard. Les fils téléphoniques ou électricuss, smachés, traînent çà et là au beau milieu des routes inondées ou encombrées de troncs d'arbres et de branchages. Ils attestent de la violence des vents qui, toute la nuit, se sont déchaînés aur un axe allant de l'ile de la Désirade (1 600 habitants, à 35 kilomètres à l'est de Pointe-à-Pitre) au nord de Basse-Terre. Au total, neuf communes ont été particulièrement touchées, et, dimanche

PORTO-RICO

MER

DES

CARAÏBES

nombre de gens sans abri pourrait se situer entre huit mille et douze mille. Les nombreuses constructions ont

vent. Parfois, la chamente et une

soir, M. Philippe Demester, respon-

sable de la sécurité civile à la préfec-

partie de la case ont suivi. Le nombre des sinistrés est vraisemblablement hausse dans les jours à venir.

ANTILLES

Dans les rues, où, autour d'une case effondrée ou d'une voiture écrasée par un arbre, des gens se regroupire qu'en 1956 » (date d'une précédente catastrophe, particulièrement violenta). Les plus âgés, eux, sa souviennent encore du cyclone de 1928, cui avait pourtant occasionné moins de dégâts matériels que calui-ci.

Toutes les communications radio ture de Basse-Terre, indiquait que le ly compris celles empruntant le réseau spécialisé Moustique) et téléphoniques ont été interrompues. Elles n'ont pu reprendre – pour les plus heureux des cent mille abonnés que comote ici France-Telecom - que dans la journée du dimanche. Mais

elles étaient très difficiles, voire impossibles. Les sauveteurs (quatre devaient arriver kındi dans la matinée Pointe-à-Pitre (soit l'après-midi, heure de Paris), auront fort à faire avec leurs bâches, leurs tronconneuses, leurs lits de camp et leurs citames d'eau. La remise en service des réseaux de distribution d'eau et d'électricité ne se fera pas avant le milieu de la semaine, et encore, pour les plus chanceux.

OCÉAN

ATLANTIQUE

Dans la cuit de dimanche à lundi malgré les très fortes pluies, des scènes de pillage de maisons abandonnées étaient signalées à la gen-

L'addition sera très lourde.

ANDRÉ LÉGER.

Tourbillons et pluies diluviennes

Allen en 1980 ; David et Frédéric en 1979. Sans remonter an-delà de dix 1979. Sans remonter an-della de dix ans, on comprend que les Antilles et les côtes du golfe du Mexique sont des terres d'élection des hurricanes (lire encadré), ces cyclones tropi-canx de la région des Caraïtes.

Les cyclones tropicaux sont des tourbillons de l'atmosphère de 300 kilomètres à 800 kilomètres de diamètre. Ils naissent obligatoire-ment au-dessus de mers dont la température superficielle est supérieure à 26°C. C'est-à-dire qu'ils se produi-sent à la fin de l'été ou pendant l'automne, en général entre les 8º et 30º parallèle nord et sud. Ils frap-pent les côtes orientales des conti-nents et aussi le fond du golfe du

Une dépression banale puise une énergie formidable en se déplaçant sur une mer chaude où l'évaporation est forcément très intense. Ce qui explique qu'en arrivant sur une n'étant plus alimenté en énergie, perd très vite se violence. An centre du système, la pression baisse consi-dérablement. Plus basse est la pression, plus forts sont les vents qui, à cause de la rotation de la Terre, tournent autour du centre (l'œil) du cyclone dans le sens contraire des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Nord, dans le sens des aiguilles d'une montre dans l'hémi-sphère Sud.

La pression au centre permet de hiérarchiser les cyclones tropicaux en cinq classes (la pression atmosphérique moyenne est de 1015 mil-libars, soit autant d'hectopascals pour employer les nouvelles unités

● Classe I : pression égale ou supérieure à 980 mmb; vents de 130 kilomètres à l'heure;

• Classe II : pression de 979 à 965 mmb; vents de 150 à 190 kilomètres à l'heure ;

de l'expérimentation avec une dro-

gue ». Selon eux, « il ne s'agit pas

d'un hasard mais d'une expression

d'un malaise. C'est dans un

contexte global de mal-être qu'il

faut situer et comprendre le passage

du licite à l'illicite». Ce malaise

s'exprime également par un style de

vie différent : s'ils font moins de

sport et passent moins de temns

devant la télévision que les non-

consommateurs, les teunes consom-

mateurs de drogue ont une vie

sexuelle beaucoup plus intense : deux fois et demie plus de rapports

hétérosexuels et, surtout, onze fois

plus de rapports homosexnels. Peu

d'entre eux ont recours aux préser-

l'efficacité. 9 % seulement des

consommateurs de drogue pensent

qu'ils risquent d'attraper le sida. Ils

campagues d'information sur la

maladic, mais également sceptiques

quant à leur efficacité.

disent seulement saturés par les

FRANCK NOUCHI.

vatifs, même s'ils en reconnai

e Classe III : pression de 964 à. 945 mmb ; vents de 200 kilomètres à

• Classe IV : pression de 944 à 920 mmb ; vents de 200 à 250 kikmètres à l'heure (lors de l'arrivée de Hugo sur la Guadeloupe, la pression était de 923 mmb);

• Classe V : pression inférieure à 920 mmb; vents dépassant les 250 kilomètres à l'heure. (Dans le cas du cyclone Gilbert, la pression est descendue à 885 mmb, un record pour tous les cyclones connus d'Amérique.)

La vitesse des vents décide du nom à donner au phénomène : à moins de 64 kilomètres à l'heure, on a affaire à une « dépression tropi-cale »; de 64 à 120 kilomètres à

Hurricane

e Hurricane » est un mot anglais dérivé de l'espagnol « hurscan » transcrivant un mot des Indiens caralbes des Antilles. Certes, le mot français « ouragan » a la même origina. Mais « ouragen » désigne de nos jours une tempête extrêmement vio-lente (le dégré 12, maximum de réchelle de Beaufort) pendant laquelle les vents souffient à plus de 118 km/h et qui peut se produire n'importe où dans le monde. Le « hurricane », au contraire, désigne quelque chose de très précis : un cyclone tropical de la région des Caraibes; tout comme le « typhon » est un cyclone tropical du nord-ouest

l'heure à une « tempête tropicale » ; au-delà de 120 kilomètres à l'heure, à un « cyclone tropical ». « Il ne fant pas confondre la vitesse des vents et celle du déplacement du système tourbillonnaire, qui est, en général, de l'ordre de 20 à 30 kilomètres à l'heure. Les trajectoires des cyclones tropicaux vont d'abord d'est en ouest. Elles s'infléchissent ensuite vers le nord, puis vers le nord-est dans l'hémisphère Nord et vers le sud, puis le sud-est, dans l'hémisphère Sud. Mais ces trajectoires ne penvent être prévues avec précision. Pour des raisons tenant, sans doute, à des conditions marines et atmosphériques locales, des cyclones peuvent faire des festons et même des boucles complètes qui les font repasser là où ils ont déjà exercé leurs ravages.

Outre les vents extrêmement violents, les cyclones sont accompagnés de pluies diluviennes : plus de 1 000 millimètres d'eau en vingtquatre ou quarante-hnit heures (à comparer avec les quelque 600 millimètres annuels qui tombent en moyenne à Paris).

Lorsqu'une dépression atmosphémonte d'environ I centimètre pour une baisse de la pression atmosphérique de 1 millibar. A cette montée, barométrique » pourrait-on dire,
 s'ajoutent éventuellement, sur les côtes, une montée de la mer due à une haute mer de vive cau, une autre due au fait que le vent souffle vers la côte et une troisième liée à la forme des fonds marins proches de la côte. Si tous ces facteurs comcident, le niveau de la mer peut monter de 7 à 8 mètres, ce qui est évidemment catastrophique sur une côte plate « au ras » de la mer.

YVONNE REBEYROL.

TOXICOMANIE

Selon une étude de l'INSERM

La consommation de drogue chez les adolescents s'est stabilisée

Une étude, réalisée sous l'égide de l'INSERM, montre que depuis quatre ans la consommation de drogue parmi les adolescents s'est stabilisée. Elie ne constitue pas pour autant un phénomène marginal, puisque un jeune sur onze est concerné. Les principaux résultats de cette étude devaient être rendus publics lundi 18 septembre, au cours de l'émission « La marche du siècle » sur Antenne 2.

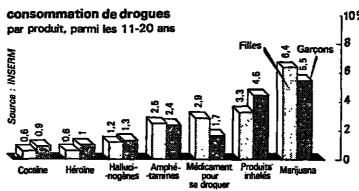
On ne disposait jusqu'à présent que d'indices tendant à montrer que la consommation de drogues illicites chez les adolescents n'augmentait plus. Une importante étude épidémiologique, réalisée par une équipe de l'unité 169 de l'INSERM, dirigée par M. Choquet et S. Ledoux, confirme cette observation : en France, depuis quatre ans, dans la classe d'âge onze-vingt ans, « le phénomène drogue est limité et semble

Selon cette enquête, 9 % des adolescents ont, au moins une fois, consommé une drogue illicite. Cette étude permet de dresser une sorte de profil-type du jeune consommateur de drogue. Près de trois mille trois cents élèves des lycées et coilèges de la Haute-Marne, principalement situés à Chaumont et à Langres, y out participé en mars 1988.

Première donnée : la marijuana (ou le haschisch) est le produit le plus consommé (6,4 % des garçons et 5,5 % des filles en ont déjà pris). Parmi les plus jeunes (douze-treize ans), 0,3 % l'ont essayée, la propor-tion s'élevant à 13 % pour les plus âgés (plus de dix-huit ans).

Viennent ensuite les produits à inhaler: 3.3 % des garçons et 4,5 % des filles les ont expérimentés. Ce sont les produits les plus utilisés par les plus jennes.

Fait relativement nouveau . la prise, de pius en pius importante pas de règle, deux jeunes sur trois ne



d'amphétamines, et, plus généralement, de médicaments. 5 % des jeunes de dix-huit ans et plus y ont eu recours au moins une fois. Quant aux drogues dites - dures -(héroine, cocaine, hallucinogènes), leur usage reste limité : moins de 2 % de la population scolaire en ont

L'expérimentation unique ou répétée est aussi répandue parmi les garçons que parmi les filles : respectivement 9,1 % et 9,8 % ont pris de la drogue au moins une fois, 3,1 % et 2.5 % au moins dix fois.

La consommation de drogue augmente avec l'âge : parmi les douzetreize ans, 2,6 % ont pris, contre 18 % parmi les dix-huit ans et plus. C'est entre la classe de troisième et celle de seconde, c'est-à-dire entre le collège et le lycée, que se produit le sant » le plus important : 15 % des élèves de seconde et 19 % de ceux de terminale en ont consommé au moins une fois. Ces derniers sont les plus gros consommateurs d'amphétamines, de médicaments pour se droguer et de produits à inhaler (6,4 % des plus âgés en prennent). L'étude montre que « l'expérience de la drogue n'induit pas nécessairement la répétition », paisque environ un expérimentateur sur deux ne renouvelle pas l'expérience. En outre, la polyconsommation n'est cumulant pas l'essai de plusieurs produits. Différence notable, les filles restent des consommatrices plus modérées que les garçons.

Les enfants des cadres sont plus volontiers consommateurs que ceux d'ouvriers et d'agriculteurs. La prise de drogues illicites va de

pair avec un usage répété de drogues licites, comme le tabac et l'alcool : la moitié des consommateurs plus ou moins réguliers de drogue fument au moins un demi-paquet de cigarettes chaque jour. Le tabagisme est huit fois plus important chez les consommateurs de drogue. De même, la proportion des jeunes qui s'enivrent est dix fois élevée dans le groupe des consommateurs de drogue. L'usage de médicaments, prescrits ou non, est deux fois supérieur parmi les consommateurs de drogue. 35 % d'entre eux out pris, durant l'année, et 18 % contre l'insomnie.

Violence et échec scolaire

Le fait d'être consommateur de drogue semble lié à une conduite scolaire spécifique. 56 % des consommateurs arrivent souvent en retard, 42 % « sèchent » souvent les cours, et 15 % out déjà été renvoyés de l'école. Certaines conduites « violentes » sont aussi plus fréquentes

chez les consommateurs de drogue, 26 % d'entre eux participent souvent à des bagarres (contre 8 % de nonconsommateurs). 8 % ont fait du racket pendant l'année. 12 % ont fait une fugue, et 29 % ont volé dans un

La fréquence des conduites déviantes (vol, fugue, violences) et des difficultés scolaires (abandon de scolarité, faible niveau scolaire) caractérise, selon le rapport. • le processus de désinsertion dans lequel s'engagent les consommateurs de drogue. A terme, ce processus peut compromettre leur insertion sociale », poursuivent les auteurs. Ces risques sont aggravés par le fait que les consommateurs de drogue sont également « souvent nerveux . (60 %), deprimes (30 %), et ont fréquemment des idées suicidaires, 18 %. Dans un cas sur trois environ, ils se plaignent du désintérêt de leurs parents (généra-

Cette multiplicité de problèmes permet de tirer ce que les auteurs de

EN BREF

• Feu vert de la Maison Blanche pour la sonde spatiale au plutonium. - La Maison Blanche a donné son feu vert, vendredi 16 septembre, pour le lancement par la navette Atlantis - prévu pour le 12 octobre - de la sonde Galileo, qui doit explorer Jupiter. Galileo est munie d'un générateur d'électricité au plutonium, et des écologistes américains, qui craignent les conséquences d'une explosion comme celle de la navette Challenger en 1986, ont manifesté dimanche 17 septembre à Cap-Canaveral et veulent en empêcher le lancement par voie judiciaire. Depuis les débuts de l'ère spatiale, vingt-deux engins utilisant l'énergie nucléaire - dont les sondes Voyager - ont été lancés par les Etats-Unis. Sur trois accidents, l'un a provoqué une légère

contamination de l'environnement,

en avril 1964. - (AFP.) • Rassemblements antinuaires dans l'Ouest. - Quelque six mille personnes se sont rassemblées, dimanche 17 septembre à Segré (Maine-et-Loire), à l'occasion de la Fête de l'avenir, organisée par les opposants au projet de stockage étudié par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), D'autre part, un millier de manifestants se sont rassemblés, samedi 16 septembre à Berné (Morbihan), puis ont marché vers le site où la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) s'est vu attribuer un permis de recherche et d'exploitation de mine d'uranium. Les manifestants ont symboliquement dressé un mur de parpaings pour € barrer la route à l'uranium ».

L'aide aux sinistrés

Plusieurs organisations caritatives reçoivent les dons en argent en faveur des sinistrés de Guadeloupe. Mentionner à chaque envoi « cyclone ». • Secours catholique : CCP Paris 737 G

• Croix-Rouge française: CCP Paris 600 00 Y ou par minitel et carte bleue 3615, code

 Action d'urgence inter nationale: CCP Paris 15 820

D'autre part, le ministère des DOM-TOM a mis en place une rermanence téléphonique ouverte vingt-quatre haures sur vingt-quatre pour renseigner les personnes de métropole sur la situation à la Guadeloupe : 47-83-02-59; 47-83-80-89 et 47-83-07-42.



AVIEZ

••• Le Monde • Mardi 19 septembre 1989 13

VOUS ÉTIEZ CONFORTABLEMENT INSTALLÉ DANS L'IDÉE QU' UN COPIEUR COULEUR ÉTAIT TOUT SAUF PETIT, SIMPLE ET MOBILE. JUSQU'AU JOUR OÙ.

brothercolor 5500

Tourbillons

pluies diluviennes

98 cm de génie sur des roulettes, 52,500 Frs H.T.

Vous avez lu ? 52.500 Frs H.T.* pour un copieur couleur? Ils ont dû se tromper. 52.500 Frs H.T.*, un copieur couleur mobile, pas encombrant, ultra simple à utiliser et à entretenir, 52.500 Frs H.T.*? Bouleversant, non ? Normal, c'est votre Brother.

RESIDENT ROOM

NOMERO VERT 05.274.274

REPORTER FRANCE, & RUE MICOLAS ROBERT 93823 AULANI-SOUS BOIL TEL: (1) 48.69.96.10

• 62.265 Frs T.T.C.

brother.

VOUS AVIEZ UN FRÈRE ET VOUS NE LE SAVIEZ PAS.

a'effrite pour disparaître » (5). Rien ne l'arrête, rien ne le

rabuta. Le voilà historien, s'auto-

proclamant expert en gaz

asphydant, comptable du nombre des vivants et des cadavres, tra-

IIIº Reich et des témoignages des anciens chefs de camps. Il

s'adosse à quinze ans de recher-ches... Oui dit mieux ? Pourtant,

son ouvrage Mémoire en défense, paru en 1980, s'apparente à un

formidable fourre-tout où l'on rebondit difficilement de pièce annexe en pièce annexe (6).

Le parrainage

de la vieille taupe

Ce sont de nouveaux amis qui

l'éditent : le groupe de la Vieille Taupe, appellation qui doit tout à Karl Marx, Le parraimage peut sur-prendre. Il s'agit de militants

d'ultra gauche antistaliniens pour lesquels il convient de rappeler

que les camps d'extermination

nazis n'ont pas dépassé dans l'horreur les goulags et que le totalitarisme de Staline n'a rien eu

à envier à celui d'Hitler. Pierre Guillaume, chef de file de la Vieille

Taupe, écrit en 1980 : « D'autres

tâches beaucoup plus impor-

tantes nous attendent. La ques-

tion des chambres à gaz a ces

ment. s

de nous intéresser intellectuelle

Qu'importe à Robert Fauris-

son i li est désarmais connu sinon

reconnu. On parle de lui. Il est poursuivi en justice, condamné. Mais en dépit des débours que lui

occasionnent ces procès, qui lui fera croire que des magistrats

peuvent s'instaurer juges de son combet et de la forme qu'il lui a

donné ? Car Robert Faurisson

plusieurs historiens qualifiés de

révisionnistes », c'est-à-dire

contestant l'histoire de la

seconde guerre mondiale telle qu'elle est communément

admise, l'ont précédé sans jamais

Serait-il la victime de son mau-vais génie : ce talent d'icono-

claste bienvenu en littérature et indécent dès lors qu'il fouaille des

plaies encore vives ? Robert Fau-risson n'a en tout cas pas pris la

peine de répondre à Mª Serge Klarsfeld qui lui demandait voilà

plusieurs années : « Où sont nos familles, M. Faurisson ? Où sont nos parents 3 Cachés sous de

LAURENT GREILSAMER,

(1) « M. Robert Faurisson a-t-il lu Rimbaud? » per Etiemble, dans Le Monde du 3 février 1962. La réponse de Robert Faurisson a été publiée dans Le Monde du 10 février

(2) « Lautréamont en Sorbonne, Maldorer entre M.

Maldoror entre M. Prudhomme et M. Fenoulilard », compte-randa de Jacquelino Piathier dans Le Monde

(3) « Pour en fluir avec l'affaire Faurisson », enquête de François Pani-Boacour para dans Libération du 12 juillet 1981.

du 12 juillet 1981.

(4) Le Monde a publié de novembre 1978 à mars 1979 un ensemble d'articles sur les camps mazis et les chambres à gaz dont deux textes de Faurisson (Le Monde des 29 décembre 1978 et 16 junvier 1979), deux textes de Georges Wellers, maîtres de recherches hosoraire au CNRS (Le Monde des 29 décembre 1978 et 21 férvrier 1979), un article d'Olga Wormser-Migot, historienne, (Le Monde du 30 décembre 1978), une décharation d'historiens (le Monde du 21 février 1979) et une synthèse de François Delpech, historien (le Monde du 8 mars 1979).

(5) Libération, op. cit.

(5) Mémoire en défense, contre ceux qui m'accusent de falsifier l'Histoire. La question des chambres à gaz, précédé d'un avis de Noam Chamsky, La vicille taupe, BP 9805 – 75224 Paris Cedex 05.

(5) Libération, op. cit.

du 23 juin 1972.

provoquer de telles passions.

Robert Faurisson, agrégé de let-tres et maître assistant à l'univer-aité Paris-III, n'avait pas à rougir de sa carrière. Dans le petit milieu de la critique littéraire, ce turbu-

lent professeur avait des adeptes, qui se grisaient de la lecture « fau-

rissonienne » des poèmes de Rim-

baud, et des contempteurs, qui notaient d'un zéro pointé son

Personne ne songesit à le compa-rer à un Roland Barthes ou à un Gérard Genette, mais enfin il exis-tait, ludion légèrement sulfureux, bousculant les traditions de la

Paru en 1961 dans la revue

Bizerre, son « A-t-on lu Rim-baud ? » — complété en 1971 par « L'Affaire Rimbaud » — lui

valait, une fois pour toutes, consi-dération et polémique. Etiemble

en personne avait pris la plume dans le Monde, en février 1962,

pour contester ses assertions, lui rappelant au passage que son

analyse ne pouvait se prévaloir d'être inéclite puisque lui-même avait expliqué les illuminations

c par l'érotique et la solitude ». En

conclusion, Etiemble renvoyait

Faurisson à ses polissonneries :

« La rigueur dont il se pique, si je la connais ! Celle même des intar-

prétations paranolaques-critiques

l'anagramme d'André Breton immortalisé en Avida Dol-

ll en aurait fallu plus pour

décourager l'ancien khâgneux sur-

nommé par ses camarades « le

petit rat ». Perauadé des vertus de sa méthode critique - une

diants, puisqu'elle récure et décape, — il récidiva en s'atta-

quent aux Chents de Maldoror. En 1972, il présentait sa thèse sur la

« Bouffonnerie de Lautréamont »

devant un jury éminent en démon-

trant à sa manière que ce poète

flamboyant et romantique mas-quait en réalité un auteur comi-

que. « Vous faites du poujedisme intellectuel », lui lançait alors

Pierre Albouy. Robert Faurisson

décrocha nésamoins la mention « très honorable » (2).

De sa fréquentation des

poètes, le professeur avait défini-tivement acquis le goût du para-

les auteurs sont fréquemment le contraire de ce qu'ils prétendent être. Ainsi avait-il déjà dépouilé

Arthur Rimbaud de sa cape de « voyant » pour lui offrir les man-chettes de lustrine et la visière de

mica du « plus rigoureux des Par-nassiens ». Et c'est durant ces

années qu'il prit pour habitude de dénoncer les prétendues *« mysti-fications »* des autres.

« Le Père Noël

n'existe pas »

haut, précisément à son enfança.

t Vous savez, ça a commencé très tôt, confiere-t-il à un journa-liste. On m'a dit que le Père Noël existait, et puis il n'existait plus :

je n'ai pas supporté (3). » De là — risquons l'application. — cet achamement à prendre le contre-pied des faits les plus établis et

la seconde guerre mondiale — il a

une quinzaine d'années à la Libé-ration, — il hait les Allemands.

Mais lour reflux on 1944 attise

tilles de Vichy, en 1962, un juga d'instruction l'envole quelques

jours à la maison d'arrêt de Riom

pour offenses au chef de l'Etat. Son étude de Voyelles lui a des-

sillé les yeux, et il donne une

interprétation de son cru du sigle OAS...

Finalement, ce littéraire n'est pas insensible à la politique. Alors qu'il enseigne au lycée de jeunes tilles de Virsu — 1000

aussitüt sa compassion.

Mais ce trait de caractère remonte bien sûr plus loin ou plus

thode Ajax », diront ses étu-

vieille Sorbonne.

()

émoire juive, a revendiqué cette action en précisant auprès de l'AFP : « Cet individu est à l'origine, par ses mensonges, de l'affaire du carmel d'Auschwitz qui divise gravement les communantés juive et catholi-que (...). Que les négateurs de la Shoah soient prudents. Mentir ne pourra plus se

La LiCRA, Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, et le maire de Vichy, M. Claude Malluret, out condamné sans réserve cette agression. Le président

L'obstiné négateur du génocide

tions de Robert Faurisson dérape publiquement en 1977, le profes-

seur commence en fait à s'inté-

génocide des juifs durant la seconde guerre mondiale dès les années 60. C'est alors qu'il lit

Passage de la Ligne et le Men-songe d'Ulysse, deux livres de Paul Rassinier, socialiste et ancien déporté à Buchernwald et Dora. Or Rassinier contaste très vivement la qualité de maints témolgnages

sur les camps et avance que les

chambres à gaz furent bien moins nombreuses qu'il n'est générale-ment dit.

s'en saisit avec la froideur d'un entomologiste et la passion enra-

gée d'un futur martyr. A l'en croire, lui seul va dépouiller toutes

les archives sur le sujet, faisant

surgir contradictions et men-songes. Il visite les camps de la

mort avec le regard d'un arpen

teur et en revient avec une certi-

tude, ou plutôt une foi : les cham-

bres à gaz n'ont jamais existé. Se rend-il bien compte qu'il a quitté

le domaine de la critique littéraire,

où la provocation et le pamphiet ont leur lettres de noblesse, pour

aborder un territoire encore brû-

ou'il est maître de conférences à

l'université de Lyon II, il rédige

une note dans laquelle il annonce,

seion ses propres termes, sa
c bonne nouvelle » et la diffuse

Dans ce premier texte, le profes-seur Faurisson se garde bien de

dévoiler toute sa pensée mais la seule négation de l'existence des

chambres à gaz provoque déjà un tollé. Ce docteur d'Etat se voit contraint de suspendre ses cours

de Lvon II en date du 17 novem-

bre 1978. A la même époque, un

groupe d'étudients le poursuit à la sortie de la faculté et réuseit à

professeur reçoit un jet de lacry-

mogène au visage et porte

Un préjugé

« héneurme »

mais l'Affaire Faurisson. Una polémique qui trouve, à l'époque,

largement sa place dans les

gera à coups de droits de

réponse (4). Entretemps, cet uni-versitaire atypique a cependant révélé sa pensée : de la négation

d'une partie (les chambres à gez). il est passé à la négation du tout (le génocide). Dans son ivresse de la démy-

thification à tout prix, il assure :

« Cetta invention ast d'origine essentiallement aionista. Elle a eu

des retombées politico-financières dont l'Etat d'Israël est le principe

donné l'ordre de tuer, ne sersit-ce

qu'un seul homme en raison de sa

race ou de sa religion ». La criti-que, l'analyse, le doute sont par

définition respectables, indispen-sables chez un historien. Mais ces qualités ne reposent-elles pas ici sur un préjugé « hénaurme » : les

juifs-sionistes ont dupé le

Ce qui frappe, c'est la volupté secrète que Faurisson éprouve de son rejet en même temps que son

désarroi d'être « incompris ». Il compare un jour sa situation à celle de Galilée. Mais lui n'abjure pas I il est à ce point de victime

de sa monomanie qu'il est parfai-tement insensible à la mémoire

juive qu'il piétine : « Quand

j'entends parier de la question juive, dira-t-il, je sors mon orailler.

C'est mon droit, non ? Ce qui

m'intéresse, c'est comment un

dogme s'établit, comment on per-

onnes du *Monde* et se prolon-

Ce n'est plus l'Affaire Rimbaud

auprès de ses arnis et collègues

il n'y tient plus. En 1977, alors

lant de douleur ?

Ce « flambeau »-là, Faurisson

er aux chambres à gaz et au

du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Jean Kahn, nous a déclaré : « Le CRIF a pour méthode nous a déclaré : « Le CRIF a pour méthode lorsqu'il veut faire passer une idée, d'essayer d'expliquer, de convaincre (...). Nous condamnous les actes de violence et ceux qui veulent se faire justice oux-mêmes. » M. Beate Klarsfeld, quant à elle, après avoir indiqué que M. Faurisson se moque depuis des années de la souffrance des survivants, a déclaré : « Quoi de plus normal que quelques jeunes se soient peut-étre mis en colère et aient essayé de donner me lecon à Faurisson. » une leçon à Faurisson. »

Inadmissible

AGRESSION dont a été victime M. Robert Faurisson est évidenment inadmissible. Comme toute agression physique, quelle qu'en soit la victime et quels que soient les mobiles des agresseurs. Il ne faut chercher en aucune façon à l'excuser ou à la justifier. Un « pas-sage à tabac » n'est jamais « norsage a tauac » n est james e nor-mei », contrairement à ce qu'affirme Mme Beate Klarsfeld, mâme s'il était le fait de juifs en colère, extrê-mement sensibles à tout ca qui tou-che à l'Holocauste, et non de provo-

Les auteurs de l'agression de Vichy font beaucoup d'honneur à l'universitaire « révisionniste » en lui attribuant le déclenchement de l'affaire du carmel d'Auschwitz. Chacun sait que ce conflit entre juifs et catholiques a des raisons beau-coup plus complexes, liées à l'his-toire de la Pologne et à sa situation

i ain de défendre la s mémoirs tuive », l'agression commise à Vichy risque de faire apparaître les juifs comme intolérants. Ils se seraient bien passés de cette « affaire » suppiémentaire, après celles du carme d'Auschwitz, de la dernière déclara-tion de M. Le Pen sur l'« Internationale juive » et de la mise en scène des propos scandaleux de Ciaude Autant-Lara... A force de tout mélanger, on va finir par donner l'illusion d'un « problème juif » en France, qui, heureusement, n'existe pes. Nous sommes en 1989. ROBERT SOLÉ.

> Rue de Rennes trois ans après

Hommage du terrorisme »

Le président de la République M. François Mitterrand, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, et les res-ponsables de l'association SOSattentata, présidée par Mª Fran-çoise Rudetzki, ont rendu hommage dimanche soir 17 septembre, à Paris, à toutes « les victimes du ter rorisme » au cours d'une brève cérémonie organisée à l'occasion du troisième amiversaire de l'attentat de la rne de Remes

Devant le 140 de la rue de Rennes, dans le 6º arrondissement, où le 17 septembre 1986, sept passants furent tués et cinquante et un autres blessés par un engin explosif de forte puissance, le chef de l'Etat a dévoilé une plaque « à la mémoire de toutes les victimes du terro-

MM. Mitterrand et Chirac, puis Mª Françoise Rudetzki, après avoir déposé une gerbe sur le trottoir même où fut déposé la bombe, se sont entretenus avec les familles des victimes et les sarvivants très émus.

L'émotion est grande, le ton reste venue avec son compagnon, qui n'a guère ervie de parler aux personna-lités présentes. Le 4 février 1986, elle achetait des livres pour ses élèves chez Gibert-Jeune quand des explosifs ont dévasté le magasin.
depuis, elle porte une perruque.
Cette femme élégante craque en
évoquant le drame. Elle moutre les photos de son crâne « scalpé » par la déflagration. « Depuis kuit mois, j'attends l'autorisation de la Sécurité sociale pour continuer les opé-rations. Ses experts me refusent le remboursement des soins car, pour eux, c'est esthétique. Je dois me battre sans répit contre le fonds de garantie qui devrait compléter les frais médicaux et les pertes de salaire. Les aller et retour entre l'hôpital et la vie normale m'interdisent de retrouver ma vie antérieure. Cette cérémonie est bien la première marque d'intérêt des autorités. Et encore, ils se paient notre tête. Nos droits sont ignorés, nous n'arrivons même pas à savoir où en est l'enquête. Le juge Boulouque a bien travaillé, mais il ne semble pas en faveur et ne fait pas ce qu'il

Le Carnet du Monde

 M= Georges Ancely,
 M. et M= François Ancely et leurs enfants,
M. et M. Jacques Ancely

et lencs enfants.

M. Philippe Ancely
et ses enfants,
M. et M= Jean Ancely
et leurs enfants, M. et M= Pierre Aucely

et leurs cafants, Les familles Balmary, Fouga, Puiseux, Moulonguet, ont la douleur de faire part de la mort

M. Georges ANCELY, muni des sacrements de l'Eglise, à l'âge de quatro-vingt-deux aus.

Orange, le 15 acotembre 1989. - M. et M= Pierre Marette,

leurs enfants et petins-enfants,
M. et M= Jean-Marie Bossuat
et leur fils,
M. et M= Bernard Bossuat
et leurs enfants,
ont la douleur de faire pert du décès de

Mª André BOSSUAT, née Marie-Thérèse Vivier,

survent le 13 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religiouse a été célé-brée en l'église Saint-Jacquesdu-Haut-Pas, dans l'intimité, le 15 sep-

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris. 28, rue Pauline-Borghèse, 92200 Neuilly. 7, rue Villaret-de-Joyense, 75017 Paris.

- Lons le Saunier. Dijon. Paris. Gre-

M≃ Pierre Brantus, aon épouse,
M. et M. Philippe Denis,
Isabelle, Guillaume et Marier
M. Françoise Brantus,
M. et M. Anthony Clark,

ses enfants et petits enfants, M= Suzanne Mortel, ses enfants et petits enfants, M, et M= Marcel Bretene leurs enfants ot petits-enfants M= Geneviève Remond,

ses enfants et petits-enfants; sa sosar, ses belles-sœus et beau-frère, neveni et nièce, Et toute le famille, ont le douleur de faire part de la perte

M. Pierre BRANTUS, sénateur, président du conseil général du Jura, commundeur de la Légion d'honneur, croix de guerre, rosette de la Résistance

cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la

décédé le 17 septembre 1989, dans sa

Les obedques auront lieu le mercredi 20 septembre, à 15 houres, en la cathé-drale Saint-Bénigne de Dijou, où Pou se

Inhumation dans l'intimité de la famille. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 14 bis, rue Rouget de Liele, 39000 Lous-le-Saunier. 23, rue de l'Egalité, 21000 Dijoa. 8, rue du Cdt-R.-Mouchotte,

75014 Paris. 80, galerie des Baladins, 38100 Grenoble. 155, South Park Road-Wimbledon, London SW19 8RX.

155, South Park Road-Wimbecoo,
London SW19 SRX.

[166 le 27 cetaine 1921, à Dijon (côted'Or), Pierre Brantou n'était engagé dans le
Résistance dès le début de la seconde
genre sordiele. Manaire du réseau Bendneater, à sveit effectué de pombreuses missitem conquito de la fortérese de Langres
(huste-Marne). Adjois à l'inglaideur chargé
des restrictions à la 7° chromeripaton électrique, de 1943 à 1944, Pierre Branton était
elergié de mission augmès du conseriescir de
in Hépublique de Bourgogne-FrancheComés, il vit vice-président du counté régiomel de la Libération de 1944 à 1946. En junvier 1947, attaché partiementaire au cabine
de seus-secrétaires de 1944 à 1946. En junvier 1947, attaché partie des la presse, qui le
condnist à être, à partir de 1982 et jusqu'en
Bioudis), Pierre Brantos avait alors conmenés une carrière dans le presse, qui le
condnist à être, à partir de 1982 et jusqu'en
1956, trajourier-adjeist de Pyreliont maintend
de le presse questidenne régionale (1967-081)
pais trésorier-adjeist de Pyreliont maintend
de la presse questidenne régionale (1967-081)
pais trésorier-adjeist de Pyreliont maintend
de la presse questidenne régionale (1967-081)
pais trésorier-adjeist de la foundaire de 1968 à 1955,
et, à partir de octus des janqu'en 1971,
secrétaire général.
Pierre Brantos anait dérigé quelques
annése après le guerre, le Bourgogne répuhélicaies, mains questiden déconnés étouté
sous le Front populaire et sabordé au landemain de le défiait. En foundaire, et au succédé
récourse roine était par 1972, le suit pris
le contrôle de Genmaie, et des Dépaires,
qu'en des devenus en quesques anades
récontes de le foundaire de Centre-Est.
Puis à l'hocume de gantion a succédé
récourse roitique. En consider de l'Étique Peare,
président du centel général de Centreréconne de processe de presse de préser de l'Etique Peare,
président du centel général de Centreréconne de prése de préser de l'étique Peare,
président du centel général de Centre de l'étique Peare,
président du centel général de l'é

printent en communication en 1963.
Jecobis dese l'âme, il aveit accentiil avec réenve et prudence les débuts de le décantralisation. Il aveit d'autre part priché l'union du coutre et de l'ensemble de l'oppotralication. Il asset d'autre part gréché
l'union du contre et de l'ensemble de l'opposicion augure des grandes orientations indgétaires des collectivités territoriales. En
real 1986. Pierre Brantes sveit contenu la
candidanare de M. Rayanted Burre à l'élection présidentiels. Hannalets, imprégné de
q philosophie occide », il s'était fait, au
puisie de Luxembourg, l'avocet de la Eporté
de la presse. — A. Ch.

M. et Ma Jean-Pierre Flouzat. M. et Ma Pierre Auba et leurs enfants.

- M= Maurice Florzat.

sa fille, ses petits-enfants petits-enfants, sa consine Et toute la famille.

Décès | out la douleur de faire part du décès de M Juliette CHANDELIER.

sarvena le 16 septembre 1989, à l'âge de

et rappellent le souvenir de son mari

J. CHANDELIER. contrôleur général des armées, décédé le 13 septembre 1969.

Les obsèques auront lieu le mercredi 20 septembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Dinard (Ille-et-Vilsine).

19, rue Cépré, 75015 Paris.

- M= Henri Jarricot, née Cristofari.

ot see cufants,

Mª Dominique Chescon-Jarricot,

Mª et M. Weinachter, M et M. Argentier, M et M. Chosson, M. François Jarricot, M et M. Schneiter,

La famille Jarricot Et alliés, ont la doulour de faire part du décès du

doctour Henri JARRICOT. survenn le 14 septembre 1989.

Une messe sera dite en la besilique Saint-Martin-d'Ainsty, après incinéra-tion selon ses dernières volontéa, le mer-credi 20 septembre à 10 h 30.

Condoléances sur registre.

- Nous apprenous le décès de Charles LAURENT-THOUVEREY,

ancien maire de Dole et ancien sénateur radical du Jura, survenu samedi 16 septembre 1989, à

Dole.

Não le 1st mai 1901, à Dole, Charles Ludrest-Thouverey, diplômé de l'Institut d'anséquences commerciel supérieur de Strasbotry, s'était lestallé consme agent d'assurances en 1924 dens se ville matrie. Entré dans le Récistance, dépursé en 1944 su camp de literanguis, Charles Lucrest-Thouverey sent été din à la Libération coussiller municipal de Dole, dont R fot consité le maire de 1947 à 1968, dets à laquelle il leisea, pour raison de senté, ce mandet qui revirit alors à son premier adjoint. Janques Dubannel. Sénature de 1948 à 1974, date à laquelle il n'aveit pes vollicité le renouvellessent de son mandat, il adjeut au groupe de la Gambie démocrati-

- M= René Lefevre,

se mère, Christian et Christina Lefevre, Alsin et Véronique Héron, ses frères, sœur, besse-frère et belie

Sa familie, Ses smis très nombreux, ont la douleur de faire part du décès de

survenu le 15 soptembre 1989, à l'Age de

Les obsèques suront lieu le 19 sep-

- M= Nicolas Salgo, son épouse, Jeanne Abondrer-Salso. Et Pierre Arato

Et Pietre Arauo, Bruno, Nassim Aboudrar, Sophia et Jérôme Ravanel et leur fils, ses potits-enfants et arrière-petit-enfant,

Pierre Varga Et Jean Varga, Et leur famille, ses neveux, ont la tristesse d'ammoncer le décès du

doctour Nicoles SALGO. survent le 11 septembre 1989, à l'âge de quatro-vingt-inut aus.

Les obsèques out en lieu dans la stricte intimité.

- M. Jacques Vidal, M. et M= Alain Jarrige, M. Jean Vidal,

Les familles Vidal, Roses, Courtes, Jarrige, ont la douleur de faire part du décès de

survenu le 15 septembre 1989. L'inhumation a eu lieu le 18 septem-bre, à Narboune, dans la plus stricte

Cet avis tieut lieu de faire-part.

4, rue Saint-Laurent, 31390 Carbonne. **Anniversaires**

– Il ya un an moursit Jean-Louis GARNAUD, e il n'aimerait pas qu'on s'apitole

mais il faut blen avouer qu'il est dur de faire sans lui. Avis de messes Une messe sora célébrée le landi

25 septembre, à midi, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, Paris-17-, à l'intention de M. Philippe RENAUDIN, président de la section honoraire

an Conseil d'Etat rappelé à Dice, le 4 août 1989.

 Collision de deux pétrolisers la mer du Nord, a éperonné un pétroen mer du Nord. - Deux pétrollers sont entrés en collision en mer du Nord, dimanche 17 septembre, avant J'aube à l'embouchure de la Humber, au nord-ouest de l'Angleterre. Le tanker Phillips Oklahoma, battant pavillon libérien mais appartenant à la compagnie américaine Phillips 66, chargé de 54 000 tonnes de brut de

Bor à l'ancre dans la Humber : le Fione, battant pavillon maltais, chargé de 51 000 tonnes de pétrole raffiné. Le feu, qui s'était immédiatement propagé aux deux navires, a été rapidement maîtrisé.

Le Phillips Oklahoma, dont la coque a été ouverte au-dessus de la

ligne de flottaison, a perdu de 600 à 700 tonnes de brut, ce qui a provoqué une nappe de plusieurs kilomètres de long. Avions et bateaux, sussitôt accourus sur les lieux, ont aspergé la nappe de dispersants. Les pétrole léger qui se volatilise très vite . (AFP, UPL)

risques de marée noire sont minimes, car le brut de la mer du Nord est un

DANIÈLE ROUARD.

Stockhausen sous le mufle des TGV

Septième du nom, le Festival international des musiques d'aujourd'hui tient, d'emblée, ses promesses et offre quarante soirées passionnantes, d'ici le 11 octobre, aux Strasbourgeois, qui s'y pressent en foule. Prolongation à Bonn pour sept concerts. Et rencontre avec le directeur, Laurent Spielmann.

Musica 89 s'est ouvert en fanfare, samedi 16 septembre, par une double exé-cution de Gruppen de Stockhausen, dont les trois formations orchestrales ne comportent pas moins de quarante instruments à vent. C'est à Bischheim, dans les gigantesques ateliers de la SNCF (où l'on avait présenté, il y a quelques années, l'oratorio de Kagel, la Décréation du monde J, que se déployait cette vaste partition spatiale, sous le musie des TGV, venus panser leurs

Mille cinq cents personnes y étaient cer-nées par les instrumentistes virtuoses du Sudwestfunk de Baden-Baden, répartis sous les baguettes de Michael Gielen, de Peter Eötvös et d'Arturo Tamayo, qui réa-lisent un véritable travail d'horlogerie.

Le cadre, l'effectif, la difficulté de Le cadre, l'effectif, la difficulté de l'œuvre sont si exceptionnels qu'elle est rarement jouée (on ne l'a pas entendue à Paris depuis 1971). Mais l'abstraction hautaine de Stockhausen y a sans doute aussi sa part. L'intelligence de Laurent Spielmann, directeur de Musica [lire l'interview d'autre part], a été de nous offrir deux fois Gruppen. D'abord, on se trouvait submergé par le spectacle et l'audition, incapable de faire la liaison entre ces sonorités voltigeant d'un orchesentre ces sonorités voltigeant d'un orches-tre à l'autre, entre les gestes des chefs et le résultat sonore. Puis à la seconde exécution, concentré sur la musique, avec une perception entière de la spatialité, on pouvait ensin écouter polyphoniquement ce jeu d'enchaînements, de questions et de réponses, de résonances, dont on perçoit la logique sans deviner où elle vous mène.

Un jeu vil-argent

Avec de grandes respirations, des scintillements intenses, mais tout de même un discours intimidant, où le démonisme du compositeur s'exprime moins librement que dans Carré. Mais Laurent Spielmann nous promet, pour une prochaine année, ce grand sommet lyrique, dans le même lieu. Entre les deux auditions, Bernhard Wambach jouait de facon stupéfiante le Kla-

vierstück X, du même Stockhausen, avec une technique souple, séduisante, intégrant les clusters, ces paquets de notes frappés avec le plat de la main ou l'avant-bras, à l'intérieur de ce flux quasi schumannien. Un jen vif-argent, plongeant dans la musi-que comme une truite dans le torrent, déchainant des cyclones légers en tous sens à travers le clavier. Wambach, ne en 1948, n'avait que sept ans lors de la création de cette œuvre ; il s'y est trouvé spontanément à l'aise, avec son toucher, sa virtuosité et son intelligence incomparables.

Dimanche, Musica mettait, comme toujours, les petits plats dans les grands, avec trois concerts copieux. Au palais de justice, on jugeait, en première instance. Pascal Dusapin, dont le Roméo et Juliette sera représenté aux entrepots Kronenbourg les 29 septembre et 1º octobre. Deux délicieuses cantatrices, Kubler et Gerstenhaber, out mis tout leur talent et leur cœur dans les pièces vocales de ce compositeur.

Mais celles-ci ressemblent un peu trop à des exercices, d'ailleurs tout à fait légitimes, pour un compositeur qui prépare un opéra : et ces ieux de virtuosité sur les folies verbales très sages d'Olivier Cadiot n'atteignent pas les irrésistibles délires de Luciano Berio et de Cathy Berberian, jadis dans la même optique.

Au contraire, dans les pièces instrumentales (Laps pour clarinette et contrebasse, In et Out pour contrebasse), on retrouvait le courant profond et lyrique de Dusapin, une possession du temps par le chant et le flux mélodique, grâce à ces merveilleux musiciens que sont le clarinettiste Armand Angster et le contrebassiste Jean-Paul Celea, qui tire de son instrument des accents passionnés et déchirants.

> Anthologie poétique

Dans la petite salle Hubert-Gignoux du TNS, c'était ensuite, la création du Comhat d'Hector et d'Achille de Georgio Battistelli : on gardait un souvenir mitigé du Jules Verne assez pagailleux de ce dernier à Musica 87. Voici, au contraîre, un spec-tacle rigoureux, qui s'appuie sur deux interprètes exceptionnels - Brigitte et Gaston Sylvestre, la harpiste et le percusionniste, de plus ici comédiens et chan-

Le célèbre duel antique est saisi à travers une anthologie poétique où Homère, Dante, Shakespeare, Goethe, Valery et bien d'autres se côtoient dans leurs langues originales; et c'est une grande déclamation pompeuse, santaisiste et émouvante dite, susurrée ou chantée, dévorée par l'électronique, prolongée par les sons étrangers du synthétiseur, et jouée avec un charme, une poésie et une invention

Dans ce petit théâtre, où les acteurs touchent les spectateurs, on retrouve l'atmo-sphère et la magie des spectacles de trétaux, avec un attirail d'objets inattendus autour des instruments. Une musique sim-ple mais qui a une véritable emprise sur les textes et un mystère. La mise en scène de Virgilio Sieni, la direction vocale de Martine Viard, les décors de Luigi Benedetti et la dramaturgie du compositeur sont sans doute pour beaucoup dans cette réussite

Nous reviendrons sur le troisième et superbe concert sonsacré à Luigi Nono.

JACQUES LONCHAMPT.

Chaque rame de TGV passe ici tons les sept ans pour être remise à neuf, après quelque deux millions de kilomètres.

(2) Le Combat d'Hector et d'Achille sera reioué ce lundi 18 à 20 n 30 et les 19, 20 et

Le parler-franc de Laurent Spielmann

Un festival de musique contemporaine que le public ne boude pas! Un public spécialisé, mais aussi bien local, bourgeois ou marginal! On n'en linit pas de s'extasier sur ce petit

Second directeur artistique de Musica, festival strasbourgeois créé par Maurice Fleuret en 1983, Laurent Spielmann est toujours conscient, à la troisième année de son mandat, de la fragilité des enjeux tion des genres et des écoles au sein de la programmation sinsi que pour l'indépendance des « programma-teurs » (« Il faut que les compositeurs composent et que les organisateurs organisent »), et le renouvellement périodique des direc-tions. Il annonce son départ, «par crainte d'encroûtement -, pour le 30 octobre 1990, et son remplacement par Dominique Marco, ancien délégué à la musique en Alsace.

. .

And the second

The state of the s

3 - A - A

FOR THE STATE OF T

Les propos sans fard de ce jeune capitaine venu du jazz, qui ne s'est pas laissé piéger par les circuits insti-tutionnels, sont à replacer dans le contexte français. Trois festivals de musique contemporaine sont dirigés par des compositeurs : celui de Nice, par Michel Redolfi (il est passé cette année de Pâques en été); celui de Metz, par Claude Lefebyre (ses subventions sont légèrement diminuées pour novembre cette année) celui d'Angers, par Roger Tessier (dont le mandat ne devrait pas se prolonger au-delà de l'édition d'octobre prochain).

Pour le Festival de Lille, enfin, autrefois le plus vivant, sous la direction de Maurice Fleuret, de nouvelles formules sont restées chaque année pour tenter de le faire renaître de ses cendres. Musica, vocation euro-péenne oblige, a préféré se tourner vers l'Allemagne (1).

• En 1983, dès la première édition (1), nous avons été étonnés par l'affluence, dit Laurent Spielmann. Nous avions tout fait pour cela. Mais c'était épatant de penser que la mission qui nous avait été assignée – trouver un public pour la musique d'aujourd'hui – n'était pas une vue de l'esprit. La proximité de l'Allemagne, un réseau exceptionnel de musiciens amateurs et professionnels, l'action d'Ernest Bour, de Charles Brück, des Percussions de Strasbourg nous avaient facilité la tâche. Mais nous avions aussi l'avantage de travailler dans un ville movenne : ce qui est possible à Mont-pellier, Lille, Toulouse, est plus dif-ficile à Lyon, impossible à Paris. On ne sait plus ce qu'est un festival dans la capitale, puisque tout ce qui a une volonté de communication s'intitule festival

 Comment échapper aux réseaux de diffusion? La question est deve-nue cruciale pour les festivals classiques, entièrement soumis aux calen-driers des tournées. Si je voulais avoir l'orchestre de Boston pour moi tout seul, cela me coûterait très cher. En fait, je ne l'aurais jamais puisque je voudrais lui imposer ma programmation. On voit par quel système pervers le contenu des programmes peut devenir la dernière roue du carrosse alors qu'il doit être le moteur

. Un festival, c'est un concept mis en scène. Cette année, nous avons retenu l'idée de mythologies, avec · Hector et Achille ·, de Battistelli, Roméo et Juliette, de Dusapin, mais

aussi les Hörspiel, ces œuvres conçues uniquement pour la Radio, ces spectacles imaginaires. Mais un festival, ce sont aussi des points de repère, des événements, et l'événement peut être la reprise de Gruppen (lire l'article de Jacques Lonchampt) Car ce monument est d'une brûlante actualité en regard de la jeune création. Et l'intéret d'un festival ne se mesure pas au nombre d'anores créées : encore faut-il aue l'œuvre donnée en création soit ensuite diffusée. Chaque année, la Cinquième Symphonie de Beethoven est peut-être exécutée cinq cents sois par cinquante orchestres différents. Alors qu'une œuvre contemporaine, qu'il a fallu six mois pour mettre au point, dis six moix pour mettre au point, disparattrait aussitét créée sans la moind re chance de perfeccent ? Cela ne peut sat que la bonne conscience des directeurs de festivals.

Multiplier les commandes, à quoi ça sert si l'on joue devant des salles vides? Quand on dirige un festival et que l'on est soi-même compositeur, cela sert à élargir ses réseaux d'influence, à être soi-même joué ailleurs. D'honorables motivations esthétiques s'y mèlent : favoriser une école plutôt qu'une autre -la sienne; faire jouer les musiques qu'on aime et qui ne sont pas jouées ailleurs. Mais l'ouverture esthétique d'un compositeur, si sensible et intelligent soit-il, se limite forcément à la part qu'il revendique pour lui-même. Quand ce compositeur dirige un festival, il évite de mettre en présence des esthétiques contradictoires. Cela donne des programmes atones. Peut-on s'attendre que le public vienne?

» Comment s'étonner alors que le réseau français interfestivals manque de vigueur, que nous soyons contraints de nous tourner vers la filière des théâtres, des opéras allemands, vers une association de compositeurs à Rome? En France, les festivals de création existent parce que les orchestres ne remplissent pas leur mission de création, parce que les conservatoires manquent d'ambition. Si l'ensemble du système pouvait évoluer - il semble qu'il soit en train de le faire, - les festivals joueraient enfin leur rôle : lieux d'exposition sans exclusives ; portes de sor tie pour la création. »

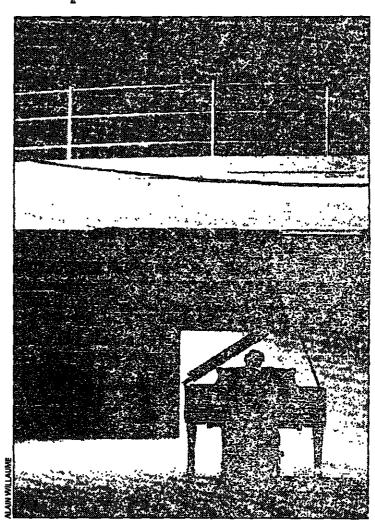
Propos recueillis par ANNE REY.

(1) A l'initiative de l'Institut français de Bonn, un [estival Musica en réduction se tient, du 28 septembre au 7 octobre, dans la capitale fédérale d'Allemagne. (2) Laurent Spielmann était alors l'assistant de Laurent Bayle, créateur de Musica, aujourd'un directeur artistique de l'IRCAM.

Un photographe, Alain Willaume, suit depuis six ans le parcours de Musica. Plutôt que d'immobiliser des musiciens en action, il a trouvé sur les lieux, ou à côté, des équivalents visuels au silence, aux sons de

diverse intensité ou, comme ici, aux lignes et aux masses mosicales. Maurice Fleuret a nréfacé ses Guetteurs de sons. coédition de Musica et des musées strasbourgeois, aux 🗟 Editions Michel De Maule (92 pages, 250 F). 3

Les « photos-sons » d'Alain Willaume



La deuxième convention du disque

Stratégie des grandes surfaces

Les succès du disque, de la « lambada » à la musique de Batman, sont aujourd'hui vendus dans les hypermarchés par des distributeurs musclés qui viennent de se réunir en convention.

C'est en 1962 qu'Eddy Barclay, déjà roi incontesté de la pétanque tropézienne et du yéyé, lança l'idée : les 45 tours qui s'enlevaient alors comme des petits pains, via Johnny, Sylvie ou Françoise, méritaient mieux qu'une distribution au compte-coutte par des artisans disquaires aux goûts variables et tatilions. A musique populaire, magasins populaires: des Monoprix aux Nou-velles Galeries, le consommateur en manque pourrait désormais trouver immédiatement son tube dans un rayon nonveautés-disques entière-ment dédié aux succès du moment.

Ainsi naissait la Compagnie générale européenne de distribution et d'édition phonographique et litté-raire (COGEDEP), aujourd'hui le premier distributeur français de sup-ports musicaux (disques, compacta-cassettes audio et vidéo) dans les grandes surfaces, responsables à elles seules de la moitié des ventes de l'Hexagone.

La COGEDEP maîtrise ainsi 20 % du marché global, qui s'élève à

3,7 milliards de francs par an. Chaque jour, 100 000 disques partent par ses soins vers des grandes sur-faces (le Printemps, Prisunic) ou des hypermarchés (Leclerc, Inter-marché, Codec, Auchan) pour être des modes de diffusion et de installés dans des « linéaires », rayons de 25 à 30 mètres de long qui offrent parfois plus de 5 000 titres. Important maillon de la chaîne du

commerce de la musique, la COGE-DEP arrive cependant en bout de course. - Une fois le produit lancé, nous voulons au secours de la vic-toire », commentait son président, Olivier Sauty de Chalon, lors de la deuxième convention du disque et de la musique qui s'est tenue à son initiative les 11 et 12 septembre au château d'Esclimont, dans l'Eure. Deux phénomènes de marketing, la Lambada (notre encadré) et Batman ont été disséqués par les profes-sionnels, venus réfléchir sur la survie des linéaires d'hypermarché.

> Battage médiatique

Le scénario de lancement d'un produit est désormais connu, et Bar-man reste un modèle du genre. Un disque phare (Prince), un film, un battage médiatique qui l'élève au rang de phénomène de société. La stratégie adoptée pour promotivoir la Lambada, telle qu'elle a été présentée par son producteur Jean Georgakarakos au château d'Esclimont n'est pas si éloignée du marketing américain, toutes proportions

gardées. Les maisons de disques confient d'ailleurs de plus en plus souvent agences spécialisées qui orchestrent présentation dans les points de vente. L'agence Antonietti, Pascault et Associés, pionnière en la matière, qui a pris en charge des artistes aussi différents que Johnny Clegg, France Gall, Johnny Halliday, Georges Brassens ou Jacques Brel (dont le double album 15 ans d'amour, édité à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort. s'est venda à 1 million d'exemplaires) affiche une devise tranquille: Rendre plus commercial ce qui est artistique et plus artistique ce qui est commercial. » Mais attention au télescopage! D'ici la fin de l'année 1989, ce sont quatrevingts campagnes nationales de promotion qui son prévues.

leurs campagnes de promotion à des

Fournir les points de vente en moins de vingt-quatre heures, voilà le premier devoir d'un distributeur. Un passage à la télévision, une place gagnée dans les Top, et la demande décolle. La clientèle visée par les grandes surfaces, hypermarchés, ou mégastores, se situe prioritairement dans la tranche d'âge des douzequinze ans qui achètent de manière impulsive, comme l'a souligné Ennio Menichini, directeur général de Pathé-Marconi, filiale française de l'Anglais HMV (qui annonce l'ouverture d'un mégastore HMV pour la fin de 1990, sans doute à proximité du magasin Virgin sur les Champs-Elysées).

Mais le rôle d'un distributeur tel que la COGEDEP, dont Polygram (détenteur de 30 % du marché francais) est l'actionnaire majoritaire aux côtés d'autres majors du disque (WEA, Carrere, Musidisc AZ, EMI, Virgin), ne se limite pas à la confection de paquets ou à la mise au point de présentoires sophistiqués. Elle met à la disposition des hypermarchés, des gestionnaires de rayon, chargés de l'animation et des commandes, maîtrisant ainsi le choix des produits proposés à la

Miser sur l'esprit collectionneur

Pour mériter son installation dans un linéaire, le produit devra soit bénéficier d'un crédit de popularité acquis (* Même le pire des Gold-man ne peut pas faire moins de 100 000 exemplaires »), soit avoir passé glorieusement plusieurs tests : l'avis des éditeurs (dont certains sont actionnaires de COGEDEP), la sanction de Média contrôle (aucune chance à moins de 80 passages

radio-télé par semaine), celle du Top 50, du Top 30. Quant au classique, il ne repré-sente que 2 % du volume de vente de la COGEDEP, qui, là aussi, joue la prudence. « On ne diffuse que les valeurs sures : Deutsche Grammophon, Pathé-Marconi Comme pour le secteur cinéma des vidéoscassettes, les professionnels de la grande distribution misent sur l'esprit collectionneur du Français moyen. La COGEDEP édite en disques compacts sous le label Navos

les grands classiques, classés par thèmes et vendus au prix moyen de 55 F. Cent mille exemplaires ont été achetés depuis le lancement de la collection, malgré une qualité musicale des plus moyennes.

Enfin, les distributeurs jouent un rôle actif dans la définition même du support. Le CDV (compact-disque laser) fait rêver et monter les courbes prévisionnelles de vente. Et puis, la COGEDEP reviendrait volontiers à ses premières amours, le 45 tours, produit d'appel, dont la version moderne, le CD Single, est vendue actuellement trop cher à son goul - Avec une baisse de prix de *moitié,* concluait Olivier Sauty de Chalon, on pourreit se rapprocher du marché japonais, où 30 % des disques compacts vendus sont des

VÉRONIQUE MORTAIGNE.

DEUX ANES

A partir és mardi 19 Nouveez speciacie

Les tonion's

farceurs

Bornard MABILLE Joan-Michel MCLÉ Joan-Plorre MARVILLE

Serge LLADO Loc. 46-05-10-28 et egencez MAT. SAM. et DIM. 15 h 20

L'intégrale de Gainsbourg

Le désir de reconstituer en com-pact sa discothèque personnelle joint au succès des campagnes publici-taires à la télévision suscitent la rédition par les firmes phonographi-ques de l'ensemble du répertoire des grands interprètes de la variété. Après la discographie complète d'Edith Piaf, de Charles Trenet, de Georges Brassens et de Jacques Brel, voici «L'Intégrale de Serge Gainsbourg . Trente années d'aventures en deux cent sept chansons et neuf compacts, des débuts avec le Poinconneur des Lilas. Le gars qu'on croise et qu'on n'regarde pas à l'Eau à la bouche (sa premère musique de film), de la Jayanaise au sommet de l'onomatopée avec Comic Strip et aux derniers titres flamboyants interprétés avec un

groupe de musiciens new-yorkais. Belle occasion de savourer l'écriture de Gainsbourg, son goût des mots et des jeux qu'il suscite, son ironie et sa décision.

Quelques pièces rares dans cette intégrale : l'enregistrement public aux Trois Baudets du Poinconneur des Lilas, l'original de Je t'aime moi non plus, en duo avec Brigitte Bardot, Dieu fumeur de havanes, en duo avec Catherine Deneuve, l'Herbe tendre, chantée par Michel Simon et Serge Gainsbourg, la bande originale de la comédie musicale Anna, avec Anna Karina et Jean-Claude Brialy.

* Phonogram, 950 F.

Culture

Succès populaire pour la sixième Journée du patrimoine

Palais de la République, châteaux privés ou chantiers de fouilles, les Français out répondu en grand nombre, dimanche 17 septembre, à l'invitation lancée par quelque sept mille sept cents monuments historiques à l'occasion de la sixième Journée du patrimoine. A Paris, M. Jack Lang a lui-même fait les honneurs de son ministère et la Bibliothèque nationale a accueilli de nombreux

curieux. Le public a découvert les cryptes des cathédrales de Chartres ou de Blois, le temple protestant de La Rochelle ou le château de Brest. En Franche-Comté, on a commenté la récente découverte d'un ensemble de villages lacustres sur le lac Chalain. Dans l'Eure, les architectes des bâtiments de France, fidèles à leurs principes, out fêté la journée du patrimoine sur le terrain.

Des architectes dans leur jardin

promenade dans Verneuil avec gour-mandise. La Journée du patrimoine, c'est un peu son jour. Il est archi-tecte des bâtiments de France depuis 1955, chef du service du département de l'Eure. Comme lui, deux cents de ses confrères, les « ABF » dans leur jargon, aident les monuments classés à bien vieillir. Ils auscultent la pierre ou le bois, alerdénichent des entrepreneurs pour restaurer un site ou le mettre en valeur. « Nous sommes les médecins de famille du patrimoine français, explique Gabriel Gendreau. Nous devons avoir une idée précise de l'état de santé de tous les monuments classés de notre département (il y en a cent trente-quatre dans l'Eure), et même des autres. Malgré des moyens plus qu'insuffisants, nous les visitons trois fois par an Au printemps, nous faisons le constat des dégâts causés par l'hiver, et nous ordonnons des travaux de restauration. L'été, nous vérifions si nos ordres ont bien été respectés. La visite de sin d'année

architecte des bâtiments de France avale 40 000 kilomètres de bitume par an, un tour du monde.

La visite de Verneuil, un village coquet habillé de brun, tient plus de la promenade que de la réunion de travail. Accompagné de son unique adjoint, Jean-Christophe Simon, Gabriel Gendreau savoure sans retenue les résultats de leur intervention sur quelques-uns des treize monuments classés de la commune. Dans six mois, il partira à la retraite, après trente-cinq ans de sacerdoce. Mais, pour l'heure, il n'hésite pas à marcher sur des planchers ver-moulus, grimpe allègrement des escaliers interminables et sombres pour présenter son domaine à ses confrères. Une vaste maison du quinzième siècle, entièrement res-taurée, accueille la perception. La bibliothèque déploie ses trèsors sous un extraordinaire enchevetrement de poutres. A quelques pas, une église arbore une enseigne lumi-neuse, le Trianon. C'est le cinéma du village. Les architectes des bâtiments de France travaillent actuelle-ment à la réfection d'une ancienne

nous permet de faire un bilan. - Un forge qui a, elle aussi, trouvé refuge dans une église. Derrière les pierres fraîchement taillées de la façade restaurée, des carcasses de machinesoutils dorment sous une voûte brûlée par la suie. Il reste des heures de travail pour la remettre en état. « Nous en ferons un musée des métiers ». s'exclame le maire. A Verneuil, les conseils des ABF ont porté de jolis

> Après un parcours du combattant dans un labyrinthe semé de cachettes aux voûtes superbes, l'équipe achève son escapade sur les toits de la collégiale Notre-Dame de Vernon. Sous le regard goguenard des gargonilles, les architectes aus-cultent une dernière fois les pierres malades et vérifient si les autres ont bien cicatrisé. Devant l'église, près des vieilles maisons à colombage, un petit jardin étale un parterre de plantes médiévales, lavande ou lys. « Nous avons pensé que ce serait mieux qu'un jardin de souspréfecture », sourit Jean-Christophe Simon.

> > BÉNÉDICTE MATHIEU.

• Rencontres sur le patrimoine et l'argent. - « Patrimoine et argent » sera le thème des cinquièmes rencontres internationales pour la protection du patrimoine culturel qui se tiendront à Avignon les 8, 9 et 10 novembre sous le patronage du ministère de la culture, du Conseil de l'Europe et d'Icomos

Ces cinquièmes rencontres permettront d'examiner le problème du développement rapide du finance-ment privé des institutions culturelles et des conséquences, parfois abu-sives, que peut avoir le mécénat sur les objectifs des responsables du patrimoine culturel.

Renselgnements: RMG/Patrimoine, Nicole Leroy, Centre ces congrès du Palais des papes, BP 149, 84008 Avi-gnon Cedex. Tél.: (16) 90-27-50-26.

***** Des problèmes à l'ORAL? **AMERICAN** CENTER'S

AMERÎCAN LANGUAGE **PROGRAM** ZIVE GAUCHE? RIVE DROITE?

l palocce 49 rue 75006 Poxis 75008 Poxis . 46 33 18 52 tal : 42 56 25 49

cours TRIMESTRIELS INTENSIFS

■ T.O.E.F.L. FORMATION CONTINUE

INSCRIPTIONS MAINTENANT



DANSE - THEATRE 20 H 45 DU MER. 20 AU SAM. 23 SEPT. **CARBONE 14**

CANADA LE DORTOIR **GILLES MAHEU** MAR. 26 ET MER. 27 SEPT.

NEED COMPANY ÇA VA

THEATRE AU THEATRE PARIS-VILLETTE A PARTIR DU 28 SEPT.

JAN LAUWERS

ECLATS CREATION CATHERINE ANNE

LOC. 42.74.22.77 2, PL DU CHATELET PARIS 4°

Communication

La bataille pour le contrôle de la 5

M. Jean-Marc Vernes au secours de M. Hersant

Au sein de la 5, chacun des deux blocs d'actionnaires rivaux compte ses forces. Pour le conseil d'adminis-tration qui devait se tenir à 15 heures, lundi 18 septembre, M. Jérôme Seydoux et M. Silvio Berlusconi semblaient assurés de la victoire. Les trais-contratts du victoire. Les trois représentants du groupe italien et l'administrateur de Chargeurs SA pouvaient compter sur le soutien des deux délégués des mutuelles agricoles Groupama. Cette majorité de six voix sur onze serait sufficente pouv chtesir le serait suffisante pour obtenir le départ de M. Robert Hersant de la présidence de la 5 et un changement à la direction générale (le Monde daté 17-18 septembre).

daté 17-18 septembre).

Mais le patron du Figaro prépare sa contre-offensive. M. Yves de Chaisemartin était, dès lundi matin, au Conseil supérieur de l'andiovisuel (CSA) pour protester contre le feu vert donné au changement de présidence de la chaîne. Le directeur général du groupe Hersant, qui regrette de ne pas avoir été consulté au préalable par le CSA, estime que la remise en cause de M. Hersant est liée à un bouleversement complet de liée à un bouleversement complet de l'actionneriet et du management de la chaîne. Condition qui devrait obligatoirement remettre en question l'autorisation d'émettre accordée en 1986 à la 5.

Dans le Figuro, M. Philippe Vil-lin, autre responsable du groupe, affirme en effet que le Groupama a vendu sa participation à M. Jérôme Seydoux et ajoute : • Cette vente a

été effectuée en contradiction avec les statuts de la société qui comportent un droit de préférence exerça-ble par l'ensemble des action-

Dans le cadre de ce « droit de préférence », les actions détenues par le Groupama devraient être réparties entre les autres action-naires de la société, à l'exception de MM. Hersant et Berlusconi qui, détenant chacun 25 % du capital, ce détenant chacun 25 % du capital, re peuvent légalement augmenter leur participation. Or, M. Hersant dis-pose au sein du capital d'un allié précieux: M. Jean-Marc Vernes qui détient 10,5 % des actions (contre 6,9 % à M. Seydoux), s'est enrichi

Les actionnaires de la chaîne

Voici la répartition actuelle du capital de la Cinq : Groupe Hersant : 25 % Groupe Berlusconi : 25 % Groupama: 17,1 % Groupa Vernes: 10,5 % Groupe Seydoux: 6,9 % Crédit lyonnais (1): 5,3 % Les Echos: 3,67 % Vidéotron: 3,45 % SMA: 2.3 % Expar: 0,7 %

(1) La banque nationalisée affirme être récemment descendue à 5 %.

de plusieurs milliards de francs après l'OPA sur le groupe Victoire après l'OPA sur le groupe victore et peut donc acheter, lui aussi, ure partie des titres détenus par le Groupama. Interrogé lundi, M. Vernes nous a assuré: « J'ai toujours été aux côtés de M. Hersant. Je ne vaus pas changer d'attitude. Je me porterai acquéreur de toutes les actions de la 5 dans le cadre du droit de préférence. » o-télévis

1

in thirty the

TO THE PARTY OF TH

24.

TV se 17 september 19

20

3: % **2 3**

Čet imbroglio juridico-financier risque fort de compliquer la tâche de MM. Seydoux et Berlusconi. Leur victoire au conseil d'administration pourrait être remise en question à l'assemblée générale des actionnaires, lorsqu'il s'agira de per-mettre l'élection de M. Seydoux à la présidence. Pour contrer l'opération, ce dernier cherche à acquérir les actions détenues par le groupe Les Echos (4,2 % environ) et par le groupe canadien Vidéotron (3,42 %). Mais celles-ci sont également soumises au droit de préfé-

Une polémique interne au CSA pourrait conforter la contre-offensive financière et juridique de M. Hersant. Certains membres estiment en effet que le collège n'a pas été formellement consulté sur l'ensemble de cette affaire avant que ne soit donné un feu vert au changement de présidence.

PIERRE-ANGEL GAY et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

POINT DE VUE

Le prix de la culture

par Régis Debray et Bernard-Henri Lévy

'EUROPE ? Une belle idée qui agita les esprits à la fin du vingtième siècle. Elle donna lieu, pour les amateurs, à force réunions, colloques, sommets et directives. Hélas, ce ne fut qu'une idée, qui finit par lasser puis, très vite, par dépérir. Les pays concernés échouèrent en effet à faire image, à faire ensemble des images, à faire un ensemble vivant par l'image et les images. Laissant à d'autres - le Japon, l'Amérique - l'industrie du rêve et les stellers du mythe, renonçant à se doter des moyens indispensables à la naissance de cet imaginaire, de cet esprit commul'Europe faute d'Européens. L'époque, sans illusions, tourna la

Ecrira-t-on, un jour, ainsi la catastrophe nommée Europe ? Cela dépend aujourd'hui de quelques décisions simples. Et ces décisions ne se joueront sur le terrain ni des

La SEPT veut développer la réception collective dans des télé-clubs

«La SEPT ne doit pas rester invisible et interdite au grand public. » Cinq mois après son lancement, la chaîne culturelle par satellite n'a qu'une obsession : contourner les obstacles qui entravent sa

Un réseau hertzien? Le président de son directoire, M. Jérôme Clé-ment, qui l'avait réclamé, s'est fait pour l'instant éconduire. Une reprise sur les réseaux câblés? Suisses, Belges et bientôt Allemands de l'Ouest en bénéficient sans difficulté, mais seuls 146 000 foyers français peuvent aujourd'hui les imi-ter. La réception directe? La SEPT est encore trop seule sur son satellite pour favoriser l'essor du marché. Alors, bien décidée à «ne pas rester les deux pieds dans le même sabot », l'équipe de la chaîne a décidé de renouer avec les recettes des débuts de la télévision. Et d'adapter une idée de l'un de ses pionniers, Roger Louis, en créant des « Télé-clubs SEPT ».

« Nous ne pouvons pas prétendre régler les problèmes de réception, explique M™ Sylvie Jézéquel, direc-teur délégué de la chaîne. Mais nous pouvons agir dans le strict souci du service public qui nous anime. - Son idée? Demander sux clus, aux responsables d'associations culturelles (plus de trois cents lettres ont déjà été envoyées) de mettre à la disposition du public un local où celui-ci pourrait venir gratuitement respuder les programmes tuitement regarder les programmes de la chaîne.

A tous coux qui acceptaront de jouer le jeu, la SEPT propose un accès privilégié à l'équipement nécessaire (parabole et démodulateur) pour un coût compris entre 5000 F et 7000 F. A terme, la SEPT espère pouvoir tabler sur un véritable réseau d'animateurs répartis dans toute la France. Puisque son public ne vient pas à elle, la chaîne tente d'aller vers lui.

mais sur celui de cette culture qui, seule, peut cimenter une vision commune du monde et de soi-

La France, il faut le rappeler, a pris l'initiative d'une chaîne de télévision à vocation européenne. Cette chaîne - la SEPT - devait et peut encore affrir un lieu de rencontres et de recherches à des artistes et intellectuels, aussi dissemblables que les soussignés et qui, trop souvent, se toument le dos. Elle peut aussi devenir une sorte de passerelle qui relierait, à terme, les Europes d'Est et d'Ouest. Bref, elle est probablement l'un des moins mauvais outils pour que l'Europe du vingtième siècle rattrape enfin celle du seizième. lorsque les universités et les pre-mières imprimeries tissaient entre nos pays un réseau d'échanges incomparable. Or, force est de constater que cet organe vital est menacé de mort - lente et digne par la confusion de deux objectifs, l'un industriel, l'autre culturel : l'unique chaîne publique de télévision européenne risque aujourd'hui de s'éteindre, victime d'une situation irréelle qui la condamne à émettre dans le noir, pour un public inexis-

Résumons. La SEPT a commencé, voici quelques années, à concevoir et, depuis quelques mois, à diffuser des programmes ambitieux qui ne peuvent être reçus faute d'appareillages adéquats : hissée sur le satellite TDF 1, elle suppose ou la diffusion directe (trop chère, et, pour le moment, introuvable) ou le câblage des foyers (qui a pris, en France, un retard dont chacun convient).

Une chance historique

Dans le même temps, l'Allemagne fédérale, tous Länder réunis, s'investit dans le projet, y apporte ses ressources et ses idées, adhère avec enthousiasme à cette grande première : un vaste projet francoallemand dans l'ordre de la culture ; or le câblage du pays lui permet une

large diffusion. Résultat : la RFA apporte à la chaîne culturelle six millions de cheîne culturelle six millions de foyers câblés — et la France deux cent mille. Aux Allemends donc, bientôt rejoints — ils en ont manifesté le désir — par les Belges, les Suisses, les Italiens et les Espagnols, le choix des grilles et des programmes. Le moteur de l'Europe culturelle, franco-allemend dans sa conception, serait à l'arrivée tout simplement allemand. Et si cela était, il ne faudrait pas l'imputer à la volonte d'hégémonie de nos amis d'outre-Rhin mais à l'inconséquence des décideurs français.

En sacrifiant un objectif culturel immédiat à un objectif technologique lointain, celui de la diffusion directe, nous risquons de manquer l'un et l'autre. En transformant la SEPT en porte-drapeau d'un système d'équipement assez périlleux et une création culturelle orpheline en otage d'une incertaine bataille industrielle nous risquons de laisser passer - ou pourrir - une chance historique qui ne reviendra pas de sitôt.

Alors, messieurs les politiques, trouvez la solution. Réception directe, réseau hertzien ou câble -seul le résultat compte. Ou bien se dégage, par fusion entre des chaînes privées qui s'épuisent l'une l'autre dans de coûteuses guerres commerciales, un réseau hertzien libre d'emploi. Ou bien la SEPT et FR 3 choisissent, sous une forme ou sous une autre, une destinée commune. Cette option - la plus simple et la seule, surtout, que l'on puisse mettre en œuvre tout de suite - ne serait du reste pas exclusive, à l'avenir, d'un mieux technologique qui est devenu, aujourd'hui, l'ennemi du bien culturel, c'est-àdire européen.

Pour le moment, en gagnant un corps, la chaîne culturelle ne serait âme; et quant à la chaîne des régions, elle deviendrait le lieu par excellence de la création et de la découverte : celle de cette Europe du verbe et de l'idée dont notre pays, muré dans son provincial orgueil, entend toujours parler, mais sans jamais lui donner figure.

Nous sommes las de conjuguer l'Europe au futur en alignant au jour le jour les rendez-vous manqués et les malentendus. Nous sommes lasde ces réformes de structures sans finalité réelle, de ces batailles de nominations qui cachent l'absence de conception. Nous sommes las d'un système où le divorce entre le discours et l'action, érigé en prin-cipe, permet de gonfier le biceps, à Paris, dans les colloques - avant de passer sous la table, à Bruxelles, en commission.

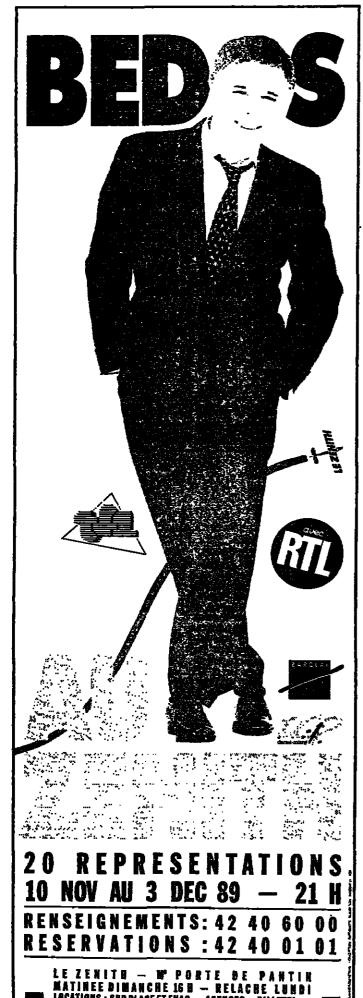
L'image met aujourd'hui les discours au pied du mur. Le sort fait à la SEPT - et il se joue an ce moment - nous dira si les panégyristes de l'Europe en mots ne sont pas ses fossoyeurs en fait. Téléspectateurs, créateurs, vous êtes concernés. Responsables politiques et médiatiques, vous êtes en première ligne. Votre reculade serait notre défaite. Il est minuit moins cinq, sur le petit écran.

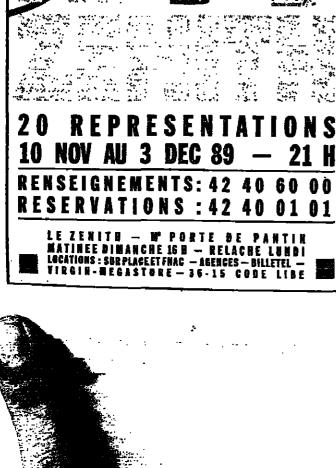
Quintex l'emporte sur M. Murdoch pour le contrôle de MGM-UA

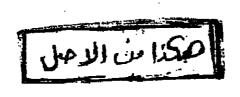
Le groupe australien Quintex de M. Christopher Skase a vraisembla-blement gagné l'enchère qui l'oppo-sait au groupe News Corp de M. Rupert Murdoch pour le courbie de Metro Goldwyn Mayer-United Artists (le Monde du 16 sep-tembre). MGM a en effet accepté, vendredi 15 septembre, une offre définitive de Quintex pour l'ensem-ble de la société.

Le groupe australien va donc Le groupe australien va donc preadre le coatrôle des quatre mille trois cents films du catalogue United Artists, mais anssi des trentequatre films de MGM produits depais 1986, des activités télévision de MGM (soit mille sept cent cinquante de programmes déjà diffusés, et la production de séries réputées) et de son logo, le célèbre lion rugissant. Mais Quintex, ane société australienne de télévision paiera cher cet ensemble : au total 1,5 milliard de dollars (presque 10 milliards de francs). 10 milliards de francs).

Quintex, le nouveau « dompteur » de MGM-UA, devra maintenant trouver des partenaires pour l'aider à financer son acquisition et rentabiliser les catalogues MGM et surtout United Artists.







(to culture

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans motre supplément du samedi daté dinantche lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Mande yadio-télévision » 🗆 Film à éviter s On peut voir su No pas sumquer si n si Chef-d'essive on classique.

Lundi 18 septembre

TF 1

20.35 Série: Pause-caffe, pause tendresse. Les verres cassés, de Charles Bitsch, d'après le roman de Georges Coulonges, avec Véronique Jamot, Bernard Le Coq. 22.00 Magazine; Sirecce. De Denis Chegarny, présenté par Carlos en Turquie. Sommaire: Plein la vue ; Les Huaqueres; Les vagabonés du rail. 23.00 Magazine: Mismit sport. Moto: Résumé du Grand Prix du Brésil; Golf: Trophée Lanches. 23.35 Jeurnal et Métée. 23.55 Série: Delies d'histoires. 8.40 Decemanantaire: Histoires maturelles. La tenderie any grives duns les Ardennes. 1.10 Feuilleton: C'est déjà demain. 1.35 Finch d'informatiens. 1.40 Le débat du jour.

> 28.35 La murche du siècle Emission de Jesa-Marie Cavada et Jesu-Pietre Bertrand. Thème: L'Europe sa pied de la drogue. 22.36 Piest d'informations. 22.35 Magazine: Comment en va ? D'Hemi Sambler et Jesa-Daniel Flaysakier. Thème: Les sythmes scalaires. 23.46 Informations: 24 heures sur la 2. 6.16 Métée. 6.15 Sekunte secondes. Ernesto Sabato, écrivain. 6.26 Du côté de chez Fred (rediff.).

20.35 Chima: Laisse siler, c'est une value. E Film fran-cais de Georges Lantner (1970). Avec Mireille Darc, Jean Yame, Michel Constantin, Bernard Bier. 22.20 Journal et Métée. 22.45 Magazine: Octaniques. Islam et Occident, les chemias du savoir, de Jean-François Giré et Frédéric Laf-font. Panorama historique et interviews d'universitaires arabes et européens. 23.35 Maniques, musique. Suito nº 3: Sarabande, bourrée nº 1 et 2, Gigue, de J.-S. Bach, par Alain Mounier, violoncelle. 23.45 Sport: Golf.

28.30 Chefma: La toi des seigneurs. Il Film américain de Franc Roddam (1982). Avec David Keith, Robert Prosky, G.D. Spradlin, 22.16 Flash d'informations. 22.20 Magazine: Landi spert. Football; à 22.35, Golf; à 23.35, Football américain. 9.35 Chefma: La vie privée d'un afenteur. Il Film américain de Jerry Schatzberg (1979). Avec Alan Alda, Burbara Hannis, Meryl Streep (v.o.). 2.15 Série: Bernard.

20.40 Téléfihn: Le prefessour entre au couvent. De Steno, avec Bud Spencer, Mylène Demongeot. 22.30 Série: Matiock. 23.30 Magazine: Arrêt sur image. 0.00 Journal de minuit. 0.05 L'impoctour Derrick (rediff.), 1.05 Thril-

iar (rediff.). 2.15 Penilleton: Le cour au voutre (2º épi-sode). 3.16 Le journal de la mait. 3.15 Tendreuse et passion (rediff.). 3.46 Belle et Sébastien (rediff.). 4.05 Volsia, volsiae (rediff.). 5.05 Le cour au ventre (rediff.).

28.38 Chéma: Coples, agent secret FX18.

Film francoitalien de Maurice Cloche (1964). Avec Ken Clark, Jany
Clair, Jacques Dacqmino. 22.19 M 6 mémo.
22.30 Chéma: Les chones de la vie. B M Film français de
Clande Santet (1970). Avec Michel Piccoli, Romy Schneider, Lée Massari. 23.55 Six minutes d'Informations.
6.00 Magazine: Jacx 6. 6.30 Musique: Boulevard des
clips. 1.00 Multimp (rediff.). 1.36 Musique: Boulevard
des clips. 2.00 Les saintes chéries (rediff.). 2.25 Les Borgis on le sang doré (rediff.). 3.30 Le princesse du tail
(rediff.). 4.00 Les saintes chéries (rediff.). 4.25 Les Borgia en le sang doré (rediff.). 5.30 Les saintes chéries
(rediff.).

19.10 Série : Necturne. De Dominique Jameux.
19.30 Documentaire : L'amour en France. De Daniel Karlin. 3. Tarzan, prix Nobel ou à quoi révent les jeunes filles.
20.30 Chainne : La Paritaine. Füin de Jacques Doillon
(1986). Avec Sandeine Bonnaire. Sabine Azème. Michel
Piccoli. 22.15 Court métraga. 22.30 Documentaire : Grand
reporter. De Pierre Zaca. 3. La passion de la découverté.
23.30 Fiction : Jeune d'Arc, le pouveir et l'imocence. De
Pierre Badel. 1.80 Chronique de la jeunesse européenne :
Imagin.

20.30 Le grand début. Fant-il réformer l'orthographe et la langue française? 21.30 Comédie-Française. Discourt sur le colonialisme d'Aimé Césaire, lu par Antoine Vitez: 22.40 Cote d'amour. 0.95 Du jour au lendemain. 0.50 Manique : Coda. David Allen.

20.00 Remedigmements sur Apollou. Concert (en direct du Festival de Berlin): Symphonie nº 83 en sol majeur, de Haydn; Concerto pour piano et orchestre nº 22 en mi bémol majeur K. 482, de Mozart; Quiet City pour cor anglais, trompette et cordes, de Copland; Symphonie nº 1 en ré majeur op. 25, de Protodiev, par l'Orpheus Chamber Orchestra, sol.: Alfred Brendel, piano; à 22.00, Virtuoses, virtuoses; à 22.30, Faites voir le musique. 8.30 Myosodis.

Mardi 19 septembre

TF 1

15.30 Série: Tribund. 15.55 Variétés: La chance aux chansons. 16.30 Feuilleton: En cas de honbour. 16.50 Club Dorothée. Candy; Mask; Tu chantes, in gagnes; Jeux. 17.50 Série: Hawaii pulice d'Etnt. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton: Santa-Barbara. 19.20 Jeu: La roue de la fontame. 19.55 Le hébête show. 20.00 Journal, Métio et Tapis vert. 20.40 Clafenn: Les harondoars. Il Film angio-américain de Peter Collinson (1970)... Avec Tony. Curtis; Charles Bronson. 22.20 Magazine.: Clel, mass; marid! De Christophe Dechavanne. 23.55 Journal et Météo. 8.15 Série: Intrinses. 8.40 Série: Mésayantures. 1.10 Ferilleton : C'est déjà dennée, 1.35 Flush d'informations, 1.40 Le début du jour.

5 0 5 25

2.2

A 2

15.15 Magazine: Du côté de chez Fred. De Frédéric Mitterrand. Peintres et modèles. 16.20 Femilietem: Prète-mei ta vie. De Mei Shaveison et Robert Chenanit, d'après Judith Michael, avec Stefanie Powers (I* épinode). 17.20 Magazine: Graffitis 5-15. Présenté par Grosche et Chico. Fosfer; Quick et Finglie; Grafficarieux; Alf. 18.15 Série: Les volsins. 18.40 Jen: Des chiffres et des lettres. D'Armand Jummot, présenté par Laurent Calrol. 19.80 Série: Top modèle. 19.25 Jen: Dessènez, c'est gagné! Présenté par Patrice Laffont. 28.80 Journal et Météo. 28.35 Chaisan: Sens tait ni lel. Ell Film français d'Agnès Varda (1985). Avec Sundrine Bonnaire, Macha Méril, Stéphane Freiss. 22.25 Débat: Le « Ni Dien el maître» des neuveuns vagabond. Avec Bernard Pouchèle anteur de Fiscole et le vagabond, le professeur Alain Deloche, chirargion, fondateur de Mission de France, Patrick Declerek, psychanalyste, le père Olivier Petit, responsable d'un centre d'accueil à Avignon, Denise Brigon, officier de l'Armée du salut, auteur de Soupe de nuit. 23.30 Informations: 24 heures sur la 2.000 Métée. 0.05 Schumte secunies. Juan Luis Cobrian, fondateur du quoridien espagnol El Pair. 0.10 Du côté de chez Fred (rethif.).

15.25 Magazine : Telé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Vidéo look: Mon héros práféré: Cinéma, théâtre, livres: Attraction: Top sixties; Télé chie, télé choe: Papy, mamy; Viens faire un tour... billon: Le jeu de la séduction; et à 16.00, le fisch d'informations. 17.00 Fisch d'informations. 17.00 Fisch d'informations. 17.00 Fisch d'informations. 17.10 Les petits mailles. 17.35 La sugame des generes. 18.00 Magazine: C'est pas juste. Présenté par Vincent Perrot. 18.30 Jeu: Questions pour un champies. Animé par Inlies Lepers. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.58 Dessis sainsé: Deuvez, le dernéer dinosagre. 20.05 Jeux: La clause. Présentés par Fabrice. 20.35 Téléfilm: Opération Brisk's. De Marvin Chomsky, avec Carl Betz, Stephen Collins. 22.15 Journal et Météo. 22.40 Cinéma: La densier tango à Paris. Il III Film indien de Bernardo Bertolucci (1972). Avec Marion Brando, Maris Schneider, Jeun-Pierre Léxad, Massimo Girotti. 0.45 Minsiques, musique. Lied sans parole, de Mendelesohn, par Cutherine Collard, pisno, et Alais Meamier, violoscelle.

CANAL PLUS

15.15 Pachettes surprises. Géométrie, de Fernando Garcia Martin. 15.25 Cinéma: Histoires finatastiques. Il Film américain de Steven Spielberg, William Dear, Robert Zemeckis (1986). Avec Kevin Costner, Casey Siemaszko, Kiefer Sutherland. 17.25 Cabon cadin. Molierisaino; Isa-

belle de Paris. 18.15 Dessins animés: Çn earteon. Présentés par Philippe Dans. 18.36 Top 56. Présenté par Marc Toesca. 19.20 Magazine: Nelle part ailleun. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Cames. Invitée: Jane Fonda. 20.36 Cinéma: Le demise empereur. III III Film angloitalien de Bernardo Bertoincoi (1987). Avec John Lone, Joan Chen, Peter O'Toule, Ying Rnocheng. 23.65 Finath d'infermedions. 23.16 Cinéma: Kung-fa mastier. III Film français d'Agnès Varda (1987). Avec Jane Birkin, Mathieu Demy, Charlotte Gainsbourg. 0.36 Cinéma: Creepsiow II.

III Film américain de Michael Gornick (1987). Avec Los Chiles, George Kennody, Dorothy Lamour. 1.55 Documentaire: Ressinéscence. De Pietre Schoendoerffer.

LA 5

15.30 Série : Thriller. 16.45 Dragoou. 16.46 Les Schtroumpfu. 17.00 Gigi. 17.30 Sanah. 18.90 Sons le signe des mousqueteires. 18.30 Nohm. 18.50 Journal images, 19.80 Série : Happy days. 19.30 Le ber des miniothres. 19.55 C'est Phintoire d'un mec... 26.00 Journal. 29.35 C'est Phintoire d'un mec... 26.40 Cinéma : Le Chiasia. Il Plim américain de Robert Clouse (1980). Avec Jacile Chan, J. Ferrer, K. de Belle, Mako, R. Max, D. Sheinez. 22.30 Série : L'emfer du devoir, 23.30 Magazine : Nouveles. 8.00 Journal de minuit.

14.35 Téléfilm: Les Bergis en le sang doré (dernière par-tie). 17.85 Série: L'homme de fer. 18.05 Variétés: Multi-top. 18.35 Série: Père et impaire. 19.00 Série: Magnam. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Série: Madame est servie. 28.30 Fenilleton: La clinique de la Forté-Noire. 22.10 Magnaine: Choi 6. D 22.30 Cinéma: Samiokan, le tigre de Bernée. El Film italien d'Umberto Lenzi (1964). Avec Steve Resves, Genevière Grad, André Bosic.

LA SEPT

19.35 Documentaire: Histoire paralièle. De Philippe Grandrieux. Actualités hebdomadaires françaines et allemandes de la seconde guerre mondiale. Le 21 septembre 1939.
20.30 Cinéma: Histoires d'Amérique. Film franco-belge de Chantal Akarman (1988). Avec Exter Balint, Kirk Baltz. Sharon Diskin, Pierre Epstein. 22.00 Chéma: ! Images. Films canadiens d'amination de Caroline Leaf et Sheldon Cohen. La rec, Le mariage du libon, les tartes. 22.30 Decementaire: Grand reporter. De Jean Brand. 4. Le pouvoir de l'investigation. 23.36 Documentaire: d'un Céline à l'autre. De Benoît Jacquot. 23.45 Spectacle: Voyage su hout de la mait. De Fabrice Luchini (N.B), 6.30 Documentaire: Les mémorables. De Yves Kovace, L Céline.

FRANCE-CULTURE

20.00 Minique ; Le rythme et la raison. Luis de Pablo.

2. L'hôtérogène sans gène. 28.30 Archipel science.

21.30 20 septembre 1792 : Vulsay, nelessace d'une nation.

22.40 Nicits magnétiques. En voiture s'il vous pinti. 0.05 Du jour un lendemels. 0.50 Munique : Cods. David Allen.

FRANCE-MUSIQUE

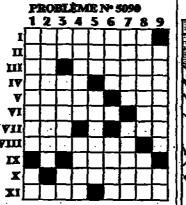
20.30 Comeart (donné le 17 octobre 1937 à Budapest): Prênades et fugues pour piano op. 34 (prêlades et fugues nº 1 à 12), de Chostakovitch, par Tatiana Nikolaieva, piano. 22.36 La galaxie dea traditions. 23.07 Clab d'archives. Les grands maîtres de Parchet: Nathan Milstein. Œuvre de Wieniawski, Mendelssohn, Vivaldi, J.-S. Buch, Tchafkovski, Mozart, Prokofiev, Kodaly.

Audience TV du 17 septembre 1989 (RAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORARE	TRAYA BESYON TRANSCELA TV GC ==	TF1	A2	FR3	CANAL +	LAB	Me
		7/7	PUB	Salan Malater	lifet fantaet.	Supercopter	Esp. mod.
19 h 22	38.6 i	14.0	2.4	5.4	1.6	4.6	3.Z
. ,		7/7	Maguy	Salon MeLain	Ça certaca .	Supercopter	Espice modèle
19 h 45	43.5	· 16_0	11.7	5.9	1.1	5.3	3,4
		Journal	Journal	Burny Hill	Çã cersoco	Journal	N- est servic
20 h 16	95.3	22.0	12.4	7.0	. 3.4	4.6	4.9
Retour	an salar	Epocase	ne combre	Ange at sement	Options stylin	Educ (celebro
20 h 55	81-2	27.4	12.6	5.5	2.7	7.6	6,1
		Ep. une conte.	Augu et surpart	Onleriga:	Sel, de cel.	Ret. safer	Philadelphia
22 h #	61.2	30.4	12-1	2.8	2.5	7.8	6.6
	,	D'Edwirdes.	Shripe care	Suit S	Moto	Outrigiers	Chromosome I
2214	25.3	10.9	1.5	4.0	1.2	4.4	3.0

Informations « services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Bonne pour les affaires. — II. Un homme appelé à suivre de nombreux traitements. — III. De quoi avoir droit à la tarte et être privé de dessert! Prouve qu'on a peut-être laissé tomber une fillette? peut-être laissé tomber une fullette ?

— IV. Peut permettre de faire des tours de manège. Passe donc après.

— V. Idéals pour ceux qui veulent parvenir à brûler les planches.

Poussé à se montrer satisfait.

VI. Une petite partie du Cotentin.

Symbole.

— VII. Accompagne une ction. Plus ou moins raide. -VIII. Source de corruption. — IX. Moyen de transport. — X. Font travailler le sujet. — XI. A le fil et la soie. Chef de tribu.

VERTICALEMENT

1. Jeu de jambes. Note. - Amenée à se mettre en quatre. –
 Conjonction. Intervient en catass. Conjonction. Intervient en caustrophe. Obtint beancoup du ciel. —

4. Il faut vener pour les éponger!

Tel que celui qui cherche ne trouve pas forcément. — 5. S'allonge au fil du temps. Fit perdre la tête à un saint homme. — 6. Fut de place. A us temps. Fu percre la tête à un saint homme. — 6. Fut de glace. A conserver pour s'abandonner. — 7. Où l'on peut s'engager pour dégager. Produits par certains cardinaux. — 8. Certaines appartiennent à Persée, d'autres à Andromède. S'exprime à se facon — 9. Rout tous. S'exprime à sa façon. - 9. Font toucher du bois. Entrent en « sortant ».

Solution du problème nº 5089

Horizontalement

I. Ensemblier. Mime. – I. Ensemblier. Mime. —
II. Giboyeux. Elimés. — III. Alises.
Orgueil. — IV. Rist. Dia. Ton. —
V. Eden. Idéalisé. — VI. Mi. Epars.
Inerme. — VII. Ego. Oie. Ré. Us. —
VIII. Nuit. Ruminants. — IX. Tes.
Venés. Usuel. X. Ili. Pers. Rié. — XI. Bévuca Reuss. Ea. — XII. Etc. Rarissime. — XIII. Rat. Glas. Séance. — XIV. Eleveuse. Erreur. — XV. Té, Aster. Sète.

- Verticalement

1. Egarement. Béret. - 2. Nil. Digne. Etale. - 3. Shire. Oisiveté. - 4. Eosine. Lu. Va. - 5. Myes. Pô. Vieres. - 6. Bestisire. Salut. - 7. Lu. Dreux. Rase. - 8. Ixodes. Mépriser. - 9. Ris. Risées. - 10. Régalien, Russes, — 11. Lu. In. Aussière. — 12. Mie. Seins. Smart. — 13. Imiter. Tub. Enfe. — 14. Mélo. Muselé, Cu. - 15. Es. Nues. Les-





Le Monde FAIT LA PLUIE ET LE BEAU TEMPS SUR 36

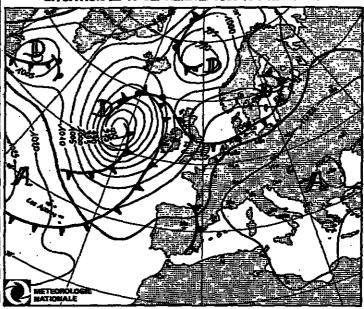
18,00 F

LA MÉTÉO DU MONDE La météo du jour. Les prévisions pour demain. Paris, Province, Etranger

MÉTÉO 36.15 LEMONDE

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



Evalution probable du temps en France entre le jundi 18 septembre à 0 houre et le mardi 19 septembre à 24 heures,

Une perturbation pluvio-orageuse d'assez faible activité traversera notre pays mardi. Elle ne donneus que peu de pluie à son passage, mais sera précédée d'un temps lourd et orageux, et suivie d'un temps plus frais accompagné de courtes averses.

Mardi: eragent à l'Est, variable et plus frais à l'Ousst.
Sur l'Aleace, la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Cornté, le Massif Central, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, Provence - Côte d'Azur et la Corse, les masges deviendront de plus en plus nombreux au fil des heures et des orages éclateront çà et là à partir de la mi-journée.

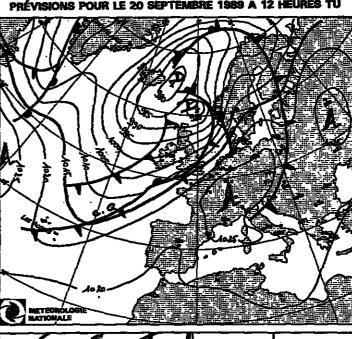
Sur l'est du Resain parisien.

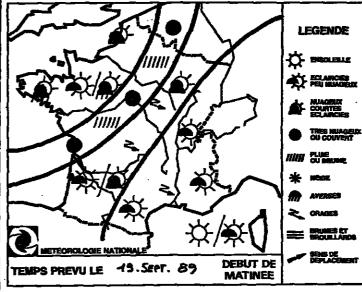
genz, et il pleuvra pen. Une amélie se produira l'après-midi.

Sar la Bretagne, les Pays de Loire, la Normandie, le Nord-Picardie et l'ouest du Bassin parisien, le ciel restera très changeaut tout au long de la journée, alternant de belles éclairties et des pages mageux qui donneront quelques courtes averses : ces averses s'atténue-ront l'après-midi.

Les températures seront en légère baine : les minimales seront comprises entre 13 et 17 degrés; les maximales seront vointes de 20 degrés près de la Manche, comprises entre 21 et 24 degrés sur une moitié nord-ouest, et entre 23 et 27 degrés sur tout l'est du pays.

Il soufflere un vent d'ouest-sud-ouest assez fort sur les côtes de la Manche, fai-Sur l'est du Bassia parision, assez fort sur les côtes de la Mi Champagne-Ardennes, le Contre et ble ou modéré partout ailleurs.





·L								1410		┸			_
TEMP1	Vale		trêmi	mexim es relovées et le 18-9						mps e 18-9			•
FR	ANCE			100RS	1222	23	16	Đ		2LR		17	7
ATTOOM	25	15	D	TOULOUSE		28	20	D		CURG		14	J
MARRIZ		18	D	102(12A)	4 E.,	-	-	-	RYDED		26	12]
BORDEAUX	36	18	Ď	l #	TRAN	IGF	R			HOE		20	Į
101RGS		15	Ď					-	MEXICO		19	13	.1
#85T		17	Ñ	ALER	******	32 24	23	Ņ	MATTAN.		26	15	1
CAEN		12	Ñ	AMSTERDA			13	D	MONTRE	al	20	37	1
CREADOURG		15	N	ATHÈNES .	********	29	21	D	MOSCOE		19	9	1
CLEDGOT-RE		17	Ď	BANGEOK		34	27		NABOR	********	23	15	1
300N		12	B	MACHON			21	C	NEW YO	K	24	17	3
GENOLES!	HE 30	13	N	RELORADE	*****	28	13	D				5	1
IIII	25	14	D	BELL		26	14	Đ		BMAL_		19	ī
LD4008	27	17	Đ	MATERIAL PROPERTY.			16	D				14	ì
170N	#	12	יש	LE CARE.			20	D		uero.		17	7
MARKETTEMA	2. 27	17	D	COMENHAG		21	13	P				15	ì
NANCT		14	D	DAKAR	7464 p 04	30	27	N	6DX:YB.	Q.,,,,,	33	26	7
NANTES		12	В	DELHI		34	25	N	CALLAND.	YV	14	9	:
NECE	24	18	D	DEEXAL		31	20	D				10	1
TATES ADMIX		15	D	(EDEVE	******	28	12	Ď					1
MJ	30	15	D	HONGKON		76	25	C		*****		24	9
	26	19	P	PLYMORT		23	13	D	RING.		30	22	I
1000	26	13	D	ENGLIS			LS	D	AVESOA	E;	22	11	j
SPEEDERS		16		T230MS		21	16	В	他便	*****	23	15	1
STRASPOORG .	#	ĽŽ	D	LEVES.	******	21	14	N		********		14	1
A	В		,	D	N	ŀ)	P	7	-	*	}
zverso i	ww.	Cis COU		ciel dégagé	cie		GER	ige	phis	tem	ete	ncij	je
يطبيها			_			_						_	_

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : beure légale moine 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde

CHANGEMENT A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'occasion d'une renaissance

OUR redonner vigueur à une politique en perte de vitesse, plutôt que d'en changer ceux qui en tiennent les rênes, ne serait-il pas plus judi-cieux, d'abord et avant tout, d'en changer le nom? La question mérite d'être posée à propos de l'aménagement du territoire. «Marque déposée» depuis les années 50 et officiellement à par-tir de 1963 quand fut créée la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) avec, à l'époque, Oli-vier Guichard à sa tête, l'aménagement du territoire n'en finit pas de décliner, de renaître de ses cendres et, à nouveau, de s'enliser. L'appellation même, galvaudée, abstraite à force d'être répétée, et mise à mal par la décentralisation et par l'ouverture européenne, ne fait plus recette.

De 1981 à 1983, Michel Rocard portait le titre de ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire dans le gouvernement Mauroy. Depuis qu'il a emménagé à Matignon, il se contente d'un ministre délégué auprès du ministre de l'industrie chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, Jacques Chérèque, qui, au demeurant, fait ce qu'il peut.

Planification et prospective

Réduire une politique de solidarité géographique et d'organisation judicieuse du potentiel économique à un sous-produit des choix industriels des entreprises friserait évidemment l'absurdité et il appartient au (x) gouvernement (s) d'y réfiéchir pour l'avenir. Mais, dans l'immédiat, pourquoi ne pas tirer les conséquences des évolutions récentes : rôle croissant des collectivités locales; nécessité d'une action interministérielle et d'un soutien politique affirmé au plus haut niveau; importance de la prospective autant que de la planification; poids des préoccupations économiques; risques de concurrence fratricide entre régions et villes dans l'Europe de 1993?

Pourquoi ne pas proposer par exemple un ministère de la coordination et du développement territoriaux? Un ministère qui, outre l'actuelle DATAR (qui a besoin à sa tête d'un délégué général ou d'un directeur, mais pas des deux, comme c'est le cas aujourd'hui), devrait logiquement prendre sous sa coupe certains services du Commissariat du Plan, ainsi que des ministères de l'équipement et de l'environnement, la délégation à la ville et bien que cette suggestion soit considérée comme sacrilège place Beauvau - la très puissante direction générale des collectivités locales qui constitue traditionnellement l'un des piliers les plus solides du ministère de l'intérieur.

Voilà, en cette rentrée, un sujet de réflexion pour J. Chérèque et pour le nouveau délégué à l'aménagement du territoire qui, dans les prochains jours, sera appelé à remplacer Jean-François Carrez, très proche collaborateur de Pierre Méhaignerie, nommé à ce poste en mai 1987 et qui a quasiment disparu de la scène publique depuis six mois. Mais l'ancien syndicaliste CFDT devenu ministre a déjà tracé son programme de travail d'ici à la fin de l'année.

Outre le dossier très chaud de la reconversion du site des chantiers navals de La Ciotat rendue difficile pour l'Etat par les surenchères de la CGT, les projets ou les foucades de Bernard Tapie et le rôle décisif des collectivités locales, J. Chérèque veut exhumer une question toujours très

Avec l'arrivée d'un nouveau délégué, il est temps de réinventer une politique de développement régional.

sensible pour la majorité des élus locaux, à savoir l'aménagement rural. Plus de deux cents cantons, surtout en montagne, sont en effet en quasi-perdition démographique, économique et culturelle.

La Commission européenne va certes dégager des crédits substantiels; mais un véritable plan de bataille contre la désertification avec les élus concernés s'impose d'urgence. J. Chérèque va travailler en étroite liaison avec le Sénat, notamment Jean François-Poncet, ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, sénateur et président (UDF) du conseil général du Lot-et-Garonne.

Le traitement ponctuel des mutations industrielles et des reconversions économiques (une ville frontière comme Modane va prendre de plein fouet l'ouverture européenne de 1993) constitue le deuxième dossier important du ministre. Ici et là apparaissent des incendies contre lesquels il faudra agir vite. Quant aux reconversions lourdes (textile des Vosges ou du Nord, industrie ferroviaire du Valenciennois, redéploiement des garnisons militaires selon le plan Chevenement), elles exigent des actions opiniâtres et à long terme.

De plus en plus, le gouvernement veut, sur le terrain économique et social, travailler la main dans la main avec les régions et les villes. Avec les premières, les contrats de plan signés pour la période 1989-1993 prévoient des engagements de l'Etat pour 52 milliards de francs et des conseils régionaux pour 46 milliards de francs.

Cependant le gouvernement veut affiner sa politique et établir avec certaines villes une programmation des grands équipements et des « chartes de développement ». Sont avancés les noms, par exemple, de Saint-Nazaire, Lorient, Le Mans, le couple Nancy-Metz ou le quadripôle du Poitou-Charentes, La Rochelle, Poitiers,

Niort et Angoulème.

Quant à la ville de Nantes, qui dispute à Rennes et Bordeaux le titre de métropole de l'Onest atlantique européen, elle sera, le 24 novembre, la capitale de l'aménagement du territoire: J. Chérèque a décidé d'y réunir ses collègues de la CEE pour un séminaire

... et des Japonais

de travail. Cette rencontre sera une première de ce type.

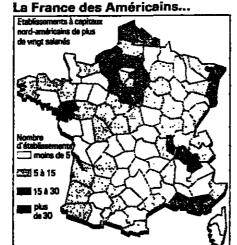
Dans cette énumération déjà longue, on ne saurait oublier l'un des onze « travaux d'Hercule » de Michel Rocard, à savoir la réorganisation de l'Île-de-France : un chantier qui, de l'aveu même du premier ministre, prendra cinq à dix ans. Début octobre, des décisions devraient être annoncées par Michel Delebarre et Pierre Joxe sur le logement et l'urbanisme, ainsi que le principe d'une taxe significative sur le stock des bureaux, surtout dans l'Ouest

Investissements étrangers

Le budget de 1990 sera-t-il meilieur qu'en 1989, année médiocre s'il en fut? « Oui sans aucun doute, affirme-t-on dans l'entourage de J. Chérèque. Sauf sur un point : les primes qui permettent d'attirer en France les grands investissements étrangers. - Or, sur ce point, même si d'année en année la France améhore ses performances et devient plus séduisante (13 000 emplois étrangers annoncés l'an dernier an lieu de 9 000 en 1987), elle présente encore des handicaps par rapport aux ponts d'or que penvent offrir la Grande-Bretagne, la RFA on la Belgique.

Dans la perspective de 1993, plusieurs dizaines d'entreprises américaines, canadiennes, japonaises ou scandinaves, font aujourd'hui le tour des pays de la CEE pour y installer des usines ou des centres de recherche et prêtent une oreille particulièrement attentive aux plus offrants. A l'Etat et aux villes de savoir mettre en avant et en complémentaties leurs accepte.

rité leurs atouts.
FRANÇOIS GROSRICHARD.



ending de 4

Source : Les zones d'exception. Yves Regis. Rapport du Conseil économique et social, 26 jaillet 1989, n° 22.

MUTATIONS DANS LE TIERS-MONDE SOCIALISTE

A l'ombre de la perestroïka

ES mutations en Europe de l'Est et, plus encore, la d'imperestrofa en URSS, ont aujourd'hui des retombées sur cette partie du tiers-monde qui a choisi de suivre, de près ou de loin, l'exemple du modèle de développement soviétique. L'URSS semble vouloir y exporter, par la persuasion ou la pression (1), la double stratégie appliquée sur son propre territoire : réformer l'économie planifiée et l'ouvrir aux capitaux étrangers.

La nouvelle attitude soviétique est justifiée à Moscou par le coût élevé — en aide économique à fonds perdus et en avantages à sens unique — de ces pays en développement à orientation socialiste (POS), dont, par ailleurs, l'image n'est plus très attrayante dans le reste du tiersmonde. A la crise économique que traversent ces pays s'ajoute une traversent ces pays s'ajoute une crise de confiance: la perestroïka y déstabilise des «croyances» bien ancrées quant aux vertus de la planification, de l'industrialisation accélérée et de la collectivisation pour accéder au développement.

Un modèle controversé

Six critères caractérisaient le modèle de développement choisi par les POS:

 Une réforme agraire visant à créer des exploitations collectives;

 Une extension du secteur public dans la banque et l'industrie;
 Une planification centralisée doublée d'une économie admi-

nistrée ;

- Une priorité donnée à l'indus-

trie sur les autres secteurs;

- Une réduction du commerce extérieur avec les anciennes métropoles, au nom de l'indépendance et, si possible, une augmentation de la coopération avec les pays socialistes, au nom de l'entraide;

 Des restrictions - pouvant aller jusqu'à l'interdiction - à l'entrée de nouveaux investissements directs étrangers dans le pays. Une vingtaine de pays ont tenté d'implanter ce modèle dans un environnement sous-développé (voir tableau page 22). Trois sont membres du COMECON (Cuba, Mongolie, Vietnam); d'autres sont observateurs auprès de cette organisation internationale; un dernier groupe rassemble des pays ayant prociamé leur orientation socialiste, déclaration reconnue par Moscou. Tous ont rencontré quelques problèmes en cherchant à adapter le modèle de développement économique socialiste aux conditions locales.

Le modèle s'est révélé pratiquement inapplicable dans les pays les plus pauvres, telles l'Ethiopie ou la Tanzanie. Face à de faibles débouchés pour l'industrie, l'importante sous-utilisation des capacités de production industrielle installées s'est encore aggravée lorsque la dette extérieure a obligé de réduire les importations des pièces détachées et des autres intrants nécessaires. L'incapacité de la distribution étatisée à approvisionner tout le pays en produits agricoles, la résistance d'une partie des paysans à la collectivisation et une production alimentaire croissant moins vite que la population ont provoqué crise et famine.

Dans d'autres pays, le modèle n'a été appliqué que moyennant de sérieuses entorses on des réformes préalables. En Birmanie, les entreprises d'Etat sont tenues de faire des profits, le crédit bancaire est développé, l'exportation est prioritaire, la production d'opium et le trafic de l'héroîne sont tolérés. Le Mozambique a reprivatisé des entreprises nationalisées, dès 1980; il a adhéré ensuite au FMI et à la Banque mondiale, a signé les accords de Lomé et obtenu une aide des Etats-Unis.

Un troisième cas de figure est celui où l'implantation du modèle a pu s'appuyer sur une rente pétrolière ou minière. L'Algérie a longtemps été citée en exemple de financement réussi d'une industrialisation socialiste dans le tiersmonde, jusqu'an retournement à

Les événements d'Union soviétique ébranlent les croyances dans les vertus de la collectivisation et de la planification.

par WLADIMIR ANDREFF(*)

la baisse des cours mondiaux du pétrole; avec celui-ci, la dette extérieure de l'Angola et du Congo a explosé.

Ailleurs, l'aide internationale a tenu le même rôle que la rente dans le financement de ce type de développement coûteux. Il s'agit de l'aide du COMECON en l'occurrence. Cuba et le Vietnam reçoivent ensemble plus de 60 % de l'aide soviétique au tiersmonde, et réalisent plus des trois quarts de leurs échanges extérieurs avec leurs partenaires du COMECON. C'est donc ici que la nouvelle stratégie de l'URSS est le plus vivement ressentie.

Le bilan est double : les POS forment un ensemble hétérogène,

la récession y est plus ou moins prononcée (jusqu'à une baisse de 7 % du PNB en Ethiopie en 1984), l'inflation plus ou moins incontrôlée (700% au Vietnam l'an dernier). De plus, aucun d'entre eux n'a été protégé de la crise économique et de l'endettement extérieur par un modèle supposé garantir l'indépendance économique et le développement. Leur hétérogénéité même explique que ces pays aient réagi différemment au sujet des politiques d'ajustement et au vent des réformes soufflant des pays de l'Est

Les mesures classiques

Douze des vingt pays recensés ont à présent entrepris de gérer et d'obtenir le rééchelonnement de leur dette extérieure au moyen de politiques d'ajustement assez orthodoxes, pour six d'entre enx dans le cadre d'un programme du FMI. On y enregistre des mesures désormais classiques : dévalua-tions à répétition de la monnaie locale, limitation des importations, soutien aux exportations, réduction du déficit budgétaire, du nombre des fonctionnaires et des hausses de salaires, privatisation de banques et d'entreprises publiques, redistribution des terres à des agriculteurs privés, hausse des tarifs publics ou des impôts, et augmentation du rôle des prix et du marché libres. Et des résultats également classi-

ques.

A Madagascar, où cette politique économique remonte à 1980, on peut en juger sur la durée. Les déficits publics et extérieurs ont diminué, certains marchés parallèles ont disparu, des ressources ont été réallouées à l'agriculture et les infrastructures existantes ont été remises en marche. Par contre, la hausse des prix, la baisse du niveau de vie, les licenciements et une grave famine au

(*) Professeur à l'université Grenoble-II, directeur de l'URGENSE (unité de recherche grenobloise sur les économies et les normes du socialisme existent) sud du pays sont source de mécontentement dans la population. Des entrepôts furent pillés à Tananarive en 1986 et des commerçants

en 1987.

Les mêmes politiques d'austérité, suivies de conséquences sociales analogues, ont déclenché des formes variées de résistance dans les onze autres POS concernés: indiscipline au travail, absentéisme, agitation étudiante, manifestations, émigration. De tels effets pervers ne sont pas pour rien dans l'attitude cubaine d'opposition résolue à tout ajustement (bien que Cuba ait du rééchelogner su dette dès 1982)

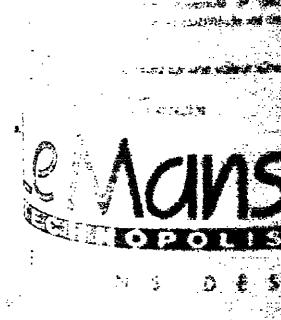
chelonner sa dette dès 1982). La politique d'ajustement est en général le prélude à une réforme du système économique. La seconde peut même être décidée sans la première, ainsi en Corée du Nord ou, ples récemment, en Mongolie. Certes, comme en Europe de l'Est, les options réformatrices sont différenciées. La réforme coréenne de 1984 se borne à réduire le nombre des ministères industriels et à décentraliser les décisions vers des associations d'entreprises intégrées ; autorisées à vendre et à exporter librement au-delà des quotas planifiés, elles ne sont pas sans rappeler les combinats de la

La réforme économique, entamée en 1987 en Mongolie (2), s'aligne sur la perestrolka, alors que, an Vietnam, au Laos, en Algérie, elle prend un tour plus radical. Cuba paraît anjourd'hui isolé, parmi les POS, dans son refus absolu de réformer le modèle de développement, et est le seul Etat à critiquer ouvertement la perestroïka en URSS. Pour combien de temps encore, étant donné son fort besoin d'aide économique soviétique?

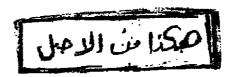
(Lire la suite page 20.)

 D. Pineya, «La perestrolka outre-mer», Economie prospective internationale, nº 38, 2º trimestre 1989.
 M. Kalm, «L'ouverture mongole», le Courrier des Pays de l'Est. nº 340, mai 1989.





The second of the second



VINGT ANS DE RÉFORME AGRAIRE

Les parcelles péruviennes

AYSAN: le patron ne mangera plus de ta pauvreté. > Le général Velasco faisait cette promesse, le 24 juin 1969, en proclamant la loi de réforme agraire. Vingt ans après, quel est le bilan?

Les hacendados ont disparu Mais les bureaucrates et les intermédiaires ont pris leur place. Les paysans sont encore plus pauvres, et, aujourd'hui comme hier, les habitants des villes saignent à blanc le monde rural à cause d'une absurde politique de prix. D'après le syndicalisme agricole, 150 000 hectares sont restés en jachère cette année du fait de la hausse du coût des semences et engrais et 300 000 le seraient la prochaine campagne.

La production et la productivité de la terre ont diminué. Le pays dépend plus que jamais des importations et de la charité internationale pour pourvoir à l'alimentation de vingt-deux millions de Péruviens.

A CANADA

- 72

répliqué par la répression et pour les transformer en exploita-

l'arrestation de dirigeants agricoles. Cette agitation quasi insurrectionnelle est un excellent bouillon de culture pour le Parti communiste-Sentier humineux qui s'est proposé « d'incendier la prairie pour asphyxier les

l'empire inca

Pour essayer de résondre les problèmes critiques du trinôme « paysan-terre-eau », dans un des pays les moins bien lotis du continent sur le plan agricole (2,2 % des terres sont cultivées toute l'année, 4 % le sont de manière saisonnière, et 14 % sont aptes à l'élevage), le général Velasco a exécuté la plus grande transformation structurelle du pays depuis l'empire inca.

Il a exproprié 10 millions d'hectarcs appartenant à des haciendas
Les tensions sociales ont atteint (76 % des terres étaient aux le paroxysme : barrages de routes, mains de 0,4 % de grands propriégrèves et invasions de terres se taires, et 83 % des paysans ne possuccèdent. Le gouvernement a sédaient que 5,5 % de la terre),

Les grands domaines ont disparu mais les paysans sont encore plus pauvres et la production agricole a diminué d'un tiers

ciant théoriquement à 350 000 familles.

Toutefois, les militaires ont commis plusieurs erreurs : ils ont bureaucratisé la réforme dans la crainte qu'elle ne leur échappe. Ils ont avancé trop lentement dans les Andes, si bien que les grands propriétaires out en le temps de décapitaliser les haciendas. Ils n'ont touché ni aux minifundia ni aux communantés indigènes qui gravitaient autour des grandes propriétés andines. Enfin, ils n'ont pas en de politique en matière de prix, de prêts et d'assistance technique.

En six ans, pourtant, les relations féodales ou de surexploitation disparaissent complètement. La production se maintient, avec des hauts et des bas suivant les secteurs, mais la dette pèse déjà lourdement sur les coopératives.

tions autogestionnaires, bénéfi- tisme et la corruption vont s'étendre, la productivité diminuer. De 1977 à 1980, le processus de réforme agraire piétine.

> A partir de 1981, peu après que l'ex-président Fernando Belaunde, chassé par l'armée en 1968, a repris le pouvoir, le processus révolutionnaire fait carrément marche arrière. Le régime libéral fait miroiter aux paysans l'avan-tage d'être propriétaires et non pas simple employés d'une entre-prise autogestionnaire, parasitée par des bureaucrates et des syndicalistes. La libre option au changement de modèle est reconnue officiellement, et la parcelacion, on démembrement des coopératives, prend facilement sur la côte Pacifique.

Aujourd'hui, 75 % des coopératives ont divisé leurs terres en lopins individuels dans tout le pays. C'est dire que le monde Puis, progressivement, le dilettan- rural a changé trois fois de visage

en vingt ans : du latifundium à la coca : la cocaîne rapporte environ coopérative, et de la coopérative à un milliard de dollars... une mosaïone de parcelles.

Aldo Rubini, l'ancien propriétaire de l'hacienda viticole d'Ocucaje, vante cette nouvelle forme de proprieté : « Avant, le paysan ne travaillait que trois ou quatre heures par jour. Il le fait, désor-mais, du lever au coucher du soleil, et, de surcroît, il emploie toute sa famille. . C'est indéniable. Mais les services communantaires, comme l'école, le dispensaire, ont disparu, et les travailleurs saisonniers sont au

Que se passera-t-il en cas de caprice climatique? La faillite. Et quelle sera la solution lorsque la progéniture des petits proprié-taires aura grandi? Soit l'exode des jeunes vers les bidonvilles surpeuplés de la capitale, soit un nouvean partage du lopin, qui ne sera que le partage de la misère.

Une leçon de bon sens

Cette contre-réforme ignorait, à la fois, et le faible potentiel agricole du pays, et la soif de terre. Lorsque le président socialdémocrate Alan Garcia a pris le pouvoir en 1985, il a essayé de remédier aux défauts de la réforme et de la contre-réforme. préconisant, entre autres, la réorientation de la consommation pour « manger ce que nous produisons -, - l'attention prioritaire à la région très déprimée du « trapèze andin », l'expansion de la frontière agricole et la régionalisation pour décentraliser l'admi-

Sur le papier, le plan Garcia était une leçon de bon sens. Il fut mal appliqué dans un premier temps, puis laissé de côté lorsque, à partir de 1988, la crise économite - récession et hyper-inflation - a obligé à mettre en œuvre un programme d'austérité. La production agricole et l'élevage ont perdu près de 11 points pendant le premier trimestre de 1989 en comparaison de 1988. Les importations d'aliments ont dépassé les 500 millions de dollars.

nistration.

Les aberrations sont telles que la viande de mouton achetée à Puno, producteur national, a un coût plus élevé que celle importée d'Australie... Même constatation avec la pomme de terre du pays, qui est plus chère que les pâtes fabriquées avec du blé américain...

Le pays n'exporte plus de sucre. Son nouveau secteur de pointe est l'agro-industrie de la

Selon les statistiques de la FAO, la production agricole par habitant a diminué de près de 33 % entre 1970 et 1986. C'est un record à la baisse en Amérique latine.

La réforme agraire est aussi la cible du Parti communiste-Sentier lumineux : les guérilleros ont d'abord lancé la consigne de ne cultiver que ce qui est strictement nécessaire aux besoins de chaque famille. Puis ils se sont attaqués aux coopératives: une trentaine de coopératives ont été saccagées, seize d'entre elles ont été complètement détruites, parmi lesquelles Cahuide (une des plus prospères du pays), et une dizaine d'autres l'ont été de façon partielle.

Alpachaca, ferme-pilote de l'université d'Ayacucho, a été la première à être prise d'assaut par les terroristes: les tracteurs ont été dynamités, les vaches Brownsniss décapitées. Depuis, des centaines d'alpagas ont été dépecés. des milliers de truites d'élevage empoisonnées, des dizaines d'installations ou du matériel ont été la proie des flammes. Plusieurs ingénieurs agronomes ont été assassinés, ainsi que trois coopérants, dont deux jeunes Français.

Pourquoi un tel acharnement? Le but est de détruire « les relations d'exploitation semiféodales ». Semi-féodal le centre expérimental d'insémination artificielle de la Raya? La fabrique de fromage de Sicuani? L'Institnt d'études turales, dirigé depuis vingt-cinq ans par les pères fran-çais d'Ayaviri ? En huit ans, le sabotage du Sentier lumineux a entraîné des dégâts matériels pour 2 millions de dollars. Une somme très élevée si elle est replacée dans ce contexte d'extrême misère.

c'est dans ce cadre que se dérou-lera la prochaine élection présidentielle d'avril 1990. Pour ne pas perdre la guerre contre la subversion et céder le terrain aux trafiquants de coca, la Ganche unie préconise l'autogestion comme système économique, la régionalisation comme alternative au contralisme, et l'autodéfense pour faire face à la violence. Pour la droite, il s'agit d'accélérer la contre-réforme et de convertir le Pérou en « un pays de propriél'écrivain Mario Vargas Llosa.

> de Lima **NICOLE BONNET**



Paris à 54 minutes par TGV.

Le Mans : une notoriété internationale, un réseau autoroutier exceptionnel, une université et des centres de recherches de pointe, la qualité de vie de la ville la plus sûre de France.

Au Mans, gagnez vos paris, misez sur une valeur sûre.

Pour toute information, adressez-vous oux : 16-43-47-43-01 ou 16-43.24.13.72 ou 16-43.24.03.70



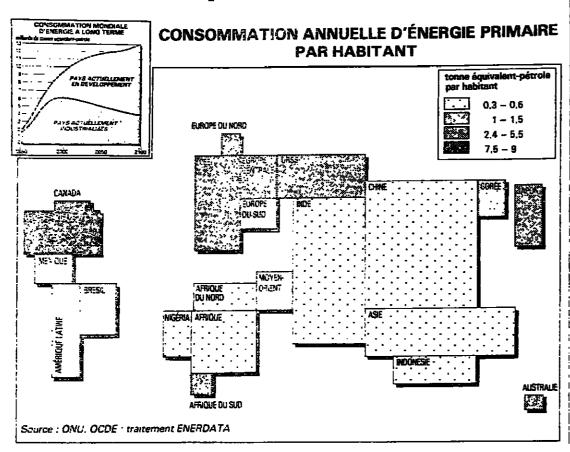


Si vous avez le sentiment que votre temps vous échappe, si vous avez besoin de trouver des solutions efficaces et flexibles à vos problèmes d'organisation et si vous désirez accroître durablement votre efficience personnelle : appelez-nous ou renvoyez dès aujourd'hui ce coupon.

Nous vous ferons parvenir gratuitement le Guide "Les 31 règles d'or de la gestion du temps" ainsi qu'une documentation détaillée sur Time/system.

Nom	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	Prén	ют
Code postal l			
1	-		appelez le numéro 9\$W0
			A 40, rue Jean Bleuz

Déséquilibre Nord-Sud



«Trois milliaras d'habitants d'Afrique et d'Asie disposent en moyenne de moins de 0,6 tonne d'équivalent-pêtrole (TEP) (1) per an – bois de feu compris. Près de trois cents millions d'habitants d'Amérique du Nord consomment chacun glus de 7 TEP per an [...]. Les pays actuellement en développement ne pourront se contenter de la portion congrue sous peine

Asias moedial de l'énergie, François Pharabod, août 1989, éditions Aditech, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. 51 pages, 100 F. L'ouvrage sera présenté lors de la Conférence mondiale de l'énergie qui se tient du 17 au 22 septembre à Montréal (1) Une tonne de charbon = 0.65 TEP en moyenne; 1 000 mètres cubes de gaz = 0.93 TEP; 1 tonne d'uranium 10 000 TEP. Pour l'électricité, 1 000 kWh à la production = 0.223 TEP (à la consommation = 0.086 TEP).

BIBLIOGRAPHIES

Les ratés de la machine publique

pas réaliste de laisser l'Etat en état. -De nombreuses formules de ce type, frappées pour attirer l'œil, émaillent le Baverez : l'Impuissance publique.

des décennies. Simon Nora, qui connaît la musique, a eu raison de pousser à la roue, comme le confient nos auteurs dans leurs remerciements.

particulièrement sensible à l'appauvrissement de l'administration et qu'il a envie de marquer son passage par une « remise à plat » du secteur public et des propositions d'envergure à moyen et long terme plutôt que par les

Ce sent deux très jeunes normaliens, enarques et hauts fonctionnaires (vingt-buit et vingt-neuf ans) qui prennent la plume. Ils sont du sérail mais n'ont pas encore eu le temps de « s'encrasser », et l'on sent qu'ils n'ont pes du tout envie de construire leur carrière sur le « mol oreiller » de la bureaucratie française.

Les blocages, les raisons de la diffi-culté d'une vraie réforme sont évidemment rappolés; mais ces analyses, excellentes, restent cursives. Une idée simple : les entreprises privées sont régulées par l'aval (clients), la puissance publique par l'amont (budget).

- L'Etat répond à une logique de mité, les entreprises à une logique d'efficacité » et « l'évaporation permanente de la responsabilité tout au long de la colonne de distillation qu'est l'Etat est la cause principale de l'improductivité publique. Si bien que toutes les tentatives de réforme ont toutes échoué parce ou'elles revenaient à plaquer sur une mécanique une et indivisible, fortement cohérente, des formes de régulation qui lui étaient

Le drame, mieux constaté aujourd'hui, est que l'improductivité de l'Etat érode la compétitivité des entreprises, qui devront se battre sans impedimente, en 1993, dans une Europe ouverte. Quoi faire? D'abord sortir de la dichotomie habituelle entre le plus et le moins d'Etat. Cette logi-

Nos auteurs croient beaucoup à la notion de « quasi marché » que Pierre Mendès France avait déjà essayé de faire passer dans les esprits. Sans doute ceux-ci sont-ils plus mûrs anjourd'hui pour l'accepter, avec le paquet de l'ecconomie mixte. De quoi s'agit-il? Une formule très simple : l'Etat peut laisser au marché le soin d'assurer certaines missions publiques, les usagers ayant alors plus de chances d'être satisfairs, mais il se avec des groupes industriels et de réserverait un rôle d'encadrement, de s'ouvrir à de nouveaux champs d'acticompensation ou d'incitation. Denis Olivennes et Nicolas Baverez donnent quatre exemples probants : France-Télécom, la télévision, l'assurance-maladie et l'Université, détaillant très concrètement les mesures libératrices.

La « vache sacrée », du statut de la fonction publique doit être évidenment considérée de près. Le pacte

N évite les grands desseins implicite en vertu duquel on échange une garantie d'emploi et une productivité médiocre contre une saible rémunération et l'absence de gestion

sureffectifs, poids de la CGT unique

en France, hypertrophie du parc nucléaire. Comment, dans ces condi-

Selon nos auteurs, c'est parce

développement : reconstruction

d'après-guerre, programme hydrauli-

que et même programme nucléaire ont impliqué une forte tension de

tous, une intégration de l'ensemble

pour répondre à de grands défis ».

L'effort de mobilisation appartient à la culture de l'établissement (1). C'est ce

principe qu'ont découvert plus récem-

ment la plupart des grandes entre-prises françaises.

Les « ratés de la machine » n'ont

pas trop endommagé son image. Sa capacité d'entraînement reste intacte,

mais vers quoi ? L'Europe suffira-t-elle, alors que la CGT s'ingénie à en souligner surtout les risques ?

(1) Une nouvelle forme de dialogue social a été inaugurée cette année, les responsables nationaux d'EDF-GDF ayant invité les plus jeunes embanchés à des rencontres d'été pendant deux semaines, ce face-à-face bouleversant les circuits traditionnels hiérarchiques ou syndicaux (le Monde du 5 septembre 1989).

**L'Impulssance publique de Denis Otivennes et Nicolas Baverez. Calmann-Levy, 236 p., 92 F. Le Modèle EDF de Michel Wieviorka et Sylvaine Trinh. La Découverte, 276 p., 135 F.

PIERRE DROUIN.

CONCOURS ISG

Réservés aux etudiants en

B.T.S., I.U.T., D.E.U.G., MATH

SUP/SPE, KHAGNE, CES CONCOURS

ADAPTÉS A VOTRE CURSUS ET VOTRE

NIVEAU D'ETUDES, VOUS

PERMETTENT D'ACCEDER À UNE

FORMATION À LA GESTION

DISPENSÉE DANS LES CENTRES

ISG DE PARIS, NEW YORK & TOKYO.

DATE LIMITE DE DEPOT DES DOSSIERS : 25 SEPTEMBRE 1989

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement libre d'enseignement supénet 123 RUE DE LONGCHAMP 751 le PARIS

TEL 45 53 60 00 - POSTE 1200

domaine du management ?

Là aussi, il s'agit de combiner les conventions collectives pour les sec-teurs d'intervention publique « conde l'emploi pour les seuls fonction-naires dépositaires de l'autorité dans le domaine régalien (armée, justice, fisc, police préfectorale). Les rémunéra-Il ne faut jamais cesser d'enfoncer tions seraient composées de deux élé-ce clou. Le moment est d'autant mieux ments : salaire indiciaire fondé sur une choisi que Michel Rocard semble être grille nationale commune à l'ensemble de la fonction publique et rémunération conventionnelle.

Les inerties sont si fortes que de telles propositions doivent répondre à une ambition à long terme portée par les pouvoirs publics, les fonctionnaires et leurs organisations représentatives. L'hypothèque syndicale est lourde, mais il ne s'agit pas de « casser » l'outil revendicatif. Du moins faut-il susciter un large soutien de l'opinion pour aider les syndicats à comprendre que c'est aussi leur intérêt de ne pas voir se multiplier les coordinations anarchiques, elles aussi fruits de la sclérose.

Un livre qu'il faut garder à portée de main si l'on veut aider à passionner - dans le bon sens - un débat qui s'est trop traîné au ras du sol.

Un Etet dans l'Etat ?

Autre démarche intéressante de deux sociologues cette fois, Michel Wieviorka et Sylvaine Trinh, à propos d'une entreprise publique si puissante qu'on n'a pas craint d'y voir un État dans l'État : EDF. Il ne s'agit pas d'une monographie mais d'un vrai tra-vail de spéléologie qui a pris trois ans de recherches et de rencontres au sein du groupe concerné.

Dans cet essai de la grande tradition de la sociologie des organisations où s'illustrent Michel Crozier et Alain Touraine, le plus captivant est de sui-vre l'évolution vers l'aggiornamento du « modèle fondateur » de l'EDF. Nos auteurs dégagent en fin de parcours trois lignes de force.

La première concerne les relations entre la direction et les syndicats. La position des acteurs se durcit : retour en force de la CGT, mais attitudes de la direction beaucoup plus fermes. L'atmosphère de crise domine plus que la mise en place de nouveaux rapports

désengage beaucoup plus vis-à-vis de l'État, grace aux contrats d'objectifs et à la possibilité pour l'entreprise de conclure des accords de partenariat vité. Enfin, le thème de l'Europe est de plus en plus présent au sein de l'établissement, qui voit d'un bon œil les mutations à venir du fait des prix de l'électricité relativement faibles que

Tout au long de leur route, nos auteurs n'ont jamais mis sous le boisscau les vices du « modèle EDF » ;

A l'ombre de la perestroïka

(Suite de la page 18.) La mutation la plus spectaculaire est celle qui affecte les politiques d'accueil des investissements étrangers dans les POS, marquant leur volonté récente de se réinsérer dans l'économie mondiale. Hostiles aux firmes multinationales, ils avaient procédé à l'expropriation de nombreuses filiales étrangères avant 1977.

Des lois libérales

Au contraire, l'un après l'autre, ces pays adoptent des lois incitatives, parfois assez libérales, pour attirer les capitaux étrangers, en commençant par la Birmanie en 1977 et en finissant par le Laos et l'Ethiopie l'an dernier. Seuls le Cambodge et la Mongolie ne disposent pas encore d'une législation à cet effet, certains POS

exclusivement (Cuba, Syrie).

Pourquoi un tel revirement ? Ici, la nouvelle stratégie soviétique n'explique pas tout. La valeur de la dette extérieure dépasse la moitié du produit national dans la plupart des POS et le capital de prêt se fait plus rare. La crise de la dette a convaincu ces pays que le système bancaire international pouvait être beaucoup plus contraignant pour la politique de développement nationale que la présence d'investisseurs directs

La réticence de cenx-ci, suite aux expropriations, a mis les POS à l'écart des flux internationaux de technologie et accentué leur retard. Le COMECON n'a jamais pu remplacer totalement les anciens échanges avec le Nord. C'est donc la pénurie de produits, de techniques et de capitaux, aggravée par la dette, qui a

trictive au secteur du tourisme forcé l'ouverture de ces pays aux multinationales.

En outre, depuis le début des années 80, plusieurs pays d'Europe de l'Est, eux-mêmes endettés, se sont plus insistants pour récupérer un jour leurs créances sur les POS, et compren-nent mal que ces derniers n'acceptent pas aisement des politiques d'ajustement aussi strictes que les

Le désappointement ainsi engendré tourne à la désillusion lorsque des conseillers économiques soviétiques ou est-européens cherchent à expliquer aux dirigeants du tiers-monde socialiste qu'il est temps de réévaluer les performances du modèle de développement soviétique d'avant Gorbatchev. Y compris à l'usage des pays moins développés. On constate alors que la perestroika outre-mer fait des vagues !

WLADIMIR ANDREFF.

L'endettement extérieur

(En millions de dollars)

	DE	TTE EXTÉRIEURE!	BRUTE	DETTE	ANCAIRE
PAYS	1984	1987	% de hausse	Sa 1987	% dette tatale
Afghanistan (*)	1 329	1 501	12,9	17	1.1
Algérie	19 115	26 706	39,7	15 853	58,4
Angola (*)	1 024	1 849	80,6	1 047	56,5
Bénin	643	1 068	66,1	214	20,1
Birmanie	2 9 77	5 980	100,9	325	5,4
Cambodge (*)	490	595	21,4	5	0,8
Congo	2 254	4 787	112,4	I 512	31,6
Corée du Nord (*)	851	1 246	46,4	637	51.1
Cuba	5 957	10 707	79,7	2 565	24,1
Ethiopie (*)	1 698	2 659	56,6	225	8,5
Irak	8 106	15 817	95,1	9 477	59,9
Laos (*)	433	740	70,9	5	0.7
Madagascar	2 220	3 707	67,1	214	5,8
Mongolie	3 982	6 500	63,2	_	-
Mozambique (*)	i 231	2 001	62,6	373	18,6
Nicaragua (*)	4 539	6 562	44,6	551	8,4
Syrie	3 575	4 674	30,7	1 182	25,3
Tanzanie	3 047	4 959	62,8	419	8,4
Vietnam	4 849	9 987	106,1	528	5,3
Yémen du Sud (*)	1 220	1 779	45,8	37	2,1
Total	69 540	113 824	63,7	35 184	30,9

(*) Pays observateurs an COMECON. Sources: OCDE et BRL

ie journal mensuei de documentation politique après-demain

> Fondé per la Ligue des droits de l'homme

(non vandu dans les kiosques)

L'EUROPE **DES RÉGIONS**

affre un dossier complet sur :

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'anvoi

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS - Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 9 mois : Enseignement de haut niveau. Coût : 500 F/an.

Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite au : Bureau du marketing industriel. CNAM : 2, rue Conté, 75003 Paris. Tél.: 40-27-22-24 de 14 h à 17 h Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 2 octobre 1989



And the second s

・ コローカジを持ち続き THE THE THE to save up to the same The same of the sa TACT I STREET, SAN ASSESSMENT OF STREET, SAN

e doscope

TO THE PARTY OF TH THE RESERVE THE PURPLE STREET THE PARTITION AND RESIDENCE ● 平配 16 · 毛髓機 Trains of the second second 五十年,中国主教教育、 中国教育 to serve being serve.

THE PERSON AND PARTY.

THE PARTY OF THE P THE REPORT OF THE PARTY OF THE € 3. A. S. ...

and the control of the

. . .

Section 1

3----

The Property of the State of th

endormer in the

tovent offerieur

Server &

'-Cuzz

-La chronique de Paul Fabra

extérieure » refait à nouveau sur-face avec la « détérioration » des chiffres de la balanca commerciale et la politique du partage des fruits de la croissance, je reviendral cette semaine sur ce sujet déjà abordé dans la précédente

S'il s'agit de rappeier, en brandissant cette expression; qu'un pays, à moins d'emprunter, ne peut dépenser à l'étranger, notemment sous forme d'importations de marchandises et de services, plus qu'il ne gagne de devises, on n'a dit qu'une chose, certes importants mais bansie, dont on peut se demander si elle justifie l'emploi de ce néologisme techno-

importante certes, mais, en dépit du bon sens de bon aloi qui semble l'inspirer, cette constatation ne donne de le réalité qu'une image tronquée, propre à encourager la vision « mercantiliste » des échanges avec l'extérieur. Selon cette vision, seule l'exportation a un caractère dynamique ; en vendent à l'étranger, l'entreprise X acquiert un certain montant de monnaie étrangère, laquelle raprésente, à due concurrence, un pouvoir d'achat à l'étranger (pas seulement dans le pays importateur si la devise acquise est une monnaie convertible). C'est par ce moyen que les Français peuvent disposer d'une certaine faculté d'importation, soit que cette demière soit utilisée par l'exportateur lui-même (cas exceptionnel), ou qu'elle le soit per toute autre personne qui, sur le marché des changes, aura acheté les devises que l'exportateur y aura vendues.

Dans ce schéma, c'est donc - sauf, comme déjà noté, en cas d'emprunt de devises - le montant des exportations, sous toutes leurs formes (marchandises services, titres de sociétés françaises, etc.), qui fixe les bornes de ce qu'on a appelé ici la faculté importatrice. Ce n'est pas faux, mais visiblement incomplet. Si l'exportation doit être considérée comme le « moteur » de l'échange, il faut admettre que c'est aussi le cas pour nos partenaires commerciaux. Or les exportations de l'Allemagne ou de l'Espagne vers la France sont les importations de la France en provenance de l'Allemagne et de l'Espagne. On est ainsi amené à s'interroger sur le rôle dynamisant, pour la Franca (ou tout autre pays), de ses propres importations dans un régime d'ouverture sur le marché international.

Que ce rôle soit, dans la même perspective, positif n'est pas douteux. Si un résident français achète, mettons, une

« Contrainte extérieure » et partage

volture italienne, il mut ipso facto un cer-tain pouvoir d'achat en francs entre les mains de l'exportateur italien, pouvoir d'achet qui — c'est cela l'important — ne poura être utilisé qu'en France, soit par un Italian, soit par un non-Italian (puisque, via les circuits du marché des changes, l'Italian détenteur de francs auxa très bien pu les céder à un Américain, à un Belge ou à un Mexicain), C'est cet aspect des choses qui est occuité par la vision « mercantiliste » (les théoriciens mercantilistes du dix-huitième siècle n'étaient pas toujours aussi simplistes, mais prenons le vocabulaire comme il est) selon laque une exportation est a priori à encourage et une importation tout au plus à tolérer. La découragement des importations, dont il reste encore des traces (sous la forme, par exemple, du contingentement - et du contingentement à un niveau ridiculement bes - des voltures japonaises), a pour effet indirect de ralentir, voire d'arrêter s'il est pratiqué systématiquement, la diffusion à l'extérieur du montant, qui n'est pas une grandeur fixe ni déterminable par avance, de la capacité étrangère d'achat

🟲 'EST cette dynamique des áchanges qui est le phénomène central et dont aucun modèle économétrique, si complexe soit-il, ne peut entièrement rendre compte. D'où l'effet de surprise que cause actuellement après maintes autres « surprises » similaires dans le passé — le puissant essor du commerce international ai nécessaire que la rapport publié la semaine demière per le GATT évalue à 8,5 % en volume pour 1988. Cela n'empêche pas les experts du GATT de présenter pour l'année en cours des prévisions (+ 7 %) probablement déjà dépassées dans la rée-

Reste à savoir, pour en revenir à notre schéma, comment sera effectivement dépensé en France la pouvoir d'achat étranger dont la création provient des Importations françaises en provenance de l'étranger. C'est ici, on s'en-doute, qu'intervient la « compétitivité » — un mot plus facile à employer qu'à définir de l'appareil de production français. Ces france que par nature ils ne peuvent dépenser qu'en France, les étrangers ne seront enclins à les employer à l'achet de marchandises et de services français de

paraissent, d'une façon ou d'une autre, intéressants, notamment sous le double rapport du prix et de la qualité. Ils pour-Bourse française, des immeubles situés en France, etc., tous biens dont l'attrait est, aussi, lié, mais beaucoup plus indirectement, aux conditions économiques générales et particulières régnant dans notre pays (dont la rentabilité des actifs est une des plus importantes).

Mais supposons que tout cela ne suffine pas à rempiir la totalité du pouvoir d'achat en francs dont on dispose à l'extérieur de la France, parce que les biens offerts par cette dernière ne sont national. Que vont faire les étrangers (disons, plus exactement, les nonrésidents) des trancs dont ils disposent? Dans l'hypothèse ici envisagée, la quastion vaut d'autant plus d'être posée que c'ast souvent lorsque les produits made in France se vendent le moins bien sur le marché international que les Français éprouvent le plus d'appétit pour les marchandises importées, distribuant par là même un pouvoir d'achat en france accru aux fournisseurs extérieurs de la France. Il ne reste bientôt guère plus, dans ce cas, aux détenteurs étrangers de france qu'un seul emploi pour dépenser ces demiers : dans l'achat des titres de la dette publique, ou privée, française, dont les taux ont, entre-temps, monté de façon suffi-

samment compétitive. Notre schéma, cependant, n'est pas capable de randre compte complètement de la notion galvaudée, mais rarement explicitée, de « contrainte extérieure ». C'est qu'il existe beaucoup de circons tances où l'insuffisance de la capacité concurrentielle de l'appareil productif français n'est, en réalité, qu'un alibi pour expliquer le déficit extérieur et l'ende ment supplémentaire qui s'ensuit. Cela se produit chaque fois qu'une bonne dose de pouvoir d'achat sans contrepartie est, moins le mérite de dire ce qu'elle veut dire, « injectée » dans l'économie. Dans ce cas, l'appareil de production français aurait beau être parfaitement compétitif, il est, par construction, incapable de faire face à la totalité de la demande nouvelle puiaque, par hypothèse, celle-ci a été nourrie par une création monétaire (crédit de l'Institut d'émission à l'Etat ou à l'écocontrepartie du côté de l'offre de biens st

On serait tenté de penser que si on trouvait le moyen de convaincre les bénéficiaires du nouveau pouvoir d'achat d'avoir la gentillesse d'attendre que la production nationale soft prêta à récondre aux débouchés accrus qui lui sont ainsi epparemment offerts, le problème serait résolu : on pourrait continuer indéfiniment, à condition de bien doser son effet, à distribuer du pouvoir d'achet, autrement dit à stimuler la demande, sans craindre le déséquilibre extérieur. Cecendant, comme on sait, ce n'est pas ainsi que l'économis fonctionne. L'infiniment complexe machina économicue est vita détraqués (et pas seulement dans sa composante échanges avec le monde extérieur) si toute demande supplémentaire ne procède pas d'une capacité accrue d'offre sur le marché. Autrement dit, priorité à l'offre. De ceta les hommes politiques sont à peu près convaincus aujourd'hui at c'est le grand changement.

R tous les raisonnements fondés sur l'argument de la contrainte extérieure, si on y regarde de près, reposent sur cette interrogation : juequ'où peut-on eller dans la stimulation de la demande interne sans voir se creuser dangereusement le déficit de la balance extérieure ? La réponsa est simple, et cels quel que soit le pays (malgré le préjugé contraire) : on ne peut pas a très loin. C'est pourquoi les modèles destinés à mesurer cette contrainte ne sont pas faux, à proprement parier, puisqu'ils font tous ressortir la relation « injection » de demande supplémentaire égale désé quilibre extérieur (à taux d'inflation inchangé, c'est-à-dire și l'inflation n'ennule pes l'effet de l'injection). Ainsi du modèle ajouté récemment au tableau de bord du gouvernement et selon lequel à toute augmentation d'un milliard de la massa des traitements du secteur public correspondrait un accroissament de 700 millions du déficit de la balance commerciale. A ce compte, une prime de 1 000 F par fonctionnaire, de l'État, correspondant à une dépense d'environ 2,5 milliards, provoquerait un déficit de 1,75 milliard

Cependant, dans le cas présent, la distribution du nouveau (et modeste pouvoir

d'achat) nous est présentée comme un résultat du partage des fruits de la crois-sance retrouvée. Si tel est bien le cas, le modèle pourrait se trouver en défaut, car la condition principale pour qu'il soit « vrai » manquerait, à savoir que la demande ne soit pas la contrepartie d'une

Dans une étude récente émanant du Centre d'observation économique et publiée par la chambre de commerce et d'industrie de Paris sous le titre ∢ Le défi cit français des échanges de produits manufacturés », on peut lire de la « contrainte extérieure » que, « compte tenu d'une hausse donnée des exportations, elle détermine le taux de croissance de la demande intérieure compatible avec le maintien de l'équilibre extérieur, qui, en outre, est fonction de l'élasticité - revenu des importations ». Cette définition éclaire à sa façon, je veux dire obscurcit, les données du problème, car, premièrement, il est douteux qu'on puisse parier dans l'absolu d'una « hausse donnée » des exportations, car il suffit que les nonrésidents déplacent si peu que ce soit leurs préférences quant à l'emploi de leur pouvoir d'achat en francs (qu'ils préfèrent soudainement acheter des actions de la Société générale plutôt que des voitures Peugeot) pour que le volume des exportations diminue sens effet sur l'équilibre extérieur (endettement) global ; deuxièmement, tout dépend de la cause du « taux de croissance de la demande intérieure ».

Le risque d'un dérapage extérieur n'existe que s'il s'agit d'une demande créés par une « relance » (« injection » de pouvoir d'achet) et non pas par une reprise de l'activité générale. Quant à l'∢ élasticité — revenu des importations », c'est une notion qui n'intéresse quère l'équilibre global de la balance extérieure (je veux dire obtenu sans endettement) aussi longtemps que la croissance des revenus est engendrée par la croissance de l'activité et non pas l'inverse. Conclusion : la notion de contrainte extérieure » n'intervient que s'il y a création de demande supplémentaire par les méthodes de la relance, et, dans ce cas, le problème est insoluble.

Une demière remarque : ca n'ast pas un hasard si les déficits et les excédents apparemment irréversibles se concentrent dans les grands pays qui sont au centre des grands mouvements de capitaux, c'est-à-dire des déplacements du pouvoir d'achat sans cause économique immédiate: Etats-Unis, Japon, Allemagne.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Face aux futurs...

ROJECTIONS, perspectives, prévisions, projets, foi, espérance, utopie, volontarisme... Large est la gamme de nos attitudes face au futur.

Le modèle trimestriel du département d'économétrie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) explique le récent renouveau de croissance de l'économie française à la fois par la politique économique et par un invironnement international favorable (1). Il permet aussi de dégager quelques perspectives pour 1989 et 1990 : la croissance sterait supérieure à 3 % en 1989, mais s'atténuerait à nonrem l'an prochain, tandis que l'inflation, modérée pour l'instant, pourrait s'accentner (2). L'économie française demeure très sensi-ble au contexte international et la «contrainte extérieure» risque de se faire sentir plus nettement en

Un modèle intégré mondial pour la simulation et pour l'ana-lyse (MIMOSA) a été mis au point par une équipe commune OFCE-CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). Il est constitué

par une modélisation économétrique détaillée des six plus grands pays industriels occidentaux, une modélisation économétrique sim-plifiée de neuf zones géographi-ques convrant le reste du monde et une modélisation des échanges entre ces quinze pays et zones pour quatre catégories de marchandises et deux catégories de services. Il fait apparaître que la croissance économique mondiale pourrait se situer autour de 3,5 % dans la période qui vient (3).

MIMOSA permet aussi de caractériser les perspectives des économies nationales pour les prochaines années: pour les Etats-Unis, une voie étroite bordée de risques, notamment celui de l'inflation; les limites du recentrage sur la demande interne pour le Japon, qui ne réussira probable-ment pas à résorber son excédent extérieur, la trajectoire « exemplaire » de l'Allemagne fédérale qui, avec une croissance modérée, un faible niveau d'inflation et un solde extérieur positif, améliore la simation de l'emploi; pour l'Ita-lie, «vilain petit canard», la prospérité (croissance relativement forte et solde extérieur équilibré) sans la vertu (déficit public

important et inflation relativement élevée). La France, elle, aurait beau s'astreindre à la vertu (faible inflation, faibles déficits publics et extérieurs), elle n'en serait guère gratifiée; croissance modérée et reprise de la progression du chômage, avec, en fin de période, le plus fort taux de chômage des grands pays industria-

Jean-Marcel Jeanneney, président de l'OFCE, nous invite à ne pas avoir dans ces résultats « une foi aveugle ». Les projections décrivant « ce qui, en l'absence de « chocs » perturbateurs, aura pro-bablement lieu, si les économies et les politiques économiques poursulvent sur leur lancée... »; or nombre de chocs ou de change-ments sont susceptibles de survenir dans les prochaines années.

Quant à la perspective, elle indique, sans constituer une prévison, la « croyance en une assez bonne probabilité que le tracé corresponde à ce que l'avenir sera effectivement (4) ». Ces distinctions sont claires, même si les études présentées montrent comme on glisse aisément de pro-jection en perspective (3) ou de perspective en prévision (2)...

Et s'agissant de prévision, « deux grandes erreurs » — c'est un des artisans du modèle MIMOSA qui le constate - ont oté commises su cours de la der-nière décennie. En 1982 et en 1988 : « A chaque fois une inflexion majeure de la crois-sance modiale (...) a été man-qué (5) quée (5) ».

Analysant les perspectives de l'économie française, Jean-Marcel Jeannency estime que des fac-teurs nouveaux doivent être pris en compte: diffusion des effets des technologies nouvelles, conséquences stimulantes de la déréglementation, prise de conscience par les Français des retombées bénéfiques de la prospérité des entreprises, perspectives ouvertes par l'Acte unique européen.

« Ces considérations diverses, écrit-il, me conduisent à penser pour exprimer une attitude d'esprit intermédiaire entre la

perspective et la prévision. Mais va-t-on pouvoir longtemps encore résumer par le taux de croissance un diagnostic économique? On sait depuis plus d'un siècle qu'un taux de croissance éco-nomique (comptabilisé) élevé peut être atteint sur la base de coûts humains et sociaux (le plus souvent non comptabilisés) très lourds. Ce fut le cas tout au long de l'industrialisation européenne et nord-américaine; c'est encore le cas pour certaines catégories de populations dans le Nord, et pour beaucoup au Sud.

On prend de plus en plus conscience qu'une croissance forte (en termes d'activités économiques comptabilisées) peut être fondée sur une large destruction des ressources (forêts, sols, faune...) ou s'accompagner de dommages graves à l'environnement (air, eau, sols, océans...) destruction et dommages non comptabilisés. Le World Res-sources Institute, de Washington, cherche d'ailleurs à calculer, à partir du produit intérieur brut. un produit intérieur net, en déduisant la part du «produit» qui correspond simplement à une ampu-

tation du patrimoine naturel (6). Symétriquement, faut-il compter dans la croissance, au mês titre et de la même manière que la production de biens destinés à satisfaire des besoins, les activités supplémentaires mises en œuvre pour efffacer les effets de pollutions ou d'atteintes graves à l'enviromement? Plus largement, ne doit-on pas saisir la croissance, comme le développement, dans

Lenoir, directeur de l'ENA (7). Sa vision du monde est sombre: consacrent 1 200 milliards de dollars par an à fabriquer des armes (...). Le flottement total des monnaies a bouleversé l'éco-nomie mondiale au début des années 80 et mi aux pays du Sud (...). La déconnection du mouvement des marchandises et de la sphère financière n'est pas saine (...). Par une aberration de l'esprit (...), beaucoup de gens en sont venus à considérer le marché comme le seul régulateur possible, voire même comme une fina-

lité, alors qu'il n'est qu'une composante (...).

Le formidable endettement des ménages dans les pays occidentaux (...) approche d'une limite au-delà de laquelle une nouvelle crise est inévitable (...). [Il faut] éviter que les écarts de revenus, à défaut de se réduire, ne se creusent davantage (...).» Et finalement, « la régulation par le Plan a échoué à l'Est dans tous les pays socialistes.

La régulation par le marché est insuffisante à l'Ouest: la force de l'argent et l'appétit de lucre n'y sont pas bornés par des règles strictes. Seul un rapport éthique peut permettre d'attein-dre un degré d'organisation de la planète où l'indispensable liberté n'aboutisse pas à l'écrasement des parvres et des faibles.

Projections et perspectives nous éclairent ; elles le font d'autant mieux qu'elles sont établies à partir de modèles bien informés rendant bien compte de la réalité. Une fois connus leurs enseigne-ments, trois familles d'attitudes sont possibles: le refus d'agir (fatalisme ou confiance dans les mécanismes automatiques); le pragmatisme (naviguer à vue. en composant avec les vents et les

courants); l'effort conscient orienté par quelques choix éthiques et politiques fondamentaux. C'est à revenir à cette troisième attitude que nous invite René Lenoir.

(1) «Pour qui ce renouveau de crois-(1) «Pour qui ce renouveau de crois-sance?», Observations et diagnostics économiques, revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), juillet 1989 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris). (2) «Perspectives de l'économie française en 1989 et 1990», Observa-tions et diagnostics économiques, juillet 1989

(3) « Croissance et déséquilibre de l'économie mondiale: une projection CEPII-OFCE à l'horizon 1993 », Obser-vations et diagnostics économiques, juil-

let 1989.
(4) « Du bon usage des modèles », Ican-Marcel Joannency, Observations et diagnostics économiques, juillet 1989.
(5) « Les paradoxes de la félicité» Jean Pisani-Ferry, Alternatives économiques, été 1989 (12, rue du Chaignot, 21000 Dijon).
(6) « Growth Can Be Green», The Economist, 26, August-1 September 1989.

1989.

(1) «L'éthique, moteur du développement», René Lenoir, Politique industrielle, été 1989 (CEP, 59, rue du
Rocher, 75008 Paris). Dans ce même
neméro, d'intéressantes analyses de la
situation et des perspectives économiques en Grando-Bretagne, Allemagne
échémie et l'elle.

Revues anglo-saxonnes

Aucuna revue d'économie parmi les cinq cents revues suxquelles la Revue des revues a consacré, dans ses six numéros de 1986, 1987 et 1988, un article, une note de présentation ou un commentaire. Mais dans son numéro 7, qui vient de paraîtra, Joëlle Devillard publie, sous le titre « L'hégémonie des revues d'économie anglosaxonnes », une étude bibliométrique de six revues économiques, trois américaines (The American Economic Review. The Journal of Economic Literature et le Journal of Political Economy) et trois britanniques

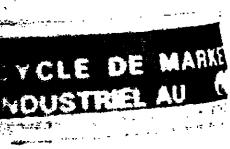
(Economica. The Economic Journal et The Review of Economic studies).

bla de ces six revues prestigieuses pendant la période 1980-1987 : économie générale - la théorie microéconomique l'emportant sur la macroéconomie - économie de l'incertain, théorie des jeux et théorie de la négociation. S'en dégagent aussi, bien sûr, les spécificités de chacune...

Un encadré de deux pages, de Philippe Jeannin, présente un tableau succinct des revues

● La Revue des revues.

nº 7, printemps 1989. (Rédaction : IMEC-Institut & Mémoire de l'édition contemporaine », 25, rue de Lille, 75007 Pans ; diffusion : Ent'revues, 45, rue S'en dégagent les principeux de l'Abbé-Grégoire, 75006 domaines couverts par l'ensem- Paris.)





Kaléidoscope

Dette et teux d'intérêt: L'enziettement international: approches, stratégies et paredoxes, Economie appliquée, 1988, nº 4 (dernier numéro parul. La transmission des mouvements de taux d'intérêt: interdépendances et comportements, Revue frençaise d'éco-nomie, printemps 1989. Teux d'intérêt à long terme, Bulletin trimestriel de la Banque de France, juin-juillet 1989. Marchés internationaux des capi-taux : vers un nouvel équilibre, Paribas conjoncture, juillet

. L'économique et le social: Les emplois du temps des Français: jeunes, hommes et femmes, actifs et inactifs, chômeurs et retraités, Economie et statistique, juillet-soût 1989. Les revenus en France (salaires, activités non salariales, revenus sociaux): évolution 1985-1988, Documents du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), 2º trimestre 1989. La rentabilité du social: chômage de longue durée, réductions des inégalités, stratégies d'insertion, Revue française des affaires sociales, avril-juin 1989. Politi-ques familiales en Angletarre et dans les daux Allemagnes; l'Espagna, pays d'immigration, Population, mare-evril 1989. • Varia : Espagne et

France: mutations de crise, spácialisation, protection sociale, régions. Economies et sociétés (hors série), 1989, nº 2. Les rélécommunications, le marché et le service public ; les ingénieurs, le risque technologique et l'environnement : les syndicate européens et le temps de travail, Sociologie du travail, 1989, nº 3.

VOLLEY-BALL: avant les championnats d'Europe

L'équipe de France après Fabiani

pionnats d'Europe qui seront disputés en Suède, l'équipe de France de volley-ball a gagné le Tournoi international d'Orléans où elle a affronté l'Italie, les Pays-Bas et l'Argentine.

ORLÉANS Correspondence

Il est parti sur une blessure. Une cheville meurtrie, gonflée par une entorse, à deux matches de la fin du tournoi olympique de Séoul. Alain Fabiani est sorti du terrain en boitant. Le « Platini du volley » avait longtemps par avance annoncé son intention de quitter l'équipe de France après les Jeux olympiques. Mais, en le voyant partir ainsi, soutenu par deux camarades, tout le monde s'était dit que, pour le volleyball français, cette blessure serait peut-être définitive, qu'il ne se remettrait jamais vraiment du départ de son passeur.

La plaie aurait pu ne guérir qu'à force de patience, après de longs mois de douleur. Au lieu de cela, elle s'est refermée à la vitesse d'un

Après la victoire de la Mitsubishi

Galant VR4 du Suédois Mikael

Ericsson, le 27 août au Rallye des

1 000 lacs en Finlande, le premier Rallye d'Australie, disputé dans les

forets d'eucalyptus à proximité de

Perth, a confirmé l'offensive des

constructeurs iaponais dans le cham-

pionnat du monde avec un doublé des Toyota Celica 4WD du Finlan-

dais Juha Kankkunen et du Suédois

Kenneth Eriksson, Les Lancia Delta

Integrale qui avaient remporté les

huit premières épreuves de la saison.

ont dû se contenter des troisième et

quatrième places avec le Finlandais Markku Alen et l'Italien Alessandro

Apparues au Tour de Corse 1988, les Toyota Celica 4WD s'étaient

souvent distinguées dans les pre-

mières speciales, grâce à une

Alain Fabiani ne joue plus aujourd'hui qu'à Fréjus, et Philippe Blain, l'autre monument de l'ancienne formation, a choisi l'exil vers le très rentable championnat italien. Sans enx, les internationaux français smashent toujours our tout ce qui bouge. Ils ont disputé depuis cinq mois plus de trente matchs de préparation aux championnats d'Europe (du 23 septembre au 2 octobre en Suède), ils ont rencontré les Etats-Unis, le Brésil, l'Argentine, l'Italie, les Pays-Bas... Pour gagner au moins une rencontre chaque fois, face à ces équipes considé-

« Fabiani est unique. Il ne fallait même pas essayer de le remplacer, mais plutôt tirer un trait et repartir vers de nouveaux objectifs. • Etic Bouvier, vingt-huit ans, yeux bleus et bras de plomb, grimace et se ferme lorsqu'il lui faut parler du passé. Gérard Castan, le nouvel entraîneur de l'équipe de France, avance quelques noms et gribouille

AUTOMOBILISME: Rallye d'Australie

La percée nippone

1986 avec Pengeot et en 1987 avec

Lancia, Juha Kankkunen a pu

constater en Australie que les voi-

tures japonaises avaient atteint un seuil de fiabilité satisfaisant en pre-

nant la tête dès la première épreuve spéciale chronométrée pour ne plus

la quitter. Son seul rival potentiel a

été son coéquipier Kenneth Eriksson

qui a terminé à 2 min 14 s malgré

La défaite des Lancia est aussi

celle de Michelin qui restait sur

vingt victoires consécutives en

championnat du monde des rallyes.

Markku Alen s'est plaint d'un man-

que de puissance et d'une tenue de

route déficiente, affirmant même

qu'il avait piloté la « pire voiture »

depuis le début de sa carrière chez

Lancia en 1982. Les voitures ita-

sance supérieure à celles de leurs liennes ne disposaient pas en Austra-rivales, avant d'être contraintes à lie des dernières nouveautés du chaine épreuve du championnat,

l'abandon. Champion du monde en manufacturier français expérimen- organisée du 6 au 14 octobre.

une pénalité routière de 1 min 30 s.

Une semaine avent les cham- de l'après-Fabiani respire de l'équipe car, jusqu'en 1988, il connats d'Europe qui seront aujourd'inti la santé et la joie de s'organisait autour de lui. Nous avons désormais deux passeurs. Patrick Duflos, vingt-quatre ans, et Laurent Chambertin, vingttrois ans. Et notre jeu d'attaque est plus simple, avec deux réception-neurs au lieu de trois. »

« Joueurs blasés »

Arnaud Josserand, grand gaillard (1,98 m) au cheveu ras et au sourire Débarqué en équipe de France au début de l'année, Josserand n'a rien connu de l'ère Fabiani. - Je pensais trouver des joueurs un peu blasés par tout ce qu'ils avaient déjà connu. Je me disais qu'ils seraient forcément un peu démotivés après l'échec des Jeux olympiques[NDLR: partie pour monter sur le podium, l'équipe de France s'est arrêtée en chemin, à la huitième placel et qu'ils ne se donne-raient pas à fond à l'entrainement. Je me trompais. Les gars sont encore plus motivés, tout le monde se bat sur chaque ballon. Je crois un croquis. - Le départ d'Alain nous qu'ils veulent prouver que Séoul a a obligés à changer le style de jeu été un accident. Et surtout que, sans

tées en Finlande car les pneus

avaient dû être expédiés sin juin aux

antipodes. De plus, contrairement aux Toyota expédiées neuves en Australie, les Lancia étaient celles

déjà utilisées au Kenya et en Argen-

tine, qui n'avaient pu être que reconditionnées » à Buenos-Aires,

sans repasser par les ateliers de

pas en cause la supériorité de Lan-cia, qui avait obtenu le titre 1989 de

champion du monde des construc-

teurs dès le rallye des 1000 lacs. Les regards sont déjà tournés vers la sai-son prochaine avec l'espoir d'une

lutte plus serrée entre les grandes

marques. A peine son hégémonie contestée, Lancia a déjà préparé sa

riposte, avec la version 16 soupapes

de son Integrale qui devrait débuter

Blain et Fabiani, ils peuvent quana même battre tout le monde. >

La plaie a laissé peu de traces. Le volley-ball français croit en son avenir. Mais, pour beaucoup, il passe par une « équipe de France permaneme . Idée : placer les internatio-naux, loin des contraintes parfois lassantes du Championnat de France, afin de les préparer au mieux à conquérir le monde. « On ne peut pas continuer longtemps à oncilier la vie en club et en équipe de France, affirme Eric Bouvier. Sinon, on ne parviendra jamais à monter sur le podium aux Championnats du monde ou aux Jeux Olympique. » Gérard Castan promet la rupture : « A trop tirer sur les briser. Et tout sera perdu. .

Déjà en 1985, les internationaux avaient été regroupés à Montpellier, dix-huit mois durant, loin des clubs. de la famille et des contraintes de la vie professionnelle ou universitaire. Dix-huit mois de joie et d'enfer, de victoires et de défaites, pour amener l'équipe de France à la sixième place mondiale en 1986 et à la deuxième européenne en 1987.

Le projet d'un tel regroupement est donc à nouveau dans l'air du temps. - Je le souhaite vivement, avoue Eric Bouvier. Simplement, il ne faudrait pas essayer de refaire la même chose qu'en 1985. A cette époque, le volley-ball français ne représentait rien. Tout était à faire. Maintenant, nous sommes reconnus et expressée Et puis surface de faire. et respectés. Et puis, surtout, il faudra d'autres moyens. A Montpellier, nous étions payés 6 000 F par mois. Aujourd'hui, l'argent est arrivé dans le volley, via les clubs. Il parait difficile de demander aux joueurs de gagner moins en équipe nationale que dans leurs clubs. »

« Le ministère peu! intervenir au titre de la préparation olympique, explique Gérard Castan. Et puis, si nos résultats sont bons, les sponsors viendront avec nous. - Reste à obtenir l'aval, même forcé, des clubs. Les internationaux le savent. Mais leur plaisir de jouer ensemble sous le maillot bleu est tel qu'ils iront jusqu'au bout de leur idée. « Je n'ai pas vécu l'expérience précédente, raconte Arnaud Josserand. Cela devait être extraordinaire. Si l'on avait la possibilité de vivre à nouveau un tel projet, c'est sûr, je fonce

GOLF: Trophée Lancôme

Romero, l'Argentin surprise

L'Argentin Eduardo Romero a créé la surprise en gagnant le tro-phée Lancôme de golf, diman-che 17 septembre, à Saint-Nom-la-Bretêche (Yvelines), après que l'Anglais Andrew Murray (jeudi), et l'Australien Peter Fowler (vendredi et samedi) eurent été en tête.

Romero a soufflé la victoire aux meilleurs mondiaux et les vingt bou-

de 465 mètres - du parcours de 6 177 m que l'Argentin, huitième du dernier British Open, a assuré sa victoire avec un cagle (2 sous le par), s'ajoutant à deux birdies, pour terminer en 66 (- 4), soit un total de 266, (- 14) après quatre parcours.

L'Australien Peter Fowler, leader avant ce quatrième tour ensoleillé, a mal supporté la pression. Il finit quatrième, en dépit d'une carte



tournoi majeur du circuit européen Volvo. Il a ainsi remporté les 750 000 francs de la dotation globale de 4,3 millions.

Ce chasseur et parachutiste de trente-cinq ans, deuxième, samedi à deux coups, a signé sa première grande victoire sur le circuit européen qu'il fréquente depuis deux ans. « Je vais jouer plus souvent », a-t-il promis, très ému après son succès acquis avec un coup d'avance sur l'Espagnol José-Maria Olazabal - deuxième pour la deuxième fois consécutive - et l'Allemand de l'Ouest Berhnard Langer, en tête jusqu'au... dix-huitième trou. - Je n'ai pas assez d'argent et ne possède aucun sponsor pour jouer plus souvent », a souligné cet enfant de Cordoba aux vingt-cinq succès en Amérique du Sud depuis 1982, date de ses débuts profess

de 68 (- 2), supérieure de quatre coups à celle de l'Anglais Howard Clark, le meilleur du jour.

Le Tropézien Emmanuel Dussart ressuscitant avec le beau temps, a rapporté une carte de 65. Cette ultime performance n'a toutefois pas empêché le Landais Jean Van de Velde, professionnel depuis cette saison, de terminer premier Français en prenant une honorable vingtneuvième place, à 14 coups. • J'aurais pu jouer à moins 4 ou 5 au lieu de - 2, a-t-il précisé. Toutefois, je ne suis pas mécontent de ma production d'ensemble. Le métier va rentrer. Il ne faut pas brûler les étapes. En début d'année, j'avais fixé la barre à la cent vingtième place afin de garder ma carte européenne. Maintenant, je la monte à la cinquante-cinquième.

ALCOHOLD SERVICE

and in the same of

The past of the last

The state of the last of the l

.... Sue Sanda & 1007

THE RESERVE TO SHARE THE PARTY OF

THE DESIGNATION OF THE PARTY OF

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

err dienemas piece

HORE NATIONALE

ta is is audité de la l

RUGBY: la querelle du XIII et du XV

A pro, pro et demi

Rien ne va plus entre les frères enzemis du ballon ovale, les rugby à XIII et à XV. La querelle est ancienne. Mais elle a pris samedi 16 septembre une ension interactionale.

Tout a commencé - ou phuôt

recommencé ~ au cœur de l'été. Estimant être dans son bon droit, puisque la fédération de rugby à XIII n'a pas accepté de renouveler le protocole signé en 1981 avec la fédération de rugby à XV (à la suite de l'affaire Bourret), Albert Ferrasse, président de la FFR, a autorisé les «transferts» de deux internationaux treizistes, Eric Vergniol et Daniel Verdes, tous deux de quinzistes » de Marmande et d'Agen. Fureur de son bomologue «treiziste», Jean-Paul Verdaguer: Les opérations du président Albert Ferrasse et de la fédération du XV pour recruter des joueurs de notre fédération sur lesquels nous avons beaucoup investi, accompagnées de propositions sonnantes et trébu-chantes, sont répugnantes. » Mais celui-ci est dans une position

beaucoup trop faible pour affronter la puissante fédération du XV sur le terrain strictement français. Il a donc demandé du secours à ses amis britanniques. Dans un premier temps, il a donc brandi avec ceux-ci la menace d'achat de joueurs à XV français par les riches clubs de la Ligue anglaise. Puis il a fait porter le conslit sur le terrain de l'amateurisme, qui est toujours un point sensible pour les partenaires britanniques d'Albert Ferrasse.

« Que ce monsieur reste chez kri >

Dans les colonnes du *Times*. David Oxley, secrétaire général de la fédération anglaise de rugby à XIII, affirmait donc, samedi 16 sep-tembre, qu'il était en possession de documents prouvant que les joueurs français sont des professionnels. Il s'agissait d'une note de la FFR sur les limites à ne pas dépasser dans le dédommagemement des joueurs,

La rénlique d'Albert Ferrasse a été dans son registre habituel : · Moi, je ne m'occupe pas de la fiscalité anglaise. Alors que ce monsieur reste chez lui avec ses professionnels. M. Oxley vient au secours de ses amis français. Je lui dis : «Go home!» J'avais fixé un protocole avec les treizistes. Ils l'ont dénoncé. Non seulement ils ont mis le seu à la maison, mais, maintenant, en plus, ils crient au voleur.

Reste que ce déballage sur les pratiques d'un jeu prétendament amateur risque de mettre la FFR en difficulté au sein de l'International Board, instance régissant le rugby à XV, deux ans avant le coup d'envoi de la Coupe du monde, dont une partie des matches doivent avoir lieu

RÉUNION D'ÉPREUVES

COMBINÉES A TALENCE

Décathlen. — 1. Plaziat (Fr.), 8 438 pts (10 s97, 7,73 m, 14,02 m, 2,13 m, 48 s 57, 14 s 08, 45,12 m, 5 m, 52,82 m, 4 min 26 s 26); 2. Johnson (E-U), 8 361; 3. Smith (Can.), 8 317; 4. Blondel (Fr.), 8 182.

Heptathles. - 1. Nikitina (URSS), 6 599 pts (13 s 80, 1,81 m, 15,71 m, 24 s 28, 6,52 m, 55,74 m, 2 min 25 s 37; 2. Nazarovene (URSS), 6 375; 3. Gautzch (RDA), 6 287; 8. Menissier (Fr.), 5 802; 12. Lesage (Fr.), 5 683; 15. Colle (Fr.), 5 361.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(première journée aller)

Villeurbanne b. Racing Paris . 95-85

Avignon b. *Tours 82-77

*Monaco b. Roanne 88-66

Antibes b. *Montpellier 98-97

*Nantes b. Saint-Quentin 82-79

Pan-Orthez b. *Caen 117-88

Mulhouse b. Gravelines 83-73

Athlétisme

Basket-ball

MOTOCYCLISME: Grand Prix du Brésil

La chevauchée du Texan

Lawson empoche, à l'occasion de ce quin-

Le Grand Prix du Brésil, disputé diman- et Wayne Rainey (Lucky Stricke Yamaka). blondes Yamaha), qui a fini à la huitième e 17 septembre à Goïânia, a été remporté Au classement mondial des pilotes, Eddie place, termine troisième du championnat, che 17 septembre à Goïânia, a été remporté par l'Américaia Kevin Schwantz (Pepsi Suzuki) dans la catégorie des 500 centimètres-cubes. Il devance ses compatriotes Eddie Lawson (Rothmans Honda)

Le championnat du monde de la catégorie des 500 centimètres-cubes aurait pu se conclure de façon aim-ple. Mis à part une menace de grève des pilotes motivée par l'absence du versement des primes de départ, réglée dimanche 17 septembre, au matin, la saison aurait pu se termi-

ner sans suspense. Sur le circuit de Goiânia, situé à l'est de Brasilia, Eddie Lawson, vainqueur l'an passé et en tête après les quatorze épreuves déjà dispu-tées, semblait disposer des meilleurs atouts pour s'emparer une nouvelle fois de la couronne mondiale. Le

Les résultats

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (dixième journée)

*Lyon b. Lille 2-1
*Marseille b. Saint-Etionne 2-0
Sochaux b. *Nantes 1-0

*Nice b. Montpelkier 3-0

*Paris-SG b. Monaco 2-1

Classement. — 1. Bordeaux 17 pts; 2. Paris-SG 15; 3. Marseille 14; 4. Tou-louse, Sochaux 12; 6. Toulon 11; 7. Auxerre, Nautes, Nice 10; 10. Mui-

house, Monaco, Montpellier, Saint-Etienne, Lyon 9.

Deuxième division

GROUPE A

(dixième lournée)

Ales b. Cuiseaux-Louhans 2-0

*Bastia b. Chammont 3-0
*Annecy b. Dijon 1-0
Gueugnon b. *Red Star 4-0
Avignon b. *Monteeau 4-2
*Orléans et Grenoble 1-1

*Reims b. Strasbourg 1-0

Classement - 1. Nancy, 15 pts; 2. Alès 14; 3. Reims 13.

pilote américain devait juste se méfier de son compatriote Wayne Rainey, son rival de toute une saison, qu'il distançait seulement de 15,5 points au classement.

Dès le départ de la course cette hiérarchie semble devoir être respectée. Lawson prend la tête, snivi de Rainey. Le spectacle de la supré-matie de la machine Honda va-t-il s'afficher pendant trente-deux tours de circuit? Qui va bousculer cet ordre trop bien établi? Qui va apporter la dose d'animation nécessaire à ce genre d'épreuve ?

GROUPE B

(dixième journée)

Rennes b. *Abbeville 3-1

Laval b. *Saint-Scurin

*Ounkerque b. Angers 1-0
*Guingamp b. Lorient 2-0
*Quimper et Niort 2-2

NATIONAL 1989

(à Saint-Tropez)

Simple messieurs

Demi-finales. - Weingradsky b. Gilbert, 6-7, 7-5, 12-10; Soules b. Bætsch,

Finale: Woingradsky b. Soules, 2-6,

Double messieurs

Simple dames

Double mixte

ale. - I. Demongeot-O. Delaitre

Finale. - I. Demongent b. N. Herre-

b. Phant-Piacentile, 6-2, 6-4.

Finale. - Leconte-Winogradsky

Classement. - 1. Le Havre 17;

grands. Pour sa deuxième participation au Continental Circus, Kevin Schwantz a su imposer son style et son sourire, dans les stands comme dans les tribunes. Ses vingt-cinq ans ne doivent pas le faire passer pour un débutant. Fils d'un marchand de motos de Houston, il a été initié très jeune aux

sports mécaniques par une famille passionnée par la compétition. Avec son père ou avec son oncle, l'adolescent longiforme participe avec succès à des motocross. Vainqueur d'épreuves sur route, à vingt ans, il se fait remarquer aussi bien à Willow Springs qu'à Daytosa, les temples de la moto aux Etats-Unis. Seul pilote à se positionner très près de son guidon, il surprend rapidement les habitués des courses de vitesse par son habileté à sortir sa moto des virages, à relancer la machine lorsque la roue arrière commence à glisser. Kevin, l'équilibriste de la discipline, imprime son style en Grand Prix dès la saison 1988. De mauvaises blessures au genou l'empêchent de conclure brillam-

Deax styles différents

Dimanche 17 septembre, sur le circuit brésilien, il joue le ballet qu'il a si souvent présenté ces derniers mois. Toujours aussi souple, il effectue une démonstration de ces qualités pour le plaisir du public. Alors que la chalenr qui règne sur la piste entraîne sa moto dans de nom-breux travers, il réussit à maîtriser son engin et à donner l'accélération

alors que son frère Dominique, qui venait de

Troisième au départ, il profite d'un moment d'inattention de Wayne Rainey pour lui voler la seconde place. La perte d'un calepied ne l'empêche pas de se lancer à la poursuite du leader de la course. Dix tours avant la fin, il s'installe aux commandes d'une compétition qu'il va contrôler jusqu'an drapeau à damier. Kevin Schwantz remporte ainsi sa sixième victoire de la saison, soit deux de plus que son compatriote Lawson, mais doit néanmoins se contenter de la quatrième place au classement mondial des pilotes.

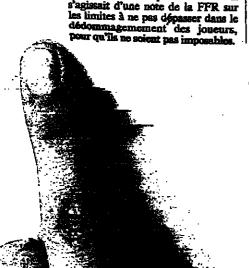
sourit rarement, a su assurer son titre en accumulant des places sur le podium, si importantes quand some l'heure du calcul des points. Kevin et Eddie, deux styles différents de pilotage, mais aussi deux façons de concevoir la compétition. Le chien devait à chaque Grand Prix de jouer piste, mais il a aussi flirté avec la

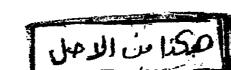
Le professionnalisme de Lawson est récompensé. Il a remporté son quatrième titre mondial, mais, tout l'hiver, le pilote va sans doute penser à cette dernière course de la saison où une seule chose comptait pour lui : « ne pas tomber ». L'an prochain, la lutte va recommencer avec un Kevin Schwantz encore plus

zième et dernier Grand Prix de la saison, reprendre la compétition après une blessure son quatrième titre dans la catégorie reine. Le Français Christian Sarron (Gauloises a été victime d'une chute après trente minutes de course. Le trouble-fête de la saison est là pour jouer, une nouvelle fois, les héros de troisième acte. Sur un revênécessaire aux chevaux qui vont le propulser vers la courbe suivante. tement bosselé, où l'adhérence réclame beaucoup de doigté et de virtuosité, un troisième cow-boy pointe sa monture, Kevin Schwantz. le Texan blond a déjà montré, sur les circuits européens ou japonais, qu'il sait prendre des risques lorsqu'il décide de venir troubler le jeu des

> Le fougeux Texan s'incline devant le Californien de trente et un ans. «Buster» Lawson, le pilote qui fou possède sans doute moins de sagesse que le tacticien méticuleux. Sa Suzuki est moins rapide en vitesse de pointe que la puissante Honda de son adversaire, mais elle est très maniable. Face à la mécanique, presque tonjours parfaite de l'écurie Honda, Kevin Schwantz se les risque-tout pour se hisser en tête. La manœuvre comportait des dangers, le Texan a comm les sorties de

> > SERGE BOLLOCH.





Economie

see Le Monde • Mardi 19 septembre 1989 23

<u>Sommaire</u>

Le projet de loi de finances pour 1990 comprend plusieurs mesures d'allègements de la fiscalité sur l'épargne (lire page 28). ■ Alors que la grève se poursuit lundi 18 septembre à Mulhouse et à Sochaux, les syndicats élèvent le ton et organisent une manifestation à Paris *(lire ci*contra).

Le taux de fécondité s'est stabilisé en France en 1988 (lire cidessousi.

Après sa tournée en Europe, Mae Carla Hills, représentante de M. Bush dans les négociations commerciales internationales, s'est déclarée . « rassurée » sur les projets de la Communauté (lire

INSOLITE

Une vie de chiot

La mort accidentelle de 79 chiots de race beagle, le 6 septembre, pendant leur transport entre un chenil anglais et un laboratoire suédois a vivement ému le ministre britannique de l'agriculture, M. John Gummer. Celui-ci a décleré qu'il ne tolérait pas la cruauté envers les animaux et qu'il prendrait, le cas échéent, des sanctions contre les responsables de ces décès.

Le ministre a dépêché un vété-rinaire en Suède pour enquêter sur cette affaire. Le transporteur mea culpa en indiquant qu'il était « extrémement choqué », et qu'il se refuseit décomnsis à transpor-ter des animaux destinés à

Tandis que le conflit s'installe dans la durée

Les appels à la négociation chez Peugeot se multiplient

dans sa troisième semaine, le « front » s'est déplacé, landi 18 septembre, vers Paris. Arrivés de Mulhouse à 9 heures dans la capitale en autobus, une cinquantaine de cadres sont venus en délégation avec la CGC et espéraient être reçus par la direction du groupe PSA.

A Mulhouse, la prise de travail de l'équipe du matin s'est effectuée sans incident male, selon les syndicats CGT, CFDT, CFTC et FO, de 1 000 à 1 200 grévistes s'étaient rémais à la gare de Malhouse. A 8 h 15, un train spécial les emmenait à Paris où ils étaient attendos à 12 h 15.

A la demande de la CGT, les manifestants devaient être accueillis par des ouvriers de Pusine Peugeot de etre accueillis par des ouvriers de l'usine l'engeot de Poissy. Dans un tract diffusé handi matin, en effet, la CGT (30 % aux élections professionnelles) appelait le personnel de Poissy à des assemblées générales suivies 10 h 30 ». Normalement, le cortège devait converger vers l'avenne de la Grande-Armée, où se trouve le siège de PSA, pour protester « sous les fenêtres de M. Jacques Calvet », le président de Peugeot SA.

Le week-end avait été marqué par la montée d'un ten des déciarations syndicales. La CGC demande l'ouverture de négociations et pourrait rejoindre les syndicats ouvriers dans la grève, a indiqué M. Jean-Pierre Chaffin, président de la fédération métallurgie CGC. Le propos a été repris dimanche par M. Paul Marcheili, président de la CGC, qui réclame « un changement radical » d'attitude de la part de la direction « dans les 24 heures ». Le syndicat CSL (confédération des syndicats libres), qui représente plus de 40 % du personnel de l'usine, demande à sou tour à la direction

A Mulhouse même, le syndicat départemental CFTC de la métallurgie du Haut-Rhin a demandé au préfet « d'interrenir personnellement » dans le conflit Peugeot et de procéder « le cas échéant » à la désignation « d'un médiateur ». Le président du conseil général du Haut-Rhin, M. Jean-Jacques Weber, député UDF-CDS, a estimé, le 17 septembre, que les salariés de Peugeot « doirent pouroir bénéficier eux aussi des succès commerciaux dont ils sont les moteurs ». Numéro deux da Parti socialiste, M. Heuri Emmanuelli a estimé pour sa part que le PDG de PSA utilise des méthodes « du dixme siècle plutôt que du vingt et unième siècle ». Quand M. Jean-Pierre Chevènement, interrogé diman-che sur TF1, il a déclaré que, si M. Calvet était « dans sa logique », il était cependant urgent de « négocier ».

Sochaux repart dans l'action

SOCHAUX :

de notre envoyé apécial

La lettre signée de M. Guy Perrier, directeur du centre de produc-tion d'Automobiles Pengêot de Sochaux (Doubs), que chacun des 23 000 salaries a reçu, samedi 16 septembre, a'a, semble-t-il, pas entamé la détermination des grévistes, qui ont repris leur mouve-ment lundi 18 septembre au matin. Selon la direction de l'établissement, la mobilisation du personnel était comparable à celle du vendredi 15 septembre (820 grévistes à 8 h 30) et la production toujours très fortement perturbée.

Du côté des syndicats, on indi-quait que « le nombre des grévistes a encore progressé dans l'atelier de carrosserie ». Sur les quatre chaînes de fabrication d'où sortent des 205, des 405, des 505 et des 605, une scale fonctionne partielle-

ment grace à la mobilisation, selon les syndicats, d'intérimaires.

Dans la lettre qu'il a adressée aux salariés, le directeur de l'établissement a lancé un appel à « reprendre le travail dans le calme » afin de « ne pas compromettre le lancement de la 605 », le nouveau modèle haut de gamme de Pengeot. Après avoir organisé dans la matinée une série de rassemblements à l'intérieur de l'usine, la CGT et la CFDT ont appelé à un meeting pour 17 houres devant les grilles, qui devait être suivi d'une manifestation en ville.

mais concernés par la grève. Le conflit sera dur et il risque d'être long. Nous sommex prêts », soulignait lundi matin M. Doris Dall'o, secrétaire du syndicat CGT de Peugeot- Sochaux, la principale organisation syndicale de l'usine, qui rappelait que cette grève est « à Sochaux la plus importante jamais

< Tous les atellers sont désor-

vue deputs 1968 ». Selon lui, la revendication de 1500 F d'augmentation du salaire mensuel est « tout à fait réaliste ». En revanche, Force ouvrière s'en tient à une revalorisation de 250F alors que la section sochalienne de la CFB-CGC a pris des positions plus modérées que son président national, M. Marchelli. Elle excint en effet de s'associer à la grève et a lancé « un appel à la sagesse », réclamant l'ouverture de négociations salariales afin de mettre en place une formule d'intéressement non plafonné.

De nombreux grévistes de Pengeot-Sochaux - dont certains s'étonnent de l'initiative prise par leurs camarades de Mulhouse de manifester le 18 septembre à Paris devant le siège de PSA - espèrent désormais que « la pression des actionnaires de Peugeot contribuera à pousser M. Jacques Calvet, PDG du groupe, à se décider à enfin négocier sur les salaires ».

JEAN-MICHEL NORMAND.

M. Emmanuelli (PS): M. Calvet devrait suivre OLS SLAYES

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du Parti socialiste, a déclaré, dimanche 17 septembre, au Forum de FR3 et Radio-Monte-Carlo, au sujet du conflit chez Peu-geot, qu'« il n'est pas normal que, en 1989, une direction ne veuille pas ouvrir des négociations avec des salariés en grève ». Schon M. Emmamuelli, « les méthodes employées par la direction de Peugeot, les menaces, les huissiers, le déménage-ment des machines, la transformation de la mattrise en service de sécurité ne font pas honneur à la democratie française ni au patronat

en général ». «On ne peut pas s'opposer systé-matiquement à des revendications sociales sous prétexte qu'à Hong-kong ou en Corée, les salaires sont plus bas, a continué M. Emma-melli. Dans la compétitivité, il y a, aujourd'hui, quelque chose d'important, ce sont les relations humaines, la politique sociale de l'entreprise. Il me semble que, là, M. Calvet devrait suivre des stages

• Grève des impôts et du Tré-sor : durcissement. - Depuis le rejet du « relevé de conclusions », à la sulta des propositions gouvernemen-tales, les syndicats des impôts et du Trésor organisant la mobilisation des agents. Le SNUI (autonome), la CGT, la CFDT, FO et la CGC ont appelé les la C-D1, FO et la CISC ont appete les 80000 agents de la direction générale des impôts à des manifestations départementales et à un rassemblement à Paris, le 22 septembre. La grave des recettes de TVA coûterait 10 milliards de francs par mols à l'Etst, selon les syndicats.

• Grave bien sulvie chez les ingénieurs des travaux publics. La grève lancée le 15 septembre par le Syndicat national des ingénieurs des travaux publice de l'Etat (SNITPE-FO), pour protester contre l'échec de négociations avec le ministère de l'équipement sur la modernisation (le Monde du 12 septembre), semble avoir été suivie. Seion le SNITPE-FO, 70 % des 5 100 ingénieurs étaient Les conflits de l'après-crise appareil sans fil. Certains acquiè-

long que nous constatons aux Etats-Unis ne semble pas vouloir prendre fin », relève un économiste français. Pour lui comme pour d'autres, cette observation confirmerait le caractère obsolète de la théorie américaine des Les économies des pays déve-

(Suite de la première page.)

« Le cycle, exceptionnellement

loppés (et celles de certains pays en développement) ont connu, depuis le début des années 80, des changements structurels que les modèles macro-économiques traditionnels prennent mal en compte. Bénéficiant d'un environnement international à nouveau favorable (le coût réel du pétrole a, par exemple, baissé de moitié par rapport à son sommet de 1980), ces économies y out puisé de nouvelles sources de croissance. Quels sont ces changements structurels?

Dans leur dernier rapport, publié le 15 septembre, les experts du GATT repèrent trois catégories de transformations qui expliquent que « l'économie mondiale soit entrée dans une période au cours de laquelle les taux duction et du commerce... seront plus élevés qu'ils ne l'ont été depuis le début des difficultés économiques des dernières années 60 et des premières années 70 » : ce sont « les changements des politiques » 6conomiques, « les innovations technologiques dans la production de ens et de services > ct « les nouvelles méthodes du monde des affaires ».

Les politiques engagées à la fin des années 70 et au début des amées 80, à dominante libérale (les programmes de baisse d'impôts, de réduction des dépenses publiques, de privatisa-tion et de déréglementation...) out effectivement favorisé un assainissement économique dans la plupart des grands pays indus-triels. Les conditions d'une croissance renouvelée étaient ainsi créées. Plusieurs séries d'innovations technologiques sont venues l'alimenter. Dans la production, celles-ci favorisent des gains de productivité importants. Du côté de la demande, elles engendrent un nouveau style de consomma-

An cours des « trente glorienses », la croissance économique avait été tirée par la demande des ménages en logements et en équipements ménagers. Anjourd'hui, des besoins restent certes à satisfaire dans ces domaines. Mais un nouveau modèle (une nouvelle « norme », comme diraient les théoriciens français de la « régulation ») de consommation tend à émerger. La puce électronique, en particulier, transforme un grand nombre de produits, des biens dont sont avides les nouveaux consommateurs. Chaque Français, ou presque, a son téléphone; il achète aujourd'hai un répondeur, un

rent une télécopieuse ou un radiotéléphone. La nouvelle demande porte cependant surtout sur les services : le tourisme, par exem-ple, connaît un véritable boom dans tous les pays industriels.

Des structures relativement assainies, des politiques moins interventionnistes, des gains de productivité renouvelés et une nouvelle demande: « On peut attendre une croissance qui continue aux Etats-Unis, en Àsle et, en général, dans les économies de marché », expliquait, jeudi 14 septembre, devant les membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale M. Robert Eisner, le président de l'Association des économistes américains.

Déséquilibres persistants

La crise serait donc finie. Après une période de croissance molle - les années 70 et le début des années 80, ~ les pays occidentaux auraient retrouvé des rythmes de croissance soutenue (autour de 3% ou 4% par an). Il fant raddelet u ment que, sur une longue période, les pays industriels out une vitesse de croisière qui tourne autour de

Mais și «la» crise est finie, le monde occidental n'en a pas fini pour autant avec « les » crises. En effet, de nombreux déséquilibres - humains et financiers - subsistent, sources potentielles de tensions. Le tiers-monde (et l'Afrique en particulier) n'a pour l'instant que peu profité du retour à la croissance de l'économie mondiale. Dans les pays industriels, le chômage massif né au cours de la crise n'a pas disparu, même si certains pays ont réussi à le réduire. Aux États-Unis, le taux de chômage a été divisé par deux (5,2% de la population active est aujourd'hui sans emploi) par rapport à son som-met, alors qu'il reste supérieur à 9% dans la CEE - 2% seulement de moins par rapport au pic de 1985. Parallèlement, et paraxodalement, ce chômage coexiste avec une situation de pénurie de maind'œuvre qualifiée.

Les déséquilibres sont aussi financiers. Considérés dans leur ensemble, les pays industriels continuent à épargner insuffisamment par rapport à ce qu'ils investissent. C'est surtout le cas des Américains, qui accumulent des déficits inquiétants à l'égard du reste du monde. La dette des pays en développement laisse également planer une menace pour l'ensemble de l'économie mon-

En France, comme dans les antres pays européens, l'après-crise est commencée. Le retour à la croissance impose sans doute d'imaginer un nouveau type de relations sociales. M. Michel Rocard, premier ministre, et M. Jacques Calvet, président de Pengeot SA, sont l'un et l'autre convaincus que, malgré la prospé-rité retrouvée, il faut maintenir les disciplines qui ont permis de sortir de la crise. Ils ont sans doute raison. Mais cela ne pent pas suffire. Le «pacte de croissance» proposé par le premier ministre est une réponse à cette situation nouvelle. À écouter les propos de M. Calvet, il semble que le patronat privé français n'ait pas encore de propositions pour faire face aux conflits de l'après-crise.

ERIK IZRAELEWICZ.

DÉMOGRAPHIE

770 000 nouveau-nés en 1988

Le taux de fécondité de la France se stabilise

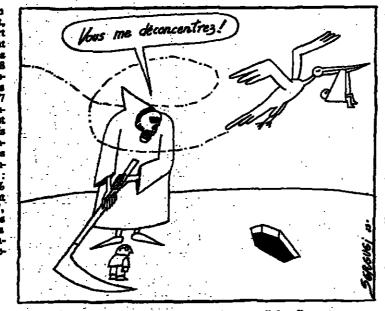
La baisse de la fécondité en France scruit-elle stabilisée ? C'est, on tout cas, ce qui ressort du rapport annuel que vient de publier l'Institut national d'études démographiques (INED). Tous les indicateurs 1988 démontrent une stabilité, ou presque. Le nombre des maissances d'abord : 770 000 comme en 1987 (13,8 pour 1 000). Le tanx de fécondité reste à 1,82 : le niveau est demeuré presume inchange de la company dementé presque inchangé depuis 1984, après une brève petite remon-tée à 1,95 en 1980-1981. Dans ces naissances, la part des parents étrangers continue à baisser lentement : 10 % environ, contre 11,9 % en 1983. Les avortements diminuent depuis 1984 : 150 732 en 1987, contre 166 797 en 1986. Mais des variations bizarres dans certains départements aménent les démographes à se demander si l'enregistre-ment est toujours correct.

Section 1997 Section 1889

Le divorce

La stabilité de la fécondité met anjourd'hui la France à un niveau relativement élevé en Europe. La chute de la fécondité, commencée dans les pays d'Europe du Sud (Itadans les pays d'Europe du Sun (lus-lie, Espagne, Portingal, Grèce), continue. En revanche, la situation se stabilise dans l'Europe du Nord (un peu au-dessous de 1,8 en Grande-Bretagne et en Norvège, vers 1,6 aux Pays-Bas); elle remonte même en Allemagne fédérale et au Danemark (qui avaient attait des greens très hes et 86 atteint des niveaux très bas et se situent maintenant au-dessus de 1,4 et 1,5 respectivement), et surtout en Suède (à 2).

Hormis la Suède et l'Irlande, senis les pays d'Enrope de l'Est se situent au dessus du niveau fran-çais : ceux-ci s'échelonnent de 1,8



Mais sauf dans ce dernier pays, la fécondité baisse partout plus ou moins vite, que ce soit en Roumanie (2,2), en Tchécoslovaquie, Bulgarie C. Youghelsvie. (2 environ). En RDA, après la remontée de 1975-1980 consécutive à des mesures d'aide aux familles, le taux de fécondité extravenu à 1.7. dité est revenu à 1,7.

dité est revenu à 1,7.

De son côté, le déclin du mariage en France semble a arrêter. On en estregistrait 273 000 en 1983 contre 265 000 en 1987, après la chute d'un tiers constatée de 1970 à 1986. Au total, on peut estimer que 30 % des femmes resteront célibataires. Le divorce paraît se stabiliser aussi : 30,8 % des mariages ont abouti à un divorce contre 31 % en 1987. Mais les remariages de divorcés connaissent la mêms crise que les premiers mariages. Ils ont diminné de moitié en quinze aus.

La mortalité enfin reste presque stable aussi : on a compté 524 000 décès en 1988 (soit 9,4 pour 1 000) contre 527 000 en 1987. La mortatiné infantile, déjà basse, ne peut diminuer que leatement, arrivant à 7,7 pour 1 000 naissances vivantes. Mais l'espérance de vie à la naissance, progressant de plus de trois mois par an, dépasse désormais quatre-vingts and pour les femmes, si elle n'atteint que 72,3 ans pour les

> La baisse de la mortalité en 1987 avait concerné la plupart des causes de décès, mais pas les cancers (plus 1,5 %) ni le sida : même si ce dermer n'a été responsable « que » de 964 décès, il domine « le paysage sanitaire français ».

caviron en Hongrie à 2,3 en Pologne. du 15 au 24 septembre 1989 FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE **ILE DE CHATOU** près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 47.70.88.78





SUR FRANCE INFO TOUTES LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Reille Toute l'information économique et financière A 7 h 57, la clôture des grands marchés

De 6 heures à 1 heure du matin.

TOKYO, WALL STREET, PARIS e La Bourse de Paris en direct

La vie des affaires

Économie

ETRANGER

Représentante du gouvernement Bush pour les négociations commerciales

M^{me} Carla Hills se dit rassurée après sa tournée européenne

BRUXELLES (CEE) de notre correspondant.

M™ Carla Hills, la représentante des Etats-Unis pour les questions européenne rassurée. C'est du moins ce qu'elle a déclaré après s'être entretenuc samedi 16 septembre avec M. Frantz Andriessen, le viceprésident de la Communauté européenne. « Nous sommes décidés à rester ouverts aux importations. manière, comme on le prétend à Washington, de multiplier les bar-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Suite aux articles récemment publiés par la grande presse économique et financière, la Société tient à préciser qu'elle ne saurait cautionner des infor-mations divulguées sans avoir été préa-lablement consultée pour en confirmer

Le conseil d'administration de la Société sera convoqué avant la fin du mois d'octobre pour arrêter les comptes débattra également à cette occasion de questions relatives d'une part à un proiet d'augmentation de capital et d'autre part aux divers scénarios envisageables quant au sort des participations déte-nues dans Papeterie Béghin-Corbehem et Kaysersberg.

rières pour forcer les entreprises des été abordés au cours de ces entre-navs tiers à venir investir en tiens : le dossier de la viande traitée pays tiers à venir investir en Europe », avait préalablement mis au point le responsable européen.

En fait, tout au long de sa tournée, M= Hills est partie en guerre contre le protectionnisme de plus en plus menaçant de la Communauté, selon elle. A Londres, l'une des dernières étapes de sa tournée, M= Hills a souligné combien la garantie de change donnée par le gouvernement allemand aux industriels participant au programme Airbus (et notamment à Daimler Benz) déplaisait à son gouverne-ment. Elle en a une nouvelle fois fait état à Bruxelles devant M. Frantz

M™ Hills est également revenue à Bruxelles sur les projets supposés de la CEE en matière de - contenu local -. Cette crainte est apparue après que des produits fabriqués par des entreprises japonaises installées aux Etats-Unis, en particulier dans le domaine des semi-conducteurs. été taxés à l'entrée de la Communauté, sous prétexte qu'ils comportaient une part de composants japonais trop importante.

M. Andriessen a répondu que la CEE s'en tenait strictement aux dispositions du GATT et n'avait pas du tout l'intention d'imposer à ses fournisseurs des exigences particulières concernant le contenu local.

D'autres litiges commerciaux entre la CEE et les Etats-Unis ont

Près de 1 700 emplois supprimés chez le pétrolier britannique

BP restructure sa division exploration-production

BP, troisième compagnie pétro-lière mondiale et premier groupe britannique tous secteurs confondus, a annoncé, jeudi 14 septembre, qu'il va profondément restructurer sa division exploration-production, en vendant 1,31 milliard de dollars (8,3 milliards de francs) d'actifs et en supprimant mille sept cents emplois (sur dix mille cinq cents) dans le monde.

Ce repli, mal accueilli par la Bourse puisque l'action BP a perdu 5 pence à Londres aussitôt la nouvelle connue, vise, selon la direction, à réduire les frais généraux et à ren-dre l'exploration pétrolière - plus

Ralentissement de l'inflation en Grande-Bretagne

Les prix de détail en Grande Bretagne ont augmenté de 0.3 % en août par rapport à juillet, la hausse des prix alimentaires (+0,5%) et des boissons alcoolisées (+1%) n'ayant été que partiellement com-pensée par la baisse des prix de

Sur un an (août 1989 comparé à août 1988), l'inflation est de 7,3 % contre 8,2 % en juillet. Le ralentissement du rythme annuel de la hausse des prix est du à la prise en compte du fort relèvement des taux du crédit au logement intervenu en août 1988. Si l'on exclut du calcul de l'indice des prix de détail le coût du crédit au logement, le ralentisse-ment du taux d'inflation en rythme annuel se confirme.

plupart des observateurs notent cependant que cette restructuration suit les rachats successifs de la totalité du capital de Standard Oil Co (Sohio) aux Etats-Unis pour 50 milliards de francs en 1987, et de Britoil pour 26 milliards de francs en 1988, et qu'elle permettra surtout de réduire l'endettement excessif du groupe et éventuellement de préparer une nouvelle acquisition.

L'essentiel des actifs pétroliers et gaziers cédés, correspondant à des réserves de 367 millions de barils équivalent pétrole seront rachetés par Oryx Energy, une petite compagnie américaine issue de Sun Oil, qui acquérera ainsi environ 9 % du patrimoine de BP en mer du Nord. Parmi ces actifs figurent les participations de BP dans cinq gisements déjà exploités en mer du Nord (Ninian, Murchinson, Hutton, Dunlin et Andrey), dans des gisements

en cours d'exploitation et dans

quarante-deux blocs d'exploration. Les intérêts de BP dans les systèmes d'oléoducs de Ninian et de Brent vente. En outre, BP cédera un certain nombre de permis et de participations à l'étranger (en Colombie, à Dubal, en Equateur, au Gabon, en Indonésie et en Italie). Ces opérations sont encore sujettes à l'approbation des divers partenaires de BP dans les champs concernés.

Quant aux suppressions d'emplois, elles devraient surtout concerner l'Ecosse (970), les effectifs du siège kondomen étant égale-ment touchés (470), ainsi que le siège de Houston, ann Etats-Unis. Cette mesure permettra, selon la direction, une économie de 950 mil-Hons de francs, par an environ. Elle a toutefois suscité de vives réactions en Ecosse où le groupe est accusé de ne pas tenir les promesses qu'il avait faites lors du rachat de Britoil il y a

M. Poehl prévoit un rôle international accru pour le franc français

bank, M. Karl-Otto Poehl, a déclaré, dans un entretien publié le 17 septembre par le journal allemand Welt am Sonntag, que le franc français devrait jouer un rôle international accru si la France continue de mener une politique economique stable, et de libéraliser son marché des capitaux. Une telle montée en

réiouirait la Bundesbank, selon M. Poehl, et « allégerait le fardeau [supporté par le mark] en tant que monnaie de réserve ».

Bundesbank a formulé une mise en garde contre la réalisation trop rapide de l'union économique et monétaire européenne.

TRANSPORTS

Au «Grand Jury RTL-le Monde»

Le président de la SNCF annonce une réduction de 4500 emplois par an

président du conseil d'administration de la SNCF, a confirmé, le dimanche 17 septembre à Nautes, de réduire ses effectifs dans les prochaines années. • Il y avait 500 000 cheminots en 1940 et 350 000 en 1965, a-t-il déclaré. Il y en a aujourd'hui un peu plus de 200000. On retrouve cette évolution dans tous les réseaux comparables au nôtre, à l'Est comme à l'Ouest (...). La SNCF n'a jamais procédé à des licenciements. Dans le cadre du statut que nous respectons scrupuleusement, nous respections scrupuleusement, nous assurons la gestion de l'évolution des effectifs. Je n'ai pas la religion de la réduction des effectifs (...). Cela dit, il nous paraît raisonnable de prévoir que, dans les toutes prochaines années il varieures des toutes prochaines années il varieures des toutes prochaines de la contraction de l'évolution des toutes prochaines de l'évolution de l'évolution des effectifs. années, il y aura encore des réduc-tions, mais elles seront très inférieures à celles des dernières années (...). Nous prévoyons de réduire d'environ 4500 personnes par an les effectifs. Mais, compte tenu des départs en retraite, dont le

nombre se situe autour de 7 500 par an, nous pouvons recruter 3000 per-sonnes chaque année. C'est un phé-

weau puisque, au cours

Interrogé au «Grand Jury RTL» de la période récente, la SNCF ne

A propos des pannes qui ont blo qué des milliers de voyageurs, cet été, sur les lignes de la Côte d'Azur. M. Fournier a déclaré qu'elles avaient donné lieu à réparation : 90% des dossiers déposés par les voyageurs pénalisés ont été réglés par l'attribution de billets de train; dans 10% des cas, la SNCF a remboursé les frais supplémentaires qui lui avaient été présentés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Nous vous informons que le consei administration de la société Chrysle

Les actions de priorité ne font par l'objet d'une distribution de dividende.

RÉSULTATS DU 1° SEMESTRE 1989

Le chiffre d'affaires consolidé de SEMA GROUP pour le premier semestre de 1989 s'élève à 137,7 millions de livres. Le bénéfice consolidé avant impôts a atteint pour la même période 7,1 millions de livres.

Ces résultats traduisent une amélioration significative par rapport emestre de 1988 et sont en ligne avec la tendance annoncée en avril derni Les activités de SEMA GROUP en France et en Espagne continuent à en trer d'excellentes performances, tandis que les activités du Groupe au Royaume-U ont renoné avec la rentabilité, traduisant ainsi les premiers effets du plan de redra

sement mis en place en janvier 1989.

Le volume global des commandes euregistrées a été très encourageant, nots ment sur les deux marchés majeurs du Groupe, en France et en Grande-Bretagne. Il convient en particulier de mentionner l'obtention d'un contrat d'une valeur totale de plus de 150 millions de livres pour la fourniture des systèmes de contrôle et de commande des frégates type 23 de la Royal Navy. Ce contrat place SEMA GROUP an premier rang des fournisseurs de prestations intellectuelles dans le domaine des systèmes de haute technologie.

L'un des premiers effets de la synergie résultant de la fusion a été le succès ren-coutré par nos progiciels financiers en Europe continentale. Un autre bénéfice de la fusion a été de pouvoir maintenir, malgré le plan de redressement, un volume d'investissements croissant en Recherche et Développement, tout comme en forma-

Pour le second semestre de 1989, les activités continentales du Groupe devraient réaliser des performances équivalentes à celles du premier semestre, tandis que les activités du Royaume-Uni devraiem voir leur remabilité atteindre un niveau conve-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

aux hormones (la CEE a affirmé sa volonté de pénaliser le moins possi-

ble les exportateurs américains),

d'une part, et celui des ventes

d'acier de la Communauté aux

Etats-Unis, d'autre part. Ces expor-

tations sont soumises à un quota qui

viendra à échéance en avril 1992. La

CEE pourrait accepter sous condi-

tion la reconduction de ces accords de limitation. M. Frantz Andriessen

et Mme Carla Hills devraient se

revoir trois fois d'ici à la fin de

l'année... Les deux parties ont réaf-

firmé avec force leur volonté de

consentir les efforts nécessaires pour

que l'Uruguay Round (les négocia-tions commerciales multilatérales

engagées en septembre 1986 à

Punta del Este dans le cadre du

GATT) s'achève au terme prévu,

Sur la question agricole, dossier sensible s'il en est, Mme Hills avait

annoncé jeudi 14 septembre, à Lon-

dres, que son gouvernement avait

l'intention de soumettre au GATT

d'ici à la fin de l'automne un programme détaillé de réformes des

marchés agricoles. Les Etats-Unis

envisagent par ailleurs de proposer

des modifications à la procédure de

résolution des conflits entre parte-

naires commerciaux au sein du

GATT, le système actuel ne pré-

voyant pas de possibilité d'appel.

c'est-à-dire à la fin de 1990.

Ce présent avis est publié à titre d'information seulement.



WESSAINTAURENT

JUIN 1989

PLACEMENT PRIVE D'ACTIONS YSL F 1 000 142 500

BANQUE DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET

BNP

BANQUE INDOSUEZ

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet





€ 3:

Économie

AFFAIRES

Champion canadien de l'OPA à crédit

M. Robert Campeau devrait perdre le contrôle de son groupe

Le titre de Campeau Corp., groupe fondé par l'homme d'affaires canadien Robert Campean, n'a pas été coté vendredi 15 septembre à New-York à Toronto, dans l'attente d'un plan de restructuration pour le sortir de l'ourdes difficultés financières (11,5 milliards de dollars de dettes) nées du rachat d'importantes chaînes de distribution américaines. Un de ses principaux actionnaires (25% du capital), Olympia and York

Developments, du groupe Reichmann, de Toronto également, doit garantir un prêt de 250 millions de dollars. La révélation au milieu de la semaine dernière de la gravité des problèmes financiers de Campeau a mis en ébullition le marché des « junk bonds», ces obligations à haut risque, appelées aussi «actions de pacotille», grâce auxquelles M. Robert Campeau avait financé ses OPA.

de notre correspondante

Le Canadien Robert Campean vient de perdre, à tout le moins, quelques-unes de ses illusions. « Aux Etats-Unis, disait-il en avril 1988, le capitalisme est plus sain; on tient moins compte des origines. »

Parti de rien, ce sexagénaire avide d'une revanche sur les barons nantis de son pays natal venait alors de conclure à l'arraché la plus importante OPA non pétrolière jamais réalisée aux Etats-Unis. Le groupe Federated Departement Stores, avec ses sept cent soixante-quinze points de vente et ses seize enseignes de grand magasin, dont le presti-

1.3

947 A -

?a =

· - ÷ ·

1 mg - 1 mg

6* No. 2

e describe

-

d. ---

 $S(x_1) = x$

are product

English Control

100 mg 100 m 100 mg ----

A Company of the second second

<u>∓</u>2.00 − 1

Are or

المعارض مهج

العالمة العالمة

RATE TO STATE OF THE PARTY OF T

F 25-4-4- 4 ...

Le Parlement de Strasbourg accroît sa pression en faveur de l'Europe sociale

STRASBOURG de notre epycyé spécial

Le Pariement européen a adopté, la semaine dernière, une série de résolutions présentées par la quasi-totalité de ses groupes politiques où il demande à la Commission euro-péenne ainsi qu'au conseil des minis-tres de prendre rapidement les dis-positions législatives nécessaires positions législatives nécessaires pour que les droits sociaux des sala-riés soient effectivement respectés dans le marché unique de 1993.

succès l'offensive dans cette affaire, a été adoptée par 234 voix contre 29. En raison des efforts consentis la veille par M. Jacques Delora, le président de la Commission pour se rapprocher du point de vue du Parlement aimsi que du refus du Parlipopulaire européen (PPE), où siègent les démocrates-chrétiens, de s'engager dans cette voie, la menace de bloquer les travanx concernant la mise en place du marché unique dans le cas où la Commission et le Conseil ne feraient pas diligence a dans le cas où la Commission et le Conseil ne feraient pas diligence a été exprimée avec moins de vigueur que ne le prévoyaient originellement les socialistes; mais la pression est maintenne. «Le Parlement, lit-on dans la résolution, met en garde conre les graves répercussions que l'absence de progrès substantiels dans le domaine social aurait sur la future collaboration entre le Parlement européen et les autres institutions.»

gieux Bloomingdale's, était passé contrôle de son groupe, au sein sous son contrôle à l'issue d'une duquel la participation des frères bataille acharnée.

duquel la participation des frères Reichmann devrait passer de

M. Robert Campeau avait 25 % à 36 %. N'avait-il pas conquis deux ans plus tôt, pour 3,6 milliards de dollars, le géant new-yorkais Allied Stores (vingt et une chaînes de magasins), grâce à sa première OPA hostile financée sur endette-

Ces derniers jours, Wall Street n'a pas spécialement fait de différence de classes : en exigeant de tout homme d'affaires - qu'il soit bien né ou qu'il soit issu, comme Robert Campeau, des quartiers francophones pauvres de la ville minière de Sudbury, dans l'Ontario – le simple respect des engagements financiers pris.

Or, l'empire bâti par ce corsaire des affaires croule actuellement sous le poids d'une dette de 11,5 milliards de dollars, soit plus de 75 milliards de francs (dont 3 milliards en obligations à court terme), et manque cruellement de liquidités.

Sous tutelle

M. Robert Campeau doit d'u part rembourser rapidement le nerveuse sous le soleil de Floride. prêt-relais de 400 millions de dol-lars octroyé pour l'achat de Fede-il rachète sa compagnie à son au La résolution présentée par le groupe socialiste, qui a mené avec succès l'offensive dans cette affaire, Corp. Il lui faut d'autre part de la rachète sa compagnie à son auni Desmarais et repart de plus belle dans l'immobilier, jusqu'en 1980. Cette amée-là, l'establishment conduites par la First Boston dans l'immobilier, jusqu'en 1980. Corp. Il lui faut d'autre part Cette annéo-là, l'establishment payer au plus vite près de 51 mil-lions de dollars d'intérêts sur un emprunt contracté pour l'achat d'Allied Stores. Il lui fant enfin renflouer toutes ses chaînes de grosse société fiduciaire du distribution actuellement à court Canada, Royal Trustco. Nouvelle renflouer toutes ses chaînes de de fonds de roulement au moment où elles achètent le gros de leurs marchandises en vue du traditionnel boom commercial de décem-

> A ce dernier chapitre, les riches frères canadiens Paul, Ralph et Albert Reichmann ont accepté de voler, dans une cetaine mesure, au secours de leur compatriote. Leur groupe immobilier et pétrolier Olympia and York Developments financera, sous certaines condi-tions, un prêt de 250 millions de dollars, au prix fort. M. Campeau perdra vraisemblablement le

Campeau Corp. est d'ores et déjà sous tutelle : une équipe certes pris d'énormes risques en recourant fortement aux obligations à hauts rendements (ces fameux junk bonds à court la restructuration financière du la restructuration financière du terme) pour financer son opéra-tion de 6,6 milliards de dollars. Le dale's, sera vendu. Si le cham-« nouveau roi du commerce de pion de l'OPA à crédit en est détail américain » promettait tou- arrivé là, c'est qu'il a commis tefois, avec une belle assurance, de confondre les sceptiques. Navait-il pas conquis deux ans baisse des taux d'intérêt. Il avait aussi cru que la consommation américaine repartirait d'un pied plus vaillant.

M. Robert Campeau, jamais à court de jugements péremptoires sur l'état du monde, de l'économie et de ses affaires, n'en est pas à ses premiers déboires. Sa vie est une succession d'émotions fortes, façon montagnes russes.

Manœuvre dès l'âge de quinze ans, il a fait tous les métiers avant de construire de ses mains, à vingt-cinq ans, sa première maison. A peine terminée, elle est revendue. Bénéfice de l'opération : 3 000 dollars, six fois son salaire mensuel de l'époque. Devenu entrepreneur, il bâtit plus de vingt mille maisons à Ottawa, accumule les succès à Mont-réal et à Toronto, mais voit trop grand. Après la vente en 1970 de son entreprise à Paul Desmarais, homme d'affaires franco-ontarien comme Ini, M. Robert Campean

anglophone de Toronto, qui n'aime guère ce « nouveau riche flamboyant, se ligue contre lui et l'empêche d'acquérir la plus déprime, nouvelle fuite, de cinq mois sculement cette fois.

A son retour, il n'a qu'une idée en tête : partir à la conquête des Etats-Unis, eldorado de l'OPA, où il regrette de n'avoir pas commencé sa carrière.

C'est là qu'elle risque actuellement de se terminer. Cet homme déroutant, dont la suffisance a impatienté ces derniers mois les financiers américains, doit faire vite, à soixante-cinq ans, pour se relever une nouvelle fois.

MARTINE JACOT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSN PROGRESSE.

MILLIONS DE FRANCS DE BENEFICE NET AU 1ª SEMESTRE 1989

Au 30 juin 1989, le chiffre d'affaires consolidé de BSN s'est établi à 23,2 milliards de francs contre 20,7 milliards de francs à fin juin 1988.

Pour le premier semestre 1989, le bénéfice net a atteint 1 413 millions de francs contre 1 257 millions de francs en 1988, soit une progression de 12,4 %.

Ce résultat net inclut d'une part une plus-value sur la cession des activités de sous-traitance dans les biscuits aux Etats-Unis et d'autre part les coûts de financement de l'acquisition des sociétés biscudtières de Nabisco dont les résultats ne sont pas intégrés au 30 juin.

Le résultat opérationnel après amortissements et avant frais financiers et impôts s'est établi à 2550 millions de francs contre 2299 millions de francs pour le premier semestre 1988. La répartition par Branches est la suivante :

(en millions de francs)	30/6/1989	30/6/1988
Produits Frais	537	418
Epicerie	441	460
Biscuits	522	421
Bière	496	414
Champagne, Eau minérale	316	286
Emballage	339	357_
Résultat opérationnel des Branches	2 654	2 356
Résultats non répartis	(104)	<u>(57)</u>
Résultat opérationnel du Groupe	2 550	2 299

La société Vandamme Pie Qui Chante a été transférée de la Branche Epicerie à la Branche Biscuits en 1989 ; les résultats du premier semestre 1988 ont été retraités pour en tenir compte. Les résultats consolidés semestriels de BSN ont fait l'objet de contrôles spécifiques des commissalres aux comptes qui ont délivré l'attestation prévue par la loi.

Les résultats atteints au premier semestre et ceux du second semestre, favorisés par de bonnes conditions climatiques, permettent d'envisager une croissance raisonnable des résultats de l'ensemble de l'année en cours.

Pour vous informer en permanence sur BSN, composez sur votre minitel 36.16: (1114)



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Un suivi régulier de vos clients réguliers vous évitera bien des irrégularités de paiement.



Première société française d'informationéconomique, SCRL crée aujourd'itui année, de l'évolution de la solvabilité pour en savoir plus, tapez 3614 SCRL de vos clients. Le contrôle trimestriel accompagnée d'un contrôle trimestriel systématique qui vous permet d'être in-

Pour que vos affaires restent des affaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Marchés financiers

La Générale des eaux rachète Grandjouan

Le groupe Générale des eaux va prendre le contrôle complet de Grandjouan, une entreprise moyenne (propriété urbaine, assainissement et transports), implantée principalement à Nantes et dans l'Ouest, dans laquelle il avait déjà des intérêts. Cette prise de possession fait suite au retrait des principaux détenteurs de cette affaire familiale, et notamment du prési-dent, M. Paul Grandjouan.

Propriété des familles Grandjouan et Peigné, Grandjouan réunit un ensemble de sociétés, essentiellement dans deux domaines : le transport et l'affrètement des marchandises (avec diverses filiales spécialisées) et surtout la propreté urbaine (collecte d'ordures ména-gères et de déchets industriels, pompage et curage de canalisations), dans les sociétés SACO (et ses filiales CORADIC et SACOM) à Nantes, NETRA (à Rennes) et STMB (à Bordeaux). Ces dernières travaillent pour plus de deux cent cinquante collectivités locales sur la façade atlantique, de Saint-Brienx à Saint-Jean-de-Luz, mais surtout dans la région nantaise et en Breta-

La Générale des eaux avait déjà des liens étroits avec elles : sa filiale CGEA, qui va reprendre l'ensemble des parts familiales (à l'exception de l'immobilier et de la location de véhicules), détenait déjà 50 % de Netra, 33,98 % de STMB et 33,95 % de la maison mère SACO. C'est surtout dans ce secteur - propriété urbaine », où la concurrence est vive dans l'optique du marché unique européen, tant avec les entreprises françaises qu'étrangères, que la synergie est claire : la CGEA conso-lide ainsi l'implantation du groupe Générale des eaux dans l'Ouest et le Sud-Onest Grandionan a un chiffre d'affaires de 230 millions de francs dans ce secteur, dont 100 millions environ pour la collecte des ordures ménagères, où l'entreprise estime tenir la quatrième place parmi les sociétés françaises. Le prix de la transaction n'est pas définitivement fixé, mais pourrait être de l'ordre de 200 millions de francs.

CGEE Alsthom: nouvel actionnariat, nouveau nom

Après avoir modifié son actionnariat en avril, CGEE Alsthom change maintenant de nom. Elle s'est choisi celui de Cegelec, subtile contraction de la raison sociale de ses deux nouveaux actionnaires (la CGE fran-caise pour 75,5 % et la General Electric britannique - GEC - pour 24,5 %) et de son domaine d'acti-vité, l'électricité. Ce changement de nom n'est pas du luxe. Rares ont été les entreprises françaises à avoir dû supporter tant de fautes d'orthographe dans leur raison sociale! Cette modification est également chargée de sens : après être sorti du capital de l'entreprise (dans lequel il était présent à 45 %), le groupe Alsthom disparaît même de sa raison sociale... ce grand frère encombrant. qui ne rêvait que de croquer la CGEE Alsthom, qu'il avait dû se résigner à posséder à 45 % seule-

Outre la reprise des activités de contrôle industriel de GEC, Cegelec a également racheté cette année le ACEC belges et, il y a quelques jours, CGA-HBS, filiale d'Alcatel CIT (elle aussi dans la galaxie CGE). Avec 1.2 milliard de francs de chiffre d'affaires et un effectif de 1 900 personnes, CGA-HBS travaille dans le péage, le contrôle de trafic dans les transports routiers et

ferroviaires, et le tri postal automatisé, notamment. Cegelec a égalemem pris récemment une participation de 50 % du capital de CETT, (également filiale à 100 % d'Alcatel CIT), une petite société de 150 mil-lions de francs de chiffre d'affaires spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes de gestion technique centralisée par télésurveillance pour l'énergie et l'industrie et d'équipement de réseaux de trans-mission et de télécommunication.

Cegelec pèsera désormais 15 mil-liards de francs de chiffre d'affaires, soit 3 de plus qu'auparavant. Créée en 1971 du regroupement des activités des différentes filiales de la CGE dans les domaines du contrôle industriel et de l'entreprise électrique, elle travaille dans trois métiers : l'entreprise électrique, son secteur d'origine, le contrôle industriel et les services d'assistance technique, son troisième et plus récent domaine.

Avec ses 3 milliards de trésorerie et une rentabilité égale à 1,5 % du chiffre d'affaires, Cegelec a aussi fait une véritable moisson de contrats cette année : le dernier en date, de 425 millions de francs, à Taïwan concerne le contrôle d'une aciérie de 2 millions de tonnes en association avec l'allemand Man.

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE L'ACTION

La valeur patrimoniale de la société, mesurée sur la base des états comptables du 30 juin 1989, et en fonction des cours de Bourse de ses participations, directes et indirectes, ressortait, en date du 11 septembre 1989, à : 310 francs par action. Ce chiffre est à rapprocher du cours de Bourse de l'action MMB qui s'élevait le même jour à 211 francs (premier cours), témoignant d'une décote, par rapport à la valeur patrimoniale, de 32 %.

Le Groupe André

a pris le contrôle de

Creeks

Trianon Finance

a assisté le Groupe André dans les négociations

Paris, juillet 1989



LES PIDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

MISTITUT BATIONAL DE LA STATISTICLE ET DES ETUDES ECONOMICLES a cácár, de base 100 : 31 décambre 198

Marces Marks and March Lange of		
•	8 sept.	15 sept
	-	-
Valeurs tranc. à rev. variable .	125,2	124,8
Valours Industrialles	125,2	124,2
Valeurs étrangères	120,5	118,7
Pétrolos-Energie	140,8	142,5
Chimie		114,8
Métallurgie, mécanique	141	134,6
Electricità, disctronique	113,7	312,7
Båtiment et matérieux	127,1	125,3
fed, de conscissest, son elim	117,5	116,9
Agro-elimentaire	126,7	125,7
Distribution	139,9	139,5
Transports, Jolains, services	134,4	132,5
Assurantes		198,8
Cridit bengue	113,1	114,2
Sicomi		102,7
komobilier et foncier		113,1
investissement et portafenille.	121,2	122,2
•		
Besa 100 : 31 décembr		
Valence bear Assessed fire	99.5	99

4 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	+444	430,4	
Valeurs (trangères	778,6	705,2	ı
Bass 100 an 1972	Z		ı
Valours franç. à sex, verteble .	841,5	839,5	l
Valeura étrangères	638,2	828,6	ı
Rese 100 : 21 décembre			ı
Indice dec yel, franç, à rev. fixe		120.5	l
Emprum d'Etet			Į
Emprunts gerantis et assissiés	120,8	120,2	l
Socilale	121,5	121,1	ı
	~~		Į.
COMPAGNE DES ACENTS (Hat	۱
Base 100 : 31 décembre	1981		ł
المالية مثلث المالية	EAN E	268 1	1

Prodeits de hase 370,9	372.1
Construction	B25.7
Biene d'égapement 367,2	362.7
Siess de consora, durables 687,7	644.6
Siens de consent nos durables 656,9	646,5
Biens de conson, elimentaires 799,9	789,1
Services 501,7	562.8
Sociétés financières 657.9	674.4
	0/4/4
Sociétés de la zone frant	
exploitant principalement	
à l'étranger 588,7	ESG.6
#1 #4 # # # # # # # # # # # # # # # # #	
Valeurz industrieSes 523,8	517,7
BOURSES RÉGIONALES	
Base 100 : 91 diagraphys 1091	

GRANDE-BRETAGNE

4,5 % de croissance en 1988

La Grande-Bretagne a enregistré une croissance de 4,5% de son activité économique en zé l'office de statistique britannique dans son Livre bleu sur les comptes de la nation, révisant ainsi à la hausse l'estimation antérieure

Ce résultat repose sur une moyenne des trois modes de calcul du PIB (production. revenu, dépenses) qui traditionnellement, outre-Manche, donnent des chiffres sensiblement différents. Ce sont les dépenses de consommation (- 7% en volume) et l'investissement productif (+ 13%) qui ont constitué les principaux moteurs de l'activité en 1988. Pour 1989, les prévisions officielles tablent sur une croissance de 2,5%.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principeux poetes sujets à veriation (en millions de francs)			
7 saptai	nbre 1989		
Total actif	669 854		
dont	200 414		
Or	200 + 14 88 709		
COL	65 726		
Avences au Fonds de stabilisa-	00.20		
tion des changes	16 639		
Or et autres actifs de réserve à			
recevoir du Fonds européen de			
coopération monétaire	66 426		
Concours au Trésor public	28 870		
Titres d'Etat (bons et obligs-	22 230		
tions)	22 250		
taire et obligataire	310		
Effets privés	134 529		
Effets en cours de recouvrement	23 097		
Total passif	669 854		
dont			
Billiets en circulation	242 433		
Comptes courents des établisse-			
ments astreints à la constitution			
de réserves	60 295		
Compte courant du Trésor public	9 138		
Reprises de liquidités	20 517		
Cempte spécial du Fonds de sta- bilisation des changes - Contre-			
paris des allocations de droits			
de tirages spéciaux	8 931		
ECU à livrer au Fonda européen			
de coopération monétaire	66 077		
Réserve de réévaluation des			
avoirs publics on or	230 678		
TAUX DES OPÉRAT	IONS		

TOKYO, 18 sapt. 1 Hausse

sex eppel d'offres 8,76 %

Taux des pansions à 5 à 10 jours 9,50 %

- Teux Cescompte 9,50 %

- Taux des avances sur titres 10,50 %

Taux de la deraille co

Malgré les oscillations impor-tantes du dollar, qui créent un cer-tain climat de défiance, la Bourse de Tokyo, fermée vendredi en rai-son d'une fête, a terminé la séance de lundi sur une note soutenue L'indice Nikkel a gagné 70,66 yens, 2 34 472,54 yens, soit un gain de

De nombreux investisseurs sont restés à l'écart du marché, en attendant que la situation s'éclaircisse sur le marché des changes, où la Banque du Japon a di intervenir, lundi pour fremer la hausse du dol-lar. Certains ont, néanmoins, pris des risques, affirmaient des cour-tiers, car ils prévoient de bons résultats semestriels pour de nomb entreprises, résultats qui seront connus à partir du 30 septembre. Les valeurs immobilières étaient recherchées, ainsi que les sidérurgi-ques, les électriques et les instru-ments de précision.

VALEURS	Cours do 14 sept.	Cours do 18 sept.
Aksii Bridgestone Camon Fuji Bank Honda Motons Matsushina Bectric Mitsushina Bectric Mitsushina Heevy Sony Corp.	817 1 760 1 740 3 600 1 980 2 350 1 150 8 250 2 560	820 1 780 1 790 3 590 2 000 2 330 1 150 8 220 2 570

FAITS ET RÉSULTATS

seurs des Lloyde refusent de payer des indemnités. — Plus de cinq cents investisseurs des Lloyds ont annoncé, le 15 septembre à Londres, leur intention de porter plainte contre les agents qui les ont incités à risquer leur fortune en leur faisant mirotter des gains substantiels. En effet, l'un des syndicats de garantie des Lloyds, «Outhwalte 1982», qui compte mille six cents investisseurs (dont Robert Maxwell), se voit réclamer plus de 300 millions de livres (environ 3 milliards de francs) à la suite de plaintes déposées aux Etats-Unis. Les sommes totales réclamées pourraient attein-dre 1 milliard de livres dans les vingt à treme prochaines années. Selon le principe des Lloyds, les investisseurs qui y adhèrent mettent en garantie l'intégralité de leur for-

 Norton Opax renonce à son OPA sur De La Rue. - Le groupe d'imprimerie britannique Norton Opax a annoncé, le 14 septembre, qu'il renonçait à son OPA inamicale de 482 millions de livres (environ 5 milliards de francs), lancée le 21 août dernier. Grâce au décompte des votes par procuration déjà envoyés, la direction du groupe savait qu'elle n'obtiendrait pas l'accord des actionnaires sur son OPA. Norton Opax est hui-même, depuis le 4 septembre, l'objet d'une OPA de la part de Bowater Industries (papier, embaliage, matériaux de construction), qui devrait réussir. En effet, Norton Opax, initialeannoncé qu'il avait entamé des discussions avec ce groupe, qui détient 29,9 % de son capital et avait posé comme condition le retrait de l'OPA de Norton Opax sur De La Rue, condition désormais

• Le canadien Noranda prend le contrôle de Falconbridge. - Le géant minier canadien Noranda, épaulé par le groupe industriel suédois Trelleborg, a acquis, le 15 septembre, la compagnie canadienne Falconbridge, deuxième producteur mondial de nickel, pour un mo canadiens (12,4 milliards de francs). Cette opération permet à secteur des métaux l'erreux et d'acquérir, en particulier, des

• Transport: Sies prendre le contrôle de Ditwag. emens a annoncé, le 16 septembre, son intention de prendre le contrôle de Düwag, un des principaux fabricants de carrosseries pour trains. Cette entreprise, qui compte deux mille deux cents salariés et réalise un chiffre d'affaires de 300 millions de deutschemarks (près de 1 milliard de francs), est détenue par deux familles, Capellman et Talbot pour 75 %, le reste du capital étant entre les mains de petits actionnaires. L'accord doit encore recevoir le feu vert de

PARIS:

Second marché (selection)								
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours prác.	Dernier Dernier			
Americ & Associate		420 217 50 330	Loca Imenimentali Locanic		284 156 259			
B.A.C		853 415	Militagenics	23 235 10	197 2035 o 233 10			
Beilerk Technologies Beisent (Lyes)		958 305 2410	Neverle-Delanes Obertsi-Logabez Ora, Gent, Fin	290	1220 250 574			
Carbonom	 ::::	890 c 785 643	President P.F.A.S.A. President (Class Fig		550 701 \$3 50			
CAT.C		149 1850 395	Préesure Assurance		670 865 702 363			
CEGEP. CEP. Communication . Cinemas d'Origny	::::	220 500 782 709	Richy & America Riches Alpes Eng (Ly.) St-Hongri Manignon S.C.G.P.M.		314 232 740			
Codetxer	ľ	250 250 335 1238	Segin Sélection lev. (Lyon) S.E.P.	346 50	335 112 540			
Creeks		455 185 852 d	Serito S.M.T.Gospil Sodinions		539 369 600			
Device		1200 550 198	Sopra Therespier Hold, (Lyce) TF 1		298 245 376			
Editions Ballond Bysées Investieum Fisacor		123 50 17 80 221	Uniting Union Finance de Fr Visit of Cin		196 525 223			
Gerosar Gr. Fonciar Fr. (G.F.F.) Guiototi		560 342 977	Yves Seint-Laurent Bendon Hydro-Energie .	320	1050			
I.C.C		256 292 149 300	14 BOURSE	SUR				
In Mary Service		1150 410	90-13	LEM	ONDE			

Marché des options négociables le 15 septembre 1989 Nombre de contrats : 12 545.

	MDIV	OPTIONS	DACHAT	OPTIONS DE VENTE		
VALEURS	PRIX	Sept	Déc.	Sept.	Déc.	
	exercice	derniez	dernier	dernier	dernier	
Accor	680	150	_	6,38	-	
CCE	440	36	47	_	6	
Df-Aquitrine	488	56	-	- 1	4,95	
Euroteenel SA-PLC	70	-	14	1,50 4,20	450	
Lafarge-Counée	1 799	52		4,20	30,50	
Lafarge-Coppée Michelin	180	4	11,69	-	4,95 4,50 30,50 8,10	
MGE	1 500	17	-	-	- 1	
Parites	486	22,50	41	- '	- !	
Pergeot	775	-	165	i -	4 1	
Saint-Gobain	600	110	-	! –	-	
Société générale	520	12	33	! –	18	
Thermon-CSF	200	3	13,89	8	14,58	
Searce Perrier	1 600	185	237	- 1	- 1	
Suez Financière	388	17,59	_	-	9	

MATIF

Votionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 15 septembre 1989

COURS	ÉCHÉANCES							
- COOKB	Sept. 89	Déc	. 89	Mars 90				
Dernier	168,12 108,22	107 108		197,90 197,89				
	Options	sur notionn	el					
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE				
TRIA DEAERCICE	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90				

1,04

INDICES

0,75

CHANGES Dollar: 6,64 F 4

dollar s'inscrit en baiss lundi 18 septembre, s'échangeant à 6,64 F, contre 6,6665 F à la cotation officielle de vendredi. Le dollar était monté jusqu'à 6.7540 F vendredi à New-York mais a ensuite subi une chute importante en raison d'inquiétudes relatives au marché des junk bonds (obligations à haut risque).

FRANCFORT 15 sept. 18 sept. Dollar (en DM) .. 1,9975 1,9695 TOKYO 15 sept. 18 sept. Dollar (en yens) .. 145,85 146,43 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) Paris (18 sept.). . . . 111/16415/16% New-York (15 sept.). . . . 91/169

BOURSES

0,81 1,40

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88) 14 sept. 15 sept. . . 126,7 127,1 (SRF, base 100: 31-12-81) Indice général CAC 538,4 (SRF, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1889,62 1897,63 (OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 .. 527,26 **NEW-YORK (Indice Dow Jones)** Industrielles 2 664,89 2 674,58 LONDRES (Indice & Financial Times ») Industrielles 1 965,8 1 949,7 Mines d'or 284,6 287,1 Fouds d'Etat 85,94 85,88

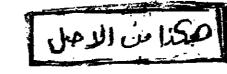
TOKYO 14 sept. Nikker Dow Jones 34 401,28 34 472,54 Indice général ... 2618,43 2 622,23

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

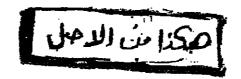
	COURS DU JOUR		UN	MOIS	DEU	X MOIS	SIX MOSS		
	+ bes	+ heat	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	00 dép. –	Rep. +	on dép	
\$ EU \$ can Yes (100)	6,6225 5,5933 4,5285	6,6275 5,6023 4,5270	- 165 + 111	+ 15 - 129 + 134	+ 25 - 388 + 247	+ 59 - 264 + 283	+ 120 - 793 + 747	+ 290 - 687 + 829	
DM	3,3642 2,9858 16,8936 3,8979 4,6918 18,3410	3,3689 2,9894 16,1135 3,9831 4,6987 16,3555	+ 39 + 30 + 68 + 34 - 126 - 430	+ 56 + 41 + 134 + 50 - 96 - 374	+ 93 + 68 + 168 + 84 - 249 - 889	+ 115 + 85 + 279 + 110 - 242 - 731	+ 247 + 196 + 458 + 260 - 769 - 2267	+ 305 + 242 + 791 + 331 - 621 - 2894	

TAUX DES FIROMONNAIES

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



changes



••• Le Monde • Mardi 19 septembre 1989 27

Marchés financiers

POLIDCE	DIT 15 C			100 E	11110	11010			·	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Cours relevés
BOURSE COME PROME	<u> </u>	EPIEN			+ mon		 .	<u> </u>	Compan VALE	URS Cours Premier D	à 17 h 30
3620 CRE 3% ± 3790 3772 37	790	Cours Prestier Dessier X	LĪ	lemen	t men	Ĺ		maior Denier *	250 Charalia	nh. 253 263 50 25	350 + 020 160 - 145
1190 C.C.F.T.P 1200 1220 12	230 + 250 min 7 250 166 170 Citation	priorid. cours cours +- 1163 1162 1169 + 0.52	2 1330 14	/ALEURS Coas prices.	cours cours	+ 022 1380 8		450 1470 + 06	2250 Destrois 2 1200 Drawiner	98 90 98 95 9 Bank 2263 2243 224 Bank 1772 1159 118	# 0 40 # - 0 84 # - 1 11
1200 SR-Sobin T.P. 1290 1290 12 1247 Thomson T.P. 1290 1290 12 775 Acor 825 840 12 625 Acor 825 840	40 + 189 1580 De Dietloh	469 50 496 501 + 0.30 680 680 681 + 0.15 3765 3741 3789 + 0.84 1635 1600 1680 + 1.53	2180 La	grand & 3770 grand (DP) & 2006 soy-Somerk - 1584 southil in. & 765	19650 2001	- 025 575 9 - 107 1060 S	shaper 640 sroff # 1044 1	050 3700 + 0.5 639 639 - 0.1 037 1054 + 0.9 900 950 + 6.6	6 760 De Panel 6 325 Eastman 7 16 East Burn	ten 772 778 77 Kodek 323 322 50 32 1 15 05 15 20 1	78 + 0.78 25 + 0.62 25 + 0.66
825 Air Liquith 675 679 (2000 Als. Sepum 2130 2140 2: 680 Al. S.P.L 581 581 1 2780 (40m. Pitous): 1204 2881 2	190 + 104 *210 Déc. P.d.C. (1) 190 Déc. R. Suél-Est + 0.89 550 D.M.C 190 550 D.M	220 219 80 219 80 - 0.08 361 360 360 - 0.28 567 563 556 - 1.96	580 (n 3 880 (n 515 (n	caferon 🛪 560 canton 🛪	567 550 865 859 526 625 6	- 179 310 S + 106 780 S + 174 835 S	nol-Chile (時女 . 320 10 Repignet (hin) . 850 Chneider女 869	321 322 + 05 960 860 + 11 865 870 + 01	8 670 Education 2 286 Estate Co	794 793 79	
670 Aussecht Floy	586 - 0.30 3660 Duda Franco y - 0.82 1050 Dumer x	596 591 614 + 319 4200 4200 4330 + 310 1053 1082 1065 + 019 1174 1180 1180 + 138	1950 Ly	V.M.H.\(\phi\)	4529 4531 1986 1900 85 94-90 270 276	+ 177 1040 S - 012 1110 S	CREG # . 1000 1	73 B0 74 + 0 S 308 1276 + 20 3 025 1045 + 0 5 501 506	6 55 Streegold 163 Genoot . 8 370 Gán. Ber	53 40 53 96 5 165 60 170 17 z 363 372 37	380 + 094 0 + 266 8 + 441
486 MAP 文 435 438 14 370 Mail Equipus 水 386 10 388 1 980 Mail Equipus 水 958 968 1	187 + 0.45 387 + 0.49 385 + 1.04 880 Exac (Gala.) ★	2180 2150 2169 - 050 811 810 825 + 229 1140 1143 1127 - 114	450 Ma 355 Ma 4800 Ma	er. Wondel 文	506 · 514 390 · 404 4650 · 4605	+ 138 1590 S + 176 265 S - 054 826 S	FLML大 1900 1 足五大 28740 配大 825	787 1806 + 0.2 200 50 285 10 - 0.8 833 820 - 0.6	6 165 Goldfield 1 67 GdMetro	ns 225 323 90 33 3 162 153 80 15 polymin 85 70 85 60 8	380 + 118 530 - 061
860 Cie Bennaire 🖈 . 842 840 (816 Bezer HV) 885 890 7 885 Biglin-Suy 🖈 . 674 679	46	545 546 552 + 1.28 532 532 534 + 0.38 418 411 412 - 0.98 1365 1350 1330 - 2.55	3 290 MA	stalescopic 230 20 literategia int. # 270 literategia 181 66 6753 1469	231 50 237 90 274 270 181 181 50 1471 1471	1190 S	k Rossignol ± 1248 1 1905 ± 1031 1	800 601 ± 0 1 254 1250 + 0 1 033 1037 + 0 5 522 524 - 0 1	6 Herelate	Pachard 338 342 90 34 71 46 71 50 7 Mr 1000 1000 100	10 15 12 90 + 1 45 1 50 + 0 07 17 - 0 20
729 Sic ± 764 763 830 S.J.P. ± 847 841 670 S.L.S. ± 705 700	180 c — 0 48 1540 Spinistr	3315 3330 3406 + 2.75 1880 1670 1675 - 0.32 485 500 515 + 4.04	2 405 Ma 1 220 M	idi (Cia) 1489 idi. Ni SAgt 203 in Salvig Mai 437 iM.MA. gt 215	205 203 451 450 213 229	148 S + 297 180 S + 651 3610 S	odecs (Ne)	145 10 145 10 - 0.2 178 179, + 0.5 710 3700 - 0.2	7 139 lssp.Che 6 750 BM	picei 125 134 10 13 763 768 76 406 403 40	429 - 059 7 + 052
2100 Bonguin S.A. # 2300 2255 2: 955 Bon-Murché # . 1003 1007 14 735 Bonguin # 772 765 120 R.P. Famon # 146 50 146	276 — 0 76 1980 Emateure ;	2226 2275 2368 + 8.43 1820 1819 1830 + 0.55 3600 3406 3455 - 1.29 365 862 875 + 1.16	945 No	odiousk	1250 1200	- 188 370 S + 161 2690 S	2775 2	428 425 10 + 00 775 2895 + 10 788 1788 + 13	2 186 Mec Den 8 113 Memodi 6 480 Merck .	id's 196 196 50 19 ia 106 20 108 10 471 470 47	16 50 + 0 26 16 - 0 19 15 + 0 85
730 B.S.M.\(\psi\)	745 + 122 86 Empternal ★ 734 + 194 1820 Emp ★ 577 - 0.19 1860 Faccook	77.50 78.80 78 + 0.66 1550 1585 1580 + 1.94 1486 1498 1478 - 1.27	906 Ro 900 Co 1410 Co	cavelles Gal. 🖈 650 csid. 166a.) 🖈 . 320 ma.F.Parle k . 1850	655 674 823 927 1650 1680	+ 369 240 S + 076 696 S + 061 1100 S	mac * 850 pi-Butignol * 738 traitr * 1155 1	865 890 + 47 730 740 + 05 150 1158 + 02	350 Mobil Co 270 Morgan J	aM 495 483 48 9 381 379 37 P 267 264 26 33260 33100 3	13 - 0 60 19 - 0 52 15 - 0 75 3100 - 0 48
205 Carine 2 217 50 216 20 2 128 Carine A.D.P. 2 135 10 135 10 100 Carterine D.L. 950 980 1	227 + 4.37 215 Feedbild 137 + 1.41 440 Free Lille &	1270 1270 1298 + 2.20 212.50 211.10 211.10 - 0.66 450 450 446 - 0.86 2336 2369 2423 + 3.72	4450 Qu 500 Pa	iger ★	448 90 454 4550 4532 501 500 469 459	- 050 470 S - 020 206 T	verhelebo tr. 473 borneon-C.S.F. 193 80	397 397 + 02 473 490 + 14 194 10 194 30 + 02 526 527 - 03	140 Norsk Hy		0 - 090 7 + 075
1200 C.C.M.C 132 50 132 60 10 C.C.M.C 931 934 9 10 265 Cantrat 254 254	132 70 + 0 15 1780 Gal. Laleysteck 228 - 0 32 615 Georgesk 254 1830 Gaz et Esenik	2126 2150 2200 + 353 680 660 668 + 121 1860 1860 1945 + 457	1290 Pe 320 Pe 225 Pe	schelbronn & 1434 sching CP & 369 sching in. 241	1435 1445 387 50 369 50 240 10 241 40	+ 077 96 + 014 1405 T. + 017 406 T	- (certific.) \(\frac{103}{25} \) R.T. \(\tau \)	102 10480 + 17 421 42150 - 17	5 1030 Philip Mo 124 Philips . 3 102 Plear Do		1 + 0.76 5 - 0.07 10.50 - 0.50
450 Cans + 458 461 460 C.S.E 471 90 472 4	710 + 971 820 Gáspleplepek + 303 740 Gertadik - 652 3480 George Clifik - 1900 Gc Vistoles	861 861 862 + 0 11 766 766 765 - 0 13 3900 3870 3880 - 0 28 2200 2201 2206 + 0 23	1420 Pa	enoci-Hicardik 1538 report S.A 918 report S.A 553	470 477 1515 1823 900 907 553 558	- 098 1550 U - 120 105 U	LC. ±	594 586 - 03 120 1111 - 08 520 620 953 951 - 08	0 370 Pandont 430 Popul Du		2
1680 C.G.I. Informat. 1784 1740 1741 1740 17470 C.G.I.P.; 1646 1846 1846 1846 1846 1846 1846 1846	720 ~ 248 900 ~ (contil) 955 + 061 1480 GTM-Earrey x	1100 1100 1104 + 038 1364 1345 1375 + 155 1120 1125 1148 + 250	755 Pd 1130 Pd	### # 775 #### \$123	767 773 1135 1131 796 810	- 026 336 U - 018 796 U	CB.★ 31670 Book 792	317 308 - 27 792 796 + 05 878- 911 + 26	5 32 Sunt. & S 7 47 St Halens 9 270 Subhamba	estchi 35 05 34 55 3 Co 47 50 45 10 4 rger 286 10 286 28	4 60 - 128 5 05c + 175 5 - 038
1170 Changema Ark 1271 1306 12 	776 + 1 15 460 Hachette #	444 441 50 450 + 135 1121 1140 1119 - 0 18 710 710 714 + 055	790 Pri 3770 Pri 5 610 Re	interport 3830 mandler 3830 minutes a 555	804 800 3824 3800 655 685	- 062 495 W - 078 360 W + 153 1190 Z	Morac # 420 f0 in Benque # 450 minc 1293 1	422 424 90 + 1 1 443 443 - 1 5 278 1300 + 0 5	4 44 Shell tran 8 2030 Shemen	NG 2045 2026 202 376 371 38	690 - 249 5 - 083 1 + 133 650 + 036
181 Codebiek 179 178 10 1 376 Codemage 356 355 10 3	788 + 2.53 T322) Helchinon 🛠 Helchinon X Helchinon	1400 1400 1405 + 0.36 363 80 364 370 + 1.76 262 265 280 10 - 0.73 6100 6110 6080 - 0.18	5 4240 Au 535 A.	all. D. Total ★ 165 20 adouts (La) ★ 4190 .Posine: CIP ★ 587 Aur Sease	166 178 4180 4190 582 586 349 349	- 017 240 A	mex loc 179 80 mex. Express	966 965 190 10 181 + 0 6 237 50 237 50 - 0 2 268 288 + 0 7	7 81 Toubles 1 475 Univer	258 256 25 257 10 57 60 5 470 471 90 47	7 - 039 780 + 088 1 + 021
225 Cpt. Entrept. # 219 60 219 1 1040 Compt. Mod. # 1070 1082 11 1000 Cold. Foucier # 1081 1057 10	121 + 0.86 : 530 franchility 123 + 4.95 1720 Intertoducique k 174 + 1.23 1360 Liabburk	526 529 525 - 018 1750 1720 1760 + 057 1371 1870 1372 + 007	135 Ro 1880 Ro 3790 R	chetn (Le) 141 40 mood Usinft 2155 .https://dx.	141 140 20 2200 2153 4520 4940	- 0.86 157 A - 0.08 465 A + 5.79 360 B	ngio Amer. C. 163 10 ngsid 478 ngo Sentandar 346	162 16250 - 03 481 481 + 06 345 345 - 02	7 530 Vani Rust 8 490 Volvo 9 225 West Dec	528 528 52 528 52	650 + 010 470s + 108
465 C.F. Interest. + 486 490 4 186 C.C.F. + 208 208 288 885 Cr. Lyon. (Cd + 1750 731 1	100 + 1 03 1200 Lebinal +	1240 1240 1242 + 0 16 2410 2408 2420 + 0 41 1737 1730 1738 + 0 08	i 1470 isa	186 186 Igum 🛨 1541 Int-Gobern 711	184 184 1865 1553 710 708	- 054 1010 B + 078 1040 B - 070 78 B	Der 1042 1	998 988 - 09 040 1042 76 05 76 45c + 14	175 Yamenou		0 - 2 3 10 3 25 + 0 31
VALEDR % S&	1	ant (sélection)	Denier		Cours Dunier	 	V (sélection)	J 11	Smileilan Rachet	1 10-1	5/9
CONTROL CONTROL	VALEURS Come Denier come CLC (Finesc dd) 219	VALSURS Court pric.	59 20 V	VALEURS	Cours Denier pric. cours	VALEURS	Frank Incl. net .	VALEURS R	Salaiden Rachet rais Incl. net 268 07 267 k3	VALEUNS Frais	7766 17417
Obligations Emp. 8:80 \$ 77 122.40 2773 9:80 \$ 78/93 10180 1745	Ci. Maridian	Mini Digloyd	430 W 559 : B	Malerate S.A Irans. de Merce	\$20	Action	. 24826 24162	France-Index Sizer France-Invention.	114.74 11138 473.81 462.25 480.58 468.02	Pareller	00 96 96 33 59 86 252 62 56 51 777 08
9,80 % 78/89 101 80 1746 10,80 % 79/84 104 76 0 326 13,25 % 80/90 102 87 3776 18,25 % 82/80 102 13 10 874	Colonial Cyl	Honel	205 414 467 10 2130	Étrang	548 j	Additional	. 688 52 644 95 1284 73 1233 88	Rancie Pierre Francie Pierre	508 82 494 10 117 97 114 53 1905 13 1267 12	Phospant A	01.01 1178.05 08.45 71854.74 1832 56104.11
155 jan 22 104 64 4 286 14,60 5 56, 63 107 40 17240 13,40 5 66, 63 155 55 9 8 50	Concept Let	Palais Monatain	1400 A 1106 A	Vices Albert	158 50 158 131 10 505	AGF, ECU	. 1082 09 1081 28 . 124 35 121 36	Fracti Associations	29 29 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25	Placement Premier 540 Placement Premier	19 79 13808 97 18 66 113 54 11 98 10801 18
12.20 % oct 84 108 85 11 431 11 % 64.85 113 75 6 208 10.28 % mem 25 107 20 5 256	Cold. Gla. Ind	Puber CP 378 So	379 BO	in President	462 465 1020	AGF, breek AGF, CHUG AGF, Signifi	. 141 13 137 69 . 1101 74 1086 26		10764-04 119764-04 243-38 236-78 978-25 964-39	Ph/Aspointes 230 Quartz 1	14 19 111 13 19 68 22008 69 29 18 126
ORT 12,75 % 83	Daymon S.A	Parlamba	477 50 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	tempe Ottomeru	518 2105 2115 38000	Aglino	711 30 683 95 211 19 208 56	Proctimes	32.46 31.67 4236.91 4326.08 574.86 596.38	Research St	773 16525 4374 526984 8687 116256
OAT 9,80 % 1986 105 80 6 122 Ch. Franca 3 %	Didox-Bottin	Planthidist	400 d g	t, Leobert	760 760 147 50 145 20 178 171 28 50 28 10	Assistant	680575 6308.21	Festification	10899 11 10836 56 1282 88 1224 64 52786 88 58640 28	Stituori Biodicant 9 Stituori Glabai 2	63 63 919 84 85 01 281 63 39 40 228 64
CMP Parker	ECJA	Proximos SA	5870	Sermonitorit Out. and Knyft Op Beam (port.)	960	Amorie	1157 25 1157 25 361 81 369 25	Gerlien Associations Horizon	165 87 162 22 1262 87 1216 38	Stitional P.M.E	49 22 619 78 14 36 638 77 17 50 11710 86
PTT 11,20% 85 108 80 8 119 0F 10,30% 85 105 65 8 045 056 11,50% 85 106 34 2,949	Enterphis Paris 289 Enterphis Paris 78 20	Roserio (Fin.)	301 G	event	655 670 1318 1310	American American American	11457 11152 154403 151375	Interchity	2362 30 11677 21 565 18 548 72	St-House Technol	82.20 540.58 71.72 832.19 14.96 5509.45
CHT 9% 86	Europe Boules Indust. 102 2020	Sefe Akon	970 350 625	000pm:	370 375 237 234 389 388	Ann Europe	. 139 89 133 36 . 137 88 131 63	Jepacie Jeste épagna Luffith-Asséripa	20534 19835 24232 23874 28088 24905	Scorder (Decise 87) 7	78.57 10978.57 23.50 712.81 58.66 1456.50
Dronor, Aus., Chil. comm. 3820 387 Micrologia L. 6% 6/7 8 540	Frac	Sage	238 50 Ja 580 L	ionoyoul lic	580 . 575 1200 54 54	Brid Associations Caphasis Caphail Plos	1034 17 1018 89 1686 23 1698 23	Luffito-Espanica Luffito-Espanica Luffito-Franco	315 25 300 55 316 53 302 46 363 25 365 57	Stear 5000	53 48 751 53 6 81 433 98 6 82 863 11
VALEURS Cours Denier cours	Foreign	Sections 86 349	573 M	Street Bank Pic	38 05 38 80 105 105 136 134	Christ Piera CP (seit AGF Actions) . Counts		Lafitto-lapon Lafitto-lapon Lafitto-Civig	275 03 284 00 457 05 437 06 143 41 136 91	Sindente	256 70321 1473 46202 1607 21383 1
Actions	France LARD	SEP. 94	176 G 582 d h	Minetal	28 10 26 425 448 451 50	Comptendor	. 567187 546861 . 11348 11017 . 41488 36892		200 62 191 62 396 84 380 56 5299 56 5291 62	Stgepages 37	1867 127055 1676 362.17
Agastas (Saf. Fin.) 1698 A.S.F. (St. Cast.) 1093 Aladian 653 552	Gental	Stylu (Plant. Historia)	777 R	toth Cylad	790 775 55 90 53 40 335 90 332 50 332 331 50	Creditor	. 1022.52 1002.47 . 1130.22 1083.06	Lico-Institutionals	19808 90 11808 90 20818 86 23867 96 777 43 769 73	Sogister	18 49 1163 69 17 64 1429 73 11 19 154 84
Aloffers 953 652 Applie Hydrad	Géraint	Soficeni S.O.F.LP. Md 286	580 R 557 S 310 d S		245 245 90 12 50 12 50 39 20 40	Dreat-frace Dreat-fraction Dreat-Sizahii	933 54 891 21 1238 32 1182 17	Lice Triegr Licet Scame Investio Licet postelicilis	2163 19 2131 67 563 15 . 546 75 766 84 747 42	Stratigio Rendament 110 Tacionocio	71 91 1222 99 51 61 1125 05 1033 1204 20
Austr Publish	Inc. Pales Moneyer	Supergi	163 S. 445 S	K.F. Aksishdag Nasi Cy al Cas	14520	Drougt-Silection Engel:	. 147 48 140 77 1148 92 1132 93 . 2054 47 2034 13	Michigania	250 48 200 94 10143 69 10042 25 465 87 444 74	Theren Si	8877 8547 75 2333 51835 235 9054
Biglio Say (C.1) 468 Bissoy Cunet 920 BILP, Intercents 381	100 100	Southell	531 TH 271 50 Ta	hom Bill	402 850 84 44	Expel Institutest Expel Magnetic Expel Magnetic	. 412.23 400.22 . 51939 94 51939 94 . 33120.26 33120.26	Monday	5567 13 5567 13 2578 20 5277 20 26837 07 56827 07	Trécor Réal	
Stridgine	14850 1485	Taks de Luttene	1063 W	Vagono-Lite 1	1320 665 680 270 209	Boggel Tripopolisi Blank	2157396 2157396	Manufe Urio Sil	10691 72 10670 38 189 93 162 66 4130 10 13990 20	UAP. investes	481 5291 89 417 476 31 2655 105 59
Contactor 900 CAME 170 Control	Localismolio 294 Localismolio 434 Localismolio 400 Localismolio 1880	Tour State	985 936 937	Hors-		Eparic		Natio-Court terms 21	6832 02 6818 38 19983 219983 1780 32 1225 59	Unitares	1657 11657 1191 58079 1382 1401.05
CEGRig. 476 Contac Super	Losen (Ing) 3681 Losen 1980 Medalma Bult 92 10	UTA	584 2520 3310	adoption	326 900 900 198 10 201 578	Eparges Contributors	. 9641 79 9556 23 . 536 26 536 28 . 1781 10 1733 43		598 47 593 26 1590 48 5647 91 5860 31 65850 31	Uri Prigiona 347 Unimeta	1071 1534 1643 3263.31 1740 2270.30
Compac(Sig) 154.90 164	Maginins Unipaix 1822		ŽIW Č	logation	405 405 70	Bago latet Bago later Bago J	98.48 94.01 980.55 642.88	Nation-Reports	1051 58 1041 17 1877 25 11677 26 - 523 01 840 64	Universitation	1049 11049 1237 130790 1115 167761 1444 58946
ISSANALE ALEKARI	COURS DES BILLETS	MONNAES COURS	COURS	habo licale Zie	385 386 . 182 .184 500	Epages Nacio	197 45 192 15 1400 80 1469 86 12982 80 12988 48	Morti-God Difestopp Normal F	5586 05 (297 40 1250 45 1247 95 13245 78 12967 02	Valorg	12 08 1000 42 10 78 41780 90 17 81 22914 82
Escalais#1 8843 7 008	6996 Orb	(an fagot) 77200	77300 H 77450 H	hogovéne	297 240 121	Spage Chip Spage Chair Spage Unit	14844 130680	Oblicie Régions	121 56 120 35 1386 40 120 77 1066 32 1036 72		
Alienages (100 DM)	137 310 328 500 346 500 Pilot 16 128 16 600 16 600 Pilot 190 270 298 500 308 500 Pilot	Hampine (201) 442 Hampine (105) 370 Hampine (204) 452	444 R	Contro N.V	362 183 10 183 20 2000 1990 400 365	Epitya-Valent Epitya Eseniclastica	473 96 495 36	Oblin	155 08 162 79 1108 88 1086 92 10737 81 10737 81	PUBLIC	_ 1
Novige (100 k) 92 790 Grands-Bratagos (£ 1) 10 381 Grands (100 drackmen) 3 907	\$2 800 88 96 500 Som 10 370 9 860 10 800 Files 3 906 3-750 4 380 98	de 20 dellers	564 S 2680 S	EPR	55 30 2440 709	Eurodia Buro-Gan Famicavidia per 10)	1275 82 1233 87	Onesion	1313 83 1270 63 6112 06 5661 16 6269 08 16236 61	FINANC	
Saises (1000 time) 4888 391 880 3 Saises (100 fc.) 391 880 3 Saide (100 im) 100 150 1	190,800 378,506 400,500 Pilot 100,120 96 104	da Soldina 895	2900 UI 462 U	Lactores de Numbe Lactores de Numbe Lactores de Lactores de Lactor	550 550 380 144 12150	France Assert 4/4 Ret.	29847 27939 116 112	Pedra Opostaliós Pedra Patriación	133 73 128 28 138 81 558 17	Renseigneme 45-55-91-82, po	
Autriche (100 actd	5401 5150 5750 Orto 4034 3200 4600 Or2 5613 5460 5850 Orto	side			1480 [baché – o:of	iert — • : droit o	\$686.95 \$247.11 étaché — d : dag	(PeterBeene) nandé – ♦:prix p	207 91 % récédent — +	·	
Japon (100 years) 4541	4535 4400 4620 Age	etades									-

4 L'exode des Alternands de l'Est via la Hongrie. 6 Algérie : le nouveau gou-

8 La visite de M. Rabin au

vernament.

POLITIQUE

9 M. Delebarre yout retrouvor une marge de manœuvre face à M. Jos-

 Un rapport sur la mode d'évaluation des décisions politiques. 10 La commémoration de la

bataille de Valmy.

SOCIÉTÉ

12 La Guadeloupe dévastée par le cyclone Hugo. - La consommetion de drogue chez les adoles-

L'agre M. Faunsson. 22 Sports : l'équipe

après Fabiani.

France de volley-bail

15 Ouverture de Musica 89 à Strasbourg. La deuxième convention du disque.

16 Succès populaire pour 6º journée du patrimoine.

ÉCONOMIE

23 Les appeis à la négocia-Peugeot.

de la représentante de M. Bush pour les négociations commerciales. - COMMUNICATION : ia bataille pour le contrôle de canadien Campeau. ねく5 3.

SERVICES

tion se multiplient chez 24 La tournée européenne

25 Les difficultés du groupe 28-27 Marchés financiers.

Carnet14 Loto, loto sportif 17 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17 Spectacles19 TÉLÉMATIQUE

Tout sur la Bourse 3615 tapez LEMONDE

> Les offres d'emplois du Monda

3615 tapez LM

Les attentats contre les foyers de la Sonacotra

Le président du PNPE est incubé d'association de malfaiteurs

NICE

de notre correspondant régional

M. Claude Comillean, cinquantetrois ans, traducteur, président du Parti nationaliste français et européen (PNFE), qui avait été inter-pellé mercredi 13 septembre (le Monde du 15 septembre) à son domicile de Crécy-la-Chapelle (Seine-et-Marne), dans le cours de l'enquête sur les attentats commis en mai et décembre 1988 contre les foyers Sonacotra de Cannes et Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), a été transféré, dimanche 17 septembre, à Grasse, où M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction, l'a inculpé d'association de maifaiteurs.

M. Cornilleau, qui a refusé de s'expliquer devant le magistrat instructeur hors de la présence de son avocat, a été incarcéré à la maison d'arrêt de Grasse. Treize personne ont déjà été inculpées, dans ce dossier, dont huit sont en détention à Nice et à Grasse.

L'arrestation de M. Cornilleau semble indiquer que le PNFE, en tant que tel et non blus seulem quelques-uns de ses adhérents locaux, pourrait avoir joué un rôle dans les attentats contre les foyers de la Sonacotra sur la Côte-d'Azur. Les enquêteurs du SRPJ de Nice auraient, en effet, établi que ce parti d'extrême droite, créé en 1985 par M. Cornilieau, ancien militant du Front national comme plusieurs de ses coinculpés, avait réuni juste avant, à Paris, un congès national au cours duquel des projets d'actions « musclées » contre les immigrés auraient été évoqués. Ce congrès avait été suivi d'autres réunions sur les mêmes thèmes.

Un examen plus approfondi des documents saisis au domicile et au bureau de M. Cornilleau permettra de mieux cerner l'éventuelle respon-sabilité de celui-ci et celle d'autres dirigeants du FNFE qui doivent être entendus. Le juge d'instruction pe disposait pas, à ce stade de l'enquête, des éléments suffisants pour conclure à une initiative parisienne concernant les attentats sur la Côte d'Azur. Les policiers niçois ont, en outre, fait une perquisition au siège de la Fédération profession-nelle indépendante de la police à Paris qui n'a, semble-t-il, donné

ancun résultat. Deux personnes avaient été bles sées dans l'attentat contre le foyer Sonacotra de Cannes, le 9 mai 1988, et à Cagnes-sur-Mer, le 19 décembre suivant, une personne avait été tuée et onze autres blessées, dont deux sérieusement atteintes.

GUY PORTE.

Les principales dispositions fiscales du budget 1990 sont arrêtées

Nouvelles réductions pour les revenus de l'épargne

Les dispositions fiscales du pro-jet de budget pour 1990 sout maintenant à peu près complètement arrêtées. Le conseil des ministres du mercredi 20 n'aura donc pour l'essentiel qu'à les ratifier.

Quelques modifications impor-tantes ont été apportées en fin de semaine aux mesures déjà connues (le Monde du 5 septembre). Elles touchent la réduction de la fiscalité de l'épargne qui ne concernera pas seulement les revenus des obligations pour lesquelles le prélèvement pas-sera de 25 % à 15 % (ou de 27 % à 17 % si l'on prend en compte le prélèvement social qui s'y ajoute), mais aussi les titres des créances négocia-bles (32 % à 15 %), les dépôts en comptes courants (45 % à 35 %), les profits réalisés sur les marchés à terme (32 % à 16 %). Les bons du Trésor et les bons de caisse et autres titres assimilés passeront d'un prélèvement libératoire de 45 % à 35 %, mais uniquement pour les bons et titres émis à compter du le janvier 1990 (la fiscalité n'est pas allégée sur le stock de ces bons).

Pour le reste des dispositions fiscales, le budget de 1990 modifiera au profit des contribuables modestes le calcul de la taxe d'habitation. Celleci sera plafounée à 4% du revenu plus de soixante ans qui ne paient pas d'impôt sur le revenu sont déjà exonérées de cette taxe locale. En revanche, les personnes âgées de moins de soixante ans se trouvant dans la même situation n'étaient pas complè-tement exonérées, bénéficiant d'un abattement de 30 % sur la part de leur impôt local dépassant 1 305 F. Ces personnes seront désormais elles aussi complètement exonérées de taxe d'habitation.

Plusieurs mesures touchent le ement dans le projet de budget 1990. La première concerne la déduction forfaitaire de 15 % que les propriétaires louant un logement penvent pratiquer sur le revenu brut de leurs immeubles urbains. Cet abattement sera ramené à 10 %.

D'autre part, la déduction d'intérêts d'emprunt pour le logement sera modifiée mais pour les seuls prêts contractés à partir du 1 = janvier prochain et pour les seules personnes dont le revenu imposable par part dépassera 210 210 F, correspondant à un taux marginal de 49 % (limite inférieure de la 12º tranche).

Enfin, la loi Méhaignerie, qui encourage fiscalement l'investis ment logement quand celui-ci est destiné à la location, est légèrement modifiée. La réduction d'impôt resimposable. Les personnes âgées de tera de 10 %j, mais son assiette (le

de 200 000 F à 300 000 F pour une personne seule et de 400 000 F à 600 000 F pour un couple marié. En revanche, cet avantage fiscal sera plafonné à 15 000 F pour les per-sonnes seules et à 30 000 F pour les couples la première année, le solde étant déduit la seconde année. Enfin, cet avantage fiscal ne pourra plus jouer qu'une seule fois. Les per-sonnes qui bénéficient des avantages de la loi Méhaignerie verront l'abattement spécial de 35 % sur leurs revenus fonciers ramené à 25 %.

Autres modifications : la taxe de 5.15 % sur les contrats d'assurancevie sera supprimée à partir du 1e juillet 1990. D'autre part, les droits de mutation sur les fonds de commerce seront supprimés jusqu'à 100 000 F de cession, ramenés au taux de 6 % 100 000 F et 300 000 F et à 11,8 % pour les cessions supérieures à 300 000 F.

Le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune s'enrichit d'un taux marginal de 1,3 %, qui jouera pour la partie de la fortune dépassant 40 millions. Le « taux 0 » du barème jouera jusqu'à un capital de 4.1 millions.

Enfin, un taux de TVA à 2,1 % va être créé pour les médicaments remboursés par la Sécurité sociale.

-Sur le vif-

Rigolade patriotarde

Vous l'avez vu, vous, son super show, à mon Mimi, Valmy naissance d'une nation? Moi, non, entin si... De loin i Mon poste était pris d'assaut par un commando d'étudiants, des copeins è mes enfants, très Marché commun, lancés sabre au clair contre la connerie de cette patriotarde rigolade enveloppés dans de la toile à mateles signée Buren, un pote à Djack.

A quoi ca rime, la célébration d'une victoire sur des pays à qui on a commencé par déclarer la guerre ? Une victoire achetée à prix d'or - Makraux s'était pas gêné pour la rappeler. - l'or versé aux officiers autrichiens et iens en les priant de détaler aussi vite que leurs soldats, pris de coliques... Pas la trouille, non, la dysenterie I Une victoire contre l'ennemi de l'extérieur qui ve tourner un an plus tard, avec la Terreur, à la guerre contre l'ennemi de l'intérieur.

1792-1992. Valmy-Strasbourg. La Révolution débouche enfin sur l'Europe, qu'elle a plongée, merci Napoléon, dans un bain de sang. Alors, même si elle est née sur un champ de bataille, pourquoi monter en épingle, roulez tam-

bours, sonnez clairons, cette idée de nation dans ce qu'elle a de plus de belliqueux, de plus ringard : la défense d'un terrizoire dont les frontières sont toujours aussi fragiles, aussi poreuses, à en croire M'sieur Mimi, pardon : M'sieur le président de la Com-

Qui c'est qui peut bien les guigner, nos frontières, là aujourd'hui, on peut savoir ? Pas les Sov, ils ont d'autres chats à fouetter. Non, les Prussiens, je veux dire les Allemands, de l'Ouest, de l'Est, les Aliemands enfin réunis qui menacent à tous moments de nous tomber dessus à bras raccourcis I

D'accord, il s'agissait de rassurer notre armée, de la carassa dans le sens du poil, de lui remonter le moral. Mais, bon, snaginez que Maggie offre à sa flotte désœuvrée une reconstitu-tion de Trafzigar I Ou encore que le père Kohl nous demande de prêter la galerie des Glaces à Versailles pour y monter le spectacle de la reddition de la France en 1870 ! Là, il y aurait vraiment de quoi crier : Aux armes. citovens!

CLAUDE SARRAUTE.

A nos lecteurs

velles rotatives du Monde à

l'imprimerie d'Ivry a perturbé, samedi, la distribution du journel

louméro daté 17-18 septembre).

Nous prions nos lecteurs de bien

vouloir nous en excuser et de

croire que tout est mis en œuvre

pour assurer, dans les plus brefs

Un grave incident technique lié à la mise au point des nou-

SRI-LANKA

Accord entre Colombo et New-Delhi pour le retrait des troupes indiennes

NEW-DEI HI de notre correspondant en Asie du Sud

Le gouvernement sri-lankais a ordonné, dimanche 17 septembre, contre les groupes de tueurs liés, à des degrés divers, au pouvoir et res-ponsables de nombreux massacres ces dernières semaines. Vendredi et samedi, ces véritables « escadrons de la mort » ont attaqué trois villages situés près de la ville de Kandy, à environ 90 kilomètres au nord-est de Colombo, exterminant, selon les estimations, entre quatrovingt-dix et cent cinquante personnes, tous des civils, femmes et enfants compris (le bilan des vio-lences depuis le début de la semaine dépasserait trois cents morts).

Les assaillants, qui, selon des témoins, étaient habillés de vêtements militaires, ont mis le feu à une cinquantaine d'habitations. L'un des villages, Menikhinna, est réputé l'un des bastions des extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple). Ce massacre constituerait une opération de représailles après la mort, en début de semaine, de seize personnes appartenant à des

Le retrait des troupes indiennes du territoire sri-lankais sera accéléré pour être achevé avant le 31 décembre, et la force indienne de maintien de la paix (environ quarante-cinq mille hommes) observera un cessez-le-feu dans ses opérations contre les militants tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) : tel est l'essentiel de l'accord intervenu entre l'Inde et Sri-Lanka rendu public lundi 18 septembre à New-Delhi.

Cet accord met théoriquement fin à la présence indienne dans Pile. Colombo s'est engagé à prendre toutes les mesures pour renfor-cer l'administration de la province nord-est (à majorité tamoule) et à maintenir l'ordre dans cette région.

> Au Quinté+, avec les 5 premiers chevaux dans l'ordre c'est le début de la fortune.

> Au Quinté+, vous gagnez aussi avec les

5 premiers dans un ordre différent, les 4 ou les 3 premiers quel que soit l'ordre.

Où jouer: Dans tous les points PMU.

Mise minimale: 10 francs.

Jour de jeu : Chaque mardi.

fonds publics.

familles de militaires et probable-ment assassinées par le JVP.

Cette organisation a, en effet, menacé de tuer les membres des familles de policiers et soldats qui refuseraient de démissionner. En retour, les mars de la capitale se sont couverts d'affiches anonymes indiquant que « Douze personnes seront exécutées pour chaque famille de soldat attaqué ». Selon un porte-parole militaire, cité par l'agence Associed Press, l'enquête qui vient d'être lancée aura notamment pour but de vérifier si les armes utilisées par les «escadrons de la mort» sont les mêmes que celles dont se servent les gardes du corps des hommes politiques. Les membres du gouvernement et les parlementaires sont, en effet, auto-

OUINTE +

FAUT PAS AVOIR PEUR DE GAGNER TROP!

risés à utiliser les services de dix gardes du corps, rémunérés sur des

De véritables « armées privées »

Cela signifie, estime cet officier qui souhaite garder l'anonymat, que les deux cent vingt-cinq membres du Parlement ont au moins deux mille deux cent cinquante gardes du corps sous leurs ordres, et l'un des minis tres est connu pour être protégé par plus de soixante-quatre hommes en. armes. » Ces « armées privées », ajoute l'officier, peuvent facilement être transformées en « machines à tuer », puisque les forces de sécurité et la police ne feront rien pour mettre un terme à leurs actions.

Quarante-cinq membres des forces armées auraient cependant été arrêtés dans le cadre de l'enquête en

Dans une nouvelle tentative pour obtenir la cessation des hostilités de la part des extrémistes cinghalais, le gouvernement de M. Premadasa a offert de suspendre toutes les actions militaires contre le JVP, à condition que celui-ci accepte de participer aux négociations de paix (les pourparlers qui se sont ouverts le 13 septembre et qui rassemblent la plupart des partis politiques, y compris les séparatistes tamouls du LTTE – Tigres libérateurs de l'Eclam tamoul, – ont été ajournés). Un communiqué gouvernemental explique que seule une réponse posi-tive du JVP permettra d'« identifier.» les groupes de tueurs... dont chacun sait, à Colombo, qu'ils sont formés et financés par des représentants du pouvoir.

LAURENT ZECCHINI.

délais. l'acheminement réculier

BOURSE DE PARIS Matinée du 18 septembre

Stable Grande stabilité à la Bourse de Paris hundi 18 septembre en milieu de matinée. L'indicateur instantané était en très légère progression à + 0,07 %. . Enregistraient une hausse les titres suivants: Lyonnaise des eaux (+ 3,1 %), Esso (+2,6%), Elf Aquitaine (certif.) (+2,4%), CFAO (+2,3%).
Par contre, Euromarché, Primagaz,
Pernod, Hachette, Maisons Phénix
étaient en baisse. La cotation de la
SAT était suspendue à l'ouverture.

Le munéro du « Monde » daté 17-18 septembre 1989 a été tiré à 572 803 exemplaires

TISSUS D'AMEUBLEMENT: LE TEST DES PRIX! (Ou comment réaliser des économies

se chiffrant à des centaines ou des milliers de francs...) Notez les prix de beaux tissus actuels -Chintz, Jacquards, Toiles, etc — dans des

boutiques proposant des tissus "griffés". Comparez ces prix avec les prix Radin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.

Vous serez stupéfaite de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mêtre.

:{0}:)**:**: 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Fine... Fine, fraîche

et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

GUY SAVOY

SCIENCES ET MÉDECINE

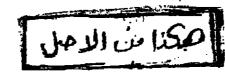
camel, vert US, marron glacé et tous LES TONS D'OCTOBRE

des costumes pure laine et des vestes cachemire et laine

grandes griffes choisies à...

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation





Steve

le tri

Series Allers

Total Contract Contra

والمحافظة المسا الله الله المدران المدر - Aug 👸 (*3 *) 256 Ab

Land to India إستأثث للما

and the second second in in the

Set Trickery

tigg strike in

Total 14

...

45

Maran wat to

Sign instante i t

r '2.2 ·

7.7

Serenti

1. 20 min

.

Yillana B. B. Saya

۔ ، نے عصا

TO BE ALL TO SERVICE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PART

12

ð . . .

-